



La nationalisation du monde

Michel Cahen

► To cite this version:

Michel Cahen. La nationalisation du monde: Europe, Afrique, l'identité dans la démocratie. L'Harmattan, 256 p., 1999, 2-7384-7330. hal-02531764

HAL Id: hal-02531764

<https://hal.science/hal-02531764>

Submitted on 3 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version pré-impression de l'ouvrage de Michel CAHEN, *La nationalisation du monde. Europe, Afrique, l'identité dans la démocratie*, Paris, L'Harmattan, septembre 1999, 256 p., ISBN : 2-7384-7330-X. La pagination respecte de ce tapuscrit celle de l'ouvrage imprimé.

La nationalisation du monde

Principaux ouvrages de l'auteur

— *Mozambique, la révolution implosée. Etudes sur douze années d'indépendance (1975-1987)*, Paris, 1987, L'Harmattan, 170 p. (« Points de vue concrets »).

— *Vilas et Cidades : Bourgs et Villes en Afrique lusophone*, Paris, 1989, L'Harmattan, 300 p. (« Villes et Entreprises »).

— *Mozambique, analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, avril 1990, Indigo Publications (« La Lettre de l'Océan Indien »), 62 p.

— *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan/Centre d'étude d'Afrique noire/Centre d'études africains, septembre 1994, 176 p.

Nombreux articles de revues, en particulier dans *Politique Africaine*, *L'Afrique politique*, *Lusotopie* – *Enjeux contemporains dans les espaces lusophones* et des revues étrangères.

La nationalisation du monde

Mots-clefs

Algérie – Angola – France – Mozambique – Serbie – Tiers monde – Union européenne – Urss – Yougoslavie

créolité – démocratie politique – État-nation – État sans nation – ethnicité politique – ethnie – fédéralisme – francophonie – identité – internationalisme – jacobinisme – laïcité – lusophonie – lutte des classes – marxisme – mondialisation – nation – nationalisation – nationalisme – prolétarianisation – stalinisme

Michel Cahen

La nationalisation du monde

Europe, Afrique :
l'identité dans la démocratie

Éditions L'Harmattan
5-7 rue de l'École-Polytechnique
75005 — Paris

L'Harmattan Inc.
55 rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) — Canada H2Y 1K9

© Éditions L'Harmattan pour les pays de langue française
© Michel Cahen pour les autres pays
ISBN :2-7384-7330-X

Avant-propos

L'auteur de ce livre est un historien, chercheur CNRS au Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Il travaille en particulier sur l'Afrique de langue portugaise du XX^e siècle. Ce « terrain » est très hétérogène – des Îles du Cap-Vert créoles, en Afrique occidentale, au Mozambique bantou et lignager dans la région australe du Continent noir – mais, autant que tous les autres, il a pu lui apporter des connaissances utiles pour penser la nation, l'identité, la mondialisation, l'Europe, la post-Yougoslavie, le racisme... En tant qu'africaniste, il souhaite ainsi participer, aux côtés des européenistes ou des américanistes, au débat généraliste des disciplines de l'histoire et des sciences politiques.

Néanmoins, dans le cas présent, s'y ajoute une préoccupation « engagée ». Il y a bien sûr une différence entre la publication de travaux scientifiques – pour lesquels le chercheur, sur la base de son terrain particulier, peut prétendre à la légitimité d'une compétence plus grande – et l'expression d'opinions – hors de son domaine *stricto sensu*, pour lesquelles la seule légitimité est celle du citoyen ou de l'intellectuel en général. Mais quand se multiplient des drames ou des phénomènes qui, d'une manière ou d'une autre, interpellent la conscience du chercheur – en ce printemps 1999, en vrac : ethnicisation de la troisième guerre civile angolaise, guerre du Kosovo et de Serbie, guerre civile à Timor oriental, essor des nationalismes écossais et gallois, premières élections européennes postérieures au Traité d'Amsterdam... –, ce dernier a aussi le devoir d'utiliser les connaissances acquises en son métier propre pour proposer, en tant que citoyen intellectuel, une réflexion plus vaste.

Il s'agit aussi pour l'auteur de poursuivre et relancer le débat qu'il avait cherché, en 1994, à engager dans son précédent ouvrage portant également sur la problématique de l'identité *dans la démocratie politique*, *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité* (Paris, L'Harmattan).

Le présent recueil réunit ainsi des textes divers rédigés, pour la plupart (dix-sept sur vingt-deux), postérieurement à l'ouvrage précédemment cité : des recherches, mais aussi des essais, des opinions. Six sont inédits, seize ont déjà été publiés, mais en des lieux et revues de types fort variés : revues scientifiques, congrès universitaires internationaux, journaux d'opinion, bulletins associatifs dépassant rarement des tirages infra paroissiaux... Si les réunir en un livre répondait au désir de les faire mieux connaître, il est alors du devoir de l'auteur de prévenir le lecteur sur un certain éclatement de genres : pour défendre les mêmes idées, on ne s'exprime pas nécessairement de la même manière, avec les mêmes « mots » et on n'a pas forcément les mêmes objectifs ponctuels, au congrès annuel de l'*American Political Science Association* à San Francisco, à un séminaire à Maputo (Mozambique), dans une revue noire bordelaise, au sein de l'association « Espace Marx/Aquitaine » ou dans le mensuel de la Ligue communiste révolutionnaire. On trouvera ci-après des textes qui relèvent de ma classique activité professionnelle de chercheur au CNRS, d'autres qui sont davantage pédagogiques, enfin, des participations à des débats politiques. Exceptionnellement, un texte est publié en portugais, pour des raisons expliquées (en français !) en note introductive.

L'hétérogénéité des publics et des dates entraîne forcément parfois des répétitions des sujets traités même si, évidemment, les textes ont été sélectionnés en vue d'aspects différents de la problématique des processus de production identitaire. Enfin, les rédactions s'échelonnant de 1991 à 1999, j'ai pu changer d'opinion sur tel ou tel détails.

Les textes sont regroupés par grands thèmes et au sein de ces thèmes par ordre chronologique, sauf pour le premier article qui présente l'ensemble du débat. La date indiquée au-dessous de chaque titre concerne la date de rédaction, la date de publication étant mentionnée en note (astérisque). Outre l'introduction écrite spécifiquement pour ce recueil, ils sont reproduits (le plus souvent) tels qu'ils ont été publiés, ou parfois – les revues demandant immanquablement des raccourcissements –, tels que dans les manuscrits initiaux (c'est évidemment le cas pour les quelques inédits). De très légères modifications de style ont pu leur être apportées, et quelques notes (alors clairement mentionnées et distinguées des

originelles) être adjointes.

Merci aux revues ou journaux qui ont accepté la réédition de ces textes.

Bordeaux, le 1^{er} mai 1999

Introduction

Éloge de l'inter-nationalisme

« Le malentendu vient du parisianisme. [...] le microcosme parisien est infect. Ils savent tout, ils connaissent tout, ils donnent des leçons. C'est ce qui m'a mis en colère ».

Aimé JACQUET, entraîneur national de l'équipe de France de football¹.

« Et si on avait tout faux ? » Un tel doute gnostique ne semble pas effleurer ceux qui, ces dernières années, n'ont cessé de pourfendre le « repli particulariste », l'« enfermement identitaire », ou l'« ethnicisation du monde » et autres « fichus fichus ». Ces positions nobles-républicaines-citoyennes (souvent parisiennes) permettent de repousser hors des catégories de la modernité les mouvements sociaux qui cherchent à *affirmer la dignité par l'identité, la citoyenneté par la communauté*, bref, la modernité que d'autres ont conquise un siècle plus tôt, et prétendent maintenant leur refuser puisque, n'est-ce pas, on ne doit plus en être à « l'étape des révolutions nationales » alors que l'avenir est aux constructions continentales, voire mondiales.

¹ Aimé JACQUET, « La France s'est reconnue à travers cette équipe multiethnique », *Le Monde*, 18 juillet 1998 : 18 (propos recueillis par Jean-Jacques Bozonnet).

En bref, parce que, dans des États-nation occidentaux vieux parfois de plusieurs siècles, certains secteurs de l'élite, repus de toute cette culture historique et de la solidité de leur citoyenneté, pensent qu'il est désormais temps de passer à autre chose, tout ce qui, dans d'autres régions du monde ou dans leurs propres régions², ne va pas dans le sens de l'uniformisation nationale, puis européenne, puis de l'a-nation mondiale, est considérée comme retour en arrière, donc réactionnaire.

Bien sûr, certains s'arrêtent en chemin : nullement gênés par l'uniformisation nationale, ils s'inquiètent en revanche dès lors qu'elle devient européenne et refusent la mondiale. C'est qu'à ces nouvelles étapes, ils ne sont plus du même côté du manche. Pourtant, pour ne prendre que l'exemple linguistique, il n'y a pas de différence conceptuelle, ou même de pratique politique, entre le fait de considérer que l'occitan (ou le basque ou l'alsacien...) est une langue résiduelle, et que le français l'est aussi³. Sur un plan plus général, ceux qui défendent le modèle jacobin au sein de la France ne sont pas les mieux placés pour le refuser quand il devient bruxellois.

Dans les milieux les plus favorables au mouvement social et démocratique, la confusion est permanente entre l'État et l'État-nation, l'État-nation et la nation, la citoyenneté et la nationalité, l'antiracisme et l'anti-ethnisme, entre les faits de conscience et la « fausse conscience », entre l'« étape de la révolution bourgeoise » et la « révolution nationale-démocratique ». Inversement et logiquement, ces courants posent une muraille de Chine conceptuelle entre la nation et l'ethnie – ce qui valorise opportunément le « modèle français » face à tous les autres, en particulier ceux de nos ennemis héréditaires anglo-saxon et allemand. Que cela n'exprime en fin de compte rien d'autre que... l'ethnicité française et son chauvinisme, n'effleure pas ceux pour qui la nation, purifiée du moindre parfum identitaire, se résume à un ensemble de droits politiques.

² En France, elles sont dénommées « la province » par Paris qui, probablement, ne se considère pas comme tel.

³ Il est dommage que certains défenseurs de « l'avenir de la langue française » ne l'aient pas compris. Leur « défense » cache mal le chauvinisme et leur nostalgie d'une époque où, jusqu'aux années trente, le français dominait les relations internationales. Ils s'étonnent ensuite de voir les régionalistes refuser de les soutenir, et donc suspectent les langues régionales d'être le cheval de Troie de l'anglais dans l'hexagone... – CQFD !

En effet, ceux qui opposent la citoyenneté (et la démocratie) à la communauté (et à la culture ou l'ethnie), semblent aveugles sur le fait qu'*il y a toujours communauté*. Simplement, comme il s'agit de la leur, ils ne la voient point, et cette négation ne fait que masquer sa domination. Ainsi en France, pays dans lequel le principe de l'indissolubilité du lien individualité/citoyenneté est fort, et où l'on ne saurait envisager qu'un rapport direct, sans aucune catégorie intermédiaire, entre l'État et le citoyen – ainsi atomisé –, *il y a bel et bien une communauté*, consentie ou imposée, qui n'est autre que l'ethnie France s'exprimant comme État-nation. Pourquoi serait-il, alors, impossible, conceptuellement, de penser que cette communauté puisse être « Pays basque » ou « Corse » – pour prendre des cas d'identités territorialisées – ou « Gens du Voyage », par exemple – pour des identités non territorialisées ? Où se situe le blocage conceptuel ? Il réside, très classiquement, dans la négation de l'ethnie France par l'État-nation français lui-même, afin d'exercer sa domination par le biais d'une idéologie présentant son fort particularisme comme une expression achevée de l'universalisme.

Ce qui est un peu étonnant est que cette idéologie, historiquement datée et construite autour d'un projet bourgeois, est aussi celle de courants socialistes et, en particulier, marxistes radicaux. Pour nombre de ces derniers, que je qualifierai de « classistes purs » ou « économistes de gauche », la nation n'est qu'un ensemble de droits politiques, engendrés par la révolution bourgeoise, puis élargis par des générations de luttes sociales, et ne saurait avoir une identité ethnique autre que dans des bouffées de « fausse conscience ». Ils lient explicitement la nation à la bourgeoisie, ce qui explique qu'à leurs yeux elle appartienne à une étape dépassée, sauf dans les « pays arriérés ». Sous prétexte que « les prolétaires n'ont pas de patrie » – ce qui est bien vrai –, ils oublient que les capitalistes n'en ont pas plus et qu'il ne s'agit donc nullement d'un trait particulier : les *classes* n'ont pas de patrie, c'est tout. Mais justement, il s'agit de classes dans lesquelles vivent des individus dont l'identité n'est pas relative qu'à celles-ci, mais à beaucoup d'autres catégories : religion, ethnie, profession, langue, sexe, caste, etc. En ne considérant pertinente que l'identité classiste, ils hypertrophient une seule catégorie de faits de conscience et exercent un terrible sectarisme envers un mouvement social qui mélange *toujours* plusieurs identités. Il y a eu, au long de tout ce siècle, un lien direct entre le dédain pour la nation ou le refus de l'ethnie dans certains courants de

gauche, et un sectarisme qui n'est autre qu'un paternalisme déguisé de l'avant-garde : on ne se fonde pas sur la *dialectique des identités du mouvement social* – au sein de laquelle on peut penser, du reste, que l'identité de classe est déterminante –, mais sur la *seule identité de classe au sein du mouvement social* – que l'on « décide » être l'unique pertinente. Les courants de gauche sous-estiment alors des champs possibles de mobilisation, voire dressent contre eux des secteurs entiers du mouvement social ou, du moins, s'avèrent incapables d'en disputer la direction à des courants de droite qui, eux, ne nient pas, en l'exploitant à leur manière, le *besoin social d'identité*, et les droits démocratiques en découlant⁴. En quelque sorte, on oublie la seconde partie de la célèbre phrase du *Manifeste communiste* : « Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous ! ».

La négation de l'identité est une oppression. Mais sa gravité connaît des degrés évidemment fort variés. En particulier, quand l'imposition/uniformisation nationale a été historiquement combinée à l'essor d'une citoyenneté d'assez bonne qualité, elle peut s'exercer sans explosion majeure : c'est le cas de la Troisième République française, et de celles qui lui ont succédé. Dans ces situations, les droits sociaux, arrachés grâce à des générations de lutte, produisent une appréciable citoyenneté qui vient renforcer la nation, en permettant l'intégration des valeurs politiques aux traditions culturelles ethno-nationale. La promotion sociale, d'une certaine manière, autorise la répression ethnique : il est « interdit de cracher et de parler breton », mais c'est à l'école publique gratuite. Il faut du reste signaler – contrairement à ce qui est pointé par nombre de régionalistes – que ce qui fit (et fait encore) le plus souffrir dans les périphéries françaises, fut ou est, non point tant le *centralisme* jacobin (État unitaire) que son *uniformisme* (législation hostile à la diversité culturelle), ou l'association des deux⁵.

Cependant, ces conceptions uniformisantes deviennent ouvertement oppressives dans des régions du monde où le mimétisme de l'État-nation, jacobin mais virtuel, dans un État socialement non promouvant, est dirigé contre des pans entiers

⁴ Un exemple archétypique actuel peut être trouvé dans la quasi-inexistence de la gauche dans le nationalisme corse : mais qu'est-ce que la gauche a à proposer à la nation corse, si ce n'est un meilleur développement économique faisant l'impasse sur l'identité ?

⁵ Inversement, la régionalisation n'est nullement synonyme de démocratisation.

de la population et contre les nations (ou ethnies) réellement existantes.

Il ne s'agit pas seulement d'un débat d'idées, il s'agit d'une bataille politique pour le XXI^e siècle. Les mouvements populaires qui suivent, pour des raisons qui tiennent à l'histoire de leurs sociétés, des formes de mobilisation identitaire ont, pour cela même, souvent du mal à trouver au sein de leurs intelligentsias respectives les soutiens, les « intellectuels organiques », dont ils ont besoin. Ces derniers, fréquemment nourris de culture politique occidentale⁶, dressent catastrophiquement l'identité citoyenne contre le sentiment communautaire et la citoyenneté contre l'autodétermination. Ce faisant, ils rejettent alors ces mouvements sociaux de facture identitaire dans les bras de courants ouvertement manipulateurs, rétrogrades, tribalistes, fascistes, néo-staliniens, etc., milieux conservateurs ou volontiers extrémistes qui se voient offrir sur un plateau d'argent la base sociale qu'ils n'avaient point ou guère.

Il s'en suit une incapacité à voir la modernité massive en marche, une persistance à analyser des progrès comme des reculs, ou à voir comme uniquement négatifs des phénomènes qui témoignent pourtant aussi du dynamisme de certaines sociétés dans des contextes particuliers (islam politique, par exemple). La mondialisation – ce phénomène décrit comme « neutre » alors qu'il ne s'agit, dans sa forme actuelle, que de la dictature mondiale du capital financier – semble confirmer qu'il faille sonner le glas des nations. Je prétends le contraire. Précisément parce qu'*il n'y a pas de lien mécanique ou direct entre les phénomènes identitaires et les révolutions économiques et sociales* – pas plus entre la « révolution bourgeoise » et la « révolution nationale », qu'entre la

⁶ Cette culture occidentale peut renvoyer à la Révolution française de 1789-93 et au jacobinisme, plus rarement à la culture allemande, certes différente, mais qui, elle aussi, lie une identité et une seule, à l'idée de l'État. Il est intéressant de constater que même lorsqu'elles sont nourries de culture anglo-saxonne, *a priori* plus prompte à accepter le multiculturalisme ou la multi-ethnicité, les élites politiques du tiers monde reproduisent en fait le plus souvent un modèle jacobin (Ghana, Kenya, voire Inde...) : c'est que, se reproduisant socialement de par leur lien à l'État de la périphérie, elles ne peuvent légitimer les invraisemblables frontières léguées par le colonialisme que par la construction d'une « nation » correspondant à ce cadre, non seulement artificiel comme toute frontière, mais surtout imposé en dix ans (1884-1895 environ) à l'inverse des frontières européennes produites par des siècles de guerres et de remaniements dynastiques.

mondialisation et la « fin des territoires » –, parce que les phénomènes identitaires sont un *contexte imaginaire* dans lequel se produisent toutes ces révolutions, les ethnies et nations seront évidemment *remaniées* par l'évolution actuelle mais *nullement amoindries*.

Certains auteurs ont alors – à mon avis souvent justement – pointé la nation comme l'espace démocratique d'expression des citoyens permettant de contrebalancer des compagnies financières transétatiques et des réseaux tendanciellement déterritorialisés, privés, non contrôlés et terriblement puissants. La lutte des citoyens contre ce capitalisme planétaire les mènerait alors précisément à la défense de la nation⁷. Oui, mais...

Mais, parce que ces analystes ne voient à nouveau la nation que comme synonyme de communauté républicaine, communauté définie par des droits politiques, en l'occurrence des droits politiques à défendre. Or, si l'attachement des citoyens à la nation comme communauté de droits est avéré⁸, il n'a aucune raison d'en rester là, ou même de s'exprimer en premier lieu sous cet angle. La résistance au capitalisme mondialisé est aussi *ressentie*, et donc *sera*, une lutte identitaire. Quand on défend la « Sécu » face à l'étape maastrichienne de la mondialisation capitaliste, on ne défend pas qu'un droit social mais aussi *l'idée que l'on se fait de la France*, on défend l'identité française⁹. Et c'est bien pourquoi,

⁷ Cf. entre autres, et pour ne parler que de la gauche, Yves LACOSTE, *Vive la nation ! Destin d'une idée géopolitique*, Paris, Fayard, 1997, 250 p. ou Éric & Jean-Philippe. MELCHIOR, *Marianne déboussolée. Le débat politique français à l'épreuve de la mondialisation*, Paris, Éditions de l'Aube, 1996, 168 p., coll. « Monde en cours ».

⁸ Il faut bien sûr savoir si ce cadre national est accepté librement par toutes les populations ou tous les peuples de l'ensemble défini par les frontières de l'État respectif, ce qui signifie que l'exercice et la défense des droits politiques commence par la reconnaissance du droit à la séparation – la « nation une et indivisible » ne peut être fondée que sur l'assentiment démocratiquement exprimé et donc sur la garantie du droit d'en sortir (ou inversement de la rallier). Il y avait ainsi, par exemple, une certaine légitimité à la lutte armée basque puisque, même si le peuple basque votait massivement pour l'indépendance, cette volonté se heurterait à l'inexistence du droit à l'autodétermination dans le royaume d'Espagne. Cependant cette même lutte armée était depuis la fin du franquisme une catastrophe stratégique puisque justement elle empêchait l'expression démocratique de la volonté d'indépendance. La récente trêve (septembre 1998), inconditionnelle et sans limite de temps, décrétée par l'ETA, constitue donc un véritable tournant politique, une chance pour le peuple basque et une menace pour le royaume castillan et... l'État français.

⁹ – et non point l'« exception française » ! Pourquoi devrait-on justifier

si la mondialisation met plus que jamais à l'ordre du jour les thèmes républicains, elle en fait tout autant des thèmes identitaires puisqu'elle implique des mouvements d'habitants défendant leur être social contre l'uniformisation ultra-libérale qui semble si « pratique » au capitalisme financier. Pourquoi devrait-on soutenir les uns (républicains-citoyens) et point les autres (ethno-nationaux) ? L'agression capitaliste provoque la défense de la nation comme un *tout indissociablement politique et identitaire* et l'institue comme potentiel objet politique puissamment porteur de subversion. La « nouvelle crise de 1929 », qu'ont annoncée les actuels kraks russo-asiatiques, qui n'est nullement résolue, s'étend à l'Amérique Latine, et a toutes les chances de se développer à une puissance « fin de siècle », ne pourra qu'aiguiser ce phénomène : elle provoquera des luttes sociales défensives, mais aussi des réactions identitaires face aux désastres provoqués par des capitaux volatiles et ressentis comme étrangers. Vouloir, alors, lutter contre le nationalisme compris seulement comme obstacle aux luttes de classes, peut ouvrir une autoroute aux nationalismes conservateurs voire extrémistes.

C'est qu'ainsi, on ne fait que forcer la coupure entre *deux catégories analytiques*, en réalité vécues de manière confondues par les êtres sociaux. Cela peut mener à des catastrophes : dans le centre du monde évidemment (voir l'opposition désastreuse de la citoyenneté à l'autodétermination dans l'ancienne Yougoslavie^{*}), mais aussi à ses périphéries (voir l'opprobre qui couvre *immédiatement* les mouvements de facture ethnique en Afrique, qui ne se limitent pas au massacre des Tutsis !).

la défense de droits légitimes, liés à une identité, par une « exception » ? ! Les autres peuples ne seraient-ils pas fondés à défendre les mêmes droits, du fait qu'ils ne sont sans doute « pas exceptionnels » ? Comment peuvent-ils recevoir la revendication de l'« exception française » autrement que comme la manifestation d'une typique et insupportable arrogance française et d'un complexe de supériorité ? Parfaitement nécessaire, la défense des droits remis en cause par la mondialisation ultra-libérale est ainsi « positionnée » d'une manière complètement inefficace dans la lutte politique internationale. Elle n'est qu'une merveilleuse formulation chauvine trouvée par la tradition jacobine pour défendre, tout en la niant, l'identité ethnique de sa nation. Il est par ailleurs déplaisant de la voir accolée, souvent, à la seule culture : on pourrait déréglementer l'économie et les droits sociaux, mais pas touche à la culture ? ! L'« universalisme jacobin » sent ici très fort le corporatisme d'une certaine élite.

^{*} Note du 1^{er} mai 1999 : ces lignes ont été écrites avant l'éclatement de la guerre au Kosovo et l'intervention de l'OTAN contre la Serbie. Il ne m'a pas semblé nécessaire d'en modifier une virgule.

Les faits de conscience sont des idées socialement organisées et expriment le besoin de produire du lien social. Ce dernier n'est évidemment point limité à une ou des « étapes » historiques, mais les traverse de manière diverse selon les contextes. Il faut appréhender la production ethno-nationale comme une *tendance permanente* au sein des mouvements sociaux. *Tendance*, cela indique clairement que la composante ethnogène n'est pas la seule en jeu au sein des forces sociales, qu'elle n'est pas nécessairement la plus puissante, ou déterminante, que, lorsqu'elle l'est, elle n'aboutit pas forcément. Enfin, il est évident que la forme d'expression identitaire change avec les époques et les contextes, et, notamment, avec le niveau de développement des forces productives et la nature des rapports sociaux qui leur sont attachés¹⁰.

Mais appréhender la question nationale, non plus comme une « étape » de l'évolution historique – correspondant *grossomodo*, avec des précocités ou des retards selon les lieux, au passage de l'époque moderne à l'époque contemporaine –, mais comme une tendance de très long terme, devrait permettre – ne seraient leurs blocages idéologiques – aux courants émancipalistes de s'appuyer sur elle. C'est pourquoi tout oppose l'internationalisme, cette solidarité des nationalismes (inter-nationalisme), à la confusion courante qui le rend synonyme de l'antinationalisme.

Bordeaux, le 25 septembre 1998

¹⁰ Mais je récuse le paternalisme jacobin qui considère comme prégnant et producteur de communauté le « sentiment national » révolutionnaire, et inopérant et non producteur de communauté la fidélité antérieure aux insignes royaux (ou autres). Je ne vois pas comment on peut reconnaître le sentiment communautaire national apparu dans le contexte de Valmy, et nier le sentiment communautaire forgé par des siècles de fidélité royale antérieure. Il ne s'agissait certes pas du même sentiment, il s'agissait d'autres Frances (cf. à ce sujet l'ouvrage de la médiéviste Colette BEAUNE, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1993 (1^e éd., 1985), 576 p. (« Folio Histoire »)). Il a fallu des guerres terribles pour détruire la nation provençale (on dirait aujourd'hui occitane) – c'est quand même un indice qu'elle... existait ! Vouloir la réduire à de simples résistances seigneuriales (réelles au demeurant) est bien méprisant et irréaliste. Refuser l'étapisme du lien mécanique révolution bourgeoise/révolution nationale permet ainsi de comprendre que si la question nationale peut rester pertinente après l'ère des révolutions bourgeoises, il a pu y avoir des nations avant le capitalisme.

Première partie

L'Afrique, le socialisme et les nations

De la construction de l'État sans nation à la nationalisation du monde*

Juin-octobre 1996

En 1992, je publiai un article, dans le *Monde diplomatique*, dont le titre était : « Ce que l'Afrique noire pourrait apprendre à l'Europe »¹. On était alors en pleine campagne pour le référendum de Maastricht sur la construction européenne, et l'incapacité des États africains à construire des nations me semblait pouvoir nourrir la réflexion sur l'échec au devant duquel on courrait en confondant la construction de l'Europe avec celle d'une nouvelle nation – la « nation européenne ». Cette tendance, toujours officiellement démentie² mais puis-sante, prenait (et prend) la Commission de

* Ce texte, daté du 21 juillet 1996, a été tout d'abord présenté sous le titre *Inequalities, Ethnicities and Democratization : From Nationless State Building to World Nationalization* à la 92^e réunion annuelle de l'American Political Science Association, San Francisco, 29 août 1996 (Panel : « Sources of Inequality : Identity and democratization in Africa », Chair and discussant, Prof. Michael G. Schatzberg). Cette première version a été publiée en catalan (« Desigualtats, etnicitats, democratització : de la construcció de l'Estat sense nació a la nacionalització del món »), *Studia Africana*, Barcelone, Centre d'estudis africans, 8, mars 1997 : 143-160. La présente version, fruit de révisions opérées en octobre 1996 et de modifications très mineures ultérieurement apportées, a été publiée (avec raccourcissements des notes) dans la revue *Autrepart* (Paris, Institut de recherche pour le développement – Éditions de l'Aube), 10 (« Afrique : les identités contre la démocratie ? »), avril 1999 (parution juin).

¹ *Le Monde Diplomatique*, Paris, juillet 1992 : 32.

² ...notamment par la mise en avant du « principe de subsidiarité ». Mais ce concept, venu de la religion catholique et en particulier de la papauté qui, comme on le sait, est une monarchie absolue, est très relatif car c'est l'Union européenne, et non point la nation ou la région concernée, qui décide de ce qui en relèvera ou non. On le voit bien sur des questions centrales, comme le principe de la fin des situations de monopole dans les services publics, donc de la concurrence entre ces derniers et des entreprises privées exploitant les niches les plus rentables de l'activité de la branche, c'est-à-dire un principe imposant la soumission des services publics aux

Bruxelles pour un État, l'instrumentalisant pour imposer, par le biais de son impressionnante production bureaucratique, les mêmes réglementations, les mêmes mœurs, les mêmes manières de produire et de vivre du nord de la Norvège au sud du Portugal. Bref, le traité de Maastricht illustre, une nouvelle fois dans l'histoire récente, la tentative de produire une nation par une politique étatique.

Or l'État ne crée pas la nation, quoi qu'en disent les prisonniers du paradigme étatique.

Les politiques d'un État ne peuvent qu'être pensées à l'échelle de la vie des hommes (en particulier des hommes d'État), environ trois générations. Nous sommes dans la courte durée. La nation est un processus *historique* de la longue durée que des politiques étatiques peuvent éventuellement renforcer, mais jamais créer de toutes pièces. Que l'on prenne les exemples aussi différents du Portugal, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, des États-Unis d'Amérique du Nord ou des États-Unis du Brésil, ce n'est ni la nation qui y a « créé » l'État ni l'État qui y a « créé » la nation. La révolution française dota la population d'un État plus moderne qui eut un incontestable effet sur la nation, mais ne put avoir lieu dans les formes qu'elle emprunta que parce que la nation existait déjà largement. Inversement, la révolution américaine fit bien partie des libérations anticoloniales créatrices d'État, mais cela n'est pas automatiquement synonyme de nation : le Président américain ne fait-il pas chaque année un « discours sur l'état de l'Union », et non de la nation³ ? Le débat reste ouvert sur la nature de cet ensemble géant constitué à une allure vertigineuse. Quoi qu'il en soit, notamment en ce qui concerne les pays plus anciens, d'État et de nation, il n'y a aucun sens à chercher à savoir lequel des deux « était là avant », à savoir la « date » de la création de la seconde⁴. Il y eut – il y a certainement encore – dans tous ces cas, avec des contextes et des rythmes fort divers, le long processus du mouvement social

règles du secteur privé et, à terme leur inéluctable privatisation dans tous les pays de l'Union. Cette question n'est pas laissée à la « subsidiarité ». En revanche il se peut – ce n'est même pas sûr ! – que la réglementation de la chasse à la tourterelle dans le Sud-Ouest de la France finisse par être laissée à la « subsidiarité »...

³ Voir aussi note 39.

⁴ Les cérémonies françaises du 1500^e anniversaire du baptême catholique de Clovis, chef de guerre franc romain-germanique, ont allié à la grossière manipulation historique une manœuvre politique voulant lier organiquement le catholicisme à l'État laïque. Mais il y eut aussi, au sein d'une partie de ceux qui ont approuvé le traité de Maastricht comme parmi certains de ses adversaires conservateurs, un désir de réaffirmer la nation française interpellée par la mondialisation, *via* la glorification d'une ancienneté faite synonyme de solidité.

entraînant des interactions dialectiques entre la formation des institutions politiques et les phénomènes identitaires, une suite d'ajustements mutuels progressifs, pacifiques ou violents. On devrait avec le couple État/nation raisonner exactement de la même manière qu'avec le couple État/langue. Nul ne niera le rôle des États dans la normalisation et l'extension des langues : les créent-ils pour autant ? À une date plus ou moins précise ? N'en sont-ils pas aussi le produit ? Quand en 1539 le roi François I^{er} impose la « langue maternelle française » dans les actes officiels du royaume, crée-t-il la nation ou constate-t-il que l'usage du français est plus efficace car déjà largement répandu dans les élites nobles et bourgeoises et dans la population entre Laon, Paris et Tours ?

Les États africains post-coloniaux concentrent la totalité de ces difficultés et y ajoutent, du fait de leur positionnement à la périphérie, celle de leur incapacité à créer de véritables marchés nationaux qui pourraient être un fondement pour des intégrations régionales ultérieures. La Troisième République française, son capitalisme en essor, sa bourgeoisie triomphante au centre du monde, réussit à étendre la nation française, à l'intérieur des frontières de la République, aux dépens des nations périphériques qui y subsistaient⁵. L'Europe maastrichtienne ne pourrait-elle en faire autant ? Et l'État africain post-colonial ?

Poser la question de cette manière décale déjà le problème. La Troisième République a étendu spatialement, au sein de ses frontières, une nation française qui existait déjà sur une large partie du territoire et s'étendait tendanciellement depuis l'époque des rois : elle ne l'a pas créée. La nation européenne, elle, n'existe pas. Sera-ce toujours le cas ? L'historien ne peut répondre mais le point de départ en tout cas est fort différent. La construction de la nation européenne ne peut réussir que par emboîtement (et non fusion) d'identités, c'est-à-dire qu'elle ne peut apparaître que comme nation de nations. Par une politique d'imposition légale, sociale, économique et culturelle uniformisante, on ne peut que provoquer des réactions ethno-nationales anti-européennes. Déjà vives, celles-ci néanmoins peuvent être contenues tant que l'Europe, même maastrichtienne, est ressentie comme socialement promouvante, ou imaginée comme pouvant l'être à court terme. Voilà pourquoi nombre de Portugais, sortant de quarante-huit ans de dictature en 1974, ont immédiatement changé les plaques minéralogiques de leurs voitures pour y arborer le macaron bleu étoilé européen (beaucoup plus rare en France) synonyme de désir de modernité ; voilà pourquoi l'Europe

⁵ L'histoire de ces nations de France n'est pas finie et des surprises sont possibles, mais leur déclin au cours de cette période n'est guère contestable.

maastrichtienne est populaire parmi les élites politiques d'Europe de l'Est. Que les inégalités de développement régionales s'aggravent et tout peut basculer.

Mais du moins l'Europe (avant même le « Marché Commun ») eut et a un marché, que ni les États africains ni les grandes régions du continent noir n'ont. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas une certaine économie de marché au sud du Sahara, mais en terme de valeur, les échanges avec l'OCDE écrasent les échanges internes ou régionaux de productions locales. Cela ne signifie pas non plus que des nations ne puissent pas exister, que des identités nouvelles ne puissent apparaître. Mais cela signifie que la force étatique de production de la nation y est encore plus faible qu'ailleurs. Non socialement promouvant, l'État africain qui n'est ni *strong* ni *soft* mais autoritaire *et* faible, ne construit l'« homme nouveau » de la « nation moderne » future (de type européen) que contre les identités aujourd'hui réellement existantes⁶. Il provoque donc des réactions non seulement ethniques, mais aussi centrifuges et anti-étatiques. Voilà pourquoi j'ai parlé d'« erreur senghorienne », rappelant le paradigme du premier président sénégalais – « En Afrique, l'État a précédé la nation » –, dans lequel le terme « précédé » de toute évidence était synonyme de « produit » ou au moins de « préparé »⁷.

Quelle que soit la force du modèle, tout oppose la France de la Troisième République qui, sur la base d'un marché national, a spatialement étendu au sein de la République une nation qui existait déjà sur une partie de son territoire, et le Sénégal contemporain où la pression ouolofe n'est pas synonyme d'intégration et provoque d'abord la rébellion casamançaise.

Nationalisme et « nationisme »

Non seulement le nationalisme des États africains post-coloniaux ne crée pas la nation, mais il détruit l'État. Depuis les années cinquante, on a procédé à une légitimation moderne des mouvements sociaux anticoloniaux par l'analogie avec les révolutions nationales européennes du XIX^e et des débuts du XX^e siècles. La volonté de chasser l'Européen exploiteur pour créer de nouvelles républiques et citoyennetés a été faite synonyme de nation. Comme si les Mau-Mau kikouyou étaient (pan-) kényans et les Macondes (pan-) mozambicains. Mais cette analogie correspondait tout à fait aux désirs européocentristes de nombre d'élites africaines – « *For the*

⁶ ... ce qui bien entendu n'empêche nullement le quotidien de leurs manipulations ou exacerbation conflictuelle.

⁷ Voir notamment aux pages 101-103 de M. CAHEN, *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994, 176 p.

Nation to live, the Tribe must die ». Elle comblait d'aise aussi, par exemple, l'étapisme stalinien dans ses versions des années cinquante à soixante-dix. Sans changer un iota à la théorie, il était plus valorisant de parler aux élites africaines de « processus de création de la nation » que d'« étape de la révolution bourgeoise »⁸. De ce fait, on renforçait une dangereuse équation entre « révolution bourgeoise » et « révolution nationale ». Le nationalisme était « fixé » sur une étape précise de l'évolution historique, et deviendrait donc réactionnaire à l'étape ultérieure. Ce paradigme devait être partagé bien au-delà des rangs des sympathisants du stalinisme...

Néanmoins les nationalismes polonais, grec, serbe, irlandais, basque, catalan, etc., étaient l'expression politique de nations existantes, le nationalisme produit d'un sentiment national. On appliqua le même concept à des projets de nation qui non seulement étaient projets d'État, mais projets contre les identités (ethnies ou nations) existantes. Ce « nationalisme » (désir de nation) fut élitaire et minoritaire, nationalisme induit dans le massif mouvement social anticolonial. Il ne fut pas un simple discours politique mais une nécessité sociale de légitimation moderne des élites au pouvoir devant « justifier » l'État, hérité des invraisemblables frontières coloniales, par la création rapide de la nation moderne (européenne). Cela correspondait aux conditions de leur reproduction sociale, c'est-à-dire à la nature de leurs liens avec l'État de la périphérie, à leur idéal, à leur habitus. Concrètement, cela impliqua une vision développementaliste technocratique dans laquelle il s'agissait de faire disparaître rapidement les formations sociales originales au sein de la paysannerie (« primitivisme », « féodalisme », « obscurantisme ») par le biais d'investissements de haute technologie à fort degré de capital fixe (immanquablement génératrice d'endettement) qui pouvaient venir tout aussi bien de l'Occident que des Pays de l'Est, de concentration des initiatives dans la capitale (la partie « moderne » du pays, prototype de la nation), d'alphabétisation dans la langue coloniale ou dans une seule langue africaine dominante. Ce « nationalisme » a systématiquement provoqué une aggravation des inégalités régionales et des inégalités sociales dans le rapport à l'État moderne.

Luis Cerqueira de Brito, sociologue mozambicain, alors qu'il préparait sa thèse de doctorat à l'Université de Paris 8 sur la fonction organique du marxisme au Mozambique⁹, avait suggéré de bien

⁸ ...même si les deux types de discours ont pu s'entremêler, notamment au sein de franges étudiantes influencées par le maoïsme.

⁹ Luis Cerqueira de BRITO, *Le FRELIMO et la construction de l'État national au Mozambique. Le sens de la référence au marxisme (1962-1983)*, Paris, Université de Paris 8/UFR Territoires, économies, sociétés,

distinguer les deux concepts en proposant un mot de son invention, le *nationisme*. Le mot « nationalisme » devait être clairement réservé à l'expression politique de ce qui était déjà national, du sentiment national. Au Mozambique, il s'agissait, socialement et culturellement, de toute autre chose : c'était la volonté d'une élite ultra-minoritaire de procéder à la rapide « fabrique de nation »¹⁰. La « fabrique de nation », le nationalisme du seul État, tel serait le « nationisme ». Nous¹¹ le dissuadâmes d'une telle invention, bien que d'accord sur le fond, craignant l'incompréhension¹². Nous eûmes tort car, de ce fait, un concept maintenu unique, même partiellement dédoublé grâce aux nuances « nationalisme produit (par le mouvement social) / nationalisme induit (dans le mouvement social) » que je défendis, fut utilisé pour deux phénomènes historiques totalement différents, voire antagoniques.

Certes, tout cela ramène à une question fort délicate, c'est-à-dire le « stade » à partir duquel on peut parler de nation. On avance souvent que bien des États africains post-coloniaux ont réussi à créer de vraies nations correspondant à leurs frontières. Encore très récemment, Richard Fardon a écrit que

« (...) presque tous ces États ont déjà survécu plus d'une trentaine d'années depuis les indépendances et *cette longévité* doit bien entraîner un sentiment d'appartenance commune (ne serait-ce qu'au niveau du sport de compétition). (...) l'annexion par un voisin de n'importe quel État de taille plus modeste viendrait rapidement démontrer *la réalité des identités "nationales"* »¹³. [souligné par moi, M.C.]

1991, 350 p. multigr. (thèse de doctorat sous la direction de P.-Ph. Rey).

¹⁰ En anglais, je propose de traduire « fabrique de nation » par *Nation making up* pour bien établir la distinction avec les *Nation building processes* qui sont nécessairement des processus historiques de la longue durée (que Lonsdale appelle *Nation formation*, utilisant l'expression *Nation building processes* pour la politique des États. Ce faisant il induit l'idée que l'État est capable d'enclencher un vrai processus nationalisant, ce que, en tout cas pour les États socialement non promouvants de la périphérie, je nie).

¹¹ « Nous », c'est-à-dire le petit noyau des lusophones du Groupe de recherche « Afrique australe » du CNRS alors dirigé par Claude Meillassoux (notamment Christine Messiant, Christian Geffray et moi-même).

¹² Voir mon article contemporain, « Le Mozambique, une nation africaine de langue portugaise ? », *Revue canadienne des études africaines*, Toronto, 1990, XXIV(3) : 315-347, et, celui, plus tardif, « Mozambique : histoire géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopie. Enjeux contemporains dans les espaces lusophones*, Paris, L'Harmattan, 1994 : 213-266.

¹³ Richard FARDON, « "Destins croisés" : histoires des identités ethniques et nationales en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, Paris,

Pourtant le délai dont il parle (« plus d'une trentaine d'années ») fait partie du court terme en histoire (tout juste une génération) et n'est nullement une « longévité » suffisante pour fonder un pronostic sur les capacités de survie desdits États¹⁴. Il met des guillemets à « identités nationales », qualité qu'il considère cependant comme « réalité ». On avance donc pour preuve de « nation » les phénomènes de masse qui accompagnent les rencontres inter-africaines de football – tous les Maliens ne soutiennent-ils pas leur équipe contre celle du Sénégal ? – ou plus tristement les expulsions cycliques d'immigrés d'un pays à l'autre qui désignent clairement l'étranger et en négatif dessinent la nation. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas quelques-unes de ces nations correspondant bien aux États, alors États-nation. Ce sont souvent des États insulaires et créoles, et peut-être l'Afrique du Sud, voire la Somalie (sur ce dernier pays, cf. *infra*), etc... Mais que nous disent l'« argument football » ou l'« argument expulsion » ? Ils expriment simplement l'habitude de vivre dans la même République, au mieux le « patriotisme constitutionnel » (Habermas), et la rivalité dans le rapport à un État moderne pour ses ressources espérées : ils ne définissent pas des faits de conscience identitaire puissants et intimement cristallisés. Avant l'éclatement de la Yougoslavie, tous les « Yougoslaves » applaudissaient leur équipe « nationale » contre celles des autres pays. Pourtant la nation yougoslave n'existait pas ou, plus exactement, était minoritaire en Yougoslavie, les sentiments identitaires les plus prégnants n'étant point pan-yougoslaves. Un Macondé du Mozambique ne fera aucune difficulté pour reconnaître sa mozambicanité pendant que son voisin Makonde de l'autre côté du fleuve Rovuma en fera de même pour sa tanzanité. Cela exprime l'habitude de vivre dans une République donnée, au mieux un certain sentiment de citoyenneté. Ce n'est en aucun cas le sentiment identitaire le plus prégnant dans l'intime, la citoyenneté n'entraînant pas automatiquement la nationalité, à savoir l'expression du sentiment national – surtout quand, dans les conditions africaines, cette citoyenneté est d'une qualité déplorable.

L'argument football a des limites évidentes : quand, généralement, les Maliens applaudissent l'équipe de France lorsqu'elle est opposée à celle de l'Angleterre, cela les définirait-il comme français ? L'époque coloniale a créé des phénomènes d'aires culturelles, c'est-à-dire des identités culturelles très vastes mais très

Karthala, 61, mars 1996 : 75-94 (citation p. 94).

¹⁴ Il faut faire attention aux effets d'échelle : aujourd'hui, trente-cinq ans peuvent paraître longs (par rapport à notre vie). Mais si l'on parle d'un État qui a existé de 1012 à 1047, considérera-t-on qu'il s'est agi d'une « longévité » historique ?

faiblement cristallisées : cela ne va pas au-delà.

Les flambées d'exactions chauvines qui accompagnent souvent les cycliques expulsions d'immigrés d'un pays africain à un autre expriment la concurrence pour l'accès aux ressources de l'État moderne et ne définissent pas en soi la nation. Quant à l'annexion pure et simple d'un État (ou partie d'un État) par un autre, force est de constater qu'il n'y a pas eu d'exemple probant où elle aurait permis l'éclatante manifestation d'un sentiment national, bien au contraire. La volonté somalie d'annexer l'Ogaden en 1975 portait sur une région d'ethnie somalie et si la réaction du gouvernement amhara d'Addis-Abeba fut vigoureuse, ce fut plus du fait de l'appui soviéto-cubain que d'une massive vague chauvine « pan-éthiopienne » dans une population réclamant la reprise d'une « Alsace-Ogaden ». Et le soutien de l'Afrique du Sud raciste à la Renamo (Résistance nationale mozambicaine) n'a provoqué aucune levée en masse « nationale-mozambicaine » contre elle : le soutien de l'apartheid étranger n'a jamais été un obstacle pour que certains segments de la population mozambicaine appuient le groupe militaire¹⁵. Mais inversement, notons que l'actuelle guerre civile somalienne n'invalide pas la nation somalie. La guerre des clans n'est pas une « guerre traditionnelle » qui opposerait telles ou telles chefferies à leurs frontières respectives : elle implique des luttes entre des clans séparés par des centaines de kilomètres, il ne s'agit pas de luttes entre les clans eux-mêmes, mais de leur rivalité pour la saisie de l'État moderne, situé principalement à Mogadiscio, qu'ils considèrent leur. En un sens, le conflit est bien ici la manifestation de l'identité commune.

Dans tous les cas, il nous faut prendre bien soin de séparer conceptuellement les phénomènes dus aux rivalités dans le rapport à l'État et la définition de l'identité, même si des passerelles historiques existent évidemment entre les deux. Cette mise en garde n'infirme pas tout rôle de l'État, ou des frontières, dans la production de l'identité : mais l'État crée d'abord tout simplement... l'habitude de lui-même – on sait de quel chef l'on dépend – qui peut devenir sentiment de sujétion comme de citoyenneté. Comme les passerelles sont également permanentes dans l'histoire entre citoyenneté et nationalité, *la durée d'une citoyenneté de qualité* peut faire passer les conquêtes démocratiques dans l'identité culturelle d'un pays, et donc

¹⁵ Sur la Renamo mozambicaine, voir notamment M. CAHEN, " *Dhlakama é maningue nice !* " Une guérilla atypique dans la campagne électorale au Mozambique", in *L'Année Africaine 1995*, Bordeaux/Paris, CEAN/Karthala, mars 1995 : 119-161 ; et les articles du dossier « Transitions libérales en Afrique lusophone » (sous la dir. de M. Cahen), *Lusotopie 1995*, Karthala, décembre 1995, 424 p. : 83-358.

les intégrer à l'éveil d'un imaginaire national¹⁶. Encore faut-il que cette citoyenneté soit de qualité, c'est-à-dire socialement promouvante. Est-ce le cas en Afrique post-coloniale ?

Ainsi nos Macondés/Makondes du Mozambique et de Tanzanie ne remettent pas en cause leur appartenance à deux républiques distinctes et il n'est pas du tout fatal qu'apparaisse un jour un mouvement politique de remise en cause de ces frontières coloniales – ne serait-ce que parce que la frontière est une ressource économique. Mais leur identité nationale, c'est leur identité ethnique. Précisément tant qu'ils pourront la vivre, il n'y a pas de raison majeure qu'ils remettent en cause la frontière du fleuve Rovuma.

Si l'on prend l'exemple bien différent d'une identité en expansion, on remarquera que l'extension swahilie en Afrique orientale et maintenant centrale ne relève pas spécialement des politiques des actuels gouvernements kényans et tanzaniens : elle est portée par le dynamisme pluri-séculaire de secteurs marchands côtiers qui présente aujourd'hui un modèle non européen de promotion sociale.

Faire le ménage des concepts

Sans y prendre garde, dans l'usage quotidien des mots, des concepts ne correspondant pas aux réalités sociales sont ainsi véhiculés et obscurcissent l'analyse. Ainsi parle-t-on des « luttes de libération nationale » en Afrique. Nationale ? Pourquoi ? Nationaliste à la limite, plutôt « nationiste », mais le fondement de la lutte est l'aspiration sociale anticoloniale. C'est prendre pour argent comptant les discours officiels des dirigeants « nationalistes » que d'accepter de dire que « la lutte a créé la nation » : en dix ans ?

De même parle-t-on de la « crise des États-nation » en Afrique. Comment pourrait-il y avoir crise de ce qui n'existe pas ? Mais ainsi, même en soulignant la crise, on ne considère plus comme un débat ouvert l'idée de l'existence de ces États-nation. La crise ne viendrait-elle pas, partiellement, justement de ce qu'ils n'existent pas ? En revanche il y a certainement une crise des projets élitaires des nationalismes d'État, des « nationismes », auxquels la soumission aux plans d'ajustement structurel a enlevé une large part de

¹⁶ Ainsi des Alsaciens ethniquement germaniques sont-ils définitivement (?) devenus français grâce aux conquêtes sociales de la Révolution, sans rien perdre de leur ethnicité germanique, par emboîtement d'identités. Ainsi le grand mouvement gréviste de novembre-décembre 1995 en France a-t-il été non seulement un mouvement prolétarien (classiste) mais un mouvement de défense ethno-nationale contre les conséquences sociales de la mondialisation dans son étape maastrichienne, qui remettaient en cause l'idée que les Français se font de la France.

l'autonomie étatique subsistante.

Enfin, on parle facilement d'« intégration nationale » et même d'intégration régionale. Mais y a-t-il de vrais processus sociaux, économiques et culturels de production nationale à l'œuvre ? En utilisant la formule « intégration nationale », on le sous-entend. Le problème essentiel de l'intégration régionale en Afrique subsaharienne n'est-il pas qu'il n'y a pas eu d'intégration nationale et que la difficulté actuelle est en réalité de réussir une simple « intégration interne » des États¹⁷ ?

L'usage à tort et à travers du concept de nation entraîne des confusions permanentes entre nation et nationalisme, nation et État, État et État-nation, citoyenneté et nationalité, nation homogène et modernité... Le concept de nation est ainsi valorisé de par son association systématique à celui d'État (moderne). Car à la différence de l'ethnie, la nation est censée permettre l'État. Cela induit une hiérarchisation sémantique évidente entre les deux concepts : la nation est « politique », « moderne », « citoyenne », l'ethnie est « culturelle », « traditionnelle », « communautaire », pour tout dire antagonique à la démocratie. Ce n'est pas du tout un hasard si dans le vocabulaire des médias, on n'a plus parlé, comme auparavant, du « problème des nationalités » en Yougoslavie mais, lorsque la guerre civile a éclaté, du « conflit inter-ethnique »... Dans le climat intellectuel des sciences sociales franco-parisiennes, plus sans doute que dans les mondes anglo-saxons, s'y ajoute une autre confusion entre *les théories de la nation* et *la nation*¹⁸. Ainsi d'une

¹⁷ Soulignons par ailleurs que les États africains n'ont pas le choix des questions à débattre : l'intégration régionale (entre les États) et la régionalisation (au sein des États) sont des axiomes de rationalisation économico-financière de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Les gouvernements africains ne peuvent discuter – à la limite – que *des manières d'y procéder* et non pas *s'il faut y procéder*. Pourtant, dans des régions comme l'Afrique australe, les différences de niveau de développement sont telles entre l'Afrique du Sud et tous ses voisins (même le Zimbabwe) qu'il ne faudrait pas d'intégration régionale, mais plutôt des protectionnismes développementalistes. Dans d'autres régions d'Afrique, les schémas d'intégration cachent mal des tentatives de mise sur pied d'entités légales supra-étatiques aux mains des Occidentaux, qui réussiraient par ce biais le contrôle auquel ils ne sont pas parvenus avec les États. Quant aux régionalisations internes, comment les réussir alors que l'État est organiquement faible ? Dans les deux cas le résultat est *l'affaiblissement de l'État faible*, même si la « régionalisation » est couverte d'un vernis de « démocratisation ».

¹⁸ Pour une critique de l'approche franco-parisienne des identités, voir notamment Christian COULON, « État et identités », in Denis-Constant MARTIN (ed.), *Cartes d'identité. Comment dit-on « nous » en politique ?*, Paris, FNSP, 1994 : 283-298 ; du même auteur, « L'ethnie disqualifiée : universalisme français et sciences exactes », à paraître en français ; édition

différence – du reste caricaturée – entre les théories de la nation française (« politique et citoyenne ») et allemande (« ethnique et culturelle »), on déduit une différence entre les deux nations elles-mêmes, c'est-à-dire une différence entre la manière dont les Français se sentent français et les Allemands allemands. On confond le discours politique de l'État sur la nation avec la nation – qui n'est autre que le sentiment national des gens. Aussi la France (la « théorie française ») niant sa propre ethnicité n'a-t-elle aucune difficulté à se proposer en modèle aux États africains. Le jacobinisme correspond parfaitement au discours d'États aussi différents que le Mozambique, le Sénégal ou le Kenya¹⁹. Une nuance, cependant, échappe aux zéloteurs du modèle : la nation France existe...

Derrière ces confusions il y a en réalité le fétichisme de l'État, devenu fin et non moyen. Il y a une sorte d'« africanisme webérien » mâtiné de tradition marxienne.

L'« africanisme webérien » ou le fétichisme de l'État

On a l'impression que tout État, en tant que tel, organiquement et spatialement, est considéré comme d'essence progressiste. Son éclatement, le séparatisme d'une de ses parcelles, sont *d'abord* suspectés de « divisionnisme », de manœuvre impérialiste, de retour en arrière, d'enfermement identitaire. Le grand serait mieux que le petit, la mobilisation identitaire se voit niée en tant que désir de modernité collective.

Or on ne peut analyser l'État en dehors de son historicité. Celle-ci évidemment prête à débat approfondi²⁰. Mais il semble peu contestable que le rapport de l'État à sa propre société est nettement différencié selon que l'on envisage l'État capitaliste classique (du centre du monde), l'État de la périphérie ou l'État stalinien²¹.

catalane, « L'ètnia desqualificada : universalisme francès i ciències socials », 171-188 in Christian COULON & Ferran INIESTA, *Ètnia i nació als mons africans*, Barcelone, L'Avenç, 1995, 350 p. (« Clio », 12).

¹⁹ Pour une critique de la confusion entre les différences des théories de la nation et les différences des nations, cf. M. CAHEN, *Ethnicité politique...*, *op. cit.* : 117-121.

²⁰ Voir par exemple, Bertrand BADIE, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, coll. « L'espace du politique », et la réponse de Jean-François BAYART, *L'historicité de l'État importé*, Paris, CERI/FNSP, 1996, 50 p., (« Les Cahiers du CERI », 15).

²¹ Il y a évidemment hétérogénéité dans ces catégorisations et des cas intermédiaires entre les catégories elles-mêmes, comme ceux des « petits dragons » du Sud-Est asiatique qu'il n'est pas dans l'ambition de ce texte d'étudier. Les États d'Amérique latine aussi sont intermédiaires dans la mesure où si leur appartenance à la périphérie me semble peu contestable,

En particulier l'usage d'un même mot, la « bureaucratie », n'est nullement satisfaisant car il recouvre des concepts qui devraient être différenciés. On peut parfaitement étudier le rôle historiquement progressiste de la bureaucratie dans des États où les classes dominantes avaient besoin de créer un corps social distinct d'elles-mêmes pour mieux gouverner (Max Weber). La bureaucratie est alors un corps fonctionnel au service d'une classe qui existe, elle organise par l'État la régulation économique permettant l'accumulation du capital au sein de cette classe. Certains des membres de la bureaucratie peuvent parfaitement être des bourgeois mais les fonctions sont socialement et historiquement (mais point forcément quotidiennement) distinguées. Cette bureaucratie entraîne le déclin du patrimonialisme.

En Afrique subsaharienne (sauf l'Afrique du Sud), s'il y a des hommes d'affaires et d'État richissimes, des secteurs de petites-bourgeoisies florissantes, il n'y a pas de bourgeoisies nationales historiquement constituées. La bureaucratie n'est alors pas au service d'une telle classe, elle est largement la base sociale de l'État lui-même (d'où son inflation tendancielle), l'ersatz de l'impossible bourgeoisie, le corps social par lequel une large partie de la rente provient de la spéculation périphérique à l'aide extérieure – ce qui est bien différent d'une accumulation de capital fondée sur l'appropriation privée d'une valeur produite sur place. Car l'essentiel de la valeur produite sur place n'y reste pas.

Enfin, dans les pays stalinien, la bureaucratie est un corps social sans nature de classe précise, séparé du prolétariat au nom duquel parle l'État, qui gère l'existence temporaire d'une enclave non capitaliste au sein de l'économie mondiale. Cette bureaucratie profite d'une rente sans réussir à procéder à une véritable appropriation privée du capital (sauf dans la phase finale et terminale du stalinisme sénile, souvent par des voies maffieuses et encore peu capitalistes qui préfigurent sa transformation en classe bourgeoise authentique). La ressemblance avec l'État de la périphérie, notamment africain, est que la bureaucratie n'y est pas non plus au service d'une classe interne au pays. La différence, considérable, est que l'État stalinien s'avère, lui, capable de procéder à une accumulation de capital, bien que dans des conditions aggravées et amoindries au fur et à mesure que dure le maintien au pouvoir d'une caste structurellement incompétente, du fait de l'absence de démocratie politique, pour gérer la concurrence avec le capitalisme²².

leur indépendance précoce sur un mode « créole » ou « rhodésien » y a permis l'existence de vraies bourgeoisies nationales ibéro-métissées qui réussissent mieux à négocier leur dépendance globale.

²² ... d'où les tendances permanentes, depuis les premières

L'auteur de ces lignes a bien conscience des simplifications outrancières que le dépendantisme des années soixante et soixante-dix a pu charrier, rendant finalement le « Centre » globalement responsable de l'oppression d'un « Tiers monde » ou d'une « périphérie » où il n'y aurait eu que des opprimés et des « fantoches » sans autonomie et capacité de négociations. On peut donc légitimement discuter la validité des théories dépendantistes. N'a-t-on cependant pas tordu le bâton à l'envers ? L'impérialisme aurait-il disparu comme par enchantement lors de la chute du Mur de Berlin ? Force est de constater que la disparition de mots comme « impérialisme » ou « Tiers monde » est aussi une disparition conceptuelle qui a pour conséquence d'atténuer dans l'analyse la différence entre les États du « Nord » et du « Sud » – vocables acceptés du nouveau politiquement correct.

Au minimum, les bureaucraties africaines ne devraient pas être intégrées au paradigme webérien, elles n'ont strictement rien d'historiquement progressiste – même lorsque contextuellement elles usent le discours marxiste pour leur légitimation moderne. Pourtant, elles ont bénéficié, il est vrai surtout dans leurs versions marxistes, radicales ou populistes, d'une sympathie considérable dans les milieux intellectuels occidentaux – dont la phase militante est prolongée aujourd'hui par la prolifération « humanitaire » des organisations non gouvernementales de développement. Elles ont ainsi pu donner l'impression que fonctionnait réellement l'« étape de la construction de la nation » – ce qui explique le soutien de tant d'intellectuels aux partis uniques de gauche, « instrument de la fusion des ethnies »²³. La survalorisation de l'État est évidente.

C'est qu'à l'implicite paradigme webérien exprimé par la sympathie non point seulement envers les indépendances des États mais envers les « jeunes nations », s'est toujours adjoint une vision linéaire de l'histoire, souvent marxienne. L'idée est confusément mais extrêmement répandue que l'évolution de l'humanité va du plus petit vers le plus grand, de la tribu ou la cité antique à la nation médiévale puis moderne, nation qu'il serait décidément grand temps de dépasser dans des constructions continentales, voire mondiales. On confond encore une fois constructions étatiques et phénomènes

restructurations kroutcheviennes et hongroises, à l'introduction de « doses » de capitalisme dans l'économie planifiée, qui finissent par détruire le système lui-même. Processus spectaculairement à l'œuvre aujourd'hui en Chine populaire.

²³ Relativement à la question des partis uniques, le contraste est spectaculaire dans l'attitude des intellectuels face aux dictatures, entre celles d'Amérique latine et celles d'Afrique au cours des années soixante-dix.

identitaires. L'époque actuelle serait ainsi celle de la construction des nations dans les pays retardataires (ex-coloniaux par exemple), et de leur dépassement dans les pays avancés. C'est le pronostic de la marche vers la nation mondiale, en fait l'a-nation mondiale, l'uniformité confondue avec l'universalisme. Au regard de ce pronostic, *et quels que soient les sentiments identitaires des gens*, on considère donc dépassés certains niveaux identitaires comme l'ethnie en Afrique ou la nation en Europe, et prometteurs et progressistes la construction-imposition de niveaux chaque fois plus vastes. Mais comme le repérage ne se fait pas en fonction de l'expression démocratique des identités imaginaires mais en fonction de la construction des États, on a considéré, en ce qui concerne l'Afrique, comme un progrès pour la construction nationale, la constitution d'États *contre* les nations réellement existantes !

Or il est vrai que la mondialisation, cette « accélération de l'impérialisme », entraîne des constructions économiques et politiques chaque fois plus géantes (Mercosul, Alena, Union européenne, Convention de Lomé, PTA, Sadc, Organisation mondiale du Commerce, etc.). Ce qui n'est pas vrai est que ces constructions produisent simultanément des degrés identitaires chaque fois plus vastes à la place des degrés antérieurs plus réduits. Des identités très grandes (un sentiment national européen par exemple) peuvent apparaître lentement, mais la conséquence la plus immédiate des phénomènes qui en provoquent les prémices est l'interpellation et donc la redynamisation des identités plus restreintes. Cela signifie qu'un degré d'ethnicité ne chasse pas l'autre, qu'il n'y a pas de loi de Gramsc de l'ethnicité²⁴. Cela signifie aussi que l'évolution de l'humanité n'est pas à l'uniformité – même si de toute évidence des traits identitaires vont devenir universels (on boit partout du Coca-Cola), mais d'autres manières de dire la différence apparaissent car c'est *un besoin de lien social*. Le mouvement social est fait d'un processus permanent de construction et déconstruction identitaire dans lequel les degrés d'ethnicités, spatialement et démographiquement vastes ou modestes, continueront à être le produit d'interactions dialectiques, quelles qu'en soient les traductions politiques et étatiques.

La vision linéaire de l'histoire reste cependant dominante et mène à une suspicion ethnique permanente, aujourd'hui renforcée par des tragédies récentes (Yougoslavie, Rwanda-Burundi). Comme la vision linéaire de l'évolution des identités humaines est en fait une vision linéaire de l'évolution des États, l'ethnicité dans ses degrés démographiquement ou spatialement restreints est vue (par certains

²⁴ Voir M. CAHEN, *Ethnicité politique...*, *op. cit.*

intellectuels comme par les hommes d'État) comme anti-étatique. Cela finit parfois par se produire, l'hostilité latente ou ouverte entraînant une auto-défense des sociétés concernées par les tracasseries ou l'agression. Comme l'ethnicité remet en cause potentiellement les constructions étatiques (« progressistes »), elle serait nécessairement le produit d'aspirations réactionnaires. Aussi dans de très nombreux écrits, l'ethnicité (« tribalisme ») a-t-elle été successivement « inventée » par le colonisateur, puis par l'impérialisme néocolonialiste, en attendant de l'être aujourd'hui par la crise mondiale : soit *toujours par des phénomènes extérieurs aux sociétés concernées*. L'ethnicité n'est plus une production subjective des sociétés interpellées dans leur vie sociale, économique et culturelle, mais n'existe que de par une « fonction » établie de l'extérieur (« diviser pour régner »). Elle n'a donc pas de base sociale réelle, ce qui motive la suspicion de la manipulation : le cercle est refermé. L'idée reste que, ni opprimés ni manipulés, « les peuples heureux n'ont pas d'ethnie »²⁵.

Mais les Africains auraient-ils attendu le colonisateur pour ressentir des identités ? Nul ne niera que la colonisation, phénomène considérable, a puissamment *remanié* les identités : quant à les créer de toute pièce, c'est autre chose ! Et si manipulation il y eut, pourquoi la mayonnaise a-t-elle pris ? De même, la mondialisation aura indiscutablement des effets sur les identités en Afrique, en Europe, en Amérique : mais ce n'est pas seulement la crise au sein de laquelle elle se produit qui provoque les redynamisations ethniques. Cette vision « lumpénisante » de l'ethnicité-produit-de-la-crise, la repousse aux marges de l'humanité, comme refuge des pauvres, des laissés-pour-compte de la mondialisation – en d'autres temps on aurait dit : des « peuples arriérés »²⁶. C'est bel et bien une manière d'en nier, au nom de la suprématie idéologique de l'État, la prégnance historique dans la marche de l'humanité, oubliant chemin faisant que bien des « peuples heureux » et « avancés » expriment une très vive ethnicité (par exemple Écosse, Catalogne, Flandre et... France !).

L'État sans nation

Les frontières politiques africaines sont invraisemblables. Mais si

²⁵ André BOURGEOT, « Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie ! », in Joël VERNET (dir.), *Pays du Sahel. Du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger*, Paris, Autrement, janvier 1994 : 83-92.

²⁶ Vision « lumpénisante » très nette par exemple in Michel WIEVIORKA, *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, La Découverte, 1993, 175 p. (« Essais »).

la proclamation de leur intangibilité est une absurdité et une source d'oppression, leur artificialité récente n'est pas un argument suffisant et mécaniquement inverse pour leur remise en cause concrète. En effet, cela pose *d'abord* le problème de la démocratie politique. Ensuite, cela doit tenir compte du fait que, si l'on cesse la confusion entre État et nation, l'existence des « nations réelles » n'impose pas toujours un désir de création étatique (par séparation ou fusion). Un bon exemple en est la nation congo, aujourd'hui présente sur quatre territoires (Républiques du Congo, du Zaïre, d'Angola et enclave de Cabinda), qui manifeste une vive expression identitaire mais a plutôt tendance à utiliser la frontière comme ressource économique et qui, jusqu'à présent, n'a pas produit de revendications étatiques pan-ethniques²⁷.

La plupart des États africains sont des *États sans nation*. Le problème est que leurs élites sont politiquement, économiquement et socialement « nationalistes » même si elles utilisent quotidiennement tous les réseaux ethno-clientélistes dans leur gouvernement. On a vu que ce « nationalisme » est destructeur de l'État dans les conditions de la périphérie où n'apparaît guère la force centripète d'un marché intégré (marché national). Il y a donc contradiction frontale entre le désir de légitimation moderne par la production rapide de la nation européenne, et le dynamisme des sociétés présentes au sein des frontières, sur lequel pourrait s'appuyer l'État pour une autre stratégie de construction.

Le concept même d'État sans nation est inexistant dans les élites africaines²⁸. Cela est évidemment en rapport avec les conditions de leur reproduction sociale, liées à la concurrence pour la mainmise sur l'État de la périphérie. Il est significatif que les processus de déconcentration autoritaire de ces dernières années n'ont absolument pas changé le discours sur la nation : des expressions ethniques ont pu se faire jour et être manipulées en tous sens, mais le paradigme global de la construction rapide de l'État-nation n'a pas bougé d'un pouce. Les mêmes secteurs sociaux, fût-ce avec des partis différents, ne sont-ils pas toujours au pouvoir ?

L'État sans nation est pourtant la seule voie pour construire des... nations. On ne procédera pas ici à la construction d'un programme politique. Cependant on dira d'un point de vue général que, dans les conditions de la périphérie, la seule possibilité pour l'État de développer une force centripète menant à l'intégration est que les

²⁷ Il y a en revanche toujours des sensibilités favorables à un Royaume congo en Angola, et une lutte indépendantiste dans l'enclave de Cabinda.

²⁸ Ma proposition, déjà ancienne, du concept d'*État sans nation* reste à ce jour non reprise. Cf. « Le socialisme, c'est les Soviétiques plus l'ethnicité », *Politique Africaine*, 1991 : *perseverare diabolicum* ? [republié ci-après].

groupes ethniques présents au sein des frontières le ressentent comme la garantie de leur promotion sociale, culturelle et de leur liberté. En d'autres termes la solidité de l'État n'y est pas le produit de la négation ethnique et de l'imposition de la nation uniforme, mais à l'inverse la disposition de ses citoyens à le défendre du fait qu'il crée les conditions du progrès de tous, citoyens et communautés. Il ne s'agit pas cependant du « patriotisme constitutionnel » de J. Habermas car celui-ci propose de « fonder la nation » sur des droits politiques : bien que germanique, il fait sien le paradigme jacobin qui fait découler l'identité nationale exclusivement de la citoyenneté, contre de possibles identités ethniques. L'État sans nation à l'inverse s'appuie sur les réalités ethniques. Il n'a même pas à les codifier à l'avance (cas des États constitutionnellement plurinationaux) car *il ne s'agit pas de définir des différences, il s'agit de promouvoir des réalités ; il ne s'agit pas de promouvoir la différence du droit, mais le droit à la différence*, dans un large éventail de solutions constitutionnelles possibles dans lequel ce ne serait donc pas le fédéralisme juridique mais la loi commune qui permettrait l'expression de la diversité²⁹.

²⁹ J'ai abordé concrètement, pour le cas du Mozambique, ce problème dans une conférence de 1992 tardivement publiée : « Unicidade, unidade ou pluralismo de Estado ? », in José MAGODE (dir.), *Moçambique. Etnicidades, nacionalismo e o Estado. Transição inacabada*, Maputo, Centro de estudos estratégicos e internacionais/Fundação Friedrich Ebert, 1996, 168 p., pp.18-39. Malheureusement la transcription est très mauvaise (voir note à ce sujet in *La Lettre du CEAN*, Bordeaux, 18, juillet 1996, p. 7). Je mentionnais par exemple que le fédéralisme, supposé donner une province à chaque ethnie, serait une très mauvaise solution pour le pays, reproduisant dans les provinces fédérées les mêmes problèmes de diversité ethnique qu'au niveau de l'État et entraînant la purification ethnique ; qu'en revanche on pouvait en modifier les frontières pour mieux les faire correspondre aux réalités ethniques. Il ne devrait pas y avoir un droit particulier donnant, par exemple, aux Macuas le droit de ne nommer que des citoyens « ethniquement macuas » en terre macua, mais en revanche la loi générale de la République devrait prévoir que tout fonctionnaire nommé dans une province devrait au moins savoir parler une des langues massivement présentes dans cette province et que les langues officielles de l'administration dans cette province devraient être en pratique les langues parlées du lieu ; que les sensibilités ethniques présentes dans la République ne devraient avoir aucun pouvoir particulier, mais qu'en revanche on pouvait élire la moitié des députés sur collèges ethniques, l'inscription dans ces collèges étant une simple réponse au recensement électoral, non mentionnée sur la carte d'identité, strictement individuelle et modifiable à chaque élection ; les collèges ethniques ne seraient pas désignés à l'avance dans la Constitution, mais découleraient d'un simple nombre minimal (à définir en fonction de critères démographiques) de signatures. Sans induire des quotas, on créerait ainsi une *attention pluri-ethnique* de la part de l'État. L'alphabétisation devrait systématiquement commencer en langue africaine.

Dans ces conditions d'une citoyenneté de qualité, il est probable qu'*au cours des générations* les diverses identités ethniques, loin de disparaître ou de fusionner, s'emboîteraient vers le haut pour produire une nation de nations, un peu à la manière de l'identité britannique qui n'exclut pas ses composantes anglaise, galloise et écossaise. En apparence, proposer comme modèle le cas britannique n'est pas si révolutionnaire : la réalité est autre puisque la démocratie politique se trouverait enfin hissée pour les Africains, comme pour les autres peuples, au rang de stratégie incontournable.

Les faits de conscience

Il est nécessaire pour la clarté du débat d'apporter maintenant quelques précisions.

En effet, insister sur la longue durée du processus historique de cristallisation identitaire des nations, dénoncer la sous-estimation systématique et l'approche paternaliste, fonctionnaliste ou diabolisante dont souffre l'ethnicité, affirmer qu'il s'agit d'une question centrale pour la démocratie politique, répéter qu'il y a des processus permanents de production ethnique à l'œuvre dans les mouvements sociaux, tout cela n'est nullement glisser vers le primordialisme ou l'essentialisme.

Le primordialisme insiste non seulement sur la question des origines, dont tout chercheur en sciences sociales sait qu'elle est mythique, mais aussi sur le maintien immuable de certaines caractéristiques. L'ethnicité est alors extérieure au mouvement social (ou en tout cas n'en est pas le produit) et se perpétue parce que la culture relève d'une nature seconde. C'est une vision raciale de l'ethnie, qui était très courante il y a un demi-siècle et qui n'a pas disparu : paradoxalement, certains courants de gauche qui dénoncent l'ethnicité le font immanquablement avec des arguments antiracistes, ce qui montre qu'ils continuent d'appréhender le phénomène ethnique selon des catégories raciales...

Par ailleurs, insister sur le fait que l'ethnicité produit des effets politiques – ce que l'on peut appeler l'ethnicité politique – n'est nullement prôner l'« ethnie politique », la communauté se substituant aux individus³⁰. La guerre civile au Kwazoulou-Natal est

Etc. [texte publié ci-après, en langue portugaise : voir notamment la note d'introduction (en astérisque), en français].

³⁰ Faux procès qu'a cru devoir me faire Samir AMIN : « Le délire ethniciste », *Histoire et Anthropologie* (Strasbourg), 12, janvier-juin 1996 : 130-131. Dans cet article, S. Amin répond – à côté de la plaque – sur le thème du primordialisme, à la critique de son ouvrage *L'ethnie à l'assaut des nations. Éthiopie, Yougoslave* (Paris, L'Harmattan, 1994), faite par M. CAHEN : « Samir Amin à l'assaut des ethnies », *Histoire et*

précisément une tentative de ce type : l'Inkatha Freedom Party de G. Buthelezi tente d'imposer le parti unique ethnique (c'est-à-dire le tribalisme), tentative à laquelle s'opposent d'autres Zoulous, souvent partisans de l'ANC. Il ne s'agit pas d'une guerre entre les « Zoulous de l'Inkatha » et les « Xhosas de l'ANC » mais d'une guerre civile *au sein de la nation zouloue*. Le tribalisme de l'Inkatha ne saurait par conséquent être compris comme occupant tout l'espace de l'ethnicité politique zouloue qui a par exemple engendré de nombreux dirigeants de l'ANC³¹.

Il faut remettre à plat tranquillement les concepts et comprendre l'autonomie du passage au politique de l'ethnicité. Même si l'étude historique et anthropologique va immanquablement souligner l'aspect mythique des origines, le métissage permanent, le lien aux formations sociales, enfin le fait que les identités ne sont pas un état mais une trajectoire, il n'en reste pas moins que dans la conscience de leurs individus porteurs elles sont ressenties comme un état : les ethnies et les nations ont la plupart du temps la sensation d'exister depuis toujours et fabriquent leurs traditions. L'important n'est pas la « vérité » du fait, mais son fonctionnement. Le cataloguer comme « fausse conscience » ne fait pas avancer l'analyse d'un pouce³². Relevant de l'imaginaire, l'ethnicité peut devenir un facteur politique agissant sur le réel, devenant ainsi un fait de conscience socialement organisé et politiquement réel.

Si l'on distingue bien alors les projets politiques des États et les faits de conscience réels, c'est-à-dire si l'on se place du point de vue

anthropologie, 11, juillet-décembre 1995 : 126-134. Nouvelles réponses de M. CAHEN, « Nationalismes, ethnicités, démocratie : pour une polémique sérieuse », et de S. AMIN, « Le délire ethnociste, suite et fin », *Histoire et Anthropologie*, 13, juillet-décembre 1996, respectivement : 126-134 et 135-136.

³¹ Ce texte est consacré à l'ethnicité et non point au « tribalisme » et aux « tribus ». J'attire l'attention sur le fait que le sens du mot anglais *tribe* est souvent proche de celui que nous donnons en français à « ethnie ». En français inversement le mot « tribu » est souvent péjoratif. Personnellement, j'y vois une catégorie conceptuelle tout à fait différente. Quand l'ethnicité est un fait de conscience identitaire, la tribu est une organisation politique, une formation para-étatique (la population d'une grande chefferie si l'on veut). Elle peut par conséquent calquer une ethnie, mais ce n'est pas du tout systématique. Le « tribalisme » sera alors la volonté politique de faire correspondre une formation para-étatique, voire étatique, à une ethnie considérée comme un tout homogène proche de l'idée de race. C'est exactement le projet politique de l'Inkhata.

³² M. CAHEN, « Vrai débat pour fausse conscience. Pour une approche marxiste de l'ethnicité », *Revue internationale de politique comparée*, Louvain-la-neuve, IV (1) : 167-187 (communication au Colloque Marx International, Paris et Nanterre, Université de Paris X, 27-30 septembre 1995).

des sentiments des gens, il apparaît clairement qu'il n'y a aucune distinction conceptuelle entre ethnie et nation, la première incluant la seconde. L'ethnicité est l'expression contemporaine de la cristallisation de rapports sociaux altérés du passé, ressentis comme critères d'identification culturelle à partir du moment où le souvenir de leur genèse sociale s'est perdu. C'est l'ethnicité qui dessine l'ethnie. En d'autres termes l'ethnicité est un produit social en tant qu'expression de la mémorisation culturelle de siècles de rapports sociaux dans leur confrontation avec les rapports sociaux d'aujourd'hui.

Cette définition matérialiste permet de situer le débat sur les « identités sociales ». En France notamment, beaucoup de chercheurs n'utilisent les mots ethnie, ethnique, ethnicité qu'avec réticence et presque toujours avec des guillemets. Ils se placent ainsi implicitement dans le paradigme de la fausse conscience. Mais constatons qu'une revue anglo-saxonne récemment créée a aussi pris le titre de *Social Identities*. Évidemment l'identité ethnique est une identité sociale, dans son présent comme dans son processus de production. L'inconvénient d'une telle « super-catégorie » est qu'elle est utilisée fort diversement. Pour certains, parler d' « identités sociales » est réaffirmer que seul est prégnant ce qui est social, les classes notamment. On en revient alors à la « fausse conscience » pour ce qui relève des identités imaginaires. Pour d'autres cela revient à expliquer que les identités ethniques sont un produit social, mais très largement contextuel, voire immédiatement social. Nul ne niera le poids des contextes dans l'exacerbation des phénomènes identitaires ethniques ou castistes (Rwanda). Mais cette contextualité revient à gommer l'historicité de l'ethnicité et ramène par ce biais à la thèse de l'invention externe et récente par le colonialisme, l'impérialisme, le stalinisme ou la crise (ou les quatre à la fois). Or l'identité ethnique ne sera jamais *simplement* une identité sociale produite par la situation sociale d'aujourd'hui, puisqu'elle est une réponse présente à une interpellation d'un complexe identitaire incluant rapports sociaux d'aujourd'hui et mémorisation culturelle de siècles de rapports sociaux anciens. D'où son autonomie relative envers le présent social, et des comportements collectifs ne correspondant pas à l' « analyse objective » des situations. Il faut noter que la mémorisation culturelle du passé social ne saurait justifier le culturalisme car, même dans ses mythes, l'ethnicité ne perd pas sa nature sociale – ne serait-ce que parce qu'elle invoque l'égalité sociale mythique du passé contre l'inégalité sociale présente.

L'identité ethnique s'inclut donc dans le vaste ensemble des identités sociales, mais elle est clairement distincte des identités de

classe, corporative ou sexuelle (*gender*³³). L'identité ethnique n'est presque jamais le seul critère d'identification de l'individu³⁴, et elle n'en est pas nécessairement non plus le facteur le plus important. Mais ce qui la distingue d'autres identités sociales, c'est qu'elle a un aspect totalisant : elle influe sur la totalité des aspects de la vie et pour cette raison peut traverser de bas en haut l'échelle sociale (il n'y a donc pas d'« ethnio-classe »). Elle est ainsi proche des identités religieuse, castiste ou raciale également totalisantes³⁵ mais ne joue pas sur les mêmes niveaux de l'imaginaire et de l'insertion sociale³⁶.

Conceptuellement il n'y a ainsi guère d'importance à qualifier ce type de cristallisation identitaire d'ethnie ou de nation. Historiquement, il peut être utile néanmoins d'établir une nuance : la distinction ne viendra pas d'un « plus politique » pour la nation ou d'un « déficit démocratique » pour l'ethnie. La nation est un des cas possibles de l'ethnicité, celui d'une cristallisation ethnique caractérisée par sa durée séculaire et sa puissante prégnance : on a déjà évoqué la nation Congo, qui s'exprime sans discontinuer et quels que soient les

³³ L'anglicisme fréquent qui consiste à traduire *gender* par « genre » n'est pas satisfaisant. En français, le concept de genre ne renvoie au sexe que dans un cas très restreint, la grammaire (genres masculin et féminin). Il renvoie dans cette langue à des identités beaucoup plus vastes (le « genre humain »). *Gender* renvoie au « sexe social », c'est-à-dire une identité qui n'est pas la féminité ou la masculinité, mais que l'on pourrait décider d'appeler la *sexitude*, relation entre la *féminitude* et la *masculinité*, à l'image de la *négritude*. L'emploi de deux, voire trois, mots distincts – au lieu d'un seul en anglais, « gender » – ne fait que souligner la contradiction anglo-saxonne : si officiellement *gender* n'est pas un sexe, quelle est en pratique la proportion des *gender studies* qui analysent autre chose que la situation des femmes ?

³⁴ Cela peut se produire en cas de très brève et très aiguë radicalisation de crise menant vite à des affrontements mortels.

³⁵ Le concept de caste est ici pris dans son acception indienne et non africaine (où les castes relèvent le plus souvent de professions bien déterminées). En revanche, le phénomène Hutu et Tutsi semble devoir relever du castisme (au sens indien) bien plus que de l'ethnicité. En effet, de même que la guerre civile et l'éclatement de l'État en Somalie n'infirmes pas la nation somalie, les massacres au Rwanda et Burundi concernent des populations parlant la même langue, ayant la même culture, la même religion, les mêmes nuances régionales, ayant eu des rois communs, bref faisant partie d'un même ensemble ethno-national, mais dont les imaginaires sociaux – les imaginaires de l'insertion sociale – sont distincts (« éleveurs », « cultivateurs »). La lecture ethnique du drame (que ce soit pour nier qu'il y ait des ethnies ou insister sur leur rôle structurant), encouragée par sa simultanéité avec la guerre civile inter-ethnique yougoslave, a obscurci sa compréhension. Plus généralement, il me semble que l'identité raciale, notamment en ce qui concerne les Noirs américains, doit être incluse dans les phénomènes castistes.

³⁶ *Ethnicité politique...*, *op. cit.* : 78.

contextes depuis que l'on a des documents (arrivée des Portugais). D'autres cristallisations identitaires sont plus récentes ou moins prégnantes et il vaudra mieux à leur égard utiliser le terme plus général d'« ethnie » (les Changanes du Mozambique par exemple, production assez récente, etc.). Mais cela ne doit induire nulle distinction dans la définition des droits démocratiques : le droit à l'autodétermination ne saurait dépendre d'un catalogage du droit international, mais doit bien découler de l'expression démocratique des populations concernées.

Ethnicité et modernité

La confusion entre le concept de nation et celui d'État, extrêmement fréquente, a repoussé l'ethnicité en dehors des catégories de la modernité. Pourtant les spécialistes des sciences sociales ont un problème majeur : si l'on ajoute une moyenne de soixante-dix ans de colonisation à trente ans d'indépendances, on dispose maintenant d'un recul d'un siècle environ d'État moderne en Afrique. L'industrialisation, la prolétarisation, l'urbanisation, l'alphabétisation, tout cela aurait « logiquement » dû enclencher une tendance aux déclin des ethnicités. Or il n'en est rien. On a bien essayé de justifier cette anomalie par la crise permanente de l'Afrique (la vision « lumpénisante » de l'ethnicité déjà évoquée), mais voilà que l'Europe elle-même s'y met. Un Éric Hobsbawm dans son effort pour prouver le déclin des nationalismes, doit ainsi procéder à une invraisemblable contorsion, n'hésitant pas à se contredire au sein d'un même paragraphe et d'une page l'autre :

« Tout cela ne signifie pas que le nationalisme n'ait *pas une place tout à fait privilégiée dans la politique mondiale* d'aujourd'hui, ni qu'il y soit moins présent que jadis. Je veux dire qu'en dépit de sa visibilité manifeste le nationalisme est *historiquement moins important*. [...] Il est tout au plus un *facteur de complications* ou un catalyseur d'autres phénomènes.

[L'histoire du monde] considérera les "États-nations" et les "nations" ou les groupes ethno-linguistiques essentiellement comme des forces en régression, résistant ou s'adaptant à la nouvelle restructuration supranationale du globe ou bien étant absorbées ou disloquées par elle. Les nations et le nationalisme resteront présents dans cette histoire, mais n'y tiendront que des rôles secondaires et souvent assez mineur ». [souligné par moi, M.C.]³⁷

³⁷ ÉRIC HOBBSBAWM, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard-NRF, 1992 et 1996 (édition revue et augmentée), 256 p., traduit de l'anglais par Dominique Peters (1^e éd. anglaise, 1990), citation pp. 242-243.

On aurait pu demander à l'historien britannique pour quoi, ou pour qui, le nationalisme est un « facteur de complications ». La lecture de son – par ailleurs passionnant – ouvrage répond clairement qu'il s'agit de « complications » pour les États ou les projets politiques de construction étatique chaque fois plus grande. Il ne lui vient pas à l'idée de souligner que l'État est encore bien plus souvent un « facteur de complications » pour les identités des gens. Les sentiments identitaires des populations sont toujours au bas de la hiérarchie sémantique... On constatera par ailleurs que s'il est obligé de constater les faits – la « place tout à fait privilégiée du nationalisme dans la politique mondiale » – il les dévalorise de suite par une appréciation subjective : le nationalisme est *historiquement moins important* – c'est-à-dire qu'il peut être très important, *mais pas historiquement*. Il *décide* que le nationalisme ne sera pas un vecteur important du développement historique. C'est sans doute pourquoi on passe, sans la moindre explication, d'une « place privilégiée » du nationalisme au XX^e siècle à une place « tout à fait secondaire » au XXI^e sans qu'il ne nous démontre jamais la tendance au déclin : il évacue bien légèrement l'essor actuel des nationalismes comme une espèce de « rattrapage » de blocages anciens du début du siècle qui n'auront donc pas de suite puisque sans rapport avec les situations présentes... Lui qui, dès son introduction, met en garde contre une analyse des nationalismes par les nationalistes eux-mêmes et contre l'inclusion de « convictions non historiques » dans les « études historiques » (page 24), nous fait attendre jusqu'à la dernière page pour nous avouer que le déclin des États-nation est une chose dont il « espère qu'on peut au moins l'envisager ». Il eût été plus cohérent de le dire à la page 1. C'est en fait le fétichisme de l'État qui domine de tels grands chercheurs et leur fait, au détour de la moindre phrase, dévaloriser tout ce qui ne va pas dans le sens de la vision linéaire de l'histoire des identités (du plus petit vers le plus grand).

Une autre manifestation de ce qui n'est finalement qu'une expression de l'hégémonie idéologique des États sur la pensée (dont la recherche en sciences sociales) est la multiplication des écrits actuels sur l'« ethnicisation du monde »³⁸. On l'aura compris, l'auteur de ces lignes n'est nullement gêné par l'usage du mot « ethnie », mais il ne peut que ressentir que cet usage-là du mot « ethnicisation » la lie toujours à une vision péjorative, à l'évocation de violences épouvantables, à des repliements identitaires.

Parce que des États sont en crise, on reviendrait en arrière vers les

³⁸ Un chapitre portant exactement ce titre est par exemple inclus dans Bertrand BADIE, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995, 276 p. (voir aux pp. 102-108).

clans, vers le temps des tribus. Mais qu'est-ce que l'ethnicité politique, si ce n'est l'expression du désir de prise en charge collective de son destin par une communauté de l'imaginaire – et par conséquent un désir de dignité et de modernité ? Pourquoi le « plus petit » d'une population consciemment mobilisée autour de son identité – fût-ce en divorce d'un grand État – serait-il forcément « moins bien » que le « plus grand », notamment s'il s'agit d'un État-empire à la population très peu intégrée nationalement et citoyennement³⁹ ? Les horreurs présentes où des chefs de guerre ont utilisé l'ethnicité pour des massacres ont *toujours* été précédées par une situation où les secteurs démocratiques ont refusé de prendre en charge la défense de l'identité. De quel droit empêcher une Krajina à 70% serbe de voter son rattachement à la Serbie ? La seule réponse possible est que cela remettait en cause l'État (dans ce cas l'État croate). Cette hégémonie idéologique de l'État fut si puissante que, dans les courants démocratiques yougoslaves et occidentaux, l'idée n'est venue à personne de demander ce droit à l'autodétermination ! Le résultat est qu'on a propulsé des chefs de guerre au statut de défenseur de l'identité serbe et qu'on a ainsi créé une base sociale pour les secteurs extrémistes.

Dans un autre contexte, une large partie des intellectuels et militants laïques en Algérie, dans un affolement non seulement politique mais pour ainsi dire social, face à un islamisme pourtant ô combien hétérogène mais trop vite assimilé à un fascisme homogène, sont les alliés de la dictature militaire, lui reprochant même de ne pas « éradiquer » en nombre suffisant les militants de l'Islam radical. Pourtant, quand Atatürk interdisait certains signes ostentatoires de l'Islam, il y réussissait parce qu'*en même temps*, il détruisait le sultanat : la lutte contre le pouvoir religieux était alors *synonyme de progrès social*. Pourtant en Iran, l'islamisme a aussi pu être, pour une large fraction de femmes, le moyen de revenir sur la place publique « grâce » au tchador, que le shah leur avait retiré par une décision occidentaliste typiquement administrative, qui avait eu pour premier résultat de les confiner désormais totalement au foyer.

Comment parvenir à lutter contre les formes extrêmes d'islamisme quand cette lutte est synonyme d'alliance avec une

³⁹ Relativement aux États-empire on peut penser aux deux exemples, sans doute très proches de ce point de vue, de l'URSS et des EUA, les deux seuls « pays sans nom » (*no name countries*) de l'histoire récente. La « nation soviétique » n'a jamais réussi à exister (les dirigeants eux-mêmes n'ont jamais parlé que de « patrie soviétique »). Une identité américaine existe certainement au-delà de toutes les communautés, des États fédérés et de l'abstentionnisme électoral massif et permanent, mais, à quel degré de cristallisation, dans quels secteurs de la population ?

dictature militaire, d'identification avec l'oppression ? Quand cette alliance avec des dictatures pro-occidentales (pro-impérialistes) est ressentie comme non seulement anti-islamiste mais hostile à l'identité musulmane elle-même ? Jusqu'à nouvel ordre, un seul parti algérien laïque, de surcroît dirigé par une femme (Louisa Hanoune), est respecté dans les mouvances islamiques : la raison en est simple, il est *également* irréductiblement hostile à la dictature militaire ⁴⁰.

Quand les Tchetchènes, quelles que soient les personnalités de leurs présidents successifs, décrètent l'indépendance, est-ce un désir d'enfermement identitaire de montagnards caucasiens arriérés, ou est-ce à l'inverse un désir de maturité, de modernité ? Seules les nations du centre du monde auraient-elles eu le droit de créer des États-nation ? L'explosion de l'URSS puis demain de la Russie est-elle une catastrophe comme le pense un Samir Amin qui y voit la main de l'impérialisme, ou l'effondrement de la prison des peuples, le désir de modernité, la marche en avant ?

Tout se passe comme si l'on était incapable de voir la modernité massive en marche, avec certes toutes ses formes et détours possibles et imaginables⁴¹ ; comme si l'on était incapable de voir que la

⁴⁰ Il s'agit d'un petit parti trotskyste, le Parti des travailleurs. *Note du 8 octobre 1996* : la prise de Kaboul par les talibans et leur imposition musclée d'une « charia version pachtoune » n'infirmes pas ce paragraphe : il faut d'abord comprendre quel long processus d'implosion a permis aux talibans de l'emporter. Et il faudra se souvenir que le « communisme » fut, quand il était au pouvoir, la manière que certaines élites urbaines trouvèrent, dans un contexte donné, pour exprimer leur *idéal occidental hostile aux formations sociales afghanes*.

⁴¹ ... qui peuvent inclure des formes d'islamisme. Pour des visions nuancées des phénomènes islamistes mondiaux, voir notamment Luiza TOSCANI, *L'Islam, un autre nationalisme ?*, Paris, L'Harmattan, 220 p., qui croit pouvoir discerner une tendance à la production nouvelle d'un sentiment national musulman mondial sur la base de l'oppression sociale d'une communauté d'origine pluri-ethnique dessinée par une religion (un peu, finalement, comme les Juifs d'Europe orientale était à la fois une religion et une nation). Pour une étude extrêmement fouillée mais plus centrée sur le monde arabe, voir François BURGAT, *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995. Pour Burgat, l'essor islamiste actuel marque en réalité la fin d'États restés non point seulement « néocoloniaux » mais largement semi-coloniaux, au sens de « semi-français », et donc la reprise, bien que sous des formes qui peuvent étonner, de la marche en avant des populations colonisées. Il souligne la grande hétérogénéité des mouvements et, qu'au-delà des événements politiques tragiques, c'est bien la question identitaire qui est le ferment principal. Il n'est que plus scandaleux de procéder à un amalgame médiatique permanent entre tous les courants islamistes.

tendance longue des peuples à la démocratie, portés par le développement économique et démographique, pousse à des processus nouveaux de production ethno-nationale, territorialisés ou non. Tout se passe comme si le sentiment d'une infime élite *jet-set* pour qui effectivement la nation n'est plus pertinente parce que son terroir est devenu la planète (géographique ou virtuelle) était fait synonyme d'universalisme alors qu'il ne s'agit que de sa propre... ethnicité.

Demain comme hier, des processus de production ethnique à des échelles plus vastes continueront à se combiner avec la redynamisation d'identités à des échelles plus réduites. Dans un futur historique prévisible, il n'y aura jamais de « nation mondiale » ne serait-ce que parce que l'identité exige un Autre. En revanche, tout porte à croire que les processus actuels de création ethno-nationale ne sont pas des « rattrapages » de blocages de l'histoire du XX^e siècle qui, une fois résolus, laisseraient la place aux déclins de tous les nationalismes. Ce sont des processus bien actuels de production de nouvelles nations qui ne seront pas toutes de nouveaux États. Car que désire la nation ? Elle désire le mieux pour elle : ainsi rien n'est théoriquement fixé. Par exemple nul ne sait si la meilleure solution pour la Catalogne est l'indépendance d'un nouvel État ou le maintien dans le royaume espagnol : seule le dira la démocratie politique.

Si l'on déplace le télescope de sa visée sur la seule pointe de l'iceberg, sur la seule évolution étatique, on verra alors que ce qui est à l'œuvre n'est pas le repli d'une « ethnicisation du monde », mais l'essor de nouvelles nations contre l'a-nation mondiale, forme suprême de la mondialisation. On verra que les identités nationales ne sont pas prêtes à suivre docilement la mondialisation économique du capitalisme dans l'identité unique qui serait effectivement « plus simple » et « plus pratique » pour elle, et que de ce fait elles acquièrent potentiellement une charge subversive qui les dresse contre l'un des possibles historiques – le capitalisme finalement planétaire suite à sa victoire sur le stalinisme, si aucune nouvelle génération socialiste ne s'impose. On verra que nous sommes toujours à l'époque des révolutions nationales, qu'on a eu tort d'assimiler aux périodes des seules révolutions démocratiques-bourgeoises, alors que la question nationale peut être un aspect de bien des types de révolutions (socialistes en particulier).

On verra alors que ce qui est à l'œuvre, c'est la nationalisation du monde.

Le socialisme, c'est les soviets, plus l'ethnicité*

Février 1991

Le journaliste au président mozambicain Samora Machel :

— « Monsieur le Président, quand avez-vous lu Marx et Lénine pour la première fois ? »

Le Président :

— « Je n'ai jamais lu Marx et Lénine pour la première fois » (Vers 1982).

— « Cette histoire de marxisme commençait à nous poser des problèmes », Président Joaquim Chissano, *Expresso*, Lisbonne, 12 mai 1990, pp. 34-35/Revista.

— *As meigas nao existen, mas haverlas, haylas !* (« Les sorcières n'existent pas, mais pourtant il y en a ! »), proverbe galicien.

Il faut en convenir, la situation actuelle est franchement

* Ce texte du 5 février 1991 a été publié sous le même titre mais dans une version réduite, en juin 1991, par la revue *Politique Africaine* (Karthala, Paris, 42 : 87-107). Sous le titre « Trzy posmiertne sukcesy stalinizmu » (« Les trois victoires possibles du stalinisme »), des extraits sont parus en polonais dans la revue, *Dalej ! Pismo Socjalistyczne*, Varsovie, 1991, 3-4 : 10-11.

Il s'agissait de discuter les assertions concernant la mort du « marxisme-léninisme », alors à la mode, et leurs conséquences sur l'analyse africaniste, et de discerner la chance que peut constituer, pour le matérialisme historique, la chute du stalinisme. Dans ce cadre, une nouvelle approche du phénomène ethnique africain était proposée, en prenant notamment pour exemple les pays s'étant réclamé du « marxisme-léninisme ». Depuis janvier 1991, des événements considérables se sont produits, tant en Europe de l'Est qu'en Afrique. Tels ou tels faits ou hypothèses évoqués sont dépassés. Cependant, à la relecture, il m'a semblé que ses analyses et prévisions avaient en général tenu le coup, justifiant la publication du texte intégral original de février 1991, et permettant ainsi de situer, une fois pour toutes, en prévision de la lecture des autres textes ci-après réédités, mon analyse du stalinisme sénile et de ses conséquences sur l'approche marxiste du nationalisme.

pénible pour ceux qui, en Europe comme en Afrique, s'obstinent à vouloir prendre le marxisme au sérieux. Partout le « marxisme s'écroule », et les circonstances de cet écroulement lui donnent un caractère d'évidence qui ne souffre plus la discussion. Tout juste peut-on admettre que certains de ses aspects pourraient survivre mais uniquement en tant qu'« outil d'analyse », et seulement pour les pays occidentaux, puisque, bien sûr, il est inadapté au tissu social et à la mentalité de l'*Homo sapiens africanus*. Le « marxisme-léninisme », lui, est naturellement déjà mort et enterré. L'Histoire, qui a failli s'arrêter récemment¹, va enfin pouvoir suivre son cours et non plus son sens, débarrassée des chimères poussiéreuses héritées du XIX^e siècle...

L'auteur de ces lignes ne se croit point présomptueux, mais il a simplement été choqué de l'inquiétante paresse intellectuelle qui a fait accepter pratiquement sans réaction jusqu'à aujourd'hui ce qui n'est autre qu'un ensemble d'assertions auxquelles le contexte a donné la force d'un rouleau compresseur.

Les trois victoires possibles du stalinisme

Parler de « victoires du stalinisme » pourra étonner. Pourtant, le stalinisme a d'ores et déjà remporté deux victoires – non définitives bien sûr, car une victoire n'est jamais acquise qu'à moyen terme – et il n'est pas exclu qu'il en remporte une troisième. Commençons par cette dernière, qui nous amènera à faire un long mais nécessaire détour hors d'Afrique.

D'une restauration possible...

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la rétrotransition au capitalisme dans les pays de l'Est n'est pas une défaite mais à l'inverse un accomplissement du rôle historique de la caste² stalinienne. Ayant vidé dans les conditions que l'on sait les révolutions sociales de toute leur substance démocratique par une sanglante contre-révolution politique, elle est devenue une véritable métastase infiltrée dans la société, sans aucun avenir

¹ Francis FUKUYAMA : « The end of History », *national Interest*, 1989.

² « caste » ou « corps social » ou tout ce que l'on voudra mais pas « classe » dans la mesure où l'appartenance à la bureaucratie stalinienne est conférée non point par une position relative à la propriété des moyens de production mais par une allégeance politique. Signalons immédiatement les natures totalement différentes des bureaucraties soviétique et africaine – nous y revenons dans le cours de ce débat.

historique puisque sans autre fonction que de jouir de la confiscation des droits politiques de la population. De ce fait, elle n'a pu, depuis sa consolidation (entre 1929 et 1945), qu'hésiter entre deux comportements : un conservatisme conjoncturel (ce qui ne signifie pas de courte durée) et un restaurationnisme fondamental.

Conservatisme parce qu'aussi bien une restauration capitaliste qu'une démocratisation socialiste impliquait sa destruction en tant que corps. Restaurationnisme parce que la confiscation des droits politiques de la population par une minorité structurellement incompétente finissait à la longue par détruire l'acquis positif que la socialisation originelle des grands moyens de production pouvait signifier en termes de possibilité de développement³ et impliquait sous peine d'implosion la réforme, vue au début uniquement comme économique. Tous les régimes staliniens, même les plus durs (voir les post-maoïstes chinois actuels) ont eu leurs successives réformes d'introduction « partielle », puis « croissante », des lois du marché. Ce n'est jamais la *perestroïka* (« restructuration ») qui leur a fait initialement problème, mais la *glasnost* (« transparence ») fatalement comprise par la population comme une démocratisation.

Il peut bien sûr y avoir des parcours personnels marginaux, mais la bureaucratie ne peut ainsi être, structurellement, que conservatrice ou « thatchérienne » (car elle a cyniquement conscience de la violence nécessaire du processus socio-économique de restauration capitaliste), à l'exclusion de toute tendance réformiste démocratique consistante. Ces positions sont à la fois successives et simultanées, divisant ce corps social entre ceux qui craignent de tout perdre (les conservateurs) et ceux qui entrent résolument dans le chemin de leur transformation en bourgeoisie (les « thatchériens »), espérant qu'un directeur d'usine stalinien fera un bon patron capitaliste.

Le dramatique paradoxe que l'on voit en Urss et ailleurs (Hongrie, Tchécoslovaquie et aussi Pologne), qui a ses

³ Stalingrad, qui ne fut pas le résultat d'un amour fou pour Staline ni même exclusivement du patriotisme russo-soviétique, ne s'explique pas autrement : sauvegarde des acquis face à la barbarie nazie. Mais l'Urss pré-gorbatchévienne du début des années 1980 n'aurait probablement plus été capable d'un tel effort. Dans le contexte du monde, le retard économique et social causé par l'incompétence bureaucratique avait fini par annuler l'effet positif, longtemps sauvegardé malgré le stalinisme, des réformes structurelles faites soixante ans auparavant.

conséquences idéologiques en Afrique, est que hors des deux grands courants produits par la bureaucratie, les tendances majoritaires des « radicaux » sont les plus restaurationnistes, persuadés qu'ils sont que l'économie de marché est le fondement matériel de la démocratie – pourtant énorme escroquerie idéologique.

En Pologne, cela a abouti à l'alliance ouverte de la gauche laïque et de l'appareil d'état stalinien une fois que celui-ci eut pris un cours restaurationniste, faisant le lit du populisme national-chrétien. En Urss, cela désarçonne complètement les courants démocratiques qui veulent une transition encore plus rapide (Eltsine) mais refusent les mesures anti-populaires logiquement demandées par Gorbatchov, produisant un immobilisme lourd de toutes les implosions possibles dans une société exténuée. Les cadres politiques sont bouleversés : la « gauche »⁴ est celle qui a les positions les plus favorables au capitalisme, la « droite » stalinienne utilise un vocabulaire quasiment gauchiste – mais non démocratique. Dans ce contexte, les radicaux n'ont aucun avenir – Eltsine s'usera aussi vite que Gorbatchov – pour une raison simple : la restauration capitaliste n'est pas une question de changement de gouvernement mais de nature sociale de l'État, elle implique de compléter la contre-révolution politique stalinienne par une contre-révolution sociale.

Or, à niveau égal de (sous)-développement des forces productives, l'Urss, la Roumanie, la Pologne, etc., redevenues des économies de marché, ne seront pas les nouvelles et souhaitées « RFA », mais de nouvelles Turquie, Argentine ou Mexique, pays semi-industrialisés du Tiers monde. Il n'y aura plus dès lors que le choix entre un régime autoritaire capable, usant au besoin d'ultra-nationalisme, d'assurer les violentes réformes structurelles nécessaires à la restauration marchande, et un retour à une démocratisation socialiste combinant le maintien de la propriété étatique des grands moyens de production à un pluralisme politique principiel et à un contrôle social généralisé. Les actuels radicaux vivent au-dessus d'un abîme : la contradiction entre le sens du mouvement social – se débarrasser du stalinisme⁵ – et son unique expression politique

⁴ ... ses courants majoritaires du moins : l'Urss fourmille également de courants écologistes radicaux, anarchistes, trotskysants, marxistes divers...

⁵ La population veut se débarrasser du stalinisme à tous les niveaux et notamment au niveau local encore bien vivace avec son cortège d'incompétences et de haines, mais il faut noter qu'elle ne meurt pas

actuelle – la restauration du capitalisme crue possible sous la forme de la démocratie politique occidentale.

Les recompositions seront donc rapides et brutales⁶. Mais attention à ne pas confondre les différents niveaux d'analyse ! La disparition des gouvernements, voire des partis, communistes (staliniens), ne signifie ni la destruction immédiate de la caste stalinienne ni la fin des États socialistes. Il n'y a pas toujours eu dans l'Histoire correspondance entre la nature de classe des gouvernements et des États : la France de la fin de l'Ancien Régime a ainsi vu bien des fois des gouvernements « bourgeois » au service de l'État « féodal ». La caste stalinienne est, pour survivre, largement capable de constituer, en alliance avec les libéraux-radicaux (Pologne, Hongrie) ou même seule (Roumanie) des gouvernements dont le but est la restauration à court terme de la domination marchande, donc des gouvernements « bourgeois », gouvernements « bourgeois-staliniens » (quels monstres étranges l'Histoire n'est-elle pas capable de produire ?!). Le cas le plus extrême est sans aucun doute l'ex-RDA où le parti de la Stasi (le SPD, parti communiste est-allemand devenu PSD) a été marginalisé, mais où le parti des collaborateurs de la Stasi, 100% stalinien lui aussi, la démocratie-chrétienne CDU, a été le fer de lance de la restauration capitaliste. Cas le plus extrême mais non le plus typique car la RDA est le seul pays de l'Est où l'on puisse dire que la restauration est non pas achevée mais a d'ores et déjà gagné. Dans tous les autres, l'État « socialiste » reste encore en place dans la mesure où l'inexistence d'une bourgeoisie interne empêche le rétablissement rapide des lois du marché. Les gouvernements veulent privatiser mais il n'y a guère de repreneurs. Quand cela se produit, l'opinion le ressent souvent comme un scandale car la privatisation est forcément et structurellement frauduleuse, personne (sauf trusts étrangers non moins fraudeurs) n'ayant les moyens d'acheter les outils de production, même vétustes, à leur juste valeur sans l'appoint de faux prêts étatiques distribués par faveur⁷.

d'amour pour les Cent-Noirs actuels, les fausses coopératives privées ou les technocrates de type occidentaux.

⁶ ...avec leur cortège de « surprises » : quand le désordre sera à son comble en Urss et que la population se dressera contre les mesures de restauration marchande demandées par les radicaux actuellement populaires, une alliance de type Eltsine-Pamiat est parfaitement plausible, par exemple au nom de la défense de la Russie « civilisée » contre la décomposition de l'empire colonial dit soviétique.

⁷ Le flou des conceptions est également extraordinaire : ainsi ces ouvriers polonais qui, ayant revendiqué la privatisation de leur usine pour se

Ne pas confondre les différents niveaux d'analyse – partis, gouvernements, États – permet de comprendre qu'à l'exception de l'ex-RDA et, probablement de la Tchécoslovaquie, les autres pays de l'Est (y compris ceux actuellement membres de l'Urss) ont peu de chances d'échapper à l'implacable alternative évoquée précédemment (violente restauration marchande avec régimes autoritaires ou tournant nouveau vers une démocratisation socialiste).

Cela permet de comprendre pourquoi d'énormes escroqueries idéologiques – l'économie-de-marché-fondement-de-la-démocratie – peuvent acquérir une base de masse temporaire mais aussi pourquoi des virages à 100% sont possibles. Cette précaution analytique a la plus grande importance pour l'Europe de l'Est, mais tout autant pour l'Afrique : est-ce parce qu'un parti se proclame « marxiste-léniniste » que son gouvernement est de « transition socialiste », l'État « ouvrier-paysan », la démocratie « révolutionnaire », le pouvoir « populaire »⁸ ? Combien d'études, de toutes tendances, n'ont-elles pourtant pas été écrites en respectant ces assertions fondatrices ?

Gardons simplement en mémoire pour l'instant que le stalinisme peut avancer vers la victoire de la restauration capitaliste mais que, contrairement aux apparences, celle-ci ne sera ni linéaire, ni rapide, ni surtout nécessairement générale.

...à une sous-estimation certaine.

Mais il y a une autre victoire que le stalinisme a sans aucun doute gagné actuellement, idéologique, à laquelle son ampleur énorme donne une force matérielle puisqu'elle agit sur le mouvement social : camoufler sa propre nature par l'établissement de la filiation Lénine-Staline. Cette idée est depuis longtemps à la mode en Occident mais elle a pris une grande force à l'Est depuis que, de la restructuration, l'ordre du

débarrasser, enfin, de leur directeur stalinien, l'obtinrent et constatèrent avec stupéfaction que leur nouveau patron n'était autre que leur ex-directeur alors qu'ils pensaient que « privatisation » signifiait transfert de la propriété d'État à... eux-mêmes ! En Asie centrale soviétique, des heurts inter-ethniques doublent aussi bien des fois l'émergence de formes de propriété privée, la population d'une fraction turque majoritaire se dressant contre la spéculation d'une minorité, turque également, ayant développé des « coopératives » commerciales – mais il faut noter que cela se pense en termes d'abord ethniques.

⁸ Voir Michel CAHEN : « O fracasso do socialismo em África, que fracasso ? que socialismo ? », *África*, Lisbonne, 16-22 janvier 1991, 183 : 32-33.

jour est passé à la restauration. C'est Staline qui avait créé un Lénine intouchable, c'est Lénine qui est maintenant responsable du stalinisme et en fait, du « socialisme »⁹. Je ne rentrerai point dans le débat sur les responsabilités personnelles des uns et des autres – n'étant pourtant aucunement porteur d'une vision idyllique du bolchevisme¹⁰. Je ferai simplement remarquer ceci : ladite filiation escamote complètement la compréhension du stalinisme en tant que violente contre-révolution politique, en tant que rupture radicale entre deux systèmes (Staline a par exemple non seulement massacré par la famine la paysannerie ukrainienne, base du nationalisme, mais a tué beaucoup plus de communistes que Hitler). On y voit un glissement, une dégénérescence lente et non plus une véritable guerre civile contre des pans entiers de la population et contre l'élite ouvrière et politique bolchévique, guerre déclarée avec l'aide de moult petits-bourgeois ex-menchéviks ou socialistes-révolutionnaires reconvertis, après la tourmente, en bureaucrates staliniens fraîchement membres du PC mais haineux de ses traditions et direction historiques. Bref, *on sous-estime dramatiquement* la catastrophe interne et aux implications mondiales que fut le stalinisme – et on lui rend un fier service, on lui accorde une victoire supplémentaire.

Certes on a le droit d'écrire que Staline ou Ceausescu sont les fils légitimes de Lénine. Je demande simplement à ceux qui le font de n'être point paresseux, d'examiner toutes les implications historiques de leurs positions et d'admettre qu'il serait exactement du même ordre de dire que Hitler est le fils

⁹ La dite filiation s'établit avec toutes une série de variantes épiphénoménales, comme celle de dire que « Lénine » s'appelait en fait « Lévine » ou « Lévi », etc... Parallèlement à la filiation Lénine-Staline et en attendant celle Marx-Lénine-Staline, fonctionne l'équation Staline-Trotsky, les courants gorbatchéviens ayant trouvé là un bien commode moyen de ne pas étudier l'histoire et de ne pas affronter le mouvement anti-sémite Pamiat. Mais il y a une autre manifestation de ce phénomène : combien de dissidents communistes et de vieux bolchéviks, sortis de camps, n'ont-ils pas été accueillis avec respect dans la presse, mais quand ils se sont revendiqués de leur qualité de « vrais communistes », ne se sont-ils pas vus répondre : « C'est bien ce que l'on vous reproche ! » ?

¹⁰ Une dramatique erreur de Lénine et Trotsky a de toute évidence été, en 1921, alors que la guerre civile était gagnée, de ne pas comprendre l'impérieuse nécessité du rétablissement du pluralisme à tous les niveaux, ne serait-ce que pour revivifier la structure soviétique. Signalons toutefois que l'unicité du parti bolchévik n'a jamais été que factuelle et n'est devenue une norme légale et politiquement principielle que sous Staline et beaucoup plus tard. C'est pourtant ce principe fort tardif qui a été presque unanimement retenu en Afrique par les nationalistes, radicaux et non radicaux.

légitime de Danton et Robespierre.

La mort du « marxisme-léninisme » ou la force écrasante de l'évidence

Cette sous-estimation gigantesque du phénomène stalinien entraîne l'acceptation – oui : l'acceptation – de ses concepts idéologiques. Le stalinisme est mort, *donc* le socialisme et le « marxisme-léninisme » sont morts. Il est en ces temps d'une *ringardise* inquiétante d'oser vouloir encore soulever des questions naïves telles que : — « Vous voulez dire le *stalinisme* ou le *socialisme* ? le *stalinisme* ou le *marxisme-léninisme* ? », cela ne se discute même plus.

Le 31 janvier 1990, le Laboratoire « Tiers mondes, Afrique » des Universités de Paris 1 et 7 organisait une rencontre sur le thème « Mort du socialisme, victoire du libéralisme ? » Le titre m'avait déjà fait murmurer mais je sortis de cette journée avec un sentiment de grand malaise : j'avais pu constater que mes collègues avaient discuté des heures durant des implications les plus diverses de la mort du « marxisme-léninisme », bien vite d'ailleurs élargi au marxisme tout entier, en Europe, en Amérique latine, en Afrique, sans jamais se poser la question du sens des mots, c'est-à-dire des concepts utilisés. Croyant trouver un allié, je m'approchai d'un ancien militant trotskyste devenu le meilleur spécialiste français de Singapour et lui demandai : — « Tu acceptes, toi, que l'on discute de la mort du marxisme-léninisme et non pas de la crise du stalinisme ? ». Et, à ma stupéfaction mon ami de répondre : — « Oui bien sûr, marxisme-léninisme, stalinisme, tu comprends, c'est une question de commodité » (ou « de convenance », je ne suis plus sûr mais ce fut l'un ou l'autre des deux mots). Comme si cette « commodité convenable » était purement technique et sans implications analytiques considérables ! Le même jour, le camarade Immanuel Wallerstein nous annonçait qu'il avait choisi le titre de sa communication à un prochain congrès à Tunis : « Le marxisme-léninisme est mort. Vive quoi ? ». Décidément, personne ne semblait soucieux de demander l'autopsie du cadavre. Or il y a une double escroquerie. Premièrement, il ne faudrait pas oublier que l'expression « marxisme-léninisme » est une invention de Staline qui n'a rien de neutre. En « codifiant » le nom de l'« idéologie autorisée », il en restreignait toute la vivacité dynamique. On n'avait plus le droit de se réclamer, outre de lui-même, que de trois auteurs bien expurgés (Marx, Engels, Lénine) et non plus comme il eut été

intellectuellement indispensable, de la totalité des grands penseurs marxistes révolutionnaires¹¹ avec toute la richesse et les contradictions de leurs pensées, comme Rosa Luxembourg, Trotsky, Gramsci (qui certainement eut été liquidé idéologiquement et physiquement si Mussolini ne s'en était pas chargé), Boukharine et plus récemment Che Guevara par exemple. Ils étaient « automatiquement » interdits ou efficacement marginalisés.

L'appellation « marxisme-léninisme » eut de ce point de vue la même nature que le mausolée de Lénine et, si l'on peut être marxiste, léniniste, trotskiste, etc. (avec des virgules !), il est anti-marxiste d'être seulement « marxiste-léniniste » (avec un trait d'union !). Comme système de pensée vivant, cette théorie n'a jamais existé et il est donc difficile qu'elle soit morte. Mais en tant qu'appellation du dogme stalinien, n'a-t-elle point péri aujourd'hui avec le stalinisme ? Le seul petit problème, c'est qu'accepter de répondre à cette question, c'est accepter les concepts staliniens. Pourquoi devrais-je discuter d'un tel « marxisme-léninisme » ? En revanche, je ne demande qu'à discuter de ce que le stalinisme a fait des pensées foisonnantes de Marx et Lénine et notamment des implications africaines de cette manipulation.

En effet, le deuxième aspect de l'escroquerie est le suivant : d'une part on a accepté une expression stalinienne sans en discuter le sens réel, mais d'autre part on accepte bel et bien de lui attribuer le sens que lui attribua Staline ! Il ne fait aucun doute que lorsque l'on parle aujourd'hui de la mort du « marxisme-léninisme », c'est bien de l'ensemble de la pensée marxiste-révolutionnaire qu'il s'agit, même si nous y incluons des théoriciens que Staline n'y aurait certes pas inclus. On peut faire des études *historiques* sur Luxembourg, Trotsky ou Gramsci, mais ils seraient morts *politiquement*. Alors que je n'aime pas l'expression « marxisme-léninisme », je me vois ainsi obligé de paraître parfois la défendre.

Interdiction d'idéal

Dans la mesure où l'anarchisme ne compte plus, c'est en fait une opprobre qui est jetée sur l'idéal de toute transformation révolutionnaire de la société. Cette interdiction d'idéal ne se

¹¹ J'emploie l'expression « marxiste-révolutionnaire » afin de ne pas entrer ici dans le débat de l'appartenance ou non au marxisme de certains penseurs ayant rallié la social-démocratie, et excluant bien évidemment les épigones staliniens.

limite pas du tout aux cercles intellectuels !

Le stalinisme ayant montré la preuve que tout système de pensée révolutionnaire est contre-productif, que nous reste-t-il ? Vous l'aurez deviné : l'économie-de-marché-fondement-de-la-démocratie ! Il y a là une autre division et régression de la pensée universaliste que des africanistes auront du mal à accepter : si cette assertion est d'une certaine manière praticable dans les pays occidentaux les plus riches, qu'en est-il en Afrique ?

C'est pourtant bien ce rouleau compresseur idéologique d'une rare puissance, qu'avec l'appui des stalino-thatchériens, on sert aux jeunes élites du monde entier et notamment du tiers monde. Et cela fonctionne d'autant mieux qu'en particulier dans les formations politiques qui avaient le plus intensément adopté un discours marxiste, les fractions les plus « à gauche » qui subsistent sont en général aussi celles qui restent les plus attachées au modèle de l'unicité partisane et de la caporalisation du mouvement des masses. Comment un jeune béninois, angolais, éthiopien, mozambicain, etc., pourrait-il devenir marxiste puisque ceux qui disent encore qu'ils le sont prêchent l'absence de démocratie politique (ou bien s'y sont convertis très récemment à l'unanimité des membres du bureau politique...), sans par ailleurs offrir une solution de rechange aux plans de restructurations imposées par le FMI et la Banque mondiale¹² ?

On peut penser cependant que les peuples n'ont guère de raisons de se satisfaire de l'économie de marché. Si la disparition du stalinisme devait signifier un affaiblissement durable et considérable de toutes les diverses traditions marxistes-révolutionnaires, alors on aurait des motifs d'être inquiet pour l'évolution de cette Terre. Il suffit de voir – à ce qui n'est encore qu'une petite échelle et reste canalisé par une forte religion – ce que les déceptions postérieures aux indépendances arabes provoquent actuellement. Je crois cependant que la disparition du stalinisme va se révéler une chance extraordinaire pour le marxisme.

Du « marxisme universitaire » à la démocratie en Afrique

Il n'en reste pas moins qu'un grand nombre d'intellectuels qui furent marxistes ou marxisants semblent profiter de la

¹² L'Afrique du Sud, avec ses conditions très particulières, présente un contre-exemple partiel.

situation pour ne plus l'être ou plus exactement pour ne plus avoir à se poser ce genre de questions ennuyeuses. Il est vrai que, depuis longtemps, leur marxisme n'était plus une vision subversive du monde mais un « outil d'analyse », une « grille de lecture sociale » statique, un moyen de travail en quelque sorte. Je ne parle pas ici spécialement de la circonstance d'être ou non militant d'un mouvement politique, mais du fait de se poser scientifiquement des questions politiques, de la capacité à discerner les phénomènes potentiellement porteurs de changement révolutionnaire. Nous verrons le colossal exemple que constitue pour l'Afrique la question ethnique ; mais abordons de suite la démocratisation.

Tout le monde y est aujourd'hui favorable, mais qui, parmi les intellectuels marxistes (ou de gauche, soyons justes !) s'est posé, avant 1989, le problème de la revendication démocratique comme facteur subversif en Afrique ? Qui s'est, à l'inverse, posé le problème des effets délétères des constitutions de partis uniques « de gauche » sur le mouvement social africain ? Oh ! il y eut bien des pétitions, surtout quand un collègue formé en France disparaissait dans les geôles de tel ou tel dictateur « progressiste », mais où sont les analyses macro-politiques ? Il y en eut, mais on peut les compter rapidement et seul Sékou Touré semble avoir, à l'extrême-fin de son règne, fait la quasi-unanimité contre lui – cependant plus contre les outrances de sa personne que contre le programme politique officiel du Parti démocratique de Guinée. On a dénoncé le Zaïre, mais où est la dénonciation de l'Angola¹³ ?

¹³ Le cas des anciennes colonies portugaises est archétypique : les anticolonialistes portugais qui, avec l'aide déterminante des mouvements africains de libération, ont abattu le gouvernement de Marcelo Caetano le 25 avril 1974, se sont ensuite montrés absolument incapables de toute analyse critique des nouveaux États de langue officielle portugaise (Cf. M. CAHEN, « Africanisme portugais, une tradition en danger ? », *Politique Africaine*, Paris, mars 1991, 41 : 149-153). Ils ont été rejoints, avec sans doute beaucoup moins de circonstances atténuantes, par toute une génération d'universitaires coopérants principalement anglo-saxons. Sur ces « pieds-rouges », voir M. CAHEN, *Mozambique, la révolution implosée*, Paris, L'Harmattan, 1987, 170 p., (« Points de vue concrets »), et Christian GEFFRAY, « Fragments du discours du pouvoir. Du bon usage d'une méconnaissance scientifique », *Politique Africaine*, mars 1988, 29 : 71-85. Je me permets de signaler par exemple que la critique des effets délétères de la constitution de parti unique au Mozambique que j'ai produite en 1985 (« État et pouvoir populaire dans le Mozambique indépendant », *Politique Africaine*, septembre 1985, 19 : 36-60) a été totalement ignorée par les supporters de la « transition socialiste », en tant que hors-sujet. Le seul problème digne d'intérêt était de savoir si le « Parti » gardait sa « base de

Tout le monde s'est indigné des déclarations de Jacques Chirac favorables au monopartisme en Côte d'Ivoire en février 1990, mais pourquoi les analyses d'ensemble de la structure politique tanzanienne ou congolaise sont-elles si rares à gauche¹⁴ ?

Je ne crois pas que la veulerie soit seule en cause. Il s'agit à mon avis d'une conséquence de deux phénomènes. D'une part le « marxisme universitaire » permettait d'excellentes études sur des questions pointues mais guère un questionnement politique global, malgré des tentatives comme celles de Samir Amin – questionnement qui fut plutôt laissé à des gens comme René Dumont – ; et d'autre part les effets internationaux du stalinisme, responsable de la formation politique d'une partie des élites nationalistes africaines, se firent sentir dans l'acceptation par des intellectuels pas spécialement stalinophiles, africains et occidentaux, d'un « étapisme » indiquant qu'à cause du « tribalisme », le parti unique était nécessaire à la création de la nation, « phase actuelle » du processus d'indépendance.

Des « modes » comme ersatz de théories

Les petits milieux africanistes et africains progressistes sont d'ailleurs, comme d'autres, traversés de « modes » qui prennent d'autant mieux (et fugacement) qu'elles rencontrent un vide

masse » et si l'État réussissait à « appliquer correctement l'orientation juste du Parti ». Quant à la *Review of African Political Economy* – qui publie outre-Manche les analyses des africanistes « radicaux » – elle refusa un article analysant la fonction de la revendication marxiste au Mozambique, ce dont elle avait le droit mais sans jamais prendre la peine de m'en écrire les motifs – ce qui eut été bien facile si l'article était mauvais (« Marxisme et Mozambique », publié plus tard in M. CAHEN, *Mozambique, la révolution implosée*, op.cit. : 137-167). Cette même revue a réuni en 1989 une conférence sur la démocratie en Afrique – mieux vaut tard que jamais.

¹⁴ Denis C. MARTIN, *Tanzanie, l'invention d'une culture politique*, Paris, FNSP-Karthala, 1988, 318p., analyse en détail la culture politique de la TANU-CCM mais n'est pas centré sur la contradiction entre mouvement social et unicité partisane. On trouve également de nombreuses études pointues sur l'*ujamaa* et la villagisation, mais il n'y a guère eu de critiques de gauche sur le modèle politique d'ensemble, d'autant plus que la personnalité de Nyerere a toujours inspiré le respect. À ma connaissance, Hugues BERTRAND, *Le Congo. Formation sociale et mode de développement économique*, Paris, François Maspéro, 1975, 326 p. (« Critique de l'économie politique »), est la seule critique marxiste d'ensemble du régime « marxiste » du PCT. Pour des études de cas, voir bien sûr *Politique Africaine*, octobre 1988, 31 : 2-83, dossier « Le Congo, banlieue de Brazzaville ».

méthodologique prononcé – le « Vive quoi ? » de Wallerstein. Ce fut – on n'en parle déjà plus ! –, venu du froid, le « socialisme de marché ». Ce qui était une belle bouillie idéologique à l'Est¹⁵ n'a guère pu dépasser le stade de laborieuses justifications de la poursuite des constitutions de parti unique en Afrique : on maintiendrait le Parti – garant du « pouvoir populaire » – mais en libéralisant l'économie, l'État restant un organisme de redistribution, un État de « service public » en quelque sorte, c'est-à-dire une structure « neutre » ! Cette brillante invention théorique eut pourtant ses raffinements. Ainsi combien d'analyses « marxoïdes » sympathisantes du Frelimo (Front de libération du Mozambique) ou du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) par exemple, qui avaient d'emblée attribué ces pays la nature précise d'« États ouvriers-paysans », n'ont-elles plus, après les plans de libéralisation économique, décrit l'État comme ayant une « nature » de classe, qui eut dû alors logiquement être « bourgeoise », mais comme un « lieu » de la lutte des classes ?

Ensuite, venue de chez nous, ce fut la « surexploitation », c'est-à-dire la regrettable absence de surexploitation de l'Afrique. Cela a déjà été discuté par *Politique Africaine* et je ne vise personne¹⁶. — « Ce n'est pas de surexploitation mais de sous-exploitation dont souffre l'Afrique », a cependant été une phrase couramment entendue dans les couloirs des colloques africanistes ces toutes dernières années, et je remarque simplement que cette « idée » a « charmé ». Idée pourtant fondée sur une grossière confusion entre la sous-exploitation (ou plutôt la mal-exploitation) des ressources de l'Afrique et la surexploitation de sa force de travail.

Certains expriment autrement la même idée. Sans remonter à Goran Hyden, j'ai écouté avec attention, lors des « Dix ans » de *Politique Africaine*, Gérard Prunier s'affirmer partisan d'un

¹⁵ Personne ne nie l'utilité de certains mécanismes marchands au sein d'un régime socialiste, même le plus démocratique, car la démocratie politique, fondamentale en termes de planification, ne peut être le seul facteur de régulation économique. Mais les diverses théories du « socialisme de marché » oublient un aspect très important : la nature d'un État est déterminée par le caractère *dominant* des rapports socio-économiques existant en son sein. Ainsi la question de savoir qui domine, du marché ou de la planification démocratique, n'est nullement abstraite !

¹⁶ Achille MBEMBE : « Pouvoir, violence et accumulation », *Politique Africaine*, septembre 1990, 39 : 7-24 ; Jean-François BAYART : « Réponse à Achille Mbembe, Jean Copans et quelques autres », *Politique Africaine*, décembre 1990, 40 : 103-108.

« État de classe » en Afrique, dont la « classe » ne semblait pas précisément issue des milieux populaires. Personnellement, je suis choqué – excusez-moi, cher collègue ! – qu'on lance en plein colloque de telles belles « idées » sans les fouiller. Car enfin, de quoi s'agit-il ? Toujours de la même chose ! On constate que l'« Afrique » – continent conceptuel envisagé de fait indépendamment de son insertion historique à l'économie mondiale – ne se développe pas ; qu'elle ne se développe pas – le socialisme étant hors sujet – parce qu'elle n'a pas de bourgeoisie véritable ; qu'il faut donc la créer, l'État en faisant office le temps nécessaire. Mais qu'est-ce que tout ceci si ce n'est la répétition – ou le hoquet – des révolutions bourgeoises européennes ou à la limite, japonaise, du XIX^e siècle ? Sauf que nous ne sommes plus au XIX^e siècle et qu'il n'y a en Afrique noire que des petites et moyennes bourgeoisies à l'exclusion de véritables bourgeoisies nationales historiquement constituées. Pour que celles-ci apparaissent, il faudrait, entre mille conditions, que la sphère de création de la richesse et des devises soit effectivement entre des mains nationales. Cela signifie tout simplement un affrontement majeur avec l'impérialisme.

Pour pouvoir le mener, notre « bourgeoisie nationale » supposément en gestation intra-étatique devrait obtenir l'appui massif et durable de la population du pays. En la surexploitant ? Ou par une véritable politique sociale, pour tout dire authentiquement socialiste ? Mais alors, quel intérêt pour elle ? Malgré Amílcar Cabral, on n'a encore jamais vu une bourgeoisie planifier son suicide. Et nous voilà tout simplement revenus non point tant aux déglutitions maoïstes ou FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) du début des années soixante-dix sur le rôle des « bourgeois nationaux », mais surtout aux vieux débats du début du XX^e siècle de Lénine et Trotsky sur la révolution « continue » ou « permanente » opposée à ce rôle national-bourgeois – à savoir que, dans les conditions du sous-développement, les « tâches démocratiques » de la révolution bourgeoise ne peuvent être menées à bien que par une « révolution socialiste » et non l'inverse ! Car bien sûr, les bourgeoisies nationales, même embryonnaires, n'aiment pas beaucoup devoir instaurer le socialisme pour établir leur pouvoir ! Voilà pourquoi il y a déjà eu maintes tendances en ce sens menées en Afrique, à défaut de vraies bourgeoisies, par des élites petites-bourgeoises radicalisées qui ont toujours bien su créer des partis uniques, parfois su adopter des politiques

sociales et économiques développementalistes fort autoritaires envers leurs peuples au détriment de toute dynamisation du mouvement social, mais n'ont jamais voulu aller jusqu'à la rupture avec le capitalisme, si périphérique fut-il (Modibo Keita, N'Krumah, Sékou Touré, Mengistu mais aussi Syad Barré dont le régime n'a pas changé de nature en 1975, les régimes congolais, angolais, mozambicains, participant de ces tendances aux nuances locales évidemment nombreuses et importantes). Cuba est l'unique exemple mondial de transcroissance de démocrates radicaux en communistes mettant sur pied un État socialiste¹⁷.

Il y a bien quelqu'un, aujourd'hui (février 1991), qui mène cet affrontement de type « national-bourgeois ». Personnellement, je n'éprouve aucune sympathie envers lui, malgré sa bataille assurément dirigée contre les grandes puissances occidentales. Il s'appelle Saddam Hussein. Ce serait cela, et pas autre chose, l'« État de classe » en Afrique.

Un tournant pas si rapide...

Maintenant la mode est à la démocratie. Mais cela n'a pas été si spontané. Pendant des mois, les régimes monopartistes visés, « progressistes » ou non, ont contre-attaqué, suivis par quelques intellectuels sympathisants, fustigeant, en un vocabulaire « radical », cette « imposition de l'impérialisme », cet « européocentrisme », cette ingérence pour la copie de la « démocratie formelle »¹⁸. Puis, la démocratisation pourtant

¹⁷ Le cas afghan est exemplaire de la nécessité évoquée plus haut de bien discerner les niveaux d'analyse. Car si le gouvernement y est parfaitement dominé par le parti communiste local, l'État y est resté parfaitement capitaliste (« de la périphérie », bien sûr), ne remettant absolument pas en cause les lois du marché ni ne touchant à un cheveu du bazar. Il serait utile de se rappeler que si certaines élites urbaines ont été séduites par le modèle soviétique, ce fut d'abord, dans le contexte local, par modernisme occidental (auquel sont violemment opposés les moudjahiddines).

¹⁸ dans l'aire de prédilection de mes recherches, l'aire lusophone, voire par exemple la longue campagne de l'hebdomadaire lisboète de gauche *África* contre le pluralisme dans les pays africains de langue officielle portugaise, et notamment l'éditorial du n° 120, 30 août-5 septembre 1989, auquel a succédé une violente réponse polémique de votre serviteur, publiée sans plaisir mais sans difficulté (M. CAHEN : « Democracia pluralista : uma « ideia » do imperialismo ocidental ? », *África*, Lisbonne, 128, 25-31 octobre : 7 et 38 ; et 129, 1-7 novembre 1989 : 7-8). Il faut noter que Leston Bandeira, directeur de cette publication et acteur important de la scène africaine portugaise, a l'honnêteté de la constance : interrogé aussi tard qu'en octobre 1990 dans le mensuel d'extrême-gauche *Combate* (n° spécial « Desesperadamente África », 135 : 10), il y déclare, admettant

critiquée parce que « limitée » au pluralisme de partis alors que l'important était (version radicale) la « base de masse du Parti » et le « pouvoir populaire » ou (version douce) la « solution africaine », fut acceptée mais précisément dans sa version la plus formelle, en tant que concession au contexte international et nullement comme moyen de dynamisation du mouvement social. Quand, avec Claude Meillassoux (CNRS, Paris), Christine Messiant (EHESS, Paris) et Gueorgui Derluguian (Institut d'histoire universelle, Moscou) nous avons, le 25 avril 1989 (avant le début d'écroulement des partis de l'Est), publié *en tant que marxistes* un article¹⁹ sur la situation mozambicaine appelant à des élections libres non seulement parce que la guerre entre la Renamo (Résistance nationale du Mozambique) et le Frelimo s'éternisait mais parce que, plus généralement, le mouvement social avait un besoin urgent de démocratie pour sa redynamisation, d'une part nous fûmes bien sûr accusés d'être des suppôts de l'Afrique du Sud par l'agence officielle d'information²⁰ mais une réponse bien intéressante nous vint, tardivement, du *Toronto Committee for the Liberation of Southern Africa*, dont l'un des vétérans est l'ami John Saul. Sous la plume d'Otto Roesch il nous fut dit ce qui suit :

« ... Jusqu'à il y a deux ans [*sic**], la Renamo était une

le pluralisme déjà annoncé pour la République des Îles du Cap-Vert :

— ... je pense que l'Angola et le Mozambique ne devraient pas du point de vue théorique [*sic*] opter pour le pluripartisme [...]. L'Angola et le Mozambique ont de fait une division ethnique très grande. [On] court le risque [de] voir les partis naissants se transformer en parti unique par ethnie [...]

— Vous pensez donc dans ce cas que le parti unique peut fonctionner comme élément de rassemblement ?

— Oui, si le parti fonctionne de façon correcte ».

Mais qui s'assure de ce « fonctionnement correct » ? Qui juge de ce qui est « correct » ? Et où un parti unique a-t-il empêché les réseaux ethno-clientélistes ?

¹⁹ ...ou plutôt tenté de publier ! Le texte « Vaincre la guerre, par la démocratie, pour le socialisme », dont il est question fut refusé par la *Review of African Political Economy* (avec la même élégance que dans le cas mentionné à la note 13 : *no comment* !) et initialement par le *Southern Africa Report* (Toronto) qui, après mes protestations et... les écroulements de l'Est et les mobilisations démocratiques en Afrique, finit par le publier un an plus tard (SAR, mai 1990, V (5) : 26-27). L'hebdomadaire *Africa* de Lisbonne, dont le directeur y était pourtant politiquement hostile (*cf. supra*), le publia immédiatement *in extenso* (*África*, 10-16 mai 1989, 104 : 5).

²⁰ voir l'analyse de cette polémique in M. CAHEN, *Mozambique : analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, Indigo Publications (« La Lettre de l'Océan Indien »), mars 1990, 61 p.

* *Note ultérieure* : référence à l'assassinat, deux ans auparavant d'un

organisation dominée par des Blancs de nationalité portugaise, non par des Mozambicains²¹. [Qu'est-ce] que les citoyens mozambicains auraient à gagner en acceptant une participation de la Renamo à un exercice de type sandiniste de politique électorale multipartisane telle que défendue par Cahen et ses co-auteurs ? [Pourquoi] la Renamo qui continue à être le bras externe du militarisme sud-africain serait-elle le bénéficiaire d'une telle ouverture politique ? [...] Mais quels intérêts internes représente la Renamo ? Où est sa consistance politique et de classe au Mozambique ? Si le Frelimo choisit d'adopter un système politique pluraliste [...], que ce soit au profit de groupes politiques véritablement mozambicains et non du militarisme sud-africain et de ses partisans »²².

Cet exemple est vraiment typique d'une certaine pensée anti-impérialiste paternaliste solidement ancrée à gauche. Car même en admettant toutes les idées de Roesch – la Renamo n'aurait aucune base sociale interne au Mozambique et ne représenterait que les intérêts stratégiques régionaux de l'apartheid^{**} –, on ne voit pas pourquoi ce serait à Roesch (ou au Frelimo) de le dire à la place des électeurs mozambicains. À moins que..., à moins d'une seule chose : que l'on juge le peuple mozambicain « non mûr » pour la démocratie parce que, bien sûr, soumis à l'obscurantisme tribaliste. En général, les marxistes et progressistes amis des partis uniques n'osent pas écrire cela – quoiqu'ils dissertent sur l'absence de traditions démocratiques léguée par le colonialisme. Mais quelle différence ? Et on attend les études sur l'apparition de ces traditions démocratiques en régime de parti unique²³ !

dirigeant « blanc » de la Renamo (voir note ci-après).

²¹ Otto Roesch fait probablement référence à l'assassinat, en 1988, d'un ancien secrétaire général de la Renamo, Evo Fernandes, effectivement porteur d'un passeport portugais et non point « blanc » mais métis d'ascendance goanaise originaire du centre du Mozambique et, à moins d'accepter des concepts douteux, tout à fait mozambicain. Par ailleurs, la « branche portugaise » de la Renamo n'a jamais dominé cette organisation : comment écrire cela et en même temps soutenir que la Renamo est un jouet dans les mains sud-africaines ?

²² « Otto Roesch replies », *Southern Africa Report*, Toronto, mai 1990, V (5) : 28-29.

^{**} *Note ultérieure (1998) : rappelons que la Renamo a obtenu près de 40% des voix aux élections de 1994...*

²³ Le cas mozambicain a été très significatif en ce sens : combien d'universitaires et coopérants progressistes n'ont-ils pas été charmés – confondant populisme et démocratie politique – par l'« élection des membres du parti par le peuple » ou par les « examens biographiques » publics lors de la désignation des candidats aux élections de députés ? Comme si cela changeait quoi que ce soit au fait qu'il s'agissait d'un parti unique et que les discussions ne pouvaient porter que sur les qualités ou

Aujourd'hui presque tous les marxistes admettent la nécessité du pluralisme en Afrique, mais sur le plan théorique, l'évolution est loin d'être certaine. Car ce pluralisme est accepté comme le corollaire nécessaire des regrettables mais dits inévitables plans de réajustements, alors que la promotion de la démocratie politique devrait au contraire être dressée contre ces politiques économiques libérales ; il est une concession face à la crise économique et à la « naturelle usure » de partis des années durant seuls au pouvoir. Il n'est pas envisagé comme l'un des aspects d'une promotion de la démocratie politique (c'est-à-dire du pouvoir du peuple) nécessaire aux luttes sociales et indispensable à une perspective socialiste.

Cette acceptation « conjoncturelle » et non principielle du pluralisme donne bien sûr des arguments à tous ceux qui, de bonne ou mauvaise foi, confondent stalinisme et « marxisme-léninisme ».

Les intellectuels, la « mort du marxisme-léninisme » et l'Afrique

Je ne prendrais ici que quelques cas montrant en quoi l'acceptation surprenante des concepts staliniens peut entraîner la recherche sur des pistes de travail bien éloignées de la réalité. Cela est d'autant plus net que l'auteur est honnête...

défauts individuels des candidats et les erreurs dans l'« application de la ligne correcte du Parti » à l'exclusion de tout débat d'orientation locale ou nationale ! Les paysans ont-ils jamais pu vraiment discuter si oui ou non ils voulaient entrer dans le village communal ? En revanche, ils furent amenés à « élire » la cellule du parti du village ! Voir M. CAHEN, *Mozambique, la révolution implosée*, *op.cit.* : 139-140 pour une liste non exhaustive de ces écrits « anti-impérialistes paternalistes », principalement anglo-saxons et scandinaves, publiés jusqu'en 1986. Le flot des exégèses sur l'« école de la démocratie mozambicaine » s'est un peu ralenti depuis, une partie des mêmes auteurs cherchant surtout à s'assurer, pour se rassurer, que le Mozambique restait bien d'« orientation socialiste » malgré les reculs « tactiques » (devenus d'ailleurs plutôt « stratégiques » ces derniers temps). Voir par exemple les articles de Judith MARSHALL, Otto ROESCH, Anton JOHNSTON et Agneta LIND, Stéphanie URDANG, Joseph HANLON (ce dernier avec une pensée toujours beaucoup plus indépendante, réaliste et critique) in *Southern Africa Report*, II (5), décembre 1989 et IV (5), février 1990, ou, encore plus typique, John S. SAUL : « Mozambique : The Failure of Socialism ? », *SAR*, II (6) : 20-24, article dans lequel, après quinze ans de soutien inconditionnel à l'exemplaire démocratie populaire des régimes d'unicité partisane de gauche, il va jusqu'à écrire courageusement : « Stronger steps towards *effective* democratization (...) are certainly welcome » (souligné par moi).

Un modèle marxiste-léniniste généralisé ?

Achille Mbembe nous a fourni récemment une excellente illustration de cette confusion :

« [bien que les contrées africaines] aient été colonisées et conduites à l'indépendance par les puissances occidentales, ce sont en définitive les régimes de type soviétique qui leur ont servi de modèle, tant au niveau des théories et des pratiques du pouvoir d'État qu'à celui de l'*organisation économique* (...). [Dans le] régime de M. Mobutu Sese Seko au Zaïre, [le] mode d'organisation et de fonctionnement est *tout entier* calqué sur le modèle léniniste. [Les] efforts de décompression n'ont pas modifié la *nature* profondément léniniste des *États* africains post-coloniaux » (soulignés par moi).

Selon lui l'Afrique a donc souffert et souffre encore d'un « modèle marxiste-léniniste généralisé »²⁴. Mais il n'est pas le seul. J'avais déjà relevé par exemple en 1986 que Philippe L'Hoiry, étudiant les structures du Malawi Congress Party n'hésitait pas à dire qu'elles « évoquent le modèle marxiste-léniniste »²⁵. Comment peut-on ignorer à ce point ce que fut le léninisme ? Confondre tellement les niveaux d'analyse (État, parti, superstructure, économie, etc.) ? Qu'est-ce qui fait écrire de pareilles contre-vérités par des gens qui sont tout sauf menteurs ? Le parti unique ? Le « centralisme démocratique » ? La bureaucratie ? L'État-nation ?

Chacun en conviendra, le parti unique n'a rien de spécifiquement léniniste. Mais il faudrait se rappeler qu'en tant que principe il est, dans le champ politique se réclamant du marxisme qui nous intéresse ici, exclusivement stalinien et tardif. Il n'y a rien, dans toute l'œuvre léninienne, pour prôner ou justifier un tel *principe*. Ce qu'il y a – et ce fut une dramatique erreur (voir note 10) –, c'est la justification à l'échelle d'un pays d'une *mesure conjoncturelle* prise dans un contexte désespéré par les bolcheviks.

Et quand arrêtera-t-on de dire des sottises sur le « centralisme démocratique » ? Faut-il rappeler que c'est une norme de fonctionnement réglant la discipline des adhérents du parti pour l'action *en direction de l'extérieur*, et la plus grande liberté des mêmes en ce qui concerne le débat interne ? Faut-il

²⁴ Achille MBEMBE : « L'Afrique noire va implorer », *Le Monde Diplomatique*, Paris, avril 1990, 433 : 10-11.

²⁵ Philippe L'HOIRY : « Le Malawi, un anti-modèle en Afrique australe ? », *Politique Africaine*, septembre 1985, 19 : 61-65, cité in M. CAHEN, *Mozambique, la révolution...*, op.cit. : 141-142.

rappeler que cela signifie le droit de tendances libres²⁶ et le droit pour un dirigeant du comité central d'expliquer dans sa cellule – donc toujours à l'intérieur du Parti – pourquoi il est contre l'avis de la majorité de son instance ? Faut-il rappeler qu'il n'y a pas de « centralisme démocratique interne », qu'il ne s'agit pas d'une « norme de fonctionnement et de travail au sein du parti », ledit dirigeant étant alors obligé de donner dans sa cellule exclusivement le point de vue majoritaire au sein du comité central, ce qui produit immédiatement une situation où la base n'a en face d'elle que des dirigeants unanimes, et donc l'asphyxie politique des membres ? Faut-il rappeler qu'il s'agit d'un principe exclusivement partisan qui ne saurait être étendu aux syndicats, associations, assemblées, à la société entière ?

Le fait que Staline et à sa suite tous les PC « bolchevisés », puis nombre de fronts nationalistes radicaux ou conservateurs du tiers monde aient appelé « centralisme démocratique » une théorie point pour point contraire à la définition léninienne implique-t-il qu'on attribue à Lénine et au « marxisme-léninisme » ce qui n'est que le règlement intérieur d'un parti totalitaire ? Doit-on une fois de plus accepter la conception stalinienne ? Alors effectivement, non seulement le MPLA d'Angola, le Parti des travailleurs d'Ethiopie mais aussi le Malawi Congress Party de Kamuzu Banda, la Kenya African national Union d'Arap Moï, le Mouvement populaire de la révolution de Mobutu sont « léninistes » !

Quant à la bureaucratie, si dans un autre passage de son article, Mbembe a raison de dire que celles des États libéraux ou « socialistes » africains sont de même nature, on voit mal ce que Lénine vient y faire ! Les « bureaucraties » africaines post-coloniales et soviétique sont, sous une même appellation, des corps sociaux de natures totalement différentes. Elles ont un point commun néanmoins : elles ne sont pas propriétaires des

²⁶ On répondra que Lénine et Trosky ont interdit les « tendances » au sein du parti en 1921. Cela est vrai, mais qu'étaient ces tendances ? Il s'agissait à l'époque parfois de fractions publiques, avec leurs permanents, leur discipline, leurs journaux. C'est cela, les fractions publiques, qui fut interdit en 1921, les débats de préparation des congrès (quasiment annuels à cette époque) se faisant toujours sur la base de plateformes contradictoires permettant des regroupements militants internes au parti, c'est-à-dire précisément ce que nous appelons aujourd'hui le droit de tendance ! Bien sûr, la situation de la démocratie interne devait rapidement s'aggraver par la suite. Quant à la « militarisation des syndicats », elle fut proposée par Trotsky comme mesure d'accompagnement du maintien du communisme de guerre au cas où telle serait la décision, à laquelle il était opposé. Quoi qu'on en pense par ailleurs, certains disent donc aujourd'hui n'importe quoi.

principales sources de création de la richesse mais au mieux usufuitières. Elles ne peuvent donc accumuler, en général bien misérablement (même si scandaleusement) à l'échelle de ce Monde, que par fraude.

Mais là s'arrête la comparaison car jusqu'à présent il était économiquement et même mentalement impossible à un bureaucrate stalinien d'investir dans une entreprise privée, alors qu'à l'inverse le pillage de l'État nourrit la tendance permanente à l'apparition de petites bourgeoisies d'affaires en Afrique. Le fait que les bureaucraties africaines restent insérées dans une économie de marché modifie du tout au tout leur régulation interne, même si des mimétismes existent.

On est loin d'une simple querelle sur l'honnêteté des mots pour deux raisons fondamentales. Premièrement, il s'agit d'un choix politique. Pourquoi *choisir de dire* que l'Afrique souffre d'un « modèle marxiste-léniniste généralisé » plutôt que d'un « modèle mussolinien » ? Pourtant le parti unique, creuset de la nation et réceptacle de la destinée du peuple, la stricte obédience envers la pensée des dirigeants supérieurs non seulement au sein du parti mais dans toute la société, les offices industriels d'État, la définition des syndicats (d'ailleurs longtemps appelés au Mozambique « conseils de production ») comme courroie de transmission corporativement intégrée à la direction de l'entreprise, etc., toutes caractéristiques insérées au sein d'une économie de marché maintenue, tout cela n'est-il pas « mussolinien »²⁷ ? Mais non, *on choisit de dire* que c'est « léniniste » et avec une telle force d'évidence qu'on ne prend même plus la peine de savoir quelles étaient les positions et pratiques marxiennes et léniniennes, se contentant de leurs post-traductions staliniennes. Belle victoire pour ces dernières !

Deuxièmement, faudrait-il donc troquer simplement le qualificatif « marxiste-léniniste » par « stalinien » pour qu'un Michel Cahen soit content ? Pas plus ! Il s'agit d'un problème d'analyse de la formation sociale : les États africains se réclamant du marxisme ne furent pas non plus staliniens, en un sens ils ne furent *même pas* staliniens ! Staline réussit, par des moyens délirants, la destruction de la propriété privée des moyens de production et d'échange à un degré jamais atteint ailleurs. Les pays africains « marxistes » ont mimé les échelons supérieurs de la superstructure politique stalinienne tout en

²⁷ Je précise que j'emploie ce terme à des fins de pure comparaison. Le fascisme est une formation sociale et politique bien particulière et aucun régime africain ne correspond à ses principales caractéristiques, même si des ressemblances sont discernables.

restant des économies de marché, des États capitalistes de la périphérie.

Lénine, Idi Amin Dada et quelques autres

Pour notre domaine africain, la conséquence est évidente : c'est la surestimation, aussi bien à gauche qu'à droite, du discours d'un régime pour sa caractérisation sociale et politique. On en revient à la confusion des niveaux d'analyse.

Parce que des partis se sont réclamés du marxisme-léninisme, on en déduit qu'il s'agit d'« État d'orientation socialiste », voire d'« États marxistes » ou même d'« États afro-communistes ». Or « orientation socialiste » – invention brejnévienne – ne veut strictement rien dire pour un État. Un parti peut avoir une telle « orientation », mais un État ne peut se définir que par la nature des rapports sociaux contemporains qu'il régule : il peut être « socialiste » (ou « ouvrier »), ou « capitaliste » (ou « bourgeois ») mais pas d'« orientation ». Viendrait-il à quiconque l'idée de définir la France, quand le gouvernement est majoritairement PS, comme un « État d'orientation socialiste », au sein d'une économie capitaliste ? Alors pourquoi pour l'Afrique ? La définition d'« États afro-communistes » proposée en 1981 par Marina et David Ottaway ne mérite même plus la discussion et celle d'« États marxistes » opposée par Barry Munslow à ces derniers en 1984 est aussi malheureuse : définit-on la nature d'un État selon un paramètre idéologique et non selon la nature des rapports sociaux réellement existant en son sein ? En termes marxistes, l'État anglais est-il anglican ou bourgeois ? A-t-il suffi que le cinquième congrès du parti Frelimo de juillet 1989 abandonne toute référence au marxisme pour que l'État mozambicain change de nature ? Pourquoi alors l'Angola ne serait-il pas aujourd'hui un « État social-démocrate » puisque le MPLA a, en tant que parti, adopté cette qualification lors de son congrès de décembre 1990 ? Si Idi Amin Dada avait, comme il fut sur le point de le faire, demandé et obtenu les soutiens cubain et soviétique pour sauver son despotisme, serait-il devenu d'« orientation socialiste » ? Si Macias Nguema, protégé par des gardes du corps de Castro du fait de la proximité géopolitique angolaise, avait radicalisé son discours, en aurait-il été de même ? Un éditeur anglo-saxon a été jusqu'à créer une « Marxist Regime Serie » incluant des États parfaitement néocoloniaux et qui de surcroît ne se sont jamais réclamés du marxisme (comme la Guinée-Bissau), tout simplement parce qu'ils avaient des Cubains dans la police politique et des traités

d'amitié avec l'Urss !

Pourtant c'est au sein d'un tel filtre acceptant, et élargissant même parfois, toutes les assertions fondatrices des « Républiques populaires » en Afrique que nombre d'analyses marxistes sympathisantes tout autant que des analyses conservatrices hostiles ont été faites. Bien que cette situation commence à être dépassée, cela a induit ces dernières années l'existence en Afrique de « deux crises » parfaitement parallèles : il y avait celle des États d'économie libérale (Côte d'Ivoire, Libéria, Gabon, Mali, Kenya, Zaïre...) liée aux difficultés du capitalisme international, et celle des « États d'orientation socialiste » (Bénin, Mozambique, etc.), avatar de la crise des pays de l'Est. Or il s'agit de la même crise fondamentale – évidemment avec toute une série de nuances locales – ayant ses racines dans l'incapacité à construire des États représentatifs des populations qui les composent, dans leur nature identique d'États capitalistes et non nationaux de la périphérie. Si cette dichotomie analytique commence à être dépassée, je ne suis pas sûr que ce soit pour de bonnes raisons. Mais les « Républiques populaires » du continent passant les unes après les autres par décret publié au *BO* à la situation de « Républiques » plus modestement nommées, changeant leurs discours, les « deux crises » se rapprochent fatalement. Qu'un nouveau radicalisme suffisamment durable apparaisse, et la même méthodologie erronée entraînera des auteurs sur les mêmes chemins de traverse, comme le montre bien l'impressionnisme de certains écrits sur le pourtant météorique Thomas Sankara.

En attendant, une autre conséquence émerge : puisqu'il s'agissait du socialisme et qu'il a échoué, *le socialisme est impossible en Afrique*. Ainsi, de l'acceptation de la thèse de la « mort du marxisme-léninisme » revenant à avaliser la vision stalinienne du marxisme, on en vient bien vite à l'idée de l'impossibilité du socialisme en Afrique, si ce n'est sur la terre entière. Comment ne pas s'énervier quelque peu contre ces inconditionnels qui n'ont pas levé pendant quinze ans le petit doigt contre les constitutions de parti unique au Mozambique et ailleurs, et qui aujourd'hui viennent dire que le socialisme est impossible dans ces pays ? Comment ne pas vouloir souligner la cécité de ces intellectuels qui n'ont jamais compris que, précisément parce qu'il s'agissait de pays sous-développés, sans unité d'aucune sorte, la plus grande démocratie était nécessaire pour permettre au mouvement social de s'emparer efficacement des tâches du développement – mouvement social tel qu'il est

dans toute sa diversité et non tel que fantasmé par des dirigeants urbains ne rêvant que de « discipliner », « organiser », « encadrer » les « éléments » dans des « structures »²⁸?

Lutter contre la survalorisation du discours des élites dans la définition de la nature des États qu'elles dirigent n'implique évidemment pas de délaisser l'analyse de la fonction de la revendication marxiste en leur sein, notamment en ce qui concerne l'idéal européen de l'État-nation. De nombreuses pages ayant été par ailleurs consacrées à ce sujet²⁹, je n'y reviendrai guère, si ce n'est pour reprendre une comparaison que j'ai faite récemment (voir note 8) : au Vietnam, une nation où s'est édifiée un État socialiste (de type stalinien), un parti communiste a instrumentalisé le nationalisme ; en Angola, au Mozambique, pays sans nation dont les indépendances ont donné naissance à des États capitalistes de la périphérie, des fronts nationalistes radicaux ont instrumentalisé le « marxisme-léninisme » stalinisé. Comme « instrument », il peut être

²⁸ Voir par exemple la polémique Barry Munslow/Michel Cahen in Jan HALKES & Jolke OPPEWAL, *Moçambique, Socialismo e Solidariedade*, Amsterdam, Fondation Eduardo Mondlane, 1989 : 8-13. Le cas de Jean-François MEDARD est différent dans la mesure où il n'a jamais fait partie des inconditionnels de la « transition socialiste » en Afrique et encore moins des partis uniques. Mais son texte *Le socialisme en Afrique : l'autopsie d'un mirage*, Talence, 1990, CEAN-IEP, 24 p. multigr., communication à l'European Consortium for Political Research, atelier « The Collapse of Socialism in the Third World », en reprend bien des caractéristiques. Pour J.-F. Médard, le seul socialisme possible est le « socialisme réel » et il a fait faillite, survalorisant donc le niveau du discours dans l'acceptation d'une parenté entre les régimes des pays de l'Est et les régimes « marxistes » d'Afrique. Par ailleurs, il survalorise étrangement l'Éthiopie où, selon lui, à la différence du Mozambique et de l'Angola, on a eu à faire à de « vrais communistes » et « vrais marxistes-léninistes » qui n'en ont pas moins échoué. Tout cela est bien subjectif. Il n'explique pas pourquoi, le lendemain matin du départ des conseillers est-allemands, les Israéliens les ont remplacés alors que l'État n'avait subi aucune modification et que la même équipe dirigeante demeurerait. Il défend par ailleurs dans ce texte fort justement les droits démocratiques en Afrique mais ne semble voir aucun rapport entre leur absence et l'échec des dites « orientations socialistes ». Rejoignant alors un John Saul pourtant bien différent de lui, il analyse logiquement la critique marxiste de M. Cahen et Chr. Geffray sur le Mozambique comme « gauchiste ».

²⁹ Outre « Marxisme et Mozambique » déjà cité, voir par exemple M. CAHEN : « La crise du nationalisme », *Politique Africaine*, mars 1988, 29 : 2-13, ou plus récemment « Le Mozambique, une nation africaine de langue officielle portugaise ? », *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, Toronto, 1990, XXIV (3) : 315-347 ; et surtout le déjà classique Chr. GEFFRAY, « Fragments du discours du pouvoir... », *op.cit.*

abandonné sans modifier la nature de l'État, ce qui est impossible au Vietnam : le président mozambicain Joaquim Chissano l'a bien signifié dans l'extraordinaire formule mise en exergue de cet article. Si la comparaison est possible entre Vietnam et Angola-Mozambique, c'est donc bien pour en déduire l'aspect antagonique et non la parenté. Mais l'idéal de l'État-nation n'a pas fini de faire des ravages en Afrique.

Tribalisme anti-tribaliste, européocentrisme anti-imperialiste

La force de l'idéal européen de l'État-nation dans les élites radicales africaines est souvent liée à leur éducation par le marxisme stalinisé ou ses dérivés maoïstes, et aux théories de la « révolution par étapes » en découlant (la « révolution nationale » préparant la « révolution démocratique populaire » devant aboutir au socialisme).

Mais si le stalinisme n'avait pas existé, elles auraient trouvé autre chose – elles le font du reste actuellement ! En tant que couches sociales ultra-minoritaires, souvent bureaucratiques et initialement faiblement présentes dans les sphères entrepreneuriales, elles ont en effet un besoin vital de contrôler l'État pour leur reproduction et d'affirmer un anti-tribalisme résolu afin de ne pas avoir à revenir sur les problèmes insolubles liés à la reconnaissance de l'intangibilité des invraisemblables frontières coloniales.

Ces États quasiment « neustriens » ou « autrasiens », ces bantoustans de l'Europe, ne peuvent être légitimés que par une fuite en avant, la proclamation d'un processus de création d'une nation, qui devient vite la proclamation de l'existence de cette nation.

Les ravages du nationalisme dans les pays sans nation

Or, versions de gauche ou de droite, cette conception est forcément anti-démocratique puisqu'elle contraint les peuples à correspondre à des caractéristiques non ressenties. De l'alphabétisation rarement menée en langue maternelle (y compris dans les pays dits swahilis), d'un statut toujours inférieur attribué en pratique aux langues africaines au sein de l'État, au refus de prendre en compte les formations sociales originales existant au sein de la paysannerie (soit en les ignorant, soit en les réprimant) et de considérer l'ethnicité comme valeur politique positive, le nationalisme dans les pays sans nation est

un phénomène minoritaire profondément anti-démocratique. L'idée de la possibilité de l'existence d'un État parfaitement légitime sans construction d'une nation est absente de la pensée politique des élites africaines, et pour de bonnes raisons !

Construire l'État sans nation impliquerait qu'il soit solide non de par sa force d'uniformisation et de répression, mais à l'inverse de par la garantie de liberté offerte aux peuples divers présents au sein des frontières. Cela signifierait tenir compte au plus haut point de la diversité des formations sociales et ethno-linguistiques, promouvoir une alphabétisation systématique et à tous les niveaux dans toutes les langues maternelles afin que les populations puissent se saisir de l'écrit pour les tâches du développement et de contrôle politique ; cela signifierait le refus des îlots technologiques générateurs d'endettement et de différenciations sociales ; une planification tournée vers les besoins sociaux (et notamment des investissements non hypertrophiés pour la capitale) ; bref, cela impliquerait une dynamique démocratique totalement étrangère à l'*habitus* des micro-élites bureaucratiques-urbaines.

Or, des paysanneries « à capturer » aux formations sociales « résiduelles », la population n'est jamais envisagée, dans le meilleur des cas, autrement que comme potentiellement « nationale », potentiellement « transformée », « organisée » (comme si la population était une masse amorphe sans organisation !), pour tout dire potentiellement « développée » ; et dans le pire des cas, refoulée, déplacée, pillée et massacrée. Cet aspect anti-démocratique fondamental fragilise bien sûr l'État. Loin de la formule senghorienne – « En Afrique l'État a précédé la nation » –, la réalité est que ce nationalisme est antagonique à la construction de l'État³⁰. On parle de la crise des États-nation en Afrique noire – Basil Davidson préparerait même un livre – alors qu'il n'y en a pratiquement pas sur le continent. Il y a, oui, une crise des nationalismes élitaires.

Mais comme cette situation doit être gérée, il est évident que l'anti-tribalisme officiel se double de pratiques ethno-clientélistes. Ceci est archi-connu. Cependant, ces pratiques ne sauraient substituer une vision positive de l'ethnicité dans la construction d'États libres fédérations³¹ de peuples et n'annulent

³⁰ discussion engagée in M. CAHEN : « Le Mozambique, une nation africaine... », *op.cit.*

³¹ Précisons que j'emploie le terme « fédération » dans son sens le plus simple. Au contraire de Thierry Michalon, je pense que le fédéralisme, qui est loin d'être synonyme de démocratie, est en général une mauvaise solution pour l'Afrique car il présuppose l'existence d'un État fédéral fort ;

point les ravages de l'anti-tribalisme. Un exemple : à Luanda (Angola) en 1975, la tension sociale puis les heurts entre les trois mouvements nationalistes amenèrent progressivement à une polarisation ethnique. Si la majorité des habitants de la capitale, mbundus et créoles, « collèrent » au MPLA, ceux d'ethnies congo rejoignirent de façon croissante le FNLA tandis que les Ovimbundus allèrent vers l'Unita. Ce processus n'avait rien de fatal, et fut renforcé par la volonté du MPLA de contrôler et de « partidariser » les structures populaires existant dans la capitale, notamment les comités de travailleurs et de quartiers, jusque là élus, donc autonomes vis-à-vis des trois partis et par là-même facteur d'unité inter-ethnique. La partidarisation croissante empêcha les non-Mbundus de se retrouver côte à côte avec les Mbundus dans les mêmes structures de lutte, violemment dénoncées par le FNLA et l'Unita jouant à fond la carte ethnique et anti-blanche/métisse. Au moment où la polarisation ethnique commença à devenir dramatique, avec raids incontrôlés en tous sens, le MPLA répondit en proclamant une campagne de trente jours de « lutte anti-tribale » ! Or dans une ville à large majorité mbundu/créole, le slogan « Á bas le tribalisme ! » et ses variantes du genre « Un seul peuple, une seule nation », ne pouvaient être ressentis que comme dirigés contre ceux qui ne correspondaient pas à la norme, contre les minorités³². Ce type de campagne niant absolument le fait ethnique ne fait en général qu'en aggraver les polarisations. Et bien sûr il masque – puisqu'il est interdit d'en discuter – la construction d'États en réalité fortement marqués sur le plan ethnique, voire clanique, instituant un véritable « tribalisme anti-tribaliste ».

Logiques métisses ?

Les anthropologues ont longuement disserté sur la définition, la genèse, l'évolution de l'ethnie, critiquant de plus en plus la perspective ethnologique traditionnelle d'identification-classification-recherches des origines, pour en souligner à l'inverse les permanentes logiques métisses³³.

un État centralisé peut fort bien promouvoir les peuples qui le compose. Voir M. CAHEN, *ibid.*

³² M. CAHEN ; « Syndicalisme urbain, luttes ouvrières et questions ethniques à Luanda, 1974/1977-1981 », in M. CAHEN, ed., *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, Paris, L'Harmattan, 1989. : 200-279 (« Villes et entreprises »).

³³ Jean-Loup AMSELLE, *Logiques métisses, Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990, 257 p. (« Bibliothèque

Il est juste de souligner que l'ethnicité n'est ni une fatalité ni une catégorie indépendante mais un facteur social comme un autre. En termes différents mais en plein accord avec J.-L. Amselle sur ce plan, je dirai que les degrés d'ethnicité sont la cristallisation de rapports sociaux déformés du passé qui sont ressentis comme critères d'identification « ethnique » précisément à partir du moment où la mémoire du contexte social de leur apparition s'est perdue. Les degrés d'ethnicité peuvent ainsi être « dormants » mais bien existants et se réveiller selon des lignes de clivages diverses (du clan au grand groupe ethno-linguistique) selon la nature des agressions auxquelles les populations sont soumises. Non indépendants – il n'y a ni « fatalité ethnique » ni « cancer tribal » – mais ayant acquis un certain niveau d'autonomie relativement à leur contexte socio-économique et politique contemporain, ils n'en demeurent pas moins des formes de rapports sociaux susceptibles comme tels d'évolutions profondes. Fouiller ceci est indispensable.

Mais la préoccupation de nombreux chercheurs et notamment des plus engagés politiquement – marxistes en particulier mais non seulement –, me semble avoir été trop souvent de dénoncer l'« invention du tribalisme en Afrique », arme de l'impérialisme dans le « diviser pour régner ». Or si cela est juste jusqu'à un certain point sur le plan historique, le dérapage survient quand il s'agit, presque toujours, de nier toute légitimité politique au fait ethnique, et en tout cas de refuser de l'envisager comme valeur politiquement positive. L'appréhension devient fonctionnaliste et non plus matérialiste-historique : l'ethnicité n'est plus un complexe de rapports sociaux, elle est « créée », elle a une « fonction » pré-établie (diviser), c'est-à-dire qu'elle n'existe qu'en tant que projection négative de la vision nationale unitaire des anthropologues et des politiques.

Je crois que l'on souffre ici à la fois du « marxisme universitaire » capable d'analyses sociales mais non d'envisager les phénomènes sociaux comme des objets politiques potentiellement porteurs de subversion, et de la tradition stalinienne (prolongeant la vieille tradition jacobine) dans le traitement des questions nationales qui a fait que, pour des générations de marxistes (et d'autres), il y a toujours eu peu ou prou une équation « tribalisme = réaction ». Si des phénomènes ethniques sont apparus par de lents et pacifiques processus

sociaux, il est tout à fait évident que des milliers d'autres sont le fruit de manipulations violentes en tous genres, africaines ou coloniales. Il est certain que les Zoulous sont une création de Shaka, « artificiellement » figée et renforcée par le régime d'apartheid. On doit étudier tout ce processus. Mais si quelqu'un dit qu'il est zoulou, il est zoulou. Et si, à un moment *n*, quelle que soit l'« illégitimité » possible du passé historique, quelqu'un se pense zoulou, même si c'est parce qu'on lui a dit (ou à ses parents) qu'il est zoulou, cela est un facteur politique dont il est inopératoire de savoir s'il est « légitime » ou non : il *est*, et c'est ce qui compte. Si les Boers disent aujourd'hui qu'ils n'admettront jamais qu'un « groupe » en opprime un autre, on sera en droit de sourire, mais il serait stupide pour autant de sous-estimer l'importance de leur inquiétude – légitime ou non – quant à leur avenir en tant que groupe, car elle constitue un puissant facteur de cohésion-crédation ethnique. Pour lutter contre l'Inkhata et le leuco-nationalisme boer, il est de ce point de vue sans doute plus efficace de crier « Vivent les Zoulous, vivent les Xhosas, vivent les Shangaans, vivent les Boers, etc. » en reconnaissant ouvertement et politiquement l'existence de ces peuples, que de crier « À bas le tribalisme » ou d'autres choses du genre « *One Country, One nation* »³⁴. Le proverbe galicien cité en exergue peut tout à fait être réutilisé ici : les ethnies n'existent pas, mais pourtant il y en a !

Par ailleurs, un certain européocentrisme anti-impérialiste a voulu que les « Noirs » luttent contre les « Blancs » colonisateurs. Une formation sociale africaine faisant alliance avec des « Blancs » est toujours pour le moins suspecte de trahison pour ce seul fait. Mais les Chopi (sud-est du Mozambique) étaient-ils des traîtres quand ils firent alliance avec les Portugais dans leur lutte contre les raids dévastateurs des rois ngunis ? Le seul fait d'être blancs ne faisait pas nécessairement ressentir les Portugais comme plus étrangers/ennemis que le groupe noir nguni assaillant venu du lointain. On peut en dire partiellement (je dis bien :

³⁴ C'est pourquoi opposer *a priori* le principe démocratique « Un homme, un vote » à celui des groupes est contre-productif. Une lecture démocratique de ce problème est parfaitement possible même si, évidemment, des politiques racistes cherchent à utiliser la survie desdits « groupes ». Sur la vision anti-tribaliste fonctionnaliste, voir par exemple Leroy VAIL, *The Creation of Tribalism in Southern Africa*, Londres/Berkeley, James Currey/University of California Press, 1989 et Claude MEILLASSOUX, ed., *Verrouillage ethnique en Afrique du sud*, Paris, 1988, UNESCO/OUA, 118 p., bibl.

partiellement) autant de l'Unita angolaise (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et de la Renamo mozambicaine dont les directions respectives sont principalement ovimbundu et chona, groupes pratiquement non représentés au sein des deux nouveaux États. Bien sûr nous avons raison de condamner l'alliance de ces groupes rebelles avec l'apartheid car nous savons ce que cela signifie en termes de caractéristiques politiques : on ne mène pas une guerre populaire – le voudrait-on – quand on dépend du soutien sud-africain. Mais cela suffit-il en termes d'analyse ? Le fort et traître lien à l'apartheid condense-t-il à lui seul la nature politique et sociale de ces mouvements ? C'est bien ce qu'a fait une partie écrasante de l'historiographie anti-impérialiste, ne cherchant qu'à dénoncer la main blanche de Prétoria sans jamais chercher à comprendre pourquoi l'alliance avec l'Afrique du Sud n'était nullement un obstacle au développement d'un certain soutien paysan interne, ni pourquoi la dénonciation de cette alliance était totalement inefficace pour empêcher leur développement. En réalité ces phénomènes n'ont rien de spécifiquement africains et sont partiellement comparables au fait que les Français aiment bien les Polonais et les Irlandais et que les Portugais aiment bien les Français, tout simplement parce qu'ils sont de l'autre côté de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Espagne... Mais là, il s'agissait de « Noirs » qui auraient donc dû lutter contre les « Blancs »..., à moins précisément de n'être que les valets de ces derniers !

Vers un tribalisme révolutionnaire

Un autre européocentrisme (parfaitement ancré dans les élites africaines) est l'objection : « une ethnie n'est pas une nation ». Ce type de question a certainement un intérêt sur les plans historique ou anthropologique. Mais elle n'en a aucun sur le plan politique : d'une part parce que la délimitation de l'une et de l'autre est impossible ; d'autre part et surtout parce qu'en termes de lutte politique, la définition des droits démocratiques d'une ethnie ou d'une nation devrait découler exactement de la même méthodologie. Que le Québec ou l'Érythrée soient une nation ou une région ou une ethnie, la revendication de l'indépendance est légitime si elle est massive³⁵. Même si les

³⁵ Dans le cas érythréen, il est significatif du poids des concepts anti-ethniques européocentriques – une nation a droit à la libération, une ethnie ne peut être que « séparatiste » – que le FPLE se soit toujours réclamé des

Macondes, les Chonas, les Chopis ne sont « que » des ethnies, ces réalités devraient être politiquement reconnues (dans l'alphabétisation, dans le découpage des régions et districts, dans la représentation à l'Assemblée, etc.) et non niées dans la « nation » mozambicaine.

La destruction du stalinisme en tant que système politique et la disparition, plus lente sans doute, de toutes les scories idéologiques dont il a infesté le marxisme, devrait faciliter un retour approfondi à la trop courte tradition léninienne dans le traitement des questions nationales³⁶ – ce qui aurait les meilleures conséquences pour les problèmes africains. Sur le plan théorique, la fin du matérialisme vulgaire stalinien devrait permettre la réintroduction du matérialisme historique là où on l'attendait le moins³⁷. Rien ne s'oppose à la disparition de l'équation « tribalisme = réaction ». Comme n'importe quel fait identitaire populaire, le fait ethnique peut (je dis bien : *peut*) être facteur de libération. Au moins ces aspirations ne devraient-elles pas être laissées à la « réaction », ce qui se produisait inmanquablement quand elles étaient niées du fait de ladite équation, renforçant du même coup les capacités manipulatrices de l'impérialisme et de ses serviteurs locaux. La pleine prise en compte du fait ethnique dans une perspective

frontières coloniales reconnues par l'Onu pour la dernière fois en 1962, pour justifier son caractère national et non séparatiste : l'Érythrée est une nation occupée, pas une ethnie dissidente... du fait de l'intangibilité des frontières coloniales ! Cela est pourtant une bombe à retardement, les frontières coloniales de l'Érythrée n'étant guère meilleures que les autres en termes de respect des peuples.

³⁶ Une catastrophique et récente conséquence de ces scories a été la totale incompréhension par la gauche anti-stalinienne est-allemande de la revendication nationale démocratique à l'unité. Elle qui fit chuter Honecker s'est laissée complètement marginaliser en luttant contre la réunification (appelée « anschluss »...), sous prétexte que la RFA était capitaliste, sans comprendre qu'elle pouvait, en prenant la direction de ce mouvement « seulement » national et non « de classe » mais bel et bien de masse, induire une situation explosive à l'échelle de toute l'Allemagne en défendant ensuite les acquis sociaux et droits démocratiques de la partie orientale de l'État unifié. Mais soixante ans de pensée stalinienne, et aussi peut-être un héritage luxembourgeois, ont empêché de saisir le possible caractère transitoire de la revendication démocratique unitaire.

³⁷ Voir déjà par exemple le livre, absolument dévastateur pour le structuralisme, de Christian GEFFRAY sur la parenté : *Ni père ni mère, critique de la parenté en pays makhuwa*, Paris, Le Seuil 1990, 192 p., et son autre livre *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, CREDU/Karthala, 1990, 260 p., où il réintroduit les mythes et la guerre magique au sein de l'analyse matérialiste de la guerre civile. En effet, la pensée socialement organisée est une force matérielle !

révolutionnaire n'est pas impossible. Cela ne signifie pas forcément que l'on verra apparaître des organisations « tribalistes révolutionnaires » comparables aux fronts nationalistes révolutionnaires de la période des indépendances, mais que le tribalisme révolutionnaire pourra être une des composantes des mouvements émancipalistes à venir.

La création d'une nation ne se décrète pas, ne se projette pas. La question ethnique n'a, depuis un siècle, montré aucun signe de vouloir diminuer d'intensité et elle sera l'une des grandes revendications démocratiques du XXI^e siècle dans une Afrique alors pourtant fortement urbanisée, lumpen-prolétarisée et plébéienne. Naturellement, cela signifie la destruction de certains tabous, à commencer par la possible remise en cause de l'intangibilité des frontières coloniales. On a annoncé mille malheurs en ce cas, mais on n'a pas compté les millions de morts que cette intangibilité a produites. Elle les a produites directement du fait de la répression du refus de la frontière par des peuples divisés, mais aussi indirectement et beaucoup plus profondément du fait que cette intangibilité induit une tendance permanente à des États non démocratiques, puisque non correspondants aux peuples de leur région et devant injecter la nation sous forme de politiques économiques et culturelles anti-populaires. On peut dire de ce point de vue qu'une organisation révolutionnaire africaine ne mettant pas au chapitre 1 de son programme la possible remise en cause de l'intangibilité n'est que fort approximativement subversive puisqu'elle admet comme prémices politiques de prendre la tête d'un État non représentatif des peuples qui le composent – d'un État oppresseur.

Aucune illusion n'est permise sur la portée des processus de « démocratisation » actuels. Si le droit de grève, d'association et de syndicalisme indépendant pourront être gagnés, par les travailleurs salariés surtout, il ne s'agit que du minimum de démocratie politique nécessaire à la libéralisation à outrance dans des contextes de fortes mobilisations sociales. L'instauration du pluralisme se limite à l'aspect partisan et étroitement représentatif, sans aucune modification des rapports sociaux : des parlements sans pouvoir (sauf exceptions toujours possibles) auront leurs diverses factions mais l'entreprise, la plantation, restent une dictature et l'appareil d'État reste la seule base sociale de... l'État. L'exemple des cinquante dernières années du continent latino-américain, avec son cortège d'alternances démocratie/coups d'État, incite au pessimisme de ce côté. Cette « démocratisation » se double le

plus souvent en Afrique de fortes restrictions « anti-ethniques » qui montrent de façon éclatante que les (fractions d') élites au pouvoir ne condescendent à voir s'exprimer que le mouvement social de leur imaginaire et non le mouvement social africain tel qu'il est, avec toutes ses composantes jusques et y compris « tribalistes ». En Afrique, quelles que soient les politiques abdominales ou néo-patrimoniales, les Républiques banano-pétrolières ne relèvent point du passé, elles sont devant nous. Mais malgré les efforts des croque-mort du marxisme-léninisme, absolument rien n'indique que nous entrons dans une période historique de reflux des luttes. Au contraire. Loin du « marxisme-inadapté-aux-réalités-africaines », le matérialisme historique peut ainsi voir s'ouvrir, sur les plans scientifiques et politiques, d'immenses champs devant lui.

Naturellement, cela implique la réinsertion complète de la question démocratique au sein de la pensée marxiste³⁸, la compréhension approfondie pour chaque cas du lien dialectique entre les revendications démocratiques et leur transcroissance socialiste possible. C'est ce que John S. Saul, vétéran du soutien aux partis uniques de gauche en Afrique, appelle les « abstractions ultra-gauchistes d'un Michel Cahen »³⁹.

³⁸ Il est extraordinairement significatif de l'influence du stalinisme sur les courants qui lui furent les plus opposés que Trotsky, qui eut pourtant une compréhension riche des questions démocratiques n'ait – à ma connaissance – jamais écrit un texte élevant le pluralisme politique au niveau des principes universels du socialisme ; que le courant qu'il créa, la Quatrième Internationale, ne rédigea un tel texte qu'en 1978. Mais signalons que c'est le seul courant marxiste révolutionnaire qui le fit (édition française : « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », supplément à *Critique Communiste*, Paris, mai 1978, 23, 31 p.). En revanche, l'incompréhension de la question démocratique par le courant castriste et sa compréhension hésitante et empirique par le courant sandiniste sont des catastrophes d'ampleur mondiale, et particulièrement pour le tiers monde.

³⁹ John S. SAUL : « Mozambique : The Failure of Socialism ? », *op.cit.* : 20.

Ce que l'Afrique noire pourrait apprendre à l'Europe^{*}

Juillet 1992

L'Afrique jouant un rôle de moins en moins important dans les relations internationales, il peut sembler paradoxal de penser qu'elle pourrait beaucoup apprendre à l'Europe. Certes, il est typique de l'eurocentrisme d'envisager les problèmes africains selon des paramètres européens – à preuve les échecs répétés des « stratégies de développement » ou des « plans de réajustement », dont les recettes sont toujours identiques. Néanmoins, l'étrangeté du continent noir a ses limites, et ses échecs pourraient annoncer ceux de l'Europe de demain.

La contribution de l'État à la création de la nation est historiquement incontestable. Cependant, l'État aurait-il réussi à se maintenir, la « mayonnaise » aurait-elle pris, sans un substrat social, culturel, ethnique, suffisant et préexistant ? Mais sans vouloir sous-estimer le rôle de l'État dans l'histoire, plutôt que de parler de création de la nation par l'État, ne vaudrait-il pas mieux parler de liens dialectiques entre les deux, d'un ajustement progressif mutuel ?

Les frontières politiques actuelles en Europe sont imparfaites, voire arbitraires, correspondant mal aux peuples réels. De ce point de vue, on pourrait dire que cette situation est identique à celle de l'Afrique. Un tel jugement est correct s'il s'agit de remettre en cause la notion de « frontières justes », mais il reste très exagéré ; le facteur temps est totalement différent. L'Europe a mis des siècles à établir peu à peu ses frontières ; l'Afrique en a reçu l'imposition brutale après la

^{*} *Le Monde diplomatique*, n° 6603, juillet 1992 : 32. Le titre est de l'auteur, les sous-titres de la rédaction du journal (manuscrit du 1^{er} juillet).

conférence de Berlin en [1884]**, et de surcroît par des puissances étrangères ignorantes du terrain.

C'est dans ce cadre que l'État s'est développé, de la colonisation à l'indépendance. Or la frontière, même injuste et récente, est créatrice d'ethnicité. Le fait de vivre dans un autre contexte institutionnel, social et économique peut provoquer des différenciations au sein de groupes ethniques auparavant unifiés.

L'élite et la nation

Les nuances qui apparaissent ainsi sont cependant en général loin d'être suffisantes pour casser le sentiment commun d'appartenance. Et le fait qu'elles apparaissent ne signifie aucunement que la frontière et l'État soient capables d'engendrer une nation. Précisons : un sentiment de type national peut parfaitement se faire jour, mais il ne sera sans doute présent que dans une minorité de la population (la fraction qui vit le plus dans l'État moderne ou à ses marges) et ne sera pas le critère déterminant d'identification : un Mozambicain ou un Malien reconnaîtra sans aucune difficulté sa « mozambicanité » ou sa « maliennité », mais sera-ce le critère déterminant d'identification pour sa vie intime ?

Les phénomènes « tribaux », même encore puissants, sont habituellement associés à une manifestation du passé. L'évolution sociale et économique de l'Afrique, l'apparition du salariat, la prolétarianisation, l'émergence éventuelle de bourgeoisies nationales, tout cela devrait aller dans le sens d'une diminution de ces manifestations. Cependant, en plus d'un siècle de colonisation moderne, le phénomène ethnique en Afrique a-t-il manifesté la moindre diminution d'intensité ?

La réponse est évidente. La thèse de l'ancien président Léopold Sedar Senghor, selon laquelle, en Afrique, l'État a précédé la nation pour en être le créateur, se heurte à une réalité autre : dans les pays sans nation, le nationalisme – c'est-à-dire le projet de construire une nation et non l'expression politique d'une nation préexistante – est nécessairement élitiste, car la seule couche sociale apte à le porter est celle, produite par le colonialisme, qui gravite autour de l'État et de

** Pour une raison que j'ignore, la rédaction du *Diplo* a changé la date du manuscrit pour celle, incorrecte, de 1875.

l'économie moderne.

La proclamation du projet de construire une nation est non seulement un axiome – on n'entrevoit pas la possibilité de créer un État sans nation – mais va impliquer des politiques antipopulaires d'« injection de la nation » à des communautés ethniques qui ne partagent guère un tel sentiment, car il faut compter avec une alphabétisation en français, anglais ou portugais (dans certains cas en une langue africaine, mais bien rarement dans celle que parlent les enfants) ; avec des limites administratives ignorant les segments ethniques ; avec les politiques des prix favorables à la population urbaine au détriment de la production vivrière ; avec, aussi, une négation officielle plus ou moins prononcée de l'existence d'ethnies (qui n'empêche nullement des pratiques ethnoclientélistes), etc. En résumé, le nationalisme élitare passe rapidement de la proclamation du projet de nation à la proclamation de la nation elle-même, glissement qui a servi maintes fois à justifier les partis uniques – en réalité un paravent pour assurer la domination d'un groupe particulier ayant su s'emparer de l'État. Cet État nationaliste (qui n'est pas du tout un État-nation) reste fragile et est nécessairement antidémocratique de par les politiques antipopulaires qu'il mène. Le nationalisme est dans les pays sans nation antagonique à la construction de l'État. On est loin de la pensée senhorienne !

Question de démocratie

À court ou moyen terme, l'histoire peut naturellement produire n'importe quoi, ou presque. Mais à long terme, si un État-nation autoritaire peut survivre, un État sans nation ne peut se renforcer que s'il est ressenti comme la garantie de leur liberté et de leur développement par les peuples qui le composent. Certes, les problèmes ne se posaient pas autrefois de la même manière qu'aujourd'hui, et entre les deux extrêmes évoqués il peut y avoir maintes nuances.

La « liberté », ce pouvait être le respect factuel par l'État des particularismes locaux : le roi de France (non des Français) était un monarque absolu, mais il respectait mieux ses provinces que l'État jacobin. Si l'Alsace, germanique, a choisi la France après quelques hésitations, ce n'est pas parce qu'elle était (est) française ; c'est parce que l'alliance avec Paris lui permettait de mieux sauvegarder sa spécificité germanique que

l'insertion dans l'ensemble allemand. La tendance actuelle des peuples à la quête de démocratie semble renforcer cette caractéristique : l'État sans nation ne peut se construire que s'il est profondément démocratique.

Cela signifie que la création d'une nation ne se proclame pas. Plus encore, elle ne se projette pas. La nation est le produit historique d'une longue évolution impliquant un grand nombre de facteurs, et rien ne dit qu'elle soit la seule tendance à l'œuvre au sein de l'humanité moderne ni le passage obligé. La nation est profondément légitime si elle existe. Il est profondément illégitime de vouloir la créer. La volonté d'une nation de créer son propre État est un droit des peuples. La volonté d'un État d'imposer la nation à ses peuples est une oppression. Il ne s'agit nullement de remettre en cause la légitimité des luttes de libération en Afrique. Mais on a tort de les appeler, à l'image fausse des révolutions nationales européennes du dix-neuvième siècle, des luttes de libération nationale.

Les fronts de libération ont été nationalistes dans la mesure où ils ont milité en faveur de la création d'une nation (et pas seulement d'un État), et non parce qu'ils auraient représenté une nation préexistante. Ces luttes ont été légitimes à cause de leur anticolonialisme. Leur fondement a été social et non national. Si, au sein d'un pays sans nation, un État démocratique se maintient durablement, on verra bien dans quelques siècles si une nation est apparue ou non. Mais la volonté de la créer à marche forcée induit des politiques entraînant nécessairement une autodéfense des segments ethniques de la population, en d'autres termes des forces centrifuges anti-étatiques. Autre caractéristique : l'État ne peut contribuer à créer la nation que s'il est profondément démocratique.

L'Europe, pour sa part, avec la Chine et l'Égypte, a une très ancienne tradition étatique. Pourtant elle connaît deux phénomènes, dont le premier demeure insuffisamment perçu.

D'une part, des nations y sont encore en gestation. Il ne s'agit pas des pays baltes, de la Croatie ou de l'Ukraine, nations déjà existantes à la recherche d'un État indépendant, ou de la volonté de minorités russes vivant dans des pays non russes (Moldavie par exemple) de rester liées à la Russie, mais de l'Euzkadi, de la Catalogne, de la Corse, du Tatarstan, quelles que soient les méthodes utilisées par certains activistes. Nul ne peut dire si cette affirmation des peuples aboutira à la constitution d'un État, mais elle est partie intégrante de la

tendance longue à la démocratie.

D'autre part, l'intégration européenne progresse. On n'entrera pas ici dans le débat de la légitimité d'un tel projet, mais il s'agit de discuter du lien de cet État en formation avec un éventuel projet de nation. Ce projet étatique est étroitement élitiste. Si l'on demande à un Français (ou à un Portugais ou à un Danois) s'il se sent européen, il en convient aisément. Mais à la question de savoir s'il ressent intimement comme siennes les mesures prises par les élites gouvernantes pour bâtir l'État européen, les réponses sont bien différentes, allant de la sympathie fataliste due à l'espoir que provoque le bon sens (comme ça, il n'y aura plus de guerre entre pays européens) à une hostilité déclarée, en passant par une profonde indifférence. Enfin si ces mesures commencent à toucher à la manière de vivre, de sentir, si l'on commence à injecter la nation européenne à des peuples qui n'en ressentent pas les caractéristiques, le paysage devient tout autre. L'uniformisation par le choix de l'introduction du travail de nuit pour les femmes, et non de l'interdiction du travail de nuit pour les hommes comme pour les femmes, va-t-elle attirer la sympathie ? Les quasi-émeutes autour du « lait cru » peuvent faire sourire ; sur le plan de la sociologie politique, il y a plus qu'un signe.

Le refuge du pauvre

L'Aquitaine est un bon terrain pour observer cette situation. Le folklore doit bien peu à l'essor du mouvement Chasse, Pêche, Nature et Tradition (CPNT). Il s'agit d'un mouvement rural, de droite, de défense de la terre. Si les écologistes sont un mouvement, produit par les urbains, de défense de l'équilibre entre l'homme et la nature, le mouvement CPNT ne se comprend pas sans sa base rurale. Il choisit la défense des bergers pyrénéens contre celle de l'ours. « Les diplodocus ont bien disparu », entend-on dire. La manière bureaucratique et technocratique dont Paris ou les instances non élues (non démocratiques) de Bruxelles font appliquer les directives européennes (parfois justifiées), la manière ubuesque dont certains font donner Brigitte Bardot et Sophie Marceau pour la défense (fort sympathique) des tourterelles et autres anguilles menacées par un droit de chasse et de pêche conquis lors de la Révolution française, les discours insultants dont les Verts émaillent leur lutte (nécessaire) contre une corrida que

s'obstinent à pratiquer ces cruels sauvages d'Occitanie – bref, cette manière élitiste d'injecter la nation européenne –, ne peuvent qu'être contre-productives. Les peuples ne sont guère consultés et ressentent l'Europe comme une fatalité plus que comme un choix ou un espoir.

Le phénomène de rejet ne fait que commencer. Ne l'oublions pas : le tribalisme est le refuge du pauvre. Ce rejet peut apporter des voix au Front national. Il peut engendrer des phénomènes du type CPNT ou autre « parti des automobilistes » anti-écologiste et antibruellois comme en Suisse. Tout cela peut croiser, sans jonction probable, l'essor des mouvements nationalitaires, mais il y a, de toute façon, croissance des forces centrifuges.

Il est possible, sinon certain, que la construction de l'espace européen se poursuive et continue à s'élargir. Il est possible qu'un État européen (quelle qu'en soit la forme) apparaisse. Il est même possible que, dans cinq siècles, une nation européenne soit enracinée dans le sentiment intime des habitants du continent. Il est possible que cette Europe soit non seulement une fédération de nations mais une nation de nations, dans la mesure où divers degrés d'identification peuvent parfaitement cohabiter (on peut être médocain, gascon et néanmoins français et européen).

Mais ce que l'Afrique noire contemporaine pourrait apprendre à l'Europe, c'est que le processus de construction nationale est un phénomène historique et non une orientation politique décidée. Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, c'est qu'une nation ne se projette pas, que la nation n'est pas le passage obligé de l'évolution historique, qu'un État sans nation peut durer à condition que la démocratie (le pouvoir du peuple) soit durablement implantée.

L'existence future de l'Europe non seulement comme État mais comme nation ou nation de nations est du domaine du possible. Mais, de l'Afrique, le Vieux Continent peut apprendre que le meilleur moyen d'avancer dans cette direction est de ne point le décider.

Estado sem nação

Unicidade, unidade ou pluralismo do Estado em Moçambique e algures

Dezembro de 1992

[Le texte *Estado sem nação. Unicidade, unidade ou pluralismo do Estado em Moçambique e algures* (« L'État sans nation. Unicité, unité ou pluralisme de l'État au Mozambique et ailleurs »), écrit directement en portugais, a sa petite histoire qui illustre certaines des difficultés du travail de l'africaniste dans des conditions déficientes de communication. Il s'est d'abord agi d'une simple intervention au colloque « Moçambique : realidades e desafios do pós-guerra » (« Mozambique : réalités et défis de l'après-guerre »), Institut supérieur de relations internationales, Maputo, prononcée le 14 décembre 1992, qui se tenait juste après l'Accord général de Paix (signé à Rome le 4 octobre précédent) et alors que certaines questions politiques étaient encore délicates : ce fut mon objectif de les traiter ouvertement et publiquement. Il a ensuite été publié, en portugais, tardivement (1996), sans que j'en sois informé, sans que je puisse en vérifier le texte et sans que nulle part la date de sa rédaction ne soit mentionnée (ce qui avait son importance étant donné le bouleversement politique opéré de 1992 à 1996) : sans vouloir remettre en cause la bonne foi du collègue concerné, je suppose que le texte a été reconstitué sur la base d'un enregistrement incertain, tant les erreurs sont nombreuses, incluant des *inversions totales* des positions que j'avais défendues. Cela est notoire en particulier sur le fédéralisme juridique et le droit des groupes, dont je me vois devenir un ardent défenseur ! Ce devait être l'opinion du collègue qui a, sincèrement, « reconstitué » mon texte, mais cette publication ne saurait être considérée comme idoine. In José MAGODE, ed., *Moçambique. Etnicidades, nacionalismo e o Estado. Transição inacabada*, Maputo, Centro de estudos estratégicos e internacionais/Instituto superior de relações

internacionais/Fundação Friedrich Ebert, 1996, 168 p. : 18-39. Ainsi s'explique l'inclusion d'un texte portugais dans un volume de langue française – afin d'en fournir la version originelle exacte – même si cela en limitera la lecture auprès du public de langue française (je n'ai donc pas non plus adapté le texte pour ce public, considérant certains éléments parfaitement connus des lectorats lusophones). Sur le contenu, voir aussi la note 29 du texte « De la construction de l'État sans nation à la nationalisation du monde », *supra*.

* * *

Unidade ou pluralismo do Estado ? O problema a tratar é muitíssimo complexo na medida em que abraça a natureza mesmo do Estado moçambicano, e que essa natureza por sua vez tem a ver com a formação social, com a etnicidade, com as super-estruturas ideológicas.

Acho que não se pode compreender a questão do Estado em Moçambique sem o fazer de um ponto de visto histórico. A tradição, não só de unidade do Estado mas de *unicidade* dele (isto é de homogeneidade obrigatória), não provém do 25 de Junho de 1975, mas das próprias estruturas coloniais, e os problemas ligados vão ficar presentes no actual período pós-guerra.

Uma perspectiva histórica para a negação étnica em Moçambique

É muito frequente ler que o colonialismo piorou o tribalismo no intuito de dividir para reinar, e que ao contrário a luta de libertação anti-colonial criou as bases da unidade. Acho que essas duas tendências existiram sempre, mas é errado dizer que foram as únicas. A luta de libertação também criou divisões e o colonialismo nem sempre dividiu. Não sei pois qual o balanço final.

Era muito perigoso para Portugal instrumentalizar a longo prazo uma etnia contra outra porque a afirmação de uma delas podia tornar-se um factor destabilizador. É preciso recordar que quando Portugal dizia « Moçambique só é Moçambique porque é Portugal », isto significava a negação mesmo de

qualquer organização social africana fora da própria acção dele. Claro que houve episódios, iniciativas locais administrativas ou empresariais para salientar tais conflitos potenciais, mas nunca foi uma orientação política do Estado. Utilizar a etnicidade, era reconhecê-la, era reconhecer que havia uma organização africana independente de Portugal.

Obviamente a Pide-DGS (Polícia internacional e de defesa do Estado/Direcção geral de segurança) tentou utilizar as sensibilidades étnicas, por exemplo as sensibilidades zambezianas para fazer renascer a Unami (União nacional de Moçambique independente) após a formação da Frelimo, instrumentalização que tentou continuar Jorge Jardim com a Unar (União nacional da Rombézia)¹. Mas isso já era tempo de guerra e há exemplos contrários. Quando a Frelimo entrou no Planalto de Mueda, dois chefes gentílicos foram mortos. Acontece que eram ngunis. Houve então uma proposta dos chefes ngunis da Angónia para irem vingar os dois mortos, isto é desenvolver uma guerra inter-étnica. Alguns administradores de circunscrição partidários de uma guerra « administrativa » e « psicológica » sem intervenção massiva do Exército apoiaram a ideia. *Mas isso foi recusado.*

Outro caso é o da atitude para com o Islão no norte de Moçambique. Após erros graves no início dos anos sessenta, as autoridades portuguesas recuperaram bastante bem a sua influência junto das hierarquias islâmicas. Havia um núcleo especializado dentro dos Serviços de informação para estudar isso : o GTAI (Grupo de trabalho dos assuntos islâmicos) no início dos anos setenta. O GTAI propôs a formação de milícias islâmicas, na prática milícias macuas, para combater a Frelimo « ateia », na prática maconde. *Isto foi recusado pelo Kaúlza de Arriaga.* Quando Jorge Jardim distribuiu armas no centro do país exclusivamente aos Macombe do Barué, *houve forte oposição* fundada no medo de estes utilizarem as armas de maneira diferente ; etc.

Aliás deve notar-se que um único recenseamento, o de 1950, procurou conhecer os grupos étnicos do país. Mapas étnicos foram produzidos pelos SCCI (Serviços de centralização e coordenação de informações) em 1965 e pelos SIM (Serviços

¹ É bom assinalar que Amos Sumane, da Unar, foi o fundador do Partido revolucionário de Moçambique (PRM) que originou a Unamo de Carlos Reis e a Udemo (União democrática de Moçambique) de Gimo Phiri.

de informação militar) em 1967; porém esses mapas de qualidade bastante boa e pormenorizada foram ficando totalmente confidenciais.

Mas além do fundamento ideológico unitarista de Portugal colonial há também um fundamento social de importância capital. Moçambique sendo colónia de povoamento, a elite moçambicana negra era muito escassa e estreitamente burocrática (empregos subalternos dos escritórios e serviços) – não havia empresários nem proprietários nem comerciantes, etc. Além disso, como o Estado estava principalmente em Lourenço-Marques, também ela lá estava.

Com efeito há uma circunstância que foi muito subestimada. Os núcleos da velha elite crioula moçambicana do século XIX, comparáveis à elite crioula de Luanda, estavam situados em Tete, Chinde, Quelimane, Angoche, Moçambique, Ibo. A mudança da capital para Maputo e a criação quase *ex-nihilo* das duas cidades principais (Maputo e Beira) no extremo-Sul e centro-Sul do país, marginalizaram social, económico e politicamente as elites crioulas antigas de Moçambique. A nova criouldade (branca, mestiça ou negra) que surge em Maputo não tem pois tradições nem ligações sociais com a produção e é totalmente construída nos moldes do Estado burocrático português. Quanto à elite da Beira, ela tinha sido bastante reprimida (pelo menos a sua componente negra e ndau) aquando da proibição do Núcleo negrófilo de Manica e Sofala entre 1953 e 1956. Os núcleos da elite moçambicana não oriundos do Sul encontram-se fracos demais para participarem de maneira equilibrada na formação da Frelimo. Uma boa parte dos que tinham participado, sentiram um mal-estar e saíram quer logo no início, quer entre 1967 e 1970, nomeadamente depois da morte de Mondlane. Não foi por acaso que quase todas as dissidências da Frelimo foram feitas por pessoas oriundas do « Norte », mas de um Norte imenso que, posto de lado o caso maconde, começa em Inhambane (claro que isto não significa que os do Norte foram todos dissidentes).

Chegamos ao ponto fulcral dentro da Frelimo : as crises não foram principalmente uma luta entre uma « orientação burguesa » e uma « orientação revolucionária », foi um ódio nascente e crescente, *só depois politicamente exprimido*, entre grupos sociais e culturais que não se conheciam (e ainda não se conhecem). Os do extremo-Norte conhecem o Tanganhica (Tanzânia), Os do Norte o Maláui, os do Centro a Rodésia e os do Sul a África do Sul. Mas o desconhecimento mútuo era quase total, nomeadamente ao nível dos pequenos grupos da elite que não fazem o chibalo. Por exemplo, o motim da Machanga e de Nova Mambone na foz do rio Save em 1953 ficou totalmente desconhecido dos jovens nacionalistas da capital.

A Frelimo surge pois logo unitarista por razões ideológicas e sociais. Não foi uma vontade de eliminar o Outro, foi uma praxis diária, um « habitus » que, no contexto de um funcionamento não democrático², fez com que os que não eram do Sul se sentiam pouco à vontade. A pequena elite do extremo-Sul iria imaginar o país à sua imagem, país moderno com o Estado actor central da vida económica, com o português como língua uniformizadora, um Estado-nação do tipo europeu jacobino.

O anti-tribalismo e anti-racismo da Frelimo tiveram pois uma dupla dimensão : contra as discriminações mas também contra a existência mesmo de comunidades culturais diferentes. O caso do anti-racismo é bem explícito : « já não há brancos, mestiços, negros, indianos, só há moçambicanos » podia significar igualdade e fraternidade entre todos mas também negação total das especificidades culturais. No caso dos moçambicanos brancos, « já não há brancos » foi percebido por uma minoria como a sua chance, mas para a grande maioria como a negação da existência mesma da sua comunidade sócio-cultural³. Era um caso difícil : a Frelimo tinha que quebrar a comunidade branca como fracção da burguesia colonial, mas Moçambique precisava de ficar com muitos Brancos como quadros técnicos. Era previsível que à volta de metade dessa comunidade tinha que sair. A metade, mas não

² É bom lembrar que se a Frelimo adoptou o « marxismo-leninismo » em 1977, o chamado « centralismo-democrático » na sua versão estalinista, foi adoptado logo em 1962. Isto foi uma circunstância agravante do contexto de guerra e clandestinidade que, obviamente, não era favorável ao pleno exercício da democracia.

³ No mesmo tempo a Frelimo proibia todas as associações regionalistas de origem portuguesa.

95% ! Um meio de vencer os brancos como classe, ficando eles como técnicos, podia ser o pluralismo cultural e político. Mesmo vencidos, se os Brancos tinham tido o direito de ficar com os seus clubes regionalistas, com os seus grupúsculos políticos, eles podiam sentir um reconhecimento como comunidade, isto é o direito de existir. Mas a grande maioria não pôde sentir isso no quadro do partido único. É justo no entanto reconhecer que houve hesitações dentro da Frelimo, como o mostram tentativas secretas de negociações directas entre Jorge Jardim, representante possível do grupo dos Brancos não afectos aos « democratas de Moçambique », e a Frelimo, entre Setembro e Novembro de 1974. O primeiro-ministro do governo de transição transmitiu a oferta mas ela foi bloqueada em Dar Es-Salam.

Se a Frelimo impôs imediatamente o partido único, não foi porque ela temia perder nas eleições livres : a oposição era formada por pequeníssimos grupelhos. Ela tinha sobretudo medo *socialmente* da expressão possível de vários núcleos da antiga elite e de comunidades étnicas que ela, do Sul, quase não conhecia. O partido único, isto é o partido-Estado surge pois não só como unicidade de orientação política, mas como *unicidade social*, como modelo de construção de um Estado jacobino e de uma nação homogénea destruidora das especificidades. A característica principal da Frelimo talvez não foi a de um partido-Estado, mas a de um partido-nação, um *projecto* da Nação que se torna imediatamente a *proclamação* da nação e na prática a *imposição* dela.

Nacionalismo, etnicidade e desenvolvimento

Isto não é um assunto meramente ideológico. Não é aqui o lugar de analisar em pormenores a política económica e social da Frelimo, mas esta mostra um modelo de desenvolvimento. Desde o 26 de Junho de 1975 (data da decisão de « suprimir » os chefes tradicionais), estamos em frente duma política de enquadramento global da população, de construção do aparelho de Estado no mato para « organizar » um campesinato porventura já não organizado há muito, etc.⁴

⁴ Todos os textos da Frelimo falam da necessidade de « organizar » o campesinato, visto como uma massa de pessoas sem estruturas sociais originais.

A meu ver, isto nunca foi uma política de « transição socialista » mas uma vontade tecnocrata de desenvolvimento rápido pela destruição do modo de produção doméstico e das formações sociais originais no seio do campesinato, para a construção de uma nação homogénea imaginada pela fracção radical da comunidade assimilada e crioula⁵ do Sul. O último exemplo foi o Plano prospectivo indicativo de 1981/82 que previa a « socialização » completa do campesinato em dez anos para assegurar uma industrialização pesada... mas financiada por capitais ocidentais.

Isto é : a Frelimo sem dúvida foi – e ainda é – nacionalista na medida em que está a favor de uma nação. Mas não há, e a meu ver não pode haver, neste período histórico e nesta parte periférica do sistema-mundo, uma nação moçambicana. O conceito de nacionalismo abraça realidades diferentes : pode ser a vontade de uma nação existente para criar ou recriar um Estado (Polónia antes de 1918, Vietnam antes de 1954 e 1975, etc.) ; pode ser a vontade de um Estado para criar a nação, isto é impor características nacionais a grupos que não o são. No primeiro caso o nacionalismo é massivo, no segundo é elitário. Alias, é errado falar de luta de libertação *nacional* neste caso : o fundamento é anticolonial e social, não nacional mesmo que a frente seja nacionalista.

A nível conceitual, em Moçambique, a negação étnica foi total : durante trinta anos (1962-1992), os nomes dos povos nunca apareceram nos textos da Frelimo fora de frases negativas do tipo : « Nos não somos macondes, não somos chuabos, senas, changanas, somos moçambicanos ». O livro de António Rita-Ferreira editado em 1975 foi muito pouco divulgado, desde já por causa do seu título – *Povos de Moçambique* – onde o « s » de « povos » estava em demasia... No entanto o pequeno mapa étnico deste livro foi o único reproduzido no país. Mesmo para serem criticados, os mapas étnicos feitos pelos SCCI e pelos SIM não foram utilizados ou reproduzidos. Os historiadores moçambicanos nem sequer utilizaram o que está presente no Arquivo histórico de Moçambique⁶.

⁵ Saliento que o conceito de « criouldade » para mim não tem cor ; há crioulos negros, mestiços e brancos, é um grupo socio-cultural heterogéneo e não uma característica rática.

⁶ Fotocópias dos mapas dos SCCI de 1965 e dos SIM de 1967 foram distribuídos ao público pelo autor durante a sua exposição.

O problema é que, embora existam muitos poucos Estados-nação em África, a ideia do Estado-nação nas elites é fortíssima: o Estado tem que ser legitimado pela nação construída, o país tendo sido criado pelo colonialismo. A ideia da possibilidade de construir um *Estado sem nação* é inexistente nas elites africanas: isto é um legado do colonialismo mas também é uma atitude aceite de eurocentrismo da parte dessas elites africanas.

Etnicidade e política

Na reflexão sobre os conceitos de Estado, o que constitui problema não é etnicidade em si, mas sim a sua possível *expressão política*. Os antropólogos e historiadores estudaram bem o conceito de etnicidade. E se pormos de lado os « primordialistas » para quem a etnicidade é eterna porque está no sangue e na raça, a grande maioria mostrou que não há cancro tribal nem fatalidade étnica mas fenómenos permanentes de construção e desconstrução, que os limites inter-étnicos foram sempre arbitrários. Um dos últimos livros publicados em França sobre o assunto é o do Jean-Loup Amselle, *Logiques métisses* (« Lógicas mestiças ») cujo título provém da explicação que as etnias não são mais do que um processo de mestiçagem permanente.

Os problemas vêm depois: porque a maioria dos antropólogos ao afirmarem com razão que a etnicidade é relativa, flexível, nunca pura, acabam pondo em dúvida a existência mesma do seu objecto. Ou então se houver uma polarização étnica cuja existência não pode ser contestada, é porque haverá manipulação pelo colonizador, por notáveis ou missionários (os tais « intelectuais orgânicos » do Gramsci) ou mesmo por uma frente anti-colonial. A visão torna-se pois funcionalista, a etnicidade sendo provocada por entidades vindas de fora do povo. Claro que a expressão porventura política de uma tal etnicidade é imediatamente sentida como duvidosa por estes cientistas.

Eu não concordo nem com os « primordialistas », nem com os « funcionalistas » porque estes não respondem a duas perguntas :

1. Se houver manipulação, que é que a faz funcionar ? Como manipular algo sem consistência pré-existente ?

2. Mesmo se os historiadores provarem que a zuluidade é fruto de manipulação, *do ponto de visto político*, que é que será o importante : a origem (talvez contestável) ou o facto de a coisa funcionar ? Se um Zulu diz que é zulu, é zulu. Hoje. Talvez não ontem ou amanhã, hoje. E dizer « Abaixo o tribalismo » ou « *For the Nation to live, the Tribe must die* » (« Para a nação viver o tribo há de morrer ») não serve para nada senão para provocar uma polarização ainda mais forte.

Isto não tem nada a ver com a « raça ». O caso dos Africâneres (Boers) é exemplar. Hoje são muito conotados com o apartheid. Mas a maioria dos mestiços tem a língua africâner como língua materna, e muitos negros como língua materna ou de comunicação. Isto significa que o apartheid, defendendo a « raça » *impediu muita gente de fazer parte da etnia boer*, e se a África do Sul se democratizar é muito provável que a etnia boer seja mais numerosa do que nunca; mas será branca, mestiça e negra. Assim paradoxalmente, o fim do apartheid pode ser uma grande vitória da etnia boer ! O movimento alias já começou com a forte influência do Partido nacional nos mestiços do Cabo – e é por isso que o ANC nomeou um mestiço para essa mesma província. Essas duas tendências políticas não são contraditórias com o movimento de integração étnica inter-racial, exprimindo simplesmente a entrada dos mestiços numa etnia que será dividida em várias correntes políticas.

O conceito de que quero debater agora é pois o de *Estado sem nação*.

Com efeito, a reflexão sobre o Estado foi sempre esmagada por duas tendências : uma oriunda do jacobinismo francês e do unitarismo português, prolongada pelo estalinismo, da nação una, homogénea ; outra mais presente na tradição anglo-saxónica que aceita com graus diversos as noções de direito de grupos. Talvez seja bom romper com essa única alternativa.

Tenho que dizer que isto não significa para mim que a moçambicanidade não existe. A moçambicanidade existe ! Dentro do condicionalismo do partido único a moçambicanidade foi discutida unicamente no quadro da nacionalidade literária. Já ao sair do período do partido único,

foi a polémica sobre a lei da nacionalidade. No entanto, houve uma confusão entre dois conceitos (e Moçambique está longe de ser o único país onde se faz essa confusão).

A moçambicanidade pode ser um sentimento nacional clássico, isto é o sentimento íntimo dominante, pessoas que são unicamente ou predominantemente « moçambicanas » qualquer que seja o lugar de nascimento e vida no país. É impossível calcular percentagens mas acho óbvio que aqueles Moçambicanos são uma pequena minoria no país com forte heterogeneidade espacial. Como sentimento nacional, a moçambicanidade pode estar também presente no íntimo de muita gente mas não como critério dominante para a maneira de ser e estar diariamente.

No entanto outra maneira é um sentimento de cidadania, o hábito de viver na mesma república. Os macondes de cá bem sabem que são moçambicanos, os de lá que são tanzanianos. Mas parece-me óbvio também, que muitas vezes é a pertença étnica que domina no íntimo, não só para os macondes mas na problemática étnica em geral.

Isto tudo para dizer que não se pode negar a moçambicanidade mas ela não funda uma nação moçambicana e menos ainda um Estado-nação. A criação da nação é possível mas é um processo de longo prazo histórico, complexo. Nos países da periferia ainda mais que nos outros, *a criação da Nação não pode ser uma orientação política de um Estado ou de um partido*. Se a nação aparecer, muito bem ! Mas se não aparecer, muito bem também, porque não há razões para fazer da nação a passagem obrigatória da criação e legitimação do Estado.

Amigos catalaneses, que são dentro do Estado espanhol autonomistas ou independentistas, perguntaram-me porque falo de *Estado sem nação* e não de *Estado plurinacional* na medida em que há várias etnias nele. De um certo ponto de visto, eles têm razão : de facto no vocabulário político corrente, há uma hierarquia entre « etnia » e « nação ». Uma nação teria direito a autodeterminação, uma etnia só poderia ser dissidente e separatista. Aliás, não é por acaso que se falava antes das *nações* da Jugoslávia e hoje se fala de conflitos *inter-étnicos*, a « etnia » sendo assim pejorativamente belicista.

Para mim, não há barreira de nível conceitual entre etnia e nação. É uma mera gradação não numérica mas no grau de cristalização e na duração dessa cristalização. Aliás, no plano político estabelecer essa distinção nem sempre é útil : não sei se a Eritreia ou o Quebeque são nações, etnias ou regiões, mas se a vontade de independência for majoritária, que é que isso muda na metodologia de definição dos direitos democráticos dos povos ?

Federalismo, regionalismo e democracia

Outro problema aliás é que falar do Estado plurinacional induz em delimitar as nações, o que pode corresponder à situação (por exemplo em Espanha : Castela, Catalunha, Andaluzia, Galiza...) ou não corresponder. Muito rapidamente induz a questão do regionalismo político ou mesmo do federalismo.

Mas a sensibilidade às questões étnicas não deve levar à ideia que o federalismo seria uma boa solução. Ao meu ver seria muito ruim para Moçambique. Seria mesmo, nas condições moçambicanas, o contrário da democratização, seria induzir uma tendência a partidos únicos por etnia dominante em cada região. Com efeito, como delimitar as regiões ? Põe-se de imediato o problema da territorialização da etnicidade. Ora há três tipos possíveis de territorialização para a etnicidade (e casos intermediários entre os três tipos) : a simples, isto é uma localização bem delimitada e homogênea (caso dos Slovénios na ex-Jugoslávia, dos Tswana no Botswana e Bophutatswana, dos Chopes em Moçambique) ; territorialização complexa, com bolsas étnicas, misturas, etc. (caso da maior parte da ex-Jugoslávia e de Moçambique) ; e ausência de territorialização, isto é etnias totalmente espalhadas (caso dos Ciganos na Europa, dos Indianos e Brancos moçambicanos).

Pois a regionalização ou federalização política da etnicidade, *isto é fazer representar as etnias pelas regiões*, só será democrática no caso duma territorialização completa, de uma homogeneidade étnica quase-total. Algures, induz quase obrigatoriamente a marginalização das etnias não territorializadas ou de territorialização complexa e quase sempre minoritárias nas regiões. Isto pode conduzir à « purificação étnica » como na Jugoslávia.

A reivindicação do federalismo em Moçambique é a vontade de algumas elites locais em homogeneizar a sua base social, o que não tem nada a ver com a democratização. Aliás já há tendências nesse sentido como o mostram os Macondes que consideram muitas vezes o Cabo Delgado todo como a região deles, monopolizam as responsabilidades maiores nessa província e produzem um início de tensão inter-étnica entre eles, os Kimuanes e os Macuas... Como o mostrou esse arcebispo da Beira que quis impor a única língua cindau no culto católico, enquanto pelo menos metade dos fieis falavam o xisena...

Além disso, para o federalismo funcionar é necessário uma tradição de Estado potente, o que não existe em África. O único caso é a Nigéria, muito especial e que não funciona bem.

Isto significa duas coisas aparentemente contraditórias :

1. É altamente desejável, incluindo no caso moçambicano uma reformulação dos limites das regiões para fazê-las corresponder melhor aos limites étnicos. Em Moçambique, quase não há ligação entre as realidades étnicas e os limites de regiões ; são regiões meramente administrativas, oriundas quase sem mudança de estrutura colonial⁷.

2. Mas é fora de questão que as regiões sejam o representante das etnias porque dentro de uma região há os grupos minoritários e fora dessa região há membros da etnia maioritária nela. Por exemplo, na ex-URSS, no Cazaquistão, havia só 40% de Cazaques, e havia muitos Cazaques fora do Cazaquistão. O Cazaquistão foi criado pelos bolcheviques, e existe porque há os Cazaques, mas o Cazaquistão não representa os Cazaques. Em Moçambique a região de Nampula podia ser totalmente remodelada no sentido de corresponder melhor às realidades étnicas mas nunca será totalmente homogênea, nunca deverá ser a representação dos Macuas (a « Macuana »).

Pois, o problema da representação da etnicidade deve ser encarado ao nível do país inteiro, uma vez que uma reforma regional, desejável, não resolve totalmente o assunto e que o

⁷ Por exemplo se tomarmos o caso do centro-Sul do país, vamos encontrar uma territorialização étnica aproximadamente Oeste-Este (no sul dessa zona a faixa dos vários sub-grupos ndau, da fronteira com o Zimbabué até ao Indico, da foz do Save à do Pungué ; mais ao norte os manica-mateve) : mas as províncias de Manica e de Sofala são desenhadas de Norte a Sul e dividem inutilmente esses grupos étnicos.

federalismo não é sinónimo de democracia. O sistema de « quotas » também não é desejável porque fixa grupos definidos, suprimindo a liberdade de se sentir parte de uma etnia ou de outra ou de nenhuma ! Isto conduz ao « direito de grupos ». Mas antes, temos que voltar à guerra civil.

Guerra civil e partilha do poder

Não é lugar para entrar em pormenores. Quero só aqui dizer o seguinte : a negação étnica, isto é a imposição nacional e o seu modelo de desenvolvimento tecnocrático induzido, foi ao meu ver uma causa importantíssima da guerra civil moçambicana. Mas seria totalmente falso dizer que essa guerra é inter-étnica. O caso da Renamo (Resistência nacional moçambicana) é complexo : a direcção é principalmente ndau mas a Renamo não o é. É preciso descer aos níveis dos clãs, da micro-etnologia para explicar polarizações locais intra-étnicas (por exemplo a oposição dos Erátis e dos Macuanes no nordeste de Nampula, sub-grupos que são ambos macuas).

Mas de outro lado um aspecto é subestimado nessa guerra : o seu aspecto comunitário atroz (digo bem : comunitário e não étnico). A Renamo conseguiu uma polarização das marginalidades, de todos aqueles que são contra o Estado moderno. Assim ela diz : « Abaixo o Estado ! », e pois : « Morte à população do Estado ! », e mata. Há um profundo ódio que pode ser fiel a clivagens étnicas mas que em primeiro lugar é ódio entre grupos sociais. Se o Dhlakama odiar o Estado da Frelimo, não é unicamente porque é ndau e este Estado changane ou chope ; mas também porque faz parte de pequenos núcleos de elite do centro do país que foram sempre marginalizados pelo Estado colonial e depois pelo Estado independente, e odeia a crioulidade moderna de Maputo⁸.

O problema de hoje no seio do Estado moçambicano não é unicamente um melhor equilíbrio étnico no poder, não é unicamente a partilha política do poder, é a partilha *social* do poder : como integrar rapidamente comunidades e segmentos de elites, que foram marginalizados pelo século XX e os dezassete anos de independência ? Não há receita milagre para isso visto que a maioria dos quadros são do Sul.

⁸ Entrevista do autor com A. Dhlakama, [Paris], Junho de 1992.

Mas uma clara consciência do problema pode permitir um certo voluntarismo. Também a democratização política pode ser útil nesse sentido : deixar todos os núcleos de elite local exprimirem-se, mesmo se aparecerem partidos abertamente étnicos. Leis « anti-étnicas » para a constituição dos partidos são ineficazes e anti-democráticas : por exemplo um partido meramente tribalista pode muito bem conseguir granjear assinaturas em todas as províncias de um país, mas só no seio do seu grupo étnico...

Além disso, impôr a recolha de assinaturas em todo o país obriga os novos partidos, muitas vezes sem meios de transporte, a esforços enormes que são feitos em detrimento do seu esforço de elaboração política. Em Moçambique, a fraqueza da oposição não armada, a chamada terceira força, é perigosíssima : um confronto político só entre os dois blocos militares não permitirá, além dos problemas de segurança, a inserção na vida cívica de todos os elementos do país. Isso é tanto mais grave que o consenso forçado (pelo menos que se diz forçado) sobre a política económica (aceitação da política do FMI e do Banco mundial) obriga os partidos a encontrarem as suas especificidades não no seu programa político mas nas suas características sócio-regionais ou étnicas. Um recuo localista é perfeitamente possível se a vida política nacional for esmagada pelos únicos dois blocos militares.

O Acordo de Roma entre o Governo e a Renamo neste ponto é perigoso também com a manutenção da gestão exclusiva das zonas da Renamo pela própria Renamo, e da gestão exclusiva das zonas do Governo por gente oriunda dos mesmos grupos sociais que foram sempre por trás da Frelimo. Com ou sem governo de transição, a partilha social do poder é um problema imediato.

A questão do direito dos grupos

Uma maneira de permitir a expressão de todos não seria o direito de grupos, muito discutido hoje na África do Sul e não só ? Elaborar um direito de grupos é avançar numa espécie de federalismo jurídico vertical, várias jurisdições coexistindo paralelamente no seio do Estado, uma espécie de direito privativo para cada grupo. Isto pode ser o apartheid. Pode ser diferente também, como o mostra o caso do Canadá que tem

uma legislação das « minórias visíveis » : essas « minórias » têm direitos específicos e « quotas » para a entrada em varios lugares (universidade, funcionalismo público...). No caso de Moçambique, país onde só há minórias (nenhum grupo – regional, étnico, religioso, linguístico... – constitui a maioria da população), a meu ver isso não pode funcionar, cristaliza demais os grupos e enfraquece o Estado.

Ora se Moçambique não precisar de um Estado autoritário, com certeza precisa de um Estado forte. Este Estado hoje está já enfraquecido pelo liberalismo económico, pela Renamo e pelas ONG's que invadiram o país.

Lei geral e aspirações das comunidades

No caso de Moçambique cujas etnicidades combinam territorializações simples, complexas e ausência de territorialização, o melhor método de assegurar a satisfação das aspirações das comunidades ainda é de fazê-lo através da lei geral.

A lei geral de um Estado de unidade, mas não de unicidade, pode muito bem decidir :

- que os administradores de distritos e postos devem saber falar a(s) língua(s) do lugar ;
- que a alfabetização seja feita massivamente nas línguas africanas (mesmo se for para depois se aprender o Português)⁹;

⁹ É bom notar sobre este ponto que os progressos que foram feitos recentemente em Moçambique começaram « ao contrário » : a política foi de começar a reintrodução deste ensino na Universidade e de conseguir uma normalização ortográfica « moçambicana » perfeita, em vez de começar nas escolas primárias utilizando as gramáticas e as ortografias imperfeitas mas já normalizadas há muito em trabalhos de missionários dos países vizinhos que têm os mesmos grupos étnicos que Moçambique – todos os grupos étnicos de Moçambique existem também, incluindo os macuas, nesses países. Este « perfeccionismo » é de facto um alibi para atrasar a viragem linguística e continuar com o « tudo-Português ». O argumento técnico – « como conseguir professores do primário em vinte-cinco línguas ? » – é duvidoso : podia ser mais fácil conseguir, localmente, monitores escolares (incluindo aqueles vindos de missões religiosas) locutores de línguas nacionais do que, nacionalmente, locutores de nível e número suficiente de uma língua estrangeira, o Português. Além disso, há potentes argumentos políticos e psico-pedagógicos em favor das línguas nacionais : como não agravar a hierarquia social se o Português for a única língua do progresso técnico, do desenvolvimento, do Estado ? Como evitar que as crianças não esqueçam a sua alfabetização em português um ou dois anos após a sua saída da escola, uma vez que essa alfabetização numa língua não

– que se o poder dos chefes tradicionais considerados legítimos pela população não pode (e não deve) ser oficializado num Estado moderno democrático (e pois antagónico ao princípio monárquico dos regulados), este Estado pode muito bem ter em conta a sua influência real e organizar moldes em que eles serão obrigatoriamente consultados através, por exemplo, de « assembleias locais simbólicas » consultivas e, porque não, de uma « assembleia simbólica nacional » consultiva¹⁰;

– que a eleição dos deputados far-se-á duma dupla maneira : metade dos deputados eleitos de maneira clássica (por todos os cidadãos nas circunscrições eleitorais), e outra metade eleita através de colégios eleitorais étnicos ao nível nacional¹¹ ;

– que os limites das regiões e dos distritos devem corresponder da melhor maneira possível às realidades étnicas ;

– que talvez o melhor lugar para a capital do país não for no longínquo e atípico extremo-Sul... ;

– que o sistema fiscal do Estado deixa às regiões (remodeladas) uma parte mais importante do rendimento dos impostos ;

– etc.

materna/não afectiva é desde o início psicologicamente frágil e não encontra no mato ou no caniço utilização diária ? Moçambique está a fazer, com mais radicalismo, o mesmo erro que muitos outros países africanos. O fim é unicamente político : construção da nação numa visão modernista destruidora das sociedades camponesas...

¹⁰ As teorias sobre a conjugação de um direito moderno para os escalões médio e superior do Estado, e de um direito « tradicional » para o escalão de base, induzem uma pluralidade de direitos que nega os direitos do indivíduo-cidadão e são, apesar de um discurso muitas vezes populista, totalmente conservadores e manipuladas por sectores em ascensão da burguesia negra urbana que procura assim assegurar-se uma base social no campo. Estes sectores encontram às vezes um apoio surpreendente de antropólogos que outrora foram progressistas.

¹¹ Neste caso é indispensável sublinhar que não deve ser um grupo étnico a escolher os seus membros mas ao contrário aos cidadãos de se inscreverem livremente no colégio eleitoral da sua escolha : um filho de Macua pode muito bem querer ser Sena e inscrever-se neste colégio. O importante é conseguir, num quadro de Estado unitário, dar um reconhecimento político à etnicidade sem institucionalizar e pois fixar artificialmente grupos étnicos cuja realidade é sempre relativa e complexa. Permitir que uma parte de deputados seja eleita explicitamente com base étnica pode facilitar a tomada em conta das aspirações étnicas no topo do Estado e nos seus outros escalões sem ter que estabelecer sistema de quotas e direito privativo e, obviamente, sem ter que mencionar a « etnia » no bilhete de identidade.

Rumo a um Estado unitário, não nacional e democrático

Temos que tirar da nossa mente a equação « tribalismo = reacção ». Esta atitude oriunda do jacobinismo e do estalinismo leva ao contrário os que sentem sensibilidades étnicas, ao seio da reacção. Num século de colonização moderna e de neo-colonialismo, a etnicidade em nada recuou nem em África nem aliás na Europa. Será com certeza um grande desafio do século XXI. A etnicidade não é obscurantismo, nem principalmente divisionismo. É muitas vezes auto-defesa cultural, social, económica ou militar, é vontade colectiva de tomar nas suas mãos o seu futuro. Isto é, a etnicidade pode fazer parte da afirmação dos povos, pode fazer parte da tendência longa dos povos à democracia. Oxalá os progressistas o percebam¹² !

Talvez o futuro dos países sem nação, como Moçambique, pudesse ser pensado fora do quadro da construção/imposição do Estado-nação, fora do quadro do direito de grupos e do federalismo jurídico. Mas no quadro de um Estado unitário, não nacional e democrático¹³.

¹² É útil seguir a evolução do pensamento do ANC sul-africano sobre este ponto : partindo de uma visão totalmente unitarista e jacobina o ANC está a começar a ter em conta a complexidade étnica (e não só racial) do país, incluindo a complexidade étnica que foi criada pelo apartheid mas que hoje teve resultados concretos (caso de alguns bantustões). Mas o seu projecto de provincialização fica muito aquém do que se podia esperar, os limites regionais propostos sendo muitas vezes fruto de cálculo político e não de observação das realidades étnicas (por exemplo o Ciskei e o Transkei seriam unificados, as zonas não zulus do Nordeste do Natal ficariam nessa província, e o Bophutatswana portante muito homogéneo etnicamente ficaria separado entre duas províncias...).

¹³ Fica o problema importante da integração interna (não obrigatoriamente nacional) dos países sem nação : se o governo moçambicano impôs por exemplo a política linguística do « tudo-Português » para impor a nação, ao mesmo tempo gastou muito dinheiro para as redes ferroviárias em direcção do hinterland anglófono mas nem sequer tentou elaborar um projecto ferroviário norte-sul dentro do país. Aqui podemos ver que a integração nacional (política e cultural) foi considerada prioritária, em detrimento da integração interna (económica e social).

Contre le fédéralisme – Pour une ethnicité ouverte*

Novembre 1993

Le thème du fédéralisme ressurgit périodiquement en Afrique noire depuis les années soixante. Mais la manière a changé. À l'époque où soufflaient encore les vents du panafricanisme, il s'agissait de fédérer entre eux divers États. Aujourd'hui, il ne s'agit plus que d'un *fédéralisme interne*.

L'échec du nationalisme étatique

En effet, les États africains n'ont jamais vraiment voulu réussir à créer des ensembles politiques régionaux solides, et ont surtout cherché à produire des États-nation de type européen et jacobin. Des pays qui étaient fédéraux (Cameroun) ne le sont plus, des pays qui auraient dû l'être ne le furent jamais (fédération Éthiopie-Érythrée de 1962, Soudan à divers moments), d'autres enfin ont vu varier fortement les formes de ce fédéralisme au gré des rapports de forces locaux et des relations avec le pouvoir central (le nombre des États du Nigéria est ainsi passé de sept à trente-deux !).

* Article paru en langue portugaise sous le titre « Contra o federalismo, para uma etnicidade autêntica », *InformÁfrica Confidencial*, Lisbonne, 9 novembre 1993, 55 : 12, traduction (non revue par l'auteur) de Maria Augusta Fernandes [le titre du manuscrit français « Contre le fédéralisme, pour une ethnicité ouverte » avait été maladroitement traduite par « ethnicité authentique » et est ici rétabli].

Cependant, les politiques africaines *nationalistes* (c'est-à-dire porteuses de *projets de nation*, à la différence des nationalismes dans l'Europe du XIX^e siècle qui exprimaient des *nations existantes*) n'ont pas non plus réussi à homogénéiser leurs sociétés civiles et les élites politiques ont continué à utiliser des clientélismes ethniques pour servir leur pouvoir. La négation officielle de l'ethnicité a ainsi profité à certains groupes ethniques ayant su saisir l'État.

La crise économique et la double négation ethnique (c'est-à-dire la pratique de la négation et la négation de cette pratique) ont accentué les forces centrifuges au sein des États, menaçant leur intégrité territoriale telle que définie par les frontières coloniales reconnues par l'OUA. En effet, le tribalisme est le refuge du pauvre. Mais certaines élites cherchent à en profiter.

Le fantôme fédéraliste

Le fédéralisme surgit ainsi au Mozambique et en Angola comme une réaction à la domination de l'État par certains groupes ethniques et sociaux. *C'est une réaction contre une absence de démocratie. Mais ce n'est nullement une réaction démocratique.*

Il y a plusieurs raisons à cela.

Premièrement, pour que le fédéralisme puisse fonctionner, il faut que puissent exister harmonieusement *deux niveaux d'État*, l'État fédéré et l'État fédéral. Cela présuppose une forte tradition étatique et un cadre administratif solide. L'Afrique a connu des États puissants, mais cette tradition a été détruite par des siècles de traite esclavagiste, par un siècle de colonisation moderne, et non recréée par trente ans d'indépendance formelle. *Elle a des États autoritaires, elle n'a pas d'États forts.* Les actuelles politiques économiques libérales ne peuvent que renforcer les inégalités régionales et, si elles expliquent la revendication du fédéralisme, en sapent les conditions d'existence.

Deuxièmement, il est significatif de constater que les fédéralistes ne posent pas la question de ce qu'ils veulent fédérer : *fédérer quoi ?* Au Mozambique il s'agirait tout simplement de fédérer les provinces du pays créées par le colonisateur et maintenues intactes par le Frelimo. Les frontières internationales héritées de la colonisation sont invraisemblables : *mais les frontières internes des provinces le*

sont tout autant ! Pour l'exemple mozambicain, si l'on s'en tient au repère linguistique qui est actuellement le seul existant (recensement de 1980), les districts où le sena est majoritaire sont partagés entre quatre provinces différentes (Tete, Zambezia, Manica et Sofala), ceux où les langues chona sont majoritaires entre deux provinces (Manica et Sofala) ; le macua est majoritaire dans des districts du Niassa, du Cabo Delgado, de Zambézia et dans tous ceux de Nampula. *Prôner le fédéralisme sans poser la question d'une réforme profonde de l'organisation provinciale ne fera que transposer à l'intérieur des provinces les problèmes de l'État postcolonial.* Du point de vue sociologique, la revendication fédéraliste recouvre ainsi la volonté de segments de l'élite, marginalisés par l'État colonial puis par l'État indépendant, de se créer une base sociale régionale.

Au pire, cela peut être l'évolution vers des *partis uniques ethniques par province* (comme le montre le comportement de l'Inkhata Freedom Party au Kwazoulou), c'est-à-dire la domination absolue de l'ethnie majoritaire (ou la plus puissante) dans cette province sur les groupes minoritaires (ou moins puissants). La démocratie n'a rien à voir avec ça !

Le drame de la troisième guerre angolaise

Il n'en reste pas moins des problèmes réels. Je ne suis pas un ami de l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et dénonce son refus d'accepter le résultat des dernières élections. Mais l'Unita réussit-elle à s'imposer uniquement par la terreur ? Elle est insuffisante pour expliquer une guerre civile qui dure depuis dix-huit ans. Si, étant donné les caractéristiques de l'État angolais, le simple jeu de la *majorité politique* donnée à un parti signifie qu'en pratique toute une *fraction sociale* est totalement exclue des bienfaits qu'il peut apporter, cette fraction minoritaire sera fondée à tenter autre chose, à trouver un Sauveur. Il est significatif que lorsque J. Savimbi, encore persuadé pendant la campagne électorale de sa victoire prochaine, s'adressait à des foules ovimbundus, le slogan principal n'était pas « *Abaixo o marxismo !* » (« À bas le marxisme ! »), il était « *É a nossa vez !* » (« C'est notre tour ! »). Le problème n'était donc pas posé en termes de majorité/minorité *politique*, mais de rotation du pouvoir entre des groupes *sociaux* (ethniques dans ce cas).

Au-delà de nuances importantes, la conception du pouvoir chez les deux partis militaires est fondamentalement la même :

le premier nie officiellement l'ethnicité pour servir principalement les intérêts de l'élite du complexe mbundu-créole qui tient la capitale et l'État moderne, le second prône ouvertement une polarisation ethnique (principalement ovimbundu) pour chasser le premier. Le drame de la troisième guerre angolaise est que, non seulement, elle est la plus meurtrière, mais celle qui a le plus ethnicisé les enjeux, rendant difficile le retour à des pratiques électorales normales. C'était du reste certainement le but d'un côté comme de l'autre : arrogance du MPLA dès les tout premiers jours de sa victoire électorale, non convocation de l'Assemblée élue tant que c'était encore possible, massacre des Bacongós à Luanda lors des revers militaires ; purification ethnique par l'Unita dans ses zones.

Cela signifie-t-il que l'ethnicité n'est acceptable que si elle n'est pas politique, que si elle se maintient au niveau du folklore ? En réalité le problème ne se pose pas du tout ainsi : *l'ethnicité fait partie des faits de conscience*, et, comme tel, porte sur des domaines très différents de la vie quotidienne, y compris le politique. Interdire ce niveau, c'est le radicaliser. *Il faut donc trouver les formes d'une expression tranquille de l'ethnicité politique.*

Ethnicité politique

On peut penser à une profonde refonte des provinces, afin de les faire coïncider *le mieux possible* avec les réalités ethniques ou ethno-linguistiques. La province ne sera plus ainsi un simple niveau bureaucratique de l'administration, mais aura un contenu populaire et sera une entité politique dans l'État. Mais sauf dans les cas rares où l'ethnicité est totalement territorialisée (un territoire, une seule ethnie comme au Botswana et au Bophutatswana), *la région ne pourra jamais représenter l'ethnie* car même remaniée elle ne sera pas homogène. Cela induirait une oppression immédiate des groupes minoritaires ou moins puissants. Il n'y a qu'à voir déjà les tensions parmi les Macuas et les Muanes, que les Macondes, profitant de leurs bonnes relations avec le pouvoir, occasionnent au Cabo Delgado qu'ils considèrent un peu trop comme « leur province ». Par ailleurs l'ethnie « majoritaire » est aussi probablement présente de façon minoritaire dans d'autres provinces. Et il y a des gens sans ethnie.

L'insertion de l'ethnicité politique dans la vie étatique doit

donc être recherchée plus par *la promotion des droits démocratiques et culturels* que par sa pseudo-fédéralisation. La *loi générale* peut prévoir l'alphabétisation d'abord en langues maternelles, peut imposer que les fonctionnaires doivent savoir parler la langue du lieu où ils travaillent. Elle peut prévoir qu'une partie des députés seront élus sur base ethnique *mais alors non régionale*, par des collèges électoraux ethniques à l'échelle de tout l'État, chaque citoyen étant libre de se faire recenser dans le groupe de son choix, ou dans un groupe des sans-groupe. Ainsi l'ethnicité serait politiquement représentée sans pour autant avoir de pouvoirs spécifiques : mais sa présence obligerait l'État unitaire non national à en mieux tenir compte. Cela implique une chose : que l'État soit politiquement et socialement démocratique. Là reste la première lutte de l'Afrique.

Angola, Mozambique : quel futur pour les créoles ?*

Avril 1994

La place des créoles a toujours été quelque peu particulière dans les pays de tradition coloniale portugaise. Non point parce que, suivant l'idéologie lusotropicaliste, le Portugal aurait été « moins raciste » que les autres puissances européennes, et que ses ressortissants se seraient « intégrés » plus parfaitement sous les Tropiques que ceux des autres pays. L'idéologie lusotropicaliste, récupérée et popularisée au milieu des années cinquante par le salazarisme suite aux publications du sociologue brésilien Gilberto Freyre, n'est en fait qu'une couverture nouvelle pour une idéologie bien plus ancienne qui, au dix-neuvième siècle, avait alors un certain fondement social. Il y avait un vrai phénomène créole à Luanda, dans certaines villes de la vallée du Zambèze, à l'Île de Moçambique.

* Manuscrit français du 12 avril 1994, publié en portugais sous le titre « Angola, Moçambique, que futuro para os crioulos ? », dans le mensuel *InformÁfrica Confidencial*, Lisbonne, 63, juillet 1994 : 18-19. L'inclusion de cet article quelque peu « spécialisé » a pour objectif de faire découvrir au lecteur francophone certaines problématiques relatives à des créolités issues d'autres traditions coloniales. Les notes, signalés par des lettres, sont toutes ultérieures.

Le siècle du blanchiment

Mais le vingtième-siècle a été avant tout le siècle du blanchiment : si rien dans la législation portugaise n'interdisait officiellement le métissage, les barrières sociales croissantes le rendirent de plus en plus rare et sélectif. Le métissage se maintint aux deux extrémités du groupe métis : des hommes Blancs avec des femmes métisses, des Noirs (ou Noires) avec des métis(se)s, à l'exclusion de relations « directes » Blancs/Noirs. Les statistiques sont formelles : en 1950 le métissage dépasse à peine 1% de la population totale des colonies africaines, même en incluant l'exception capverdienne (près de 70%) et la demi-exception santoméenne (environ 7%). Il est probable qu'il faille doubler ce chiffre, car les enfants métis de mère noire non reconnus par leur père blanc étaient classifiés parmi les « indigènes ». Même ainsi, on est loin du chiffre sud-africain de la même année, en plein apartheid : presque 8% !

Le colonialisme portugais du vingtième siècle a au total produit peu de métis sur le continent, et plus largement peu de créoles – sauf à l'extrême fin de la période (1965-75). La notion de créole dans l'empire portugais n'est pas directement liée à la couleur de la peau : un créole peut être métis, ainsi que noir ou blanc. Mais le durcissement des barrières sociales a énormément nui au groupe créole dans son ensemble. Au XIX^e siècle, ceux qui se disaient « Angolais » avaient clairement conscience qu'ils n'étaient *pas* africains : l'« Angola » était la partie du territoire sous contrôle direct du Portugal ; dans la population coloniale, il n'y avait pas *sur le plan social* de différenciations fondamentales entre les « Angolais » et les métropolitains. La situation était comparable en Zambézie mozambicaine.

La particularité de la position des créoles dans l'empire portugais continental au XX^e siècle tient donc au fait que leur « fonction » dans l'idéologie coloniale est considérable (lusotropicalisme) alors que leur importance politique est détruite et leur position sociale réduite. Néanmoins, ils constituent, dans leurs diverses composantes, l'essentiel de l'élite moderniste et leur rôle dans la genèse du nationalisme et les nouveaux Etats indépendants sera capital. Mais lorsque l'on a dit cela, il faut immédiatement entrer dans les nuances.

Créolité, créolités

En effet je n'aborde ici que la créolité comme élite : c'est pourquoi j'ai mis de côté tout de suite le Cap-Vert et São Tomé qui sont des peuples ou nations créoles. En Guinée-Bissau, la situation est intermédiaire. Les créoles, qu'il ne faut pas limiter aux seuls *burmedjus* (c'est-à-dire les « vermelhos », les « rouges » ou métis) y constituent sans aucun doute, dans leurs diverses composantes, l'essentiel de l'élite moderne du pays. Mais la langue créole les déborde largement, parlée par environ 30% de la population et plus ou moins comprise par 40 autres pour-cent.

En Angola et au Mozambique contemporains, la situation est très différente : premièrement la langue des créoles n'y est pas un *kriol* mais le portugais ; ensuite, si les créolités ne sont pas homogènes, elles sont clairement élitaires. Il s'agit des divers couches sociales, historiquement produites par l'État colonial, que l'on pourrait qualifier de « milieux de culture maternelle lusophone » (notez bien que je ne dis pas seulement de « langue maternelle », et que je ne dis point « portugais » mais « lusophone »). Ce marquage historique ne limite en rien leur africanité : les créoles d'Angola et du Mozambique n'ont pas d'autres patries que l'Angola et le Mozambique.

Les deux complexes

L'histoire sociologique des créolités mozambicaine et angolaise a été assez différente.

En Angola, si l'afflux d'un nombre considérable de colons a nui à la créolité, elle partait cependant de positions solides acquises au XIX^e siècle. Par ailleurs, Luanda est restée la capitale de l'Angola, le lieu de l'État colonial, et la créolité a donc pu continuer à vivre de sa position au contact de cet État (scolarité, Église catholique, petits emplois de bureaux, etc.) : il y a une certaine continuité d'un siècle à l'autre. En revanche, il n'y a presque aucun lien avec les autres créolités, plus faibles et de tradition différente, du Centre-Sud, et avec les « évolués » du Nord et du Congo belge. La rivalité sociale, seulement ensuite politiquement exprimée, entre ces divers noyaux d'élites est dès le départ considérable. On sait ce qu'il en advint, jusqu'à aujourd'hui.

Au Mozambique, les principaux noyaux de créolités étaient dans la Vallée du Zambèze, en Zambézie, à l'Île de Moçambique. Or l'évolution du XX^e siècle a déplacé le centre de gravité économique et politique du pays vers le sud, avec l'essor de deux villes pratiquement inexistantes auparavant, Beira (Centre-Sud) et surtout Lourenço-Marques (extrême-sud), quand l'île de Moçambique cessa d'être la capitale (1897-1903). Cela provoqua une terrible rupture de tradition dans la créolité : les vieux noyaux du Nord furent totalement marginalisés (même si certains émigrèrent, notamment à Beira) et une nouvelle créolité commença à apparaître à Lourenço Marques, mais faible, sans tradition, entièrement marquée par les caractéristiques du colonialisme portugais du XX^e siècle, avec notamment une forte coupure entre *assimilados*^a (Noirs) et métis, une absence complète de la sphère de production (uniquement des petits emplois de bureau, d'infirmiers auxiliaires, et pas de petits entrepreneurs ou planteurs), et enfin un fort marquage ethnique (presque uniquement issue des groupes ethniques de l'extrême-Sud).

Dans sa masse, ni en Angola ni au Mozambique, la créolité n'a participé au combat anticolonial. Consciemment ou confusément, l'aspiration de la grande majorité des créoles était restée celle du début du XX^e siècle, à savoir obtenir des Portugais qu'ils les considèrent vraiment comme des Portugais. Une partie d'entre eux firent, pour cette raison, partie des *retornados*^b qui, on ne l'a pas assez dit, ne furent pas tous blancs, loin de là ! Mais cela n'enlève rien au fait que la place des créoles dans la genèse du nationalisme moderniste fut considérable, car ils en constituèrent à l'origine l'essentiel des vecteurs.

De ce fait, même si la majorité des créoles de Luanda et Maputo^c n'avaient sans doute qu'une sympathie fort réservée pour le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et le Frelimo (Front de libération du Mozambique), *ils considérèrent ces mouvements comme faisant partie de leur monde, de leurs valeurs, de ce qui était concevable et acceptable pour eux*. La situation sur ce plan n'a guère changé jusqu'à aujourd'hui. On n'aime pas forcément le MPLA et le Frelimo, mais, en dehors mêmes des divergences politiques, il est *sociologiquement inimaginable* que l'Unita (Union

^a assimilés : Noirs ayant obtenu la citoyenneté portugaise.

^b rapatriés.

^c Nouveau nom, dans le Mozambique indépendant, de l'ancienne Lourenço Marques coloniale.

nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ou la Renamo (Résistance nationale du Mozambique) exercent le pouvoir à Luanda ou Maputo, car il s'agit d'*autres mondes*^d. En revanche, certains créoles, notamment de Beira et Zambézie, soutiennent la Renamo, et il n'est pas étonnant d'avoir retrouvé des segments des vieux noyaux créoles du Nord derrière les groupuscules d'opposition en 1974, et de les retrouver à nouveau derrière les partis de l'opposition non armée d'aujourd'hui, étant donné la marginalisation continue dont ils ont été victimes de la part de l'État colonial et post-colonial.

Cependant l'état d'esprit des créolités de Luanda et de Maputo est notoirement différencié. Au départ économiquement et démographiquement plus solide, puis alimentée par le pétrole, les diamants ou autres caisses de bières^e, la créolité luandaise est en grande partie une créolité triomphante et arrogante, qui a une très intime et forte conscience de soi, qui va jusqu'à importuner les demi-créolités plus récentes et plus noires issues du boom scolaire des années soixante (ceux que Christine Messiant appelle les *novos assimilados*), violemment réprimées au besoin (27 mai 1977)^f. Son complexe de supériorité est certain et alimente bien des haines.

La créolité *maputense* à l'inverse se sent faible et, tout en ayant un *habitus* particulier et des comportements endogamiques, d'une certaine manière cherche en permanence à faire oublier qu'elle existe. Elle souffre, en tant que communauté, d'un complexe d'infériorité en flagrant contraste avec sa position sociale et politique éminente. C'est bien pourquoi d'ailleurs elle avait accepté avec joie le slogan de Samora Machel en 1974-75 – « Il n'y a plus de Noirs, plus de Métis, plus de Blancs, il n'y a que des Mozambicains » –, slogan qui à la fois refusait les discriminations, mais en même temps niait la diversité culturelle.

^d L'Unita et la Renamo, quoique très différentes, ont recruté essentiellement parmi les couches de la population marginalisées par la dernière phase coloniale et lors des indépendances. L'Afrique du Sud raciste, en les soutenant, chercha à les instrumentaliser contre les nouveaux régimes « marxistes ».

^e allusion aux privilèges de la nomenklatura luandaise. Les cadres pouvaient acheter de la bière en grande quantité au prix officiel, introuvable, et la revendaient au prix fort sur le marché noir. Depuis, on est passé à des échelles de privilège qui n'ont plus rien à voir avec les caisses de bières.

^f les « nouveaux assimilés » se reconnurent, pour une partie d'entre eux, dans la tentative de coup d'État, très violemment réprimée, de Nito Alves le 27 mai 1977.

La question du sentiment national

Néanmoins il y a un point commun : aucune des deux créolités ne s'exprime jamais ouvertement et « officiellement » en tant que telle, à l'inverse des Indiens du Mozambique par exemple. *Les créoles ne s'expriment qu'au travers du discours national et nationaliste, c'est-à-dire un discours qui les inclut mais ne les représente pas.* Cela est même nuisible au processus de création de la nation, car en retour le discours national est ressenti comme discours créole... Cela s'explique pour des raisons historiques, puisqu'ils ont été produits et reproduits par l'État moderne (colonial et post-colonial).

Mais il y a une autre raison, et, l'exprimant ici, je voudrais assurer le lecteur que je n'ai nulle intention provocatrice même si elle pourra paraître choquante : l'angolanité et la mozambicanité peuvent être, dans la conscience de chacun, deux choses parfois confondues mais bien souvent distinctes : un *sentiment de citoyenneté* ou un *sentiment de nationalité*. Le sentiment de citoyenneté renvoie simplement à la conscience, acceptée, que l'on est Mozambicain, à l'habitude de vivre dans cette République-là : les Macondes du Sud-Rovuma savent très bien qu'ils sont mozambicains alors que leurs frères Makondes du Nord-Rovuma sont tanzaniens. Cependant cela ne signifie nullement que la majeure partie d'entre eux ressentent un sentiment national mozambicain : le sentiment ethnique est largement dominant. Au risque de choquer je dirais donc que, du point de vue de la conscience *nationale* (et non plus seulement *citoyenne*), ceux qui sont « le plus vraiment » mozambicains ou angolais sont sans aucun doute les créoles (blancs, métis, noirs) : parce qu'ils ne se conçoivent pas autrement qu'à l'échelle du pays entier (même s'ils vivent surtout dans la capitale...), parce que leur groupe ethnique n'est pas lié à un territoire particulier (notamment rural), parce que le choix du Portugais comme langue de l'unité nationale fait d'eux le groupe modèle dont les autres sont censés se rapprocher... En bref, alors que d'autres Africains sont mozambicains *et* macuas, angolais *et* ovimbundus, eux apparaissent, se considèrent et d'une certaine manière sont considérés par les autres comme *seulement* angolais ou mozambicains, les seuls nationaux non-ethniques. Naturellement, cela est largement critiquable : car si l'on considère que l'ethnicité ne relève pas du sang (vision primordialiste et raciste), mais des faits de conscience, les

créoles sont, de manière identiques aux autres habitants, angolais ou mozambicains *et...* créoles. Cependant, le privilège social et symbolique d'avoir comme langue et culture maternelles le portugais et la lusophonie les place matériellement *dans la situation du prototype national*.

Le danger de la non-ethnicité

Si le modèle de nation jacobine (c'est-à-dire à la fois unitaire et uniformisée, moderne et développée) a dominé les quinze premières années des indépendances, le problème est qu'il n'a jamais pu être accepté par tous ; si ce modèle survit largement aujourd'hui sous le vernis ultra-libéral parce que la privatisation des entreprises publiques n'empêche nullement le maintien d'un modèle de développement technocratique, il est néanmoins de plus en plus contesté, ne serait-ce que par l'aggravation des tensions au sein des divers segments d'élite. Dans un contexte d'appauvrissement général du Continent noir et d'étirements des différenciations sociales, on assiste à la remontée des polarisations ethniques (le tribalisme est le refuge du pauvre) et à la montée du racisme noir anti-blanc et anti-métis. Ainsi pour les créoles, le fait d'être largement considérés comme « seulement nationaux » est à la base de ce qui leur est souvent reproché, c'est-à-dire d'être « si différents » que « pas tellement africains ».

Pour reprendre les concepts que l'anthropologue Christian Geffray a employés dans ses derniers travaux sur l'Amazonie brésilienne et l'utilité de la psychanalyse pour la sociologie marxiste, les créoles pourraient bien, s'ils n'y prennent garde, être considérés comme des *dominants non-mâîtres*, c'est-à-dire des dominants empêchant l'apparition des vrais maîtres/substituts du désir de père, vrais maîtres que l'on craint mais aussi que l'on aime à la manière des chefs d'autrefois. Or on ne peut aimer les dominants non-mâîtres car leur positionnement dans la production et la société les met par trop en dehors des cadres mentaux habituels. Pour permettre l'apparition des vrais maîtres aimables (« *promotion des cadres nationaux* » dans l'euphémiste discours politique officiel de certains secteurs du pouvoir au Mozambique), il faut se débarrasser des dominants *inaimables* qui occupent les places et entravent leur montée au sommet de l'État. Le problème n'est donc pas exclusivement social mais également psychologique. Le racisme dont souffre souvent les créoles est en ce sens plus

comparable à l'antisémitisme qu'au racisme des classes populaires européennes contre les Arabes. Selon Geffray, l'antisémitisme est en effet une haine contre des gens imaginativement perçus comme dominants et empêchant l'apparition des vrais maîtres – c'est pourquoi l'antisémitisme fut si lié à la montée du nazisme, les Juifs « monopolisant » le pouvoir et empêchant ainsi l'essor d'un Guide (Führer) germanique, et c'est pourquoi Le Pen en France a rapidement laissé apparaître un antisémitisme ouvert ; tandis que le racisme s'exprime entre des gens qui sont culturellement différents mais socialement égaux (ouvriers français et arabes), et de ce fait rivaux dans le désir de vrais maîtres pouvant prendre en charge leur idéal du Moi.

Evidence implicite, négation explicite

Les créoles sont *partiellement* responsables de cette situation en ce sens que, constituant *l'une des composantes de l'élite de pays africains*, ils n'ont jamais assumé complètement leur africanité en refusant de se considérer, à l'image des autres, comme un groupe ethnique. Sauf quand ils la savent par des liens familiaux proches, ils n'apprennent presque jamais une langue bantoue, mais sont très attachés à faire apprendre aux autres le portugais.

La situation est là encore différente en Angola et au Mozambique. En Angola il y a *de toute évidence mais toujours implicitement*, un comportement, une conscience de soi, des créoles. Tant que le MPLA (ciment de l'unité créoles-Mbundu) est seul au pouvoir, cela tient. Mais le règne de fait du parti unique finira bien un jour, et d'une manière ou d'une autre le pouvoir d'État sera partagé entre divers groupes sociaux et ethniques. Le jour où les créoles luandais ne pourront plus s'identifier à l'État, ne pourront plus se poser en modèle de la nation, l'« évidence implicite » mentionnée ci-dessus ne sera plus tenable. Leur situation sera alors comparable à celle des créoles mozambicains d'aujourd'hui.

Si historiquement le Frelimo a été leur vecteur (ou a été accepté par eux), l'État-Frelimo est beaucoup moins créole que l'État-MPLA, du fait de leur bien plus grande faiblesse. De ce fait il n'y a nulle « évidence implicite » chez eux, mais à l'inverse farouche « négation explicite » : les créoles mozambicains ont ressenti comme un tabou le fait de s'exprimer publiquement comme créole et toujours pris soin de s'affirmer exclusivement comme des nationaux-mozambicains

puisque c'était le seul moyen moderne et légitimant trouvé par eux pour se faire accepter comme les égaux des autres, leurs pairs même s'ils étaient *primus inter pares*. Ce faisant, nous l'avons vu, ils s'en sont montrés étrangers car la masse n'était pas « moderne » et n'avait pas le même sens de la légitimité. Les créoles mozambicains blancs ont plus cherché à faire « excuser » leur blancheur, à dire que « malgré elle », ils étaient « quand même » mozambicains, qu'à s'affirmer comme Blancs de ce pays. La position des créoles métis n'est guère plus confortable. Certains créoles noirs jouent à l'inverse ouvertement (et cyniquement) de leur *noirceur* et *apparente négritude* pour mieux faire avancer leurs intérêts au sein des contradictions internes du groupe. Calcul à court terme, car les non-créoles savent très bien reconnaître les Nègres-blancs (*Muzungu* est loin de désigner uniquement les Blancs...).

La nécessaire ethnicité

Dans ce contexte, il n'y a pas d'autre avenir durable pour les créoles que dans leur affirmation comme groupe ethnique, ce qu'ils sont déjà en pratique mais qu'ils se sont refusés à assumer mentalement et idéologiquement. Si tout n'est pas parfait du côté des Indiens du Mozambique, en raison d'un *habitus* très exclusif, leur capacité de survie doit donner à réfléchir car elle n'est pas seulement due à leur endogamie et place éminente dans le commerce : *elle est également due au fait qu'ils n'ont aucun complexe à être Indiens*. Or la position des créoles dans l'économie – même s'ils sont assez concentrés dans l'appareil d'État – est bien plus diversifiée que celle des Indiens, ce qui, objectivement, peut augurer de meilleures conditions pour une affirmation n'entraînant pas le rejet de la masse. Par affirmation, il ne s'agit nullement d'aller vers l'arrogance et le mépris de la masse, mais vers une existence tranquillement affirmée. Affirmation non point par la création de partis politiques spécifiques car divers courants les traversent – et ce serait de toute façon une catastrophe numériquement vouée à l'échec –, mais par la création d'organismes communautaires (associations, clubs, cafés, revues...) et une expression publique explicite de ceux des Mozambicains et Angolais qui sont de culture lusophone maternelle comme d'autres sont de culture chona ou congo. Contrairement aux apparences, cela leur permettrait de s'éloigner définitivement du Portugal en regardant de face leurs égaux dissemblables.

Blanc de couleur^{*}

Automne 1995

Les gens polis d'une certaine bonne société républicaine ne sont évidemment pas racistes. Donc, il ne saurait être question pour eux de « désigner » les couleurs, puisque ce sont des choses auxquelles il ne faut pas prêter attention ! C'est pourquoi il n'y a pas de Noirs, pas de Métis, pas de Blancs. Non, il faut rester flou, il n'y a donc que des « gens de couleur ». Tout irait bien si l'on ne constatait pas immédiatement que les « gens de couleur » ne regroupent que les gens noirs ou métis.

Et moi, suis-je transparent ? N'ai-je point de couleur ? Je suis Blanc. Ce n'est pas de ma faute, je suis né comme ça. Pourquoi diable ne suis-je pas inclus dans les couleurs ?

On dit « gens de couleur » pour ne point être raciste mais il n'y a pas plus raciste que cette expression. Elle vise à « atténuer » la couleur précise, à ne plus dire « Noir » : pour ne pas faire de la peine à ceux qui en sont... affligés ? En réalité, ladite expression par son mensonge souligne la différence : entre ceux « de couleur » et ceux... – comment dirons-nous ? – ... normaux ?

Pourtant on ne dit plus guère « jaunes ». Évidemment, avec des pays qui ont forcé la porte de l'histoire du XX^e siècle comme le Japon, la Chine, et le Vietnam, le Cambodge aussi, l'Occident producteur des mots a bien dû reconnaître que ces pays sont des nations, des gens comme nous autres Européens. Alors on les désigne de part leurs appellations nationales et non plus sous le vocable « jaune ». Le « péril jaune » ne fait plus recette, on parle du « miracle chinois » ! *Exit* donc les

^{*} Manuscrit de l'automne 1995. Publié dans la revue noire bordelaise *AfriCarib*, Bordeaux, janvier 1996, 3 (imprimé par erreur n° 2) : 4.

Extrême-Asiatiques des « Gens de couleur ». Les Tamouls en revanche...

Eh ! bien moi, cela ne me gêne pas de dire qu'il y a des gens noirs. Il y a des gens noirs, des gens blancs, des gens jaunes, des peaux rouges, des métis, etc., et une infinité de nuances dans tous ces types. Ce qu'il n'y a pas, ce sont des « races ». Cet emploi est dépourvu de tout sens scientifique car la couleur de la peau n'a pas plus d'importance que celle des yeux. Aurait-on l'idée de classer les gens entre les Bleus, les Marrons, les Verts, les Noisettes et... les (yeux) Noirs ? Non, évidemment, car la couleur de la peau, et non point celle des yeux, a historiquement pris une prégnance sociale telle qu'elle produit une situation où bien des choses se passent... comme s'il y avait des races. Bien des gens noirs parlent ainsi eux-mêmes de « race noire » et une insulte argotique, à côté des « Ta mère... », n'est-elle pas « Ta race » ?

L'idée de base de l'expression « gens de couleur » est, dans le meilleur des cas, de faire passer l'idée que la couleur de la peau n'a pas d'importance. Peut-être n'en aura-t-elle plus un jour. Mais à nier aujourd'hui la couleur, on nie aussi que ceux qui la portent aient encore besoin de lutter pour elle.

Il ne s'agit pas d'en faire toute une histoire. Mais la première des attitudes antiracistes est bien de dire *tranquillement* la couleur, parce que si la couleur est quelque chose d'important dans notre société, elle est aussi ce qu'il y a de plus banal, ce qu'il y a de plus ordinaire.

Je suis un Blanc de couleur !

Le panafricanisme politique sert-il encore à quelque chose ?*

Janvier 1996

L'histoire du panafricanisme politique¹ durant ce siècle est celle d'un long déclin. Les premières associations africaines « modernes » ou « modernistes », créées en défense de la dignité de l'homme noir puis plus ouvertement anticolonialistes, ont souvent été formées sur des bases non nationales, par des ressortissants de divers pays, ou s'affiliant très vite à des ligues inter-africaines. Ce furent plus des associations d'Africains en Europe ou aux États-Unis que des associations implantées en Afrique. Cela répondait en large partie au fait que les fondateurs s'étaient rencontrés qui à Paris, qui à Londres, Lausanne ou Lisbonne. Le panafricanisme exprimait alors en réalité, au-delà d'un rêve louable, la communauté de sentiment de personnes qui s'étaient connues sur le sol du colonisateur, en réaction à lui, mais sans que cela n'exprime nul enracinement populaire.

De retour au pays, certains participèrent à des ligues africaines exprimant encore un certain discours panafricaniste. Mais rapidement ce discours vint en simple légitimation de revendications beaucoup plus locales. Aucun parti, même parmi les plus révolutionnaires, ne s'est jamais battu pour la remise en cause des frontières coloniales. Même la revendication fédéraliste, vive dans les années soixante, se basa sur l'intangibilité des frontières issues du Congrès de Berlin.

* Manuscrit daté du 8 janvier 1996, publié dans la revue *AfriCarib*, Bordeaux, [mars] 1996, 4 (imprimé par erreur n°3) : 21-22.

¹ On n'abordera pas ici la question du panafricanisme culturel, qui me semble beaucoup plus prometteur.

Il s'agissait donc de fédérer des États en lutte pour la création/imposition de nations largement artificielles : de fédérer au sommet des États qui n'avaient fait ni leur propre intégration nationale, ni même leur simple intégration interne.

La première crise du panafricanisme politique

Ce fut la première crise du panafricanisme politique, l'incapacité à créer des fédérations lors des indépendances (à la demi-exception du Nigéria). Ces fédérations avaient d'ailleurs pu être lourdement encouragées par le colonisateur – ce qui remet en cause la trop facile légende du « diviser pour régner » –, comme dans le cas de la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland ou de la Fédération du Mali.

Mais elles le sont toujours : ne voit-on pas divers cercles autour de la Banque mondiale proposer aujourd'hui des « regroupements d'États » pour mieux gérer l'aide internationale, passant par-dessus l'État « national » en crise ? Contrairement à la légende, le néocolonialisme a toujours été favorable au régionalisme politique. C'est qu'il a de bonnes raisons de savoir que les États issus des décolonisations souffrent d'une très faible implantation nationale dans leur propre territoire. C'est d'ailleurs précisément pour cela que les segments d'élites africaines qui prennent le pouvoir à la fin des années cinquante et au cours des années soixante ne s'attardent guère au fédéralisme régional : elles sont avant tout soucieuses d'assurer leur main-mise bureaucratique sur le morceau d'État dont elles ont hérité, base de leur reproduction sociale dans la mesure où il n'y a pas de vraie bourgeoisie nationale.

Le panafricanisme est alors utilisé pour justifier l'incapacité à développer le fédéralisme, en légitimation de la non-remise en cause des frontières coloniales : celles-ci peuvent demeurer en l'état puisque l'on va vers un degré supérieur d'unité. Cela ne signifie pas qu'il y ait toujours des calculs cyniques : je ne doute pas de la sincérité d'un N'Krumah s'écriant : « *Africa must unite !* ».

Mais quant aux mesures pratiques, force est de constater que les dirigeants noirs-africains sont restés bien en-deça, par exemple, du panarabisme, lui-même pourtant bien relatif : à l'époque où un Nasser proclamait l'union avec la Syrie, que proposaient les dirigeants africains ? Certes la République

Arabe Unie a échoué, et on peut penser qu'elle ne pouvait qu'échouer, fondée qu'elle était sur deux dictatures populistes. Mais les dirigeants africains n'ont pas même tenté de le faire.

Le panafricanisme politique s'est alors réfugié dans l'OUA, dont on connaît le faramineux bilan, et qui unit artificiellement une partie de la nation arabe à l'Afrique subsaharienne (comme si, du fait de la continuité territoriale, l'Europe et l'Asie du Sud-Est devaient se retrouver dans la même organisation « eurasienne »). Mais les États noirs espéraient des retombées du pétrole arabe, et les États arabes une caisse de résonance diplomatique dans la lutte officiellement menée contre Israël.

Le nouveau fédéralisme et l'intégration régionale

À la fin des années soixante-dix jusqu'à aujourd'hui, la revendication fédéraliste fit un retour en force. Mais elle était méconnaissable : il ne s'agissait plus de fédérer entre eux des États, mais de les diviser en fédérant leurs provinces. Il s'agissait en fait d'une réponse à l'oppression ethnique du groupe ayant su saisir l'État, mais pas forcément d'une réponse démocratique à cette oppression : les groupes porteurs de la revendication fédéraliste sont souvent des segments de petite-bourgeoisie urbaine qui cherchent à se créer une base sociale régionale et rêvent d'une région ethniquement pure. La région – à l'exception, peut-être, de l'Éthiopie – devient un État jacobin en plus petit. Il exprime la volonté de pouvoir de segments d'élite écartés du pouvoir, pendant que les segments qui conservent l'État en leurs mains maintiennent un discours panafricaniste minimal couvert par le concert de l'« intégration régionale ».

Mais force est de constater que le panafricanisme n'a pas plus de base sociale aujourd'hui que par le passé : il ne peut qu'échouer, pour les mêmes raisons qui provoquent l'échec permanent des schémas d'intégration régionale. L'Europe propose l'intégration régionale en se posant elle-même, une fois de plus, en modèle. Comme s'il s'agissait de la même réalité économique-sociale ! En effet, intégrer quoi ? comment ? Quand le commerce inter-africain est très faible, quand l'essentiel des échanges continuent à se faire avec les pays de l'OCDE et selon un schéma colonial presque inchangé (matières premières contre produits manufacturés) ; quand une Afrique du Sud est mille fois plus développée qu'un

Mozambique qui aurait à l'inverse besoin d'un puissant protectionnisme !

Mais les élites africaines ne se voient pas proposer de discuter la question : « Faut-il l'intégration ? ». On ne leur propose qu'un débat subsidiaire sur : « Comment réaliser l'intégration ? ». Il faut dire qu'elles sont d'accord pour cette auto-limitation du débat et en redemandent même, car c'est la clef du porte-monnaie occidental.

Deux influences politiques non coloniales

Reconnaissons toutefois que deux influences politiques extérieures et non coloniales ont contribué à la survie du panafricanisme politique : le mouvement noir aux États-Unis et le bloc dit socialiste.

Le mouvement noir aux États-Unis a toujours vécu dans l'idée mythique d'un « peuple noir » qui devrait par conséquent s'unir. Or une chose est de mobiliser les gens noirs contre l'oppression raciste, autre chose est de construire une « nation noire ». C'est du reste la poursuite d'un tel mouvement qui a produit le changement d'appellation des Noirs américains : ce ne sont plus des *Blacks*, mais des *African Americans*. Certes, historiquement, les gens noirs d'Amérique sont les descendants des esclaves arrachés à l'Afrique. Mais justement : l'esclavage a été une rupture telle, à tous les niveaux, qu'à quelques intéressantes exceptions près (Haïti, peuples afro-brésiliens), la culture africaine a été presque totalement éradiquée. À moins de défendre une conception bien raciale qui ferait du « sang » le vecteur de la culture, il n'y a pas d'*African Americans*, mais des Américains noirs. Il est normal cependant que des Africains aient ressenti de l'admiration pour les réalisations des Noirs américains et aient repris leur discours, un discours qui en pratique posait pourtant les Noirs américains en avant-garde dirigeante de tous les peuples noirs. En ce sens, le panafricanisme a été une excroissance africaine d'une idéologie pan-nègre d'origine américaine, ne pouvant toucher que des milieux de l'élite africaine.

Et pourtant, quand des militants noirs (ou métis) d'ONG américaines vont apporter la bonne parole (et les dollars correspondants) en Afrique, les Africains ne ressentent-ils pas

très vite que ce sont bel et bien des Américains, et non des Noirs, qu'ils ont en face d'eux ?

Outre l'influence idéologique noire-américaine, le bloc dit socialiste a lui aussi favorisé le panafricanisme. Mais, sous une langue de bois commune, avec des intentions divergentes : d'un véritable souci de Cuba d'étendre la révolution socialiste à l'Afrique noire, à une simple volonté russe de solidifier le bloc de voix sur lesquelles elle pouvait compter dans les votes à l'Onu, pour élargir ses marges de manœuvre dans le cadre de la coexistence pacifique. Mais là encore, le panafricanisme en est resté aux discours et n'a pas même empêché des guerres comme celle entre l'Éthiopie, nouvellement « marxiste », et la Somalie qui l'était encore en 1975 ! Là encore, ce « panafricanisme instrumental », à usage diplomatique, ne pouvait toucher que des élites.

Une nouvelle ethnologie

Mais pendant de ce temps, des congrès de droite ou de gauche se réunissaient, des colloques financés par l'Unesco se tenaient, permettant à des membres des élites de voyager, de jouir de leurs perditions, de se rencontrer, de se connaître, parfois de s'estimer.

Les mêmes élites qui, au sein de leurs États respectifs, en étaient toujours à tenter d'imposer la nation à des peuples qui n'en ressentaient pas les caractéristiques, aimaient à se rencontrer entre elles, au nom des peuples, loin des peuples, imaginant un peuple uni futur légitimant leurs réunions d'aujourd'hui. Certaines exprimaient l'apparition de cette communauté identitaire en adhérant à la loge maçonnique Rose-Croix.

Mais quand la nation est largement inexistante dans la plupart des États qui la proclament pourtant, quand cette nation se construit contre les ethnies existantes, que peut signifier le panafricanisme politique ? Qu'on laisse réellement se développer l'expression démocratique des ethnies et peuples africains, s'implanter de véritables dynamiques de développement : alors, la question de l'intégration régionale se posera d'elle-même, puis le panafricanisme. Tout comme l'Europe ira peut-être un jour jusqu'en Sibérie. Mais à l'imposer uniquement par des mesures financières et

idéologiques, on court au désastre. Le panafricanisme politique lui, n'a pas les moyens d'imposer quoi que ce soit. Mais il intervient en légitimation du pouvoir des élites. Qu'exprime-t-il, alors ?

Guère plus que le sentiment identitaire d'une nouvelle ethnie africaine, qui n'a pas forcément perdu ses racines territoriales mais qui, dans chacun des États, jouit de manière identique de son rapport à l'économie-monde : l'*African Jet-Society Tribal Group* !

Nationalismes des Tiers mondes

Pour un débat, en réponse à Michaël Löwy*

Avril 1996

L'article de Michaël Löwy, « Nationalismes du Sud », publié dans le n°144, hiver 1995-1996 de *Critique Communiste*, ouvre un débat nécessaire mais, à mon avis, n'échappe pas à quelques catégorisations contestables, voire européocentristes.

La libération de toutes les formes d'oppression

Cela ne saurait cacher un accord de fond sur plusieurs points : d'abord la réaffirmation du concept d'impérialisme, que certains aujourd'hui noient en pratique trop souvent dans l'océan d'une « mondialisation » à la mode, qui serait en quelque sorte neutre (le maintien du concept d'impérialisme naturellement ne signifie pas que la mondialisation n'ait pas lieu, mais ce sont des dimensions différentes, bien que liées, du nouvel âge du capitalisme) ; deuxièmement, M. Löwy écrit visiblement pour contrecarrer la tendance trop fréquente parmi les marxistes à ne voir que la « lutte des classes », et à dévaloriser ainsi toutes les autres formes du mouvement social, *a priori* suspectées d'être, au mieux, moins porteuses dans la perspective émancipatrice et, au pire, manipulés par l'impérialisme : c'est en particulier le cas pour l'ethnicité politique et les nationalismes qu'elle produit.

* Texte daté du 3 avril 1996, publié dans la revue *Critique Communiste*, Montreuil (Paris), hiver 1996-1997, 147 : 85-91. Cette revue est le mensuel théorique de la Ligue communiste révolutionnaire.

Le marxisme devient ainsi rapidement un économisme de gauche, et notamment en France, succombe aux influences jacobines fétichistes de l'État non seulement unitaire mais surtout uniformisateur. Ainsi je ne peux qu'applaudir quand Löwy affirme que l'universalisme des marxistes ne saurait s'identifier à une négation des particularités nationales (p. 81) mais

« doit devenir un vrai universel concret (Hegel) capable d'incorporer sous la forme d'une synthèse (*aufhebung*) dialectique toute la richesse du particulier, tous les trésors culturels de la diversité humaine. (...) la valeur universelle la plus importante est la libération des êtres humains *de toutes les formes* d'oppression (...) » [souligné par moi].

Or certaines formes d'oppression, bien qu'intégrées globalement et indirectement au capitalisme, peuvent lui être antérieures et n'être pas directement classistes – ce qui en retour ne signifie pas du tout qu'elles ne puissent pas être intégrées au programme libérateur d'un mouvement classiste, à condition que ce mouvement sache en comprendre les fondements et formes d'expression.

Qu'il soit donc bien clair, une fois pour toutes, que l'on écarte l'incontestable tendance, chez Marx et plus encore chez nombre d'épigones, à une vision linéaire de l'histoire qui irait du « plus petit » (tribu ancienne) à la nation médiévale puis la nation marchande du capitalisme, pour se dépasser grâce au « creuset mondial » du capitalisme, dans des regroupements continentaux et mondiaux, vers la nation mondiale, c'est-à-dire l'a-nation mondiale uniforme¹. *Qu'il soit bien clair que la marche de l'humanité n'est pas d'aller du plus petit vers le plus grand, mais à la dialectique d'une construction-déconstruction permanente de niveaux d'identité liés entre eux, l'apparition de niveaux plus étendus (un sentiment national européen, par exemple) ne signifiant aucunement la disparition des niveaux plus restreints (sentiment national par exemple) et pouvant même les revivifier.* Le « plus grand » n'est pas automatiquement plus progressiste que le « plus petit ». La nation, tant qu'elle est portée par le sentiment intime des gens, n'est point « dépassée ».

¹ Typique de cette vision linéaire et paternaliste, hostile aux « petits peuples », est par exemple un Samir Amin, pour qui toute lutte de libération n'est que manœuvre de l'impérialisme pour détruire de « grands États » au profit de « petits ».

Inter-nationalisme n'est aucunement antinationalisme. Nous pouvons toujours faire nôtre la phrase de Marx, pourvu qu'elle soit entière : « Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous » – et plus encore méditer le titre que l'écrivain portugais Miguel Torga donna à une conférence qu'il prononça à São Paulo et Rio les 14 et 16 août 1954 à des émigrés portugais originaires de la rude et particulariste région du Tras-Os-Montes : « L'universel, c'est le local moins les murs »².

Nationalisme *versus* mondialisation : est-ce si simple ?

Le malaise sourd à bien des moments. Reprenons le fil de la démonstration de Löwy. Dès l'abord il affirme que la « montée du nationalisme » est « du moins en partie », une réaction à la « mondialisation de l'économie ». Dit comme cela, cela ne veut pas dire grand-chose, tout dépendant de ce que Löwy veut dire par « du moins en partie ». Le nationalisme serait-il uniquement l'apanage des laissés-pour-compte de la planète ? Reprend-il l'affirmation de Bourgeot selon lequel « les peuples heureux n'ont pas d'ethnie »³ ? Comment comprendre alors le nationalisme de la Catalogne, région économiquement *dominante* en Espagne ? Ou de l'Écosse plutôt *heureuse* ? Ou de la Flandre belge dont le séparatisme est nourri du développement économique et plutôt « débarrassiste » envers la Wallonie anciennement dominante ? Il faut prendre le recul de l'histoire : si l'on remonte ne serait-ce que sur un siècle et demi, la *période* actuelle (avec en son sein des *conjunctures* diverses) n'engendre pas plus la tension nationaliste que bien des précédentes. La mondialisation a toujours existé dans l'Ancien monde et, dès les Découvertes, pour les Amériques. Ce qui est nouveau, c'est que de nombreuses formations sociales du Tiers monde qui n'étaient, à l'ère de l'impérialisme, qu'indirectement soumises au mode de production capitaliste (MPC), le deviennent directement aujourd'hui, y étant violemment intégrées ou parfois rejetée vers la destruction pure et simple, vers l'anomie sociale, alors que la poussée démographique se poursuit et en démultiplie les

² Miguel TORGA, *L'universel, c'est le local moins les murs. Tras-os-Montes*, Bordeaux, William Blake and Co, mars 1994 (2^e éd.), 32 p., trad. du portugais par Claire Cayron.

³ André BOURGEOT, « Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie ! », in Joël Vernet (dir.), *Pays du Sahel, du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger*, Paris, Autrement, 1994 : 83-92.

effets d'échelle.

L'incontestable montée de nationalismes nouveaux – pas forcément plus nombreux – dans la conjoncture actuelle n'est pas, avant tout, le produit de la mondialisation, mais de l'échec de nationalismes d'État hostiles aux ethnicités réellement existantes, de régimes laïcs radicaux profondément paternalistes et oppresseurs envers les formations sociales non directement liées au mode de production capitaliste, envers les cultures populaires (l'Algérie, l'Angola, le Mozambique « progressistes » n'étant pas très différents de ce point de vue de l'Indonésie « réactionnaire »). La non-prise en charge des aspirations identitaires combinées à la déroute économique et sociale provoque ce que l'on sait⁴.

Löwy a raison de préciser que les nationalismes sont « soit démocratiques et émancipateurs », soit « régressifs, intolérants, agressifs » et que la frontière entre ces deux tendances est mouvante. Mais qu'est-ce qui les poussera dans un sens plutôt que dans un autre ? Uniquement la configuration sociale et économique ? Il apparaît complètement absent de l'article de Löwy que *cela dépend notamment de l'attitude des courants ouvriers et révolutionnaires à leur égard !* C'est notamment le refus bolchevique de prendre la tête du mouvement pour l'indépendance des peuples d'Asie centrale qui les a repoussés dans les bras mencheviks ou blancs. Si, à un paysan d'ethnie macua travaillant dans les grandes plantations du Nord du Mozambique (et donc « objectivement » prolétarisé), qui ressent profondément l'oppression et le mépris paternaliste d'un État moderne dominé par des groupes ethniques du Sud, le militant progressiste répond uniquement que tout ceci n'est que fausse conscience tribale et identité retardataire et que notre paysan est « en réalité » un prolétaire rural, il est sûr que d'authentiques réactionnaires sauront ne pas lui nier son « identité retardataire » et s'en construire une base sociale pour leurs manœuvres politiques.

L'ethnicité politique (dont une forme est le nationalisme)

⁴ C'est pourquoi, si je ne la suis pas forcément dans toutes ses conclusions, je ne peux qu'approuver la question que pose la militante marxiste Luiza TOSCANI, résumée par le titre de son livre : *L'Islam, un autre nationalisme ?*, Paris, L'Harmattan, 220 p. (« Conjonctures politiques »), passé presque inaperçu parmi les trotskistes. Assiste-t-on à la production nouvelle d'un sentiment national sur la base de l'oppression sociale d'une communauté d'origine pluri-ethnique dessinée par une religion ? Que des tendances en ce sens existent me semblent incontestables, la divergence pouvant venir de la probabilité d'aboutissement de ces tendances, que l'on accepte ou refuse.

n'est en elle-même ni réactionnaire, ni progressiste. Tout simplement, *elle est*. L'ethnicité relève de l'imaginaire, elle est un sentiment. Etre français n'est ni réactionnaire ni progressiste et l'amour du camembert n'est ni de gauche ni de droite. Mais en tant qu'expression de désir de prise en charge collectif de son destin par une communauté subjective, l'ethnicité *peut* être facteur de libération. Cela dépendra naturellement des forces sociales qui l'exprimeront, mais largement autant de la direction politique qui saura en prendre la tête. Dans le Tiers monde se combineront donc de classiques luttes de classes et le fait que des communautés entières, inter-classistes par définition, sont globalement opprimées. Dans la conscience populaire, bien malin qui dira si parviendra d'abord à l'expression la conscience de classe ou la conscience communautaire. Ce sera le plus fréquemment un mélange indissociable des deux dans lequel le nationalisme sera une forme de la prise de conscience de classe⁵.

Les prolétaires sont-ils *seulement* prolétaires ?

On ne doit absolument pas être gêné par les formules du type « Les prolétaires n'ont pas de patrie ! » car elles sont... totalement justes ! Les patrons non plus, du reste, n'ont pas de patrie. Mais le mouvement social n'est pas fait que de classes en tant que catégories économique-sociales. Un individu n'a jamais – je dis bien : jamais –, une identité unique. Un prolétaire est prolétaire, mais il sera aussi, par exemple, catholique et basque. Et en tant que Basque, il a une patrie, comme son patron, patrie qui peut être globalement opprimée. Or dans le mouvement social, ce ne sont pas les classes économique-sociales qui s'expriment directement, mais les *forces sociales* qui combinent les « classes pour soi » à d'autres niveaux identitaires. Vouloir extraire et hypertrophier la seule conscience de classe en hostilisant les autres faits de conscience est contraindre l'individu réel à un impossible choix, être totalement sectaire envers le mouvement des

⁵ Si l'ETA (VI^e assemblée) trotskiste de 1973 a tout perdu, c'est que par « classisme pur » elle a conditionné la lutte pour l'indépendance à celle pour le socialisme à l'échelle de l'Espagne : cela est spectaculairement exprimé par son changement de nom d'ETA en LKI (Ligue communiste internationaliste). Car l'oppression *capitaliste* était, mal ou bien, d'abord ressentie comme *espagnole* et la séparation d'avec l'Espagne était la condition de l'expression de la conscience de classe. Sur tous ces aspects je me permets de renvoyer à mon livre, *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

masses. En particulier dans le Tiers monde où des formations sociales, historiquement résiduelles mais groupant encore des centaines de millions de gens, ont une prégnance politique considérable.⁶

Nationalisme d'État et ethnicité populaire

Je crois que les catégorisations habituelles des nationalismes, si elles demeurent justes, n'en sont pas moins tout à fait insuffisantes pour exprimer la réalité des mouvements ethno-nationaux dans les Tiers mondes. Ces catégorisations habituelles portent sur le « nationalisme émancipateur » (Pologne avant la Première Guerre mondiale, Irlande, Kurdistan, mouvements berbères, mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, le nationalisme-révolutionnaire bolivien du début des années cinquante, etc.) et le « nationalisme oppresseur » (pangermanisme, russo-soviétisme, pan-sinisme, nationalisme amhara, etc.).

Mais cela ne souligne pas assez une différence essentielle : le nationalisme polonais, la lutte antijaponaise chinoise, les patriotismes cubain ou vietnamien, expriment politiquement des nations (c'est-à-dire des sentiments nationaux) qui existent déjà. Ce sont *des nationalismes produits* par un mouvement de masse, même si naturellement l'élite joue son rôle d'intellectuel organique collectif. Le « nationalisme » mozambicain est un projet de nation. Bien entendu, il y a des

⁶ A ce sujet, je tiens à réaffirmer la pertinence de la notion de Tiers monde dont Löwy dit qu'elle ne veut plus rien dire après la disparition du « second monde », dit « socialiste ». Je n'entrerais pas ici dans le débat (nécessaire) sur l'hétérogénéité des États capitalistes de la périphérie. Mais la notion actuellement en vogue de « Sud » est encore pire. Soit dit en passant, « Tiers monde » n'a jamais voulu dire « troisième monde » : c'est une analogie récente (1956) avec tiers état, qui était bien le « troisième ordre » en dessous de la noblesse et du clergé, mais dont le sens politique fut tout de suite l'affirmation de l'immense majorité opprimée de la population face à toute la classe aristocratique (Siéyès). « Tiers monde » n'est certes pas un pur concept de classe, et le fait qu'il soit globalement opprimé ne saurait signifier que les habitants du « Nord » sont globalement responsables de la situation qui lui est faite, comme le pensent certains tiers-mondistes. Mais ce vocable a au moins le mérite de pointer la réalité de l'oppression alors que les simples notions cardinales (« Nord », « Sud », etc.) font partie de ce mouvement d'interdiction des mots qui a suivi l'écroulement du stalinisme sénile : plus de capitalisme, mais la « démocratie libérale » ! plus d'impérialisme, mais au choix le « Nord » ou la « mondialisation » ! plus de Tiers monde, mais le « Sud » ! plus de lutte de classes mais, au mieux, la « fracture sociale » ! Etc. Merci donc, à *Actuel Marx* d'avoir intitulé un de ses volumes récents « L'Impérialisme » !

cas intermédiaires mais la différence n'en est pas moins pertinente. La lutte anticoloniale, qu'elle soit celle de l'Algérie ou de la Guinée contre l'impérialisme français, de l'Inde ou du Kenya contre l'impérialisme anglais, de l'Angola ou du Mozambique contre le colonialisme portugais, ou de l'Indonésie (qu'il ne faudrait pas réduire à Java) contre l'impérialisme hollandais, a un fondement de masse – la lutte contre l'opresseur étranger pour obtenir son départ. Mais cela ne crée pas *ipso facto* une nation.

Il est parfaitement illusoire, et c'est accepter pour argent comptant les propagandes officielles des directions nationalistes, de croire que même une lutte armée de dix ou quinze années produit une nation. Toute lutte de libération produit des effets unificateurs, mais induit aussi des effets de guerre civile : le peuple colonisé n'est pas homogène et certains de ses segments considèrent d'autres segments comme parfois pires que le colonisateur, pour des raisons historiques bien explicables (par exemple dues à l'histoire de la traite servile en Afrique, menée par certains États africains se servant chez les autres, et dont le souvenir est encore vif). La lutte de libération provoque l'émergence de nouvelles républiques et de nouvelles citoyennetés : mais l'habitude de vivre dans la même République (Sénégal, Mozambique, etc.) ne crée pas un sentiment national intime, la prégnance d'ethnies plus locales (cependant parfois fort vastes !) demeurant largement dominante. On ne comprend rien aux guerres civiles angolaise et mozambicaine si l'on ne saisit pas l'importance du fait qu'il s'agit d'*État sans nation*.

État sans nation, mais État nationaliste : le nationalisme y a été induit dans le mouvement social par une élite européanisée, formée à l'image de nos États-nation européens (jacobins ou non). Il s'agit d'un *nationalisme induit*, élitiste, antidémocratique (dont la toute première décision est d'accepter l'intangibilité des frontières coloniales). Ce nationalisme n'est pas du tout qu'une idée, il est une politique économique, sociale et culturelle de tous les jours : en même temps qu'il opprime les langues maternelles, stigmatise comme « féodalisme » et « tribalisme » les manifestations politiques et culturelles des sociétés, il concentre immanquablement les investissements dans la capitale et dans des entreprises à haute teneur en capital fixe, car la modernité ne saurait être qu'en ciment, lourdement mécanisée et productrice de devises convertibles, et exprimée en l'une des langues coloniales.

Ce nationalisme d'État s'exprime pourtant dans un État qui

n'a absolument pas la force agglutinante de la Troisième République française, par exemple. Il opère au sein d'une économie de marché sans marché, ou d'un marché que ne pénètre pas l'État (économie dite informelle) même si des gens de l'État y sont bien présents à titre familial. Ce nationalisme étatique est oppresseur des ethnicités sans pour autant produire un marché national à l'image du capitalisme européen du temps de Marx. Il provoque donc de fortes réactions ethniques, qu'essaient d'instrumentaliser des groupes sociaux de pouvoir, mais qui globalement sont des réactions anti-étatiques. Contrairement à la prédiction de Senghor – « En Afrique, l'État a précédé la nation » –, ce nationalisme détruit finalement l'État. Et voilà aussi pourquoi des directions révolutionnaires devraient pouvoir se saisir du ressentiment ethnique dans la lutte contre l'État capitaliste de la périphérie.

Luttes de libération... nationale ?

Nous restons prisonniers des mots : ainsi l'on parle des « luttes de libération nationale » dans le Tiers monde, alors que souvent il n'y a pas de nation et que ce sont des luttes sociales anticoloniales. On parle des États-nation du Tiers monde, voire de leur « échec », alors qu'il n'y a aucun sens à parler d'État-nation quand la nation n'existe pas, alors qu'il s'agit d'États nationalistes (« nationaliste » étant pris dans le sens de « pour la création/imposition de la nation »).

On reproduit là un européocentrisme puissant, l'analogie légitimante avec les luttes de libération nationale de l'Europe du XIX^e et du début du XX^e⁷. Le stalinisme est aussi passé par là. Ainsi, « lutte de libération nationale » est devenu un synonyme légitimant d'étape de la révolution bourgeoise. Le paradoxe est que l'on qualifie de « libération nationale » des régimes de parti unique « de gauche » soutenus par les Pays de l'Est qui se sont construits férocement *contre* les ethnies, *contre* les nations réellement présentes au sein de l'espace défini par les frontières coloniales, projetant une « nation » inventée ne

⁷ Remarquons que ces mêmes luttes de libération nationale en Europe sont, souvent, qualifiées péjorativement, de « mouvements ethniques » car, n'est-ce pas, la nation étant dépassée, ceux qui s'en réclament et ont le culot de vouloir en créer de nouvelles sont par définition des réactionnaires. Ils ont ainsi pas mal de chance de le devenir vraiment. Voir sur la Yougoslavie et la négation, par la gauche européenne, de l'ethnicité comme valeur politique positive, M. CAHEN, « Un mot de plus sur l'ex-Yougoslavie », *Le Marxisme Aujourd'hui*, Grenoble/Pau, 23, janvier 1986 : 33-35. [Réédité ci-après sous le titre « Pour en finir avec la Yougoslavie ».]

correspondant à rien de populaire, projection paternaliste parfois exprimée par le jargon maoïste de l' « homme nouveau ».

Löwy souligne l'échec de ces « gouvernements nationalistes "de gauche" ou laïcs par exemple en Afrique noire ou dans le monde arabe qui ont renoncé à leurs objectifs de libération et se sont enlisés dans des politiques antipopulaires » (p. 78). Il faudrait regarder dans le détail de quels objectifs de libération il s'est agi : on ne peut comparer un nationalisme destourien ou baasiste en Tunisie et en Syrie-Irak avec l'orientation originelle d'un FLN algérien ou d'un PSY yéménite ayant réellement subi des processus (inachevés) de révolution permanente. Mais il faut comprendre que, dans un cas comme dans l'autre, l'une des raisons pour lesquelles ces partis construisent des États bourgeois (et le plus souvent dictatoriaux) de la périphérie, est que dès l'abord ils ont une vision paternaliste, bureaucratique et technocratique du développement, *une idée de construction/imposition rapide de la « nation moderne » de type européen* qui correspond bien à l'imaginaire des segments d'élite au pouvoir. À l'indépendance, la nation arabe est imposée aux Berbères d'Algérie (notamment par l'arabisation) *en même temps* que, quels que soient les discours, l'essentiel des investissements publics vont aux entreprises à haute teneur en capital fixe. C'est le même imaginaire national élitiste de l'ethnie dominante ayant su saisir l'État moderne qui s'exprime sous ces facettes apparemment différentes.

Ethnicité et tribalisme.

Des générations de marxistes ont grandi avec dans la tête l'équation : « tribalisme = réaction ». Force est de constater que Löwy ne rompt pas vraiment avec cette approche, ne citant le « tribalisme » qu'à l'occasion de mouvements pro-sud-africains et racistes. N'oublions pas, pourtant, le soutien de l'Internationale communiste à la lutte de libération du Rif marocain, avec comme objectif la « République des tribus confédérées ». Un tel objectif serait parfait aujourd'hui pour l'Afghanistan et bien d'autres États du Tiers monde, mais personne à gauche n'ose plus en parler. Les tribus rifaines des années vingt n'étaient pourtant pas plus parfaites que celles d'aujourd'hui.

Mais qu'est-ce qu'une tribu ? Nous n'employons pas ce mot avec le même sens que les Anglo-saxons (leur *tribe* signifie en réalité « ethnie » mais leur *ethnicity* englobe souvent la problématique, impensable en France, des *racial relations*). Je parlerais de tribu dans le cas d'une organisation politique para-étatique (ou pré-étatique), une grande chefferie bien stabilisée si l'on veut, à ne pas confondre avec la communauté imaginaire dessinée par le sentiment d'ethnicité. Une tribu peut calquer une ethnie, mais ce n'est pas fatal. En Afrique, il n'y a plus beaucoup de tribus depuis la conquête coloniale qui les a brisées (clans somalis, certains segments éthiopiens, État régional du Kwazoulou, etc.), mais il y a beaucoup d'ethnies (dont certaines apparues pendant la colonisation). Ainsi définis en dehors de tout fantasme, on conçoit aisément la possibilité historique du tribalisme révolutionnaire, si des chefferies prennent effectivement la tête d'une lutte émancipatrice et connaissent un processus de radicalisation⁸. Nul doute qu'elles trouveront alors en face d'elles, aux côtés de l'impérialisme, les « régimes nationalistes » de gauche ou de droite qui crieront au séparatisme, au féodalisme et au banditisme (Casamance, Sud-Soudan, Cabinda, Irian occidental, Cachemire, Tchétchénie...).

Le fait qu'au Ruanda « il n'en reste pas moins qu'une référence identitaire de type (réellement ou fictivement) "ethnique" a servi d'idéologie à un des pires crimes contre l'humanité des dernières décennies » (Löwy, p.78) ne signifie nullement que l'ethnicité soit responsable du massacre. On peut se demander dans quel but Löwy nous sert cet argument : des références identitaires « réellement ethniques » ont été à la base de luttes de libération (le meilleur exemple actuel en est le Chiapas). Du reste, la critique du « nazisme tropical » (selon l'expression contestable de l'historien des Grands Lacs Jean-Pierre Chrétien) a été étonnamment contradictoire : selon les uns, il s'est agi de chercher à prouver que les « ethnies » n'existaient pas puisque Hutus et Tutsis parlaient la même langue, avaient la même culture, etc., « preuve » qui ne les a pas empêchés de dénoncer la colonisation belge coupable d'être à l'origine de ces... ethnies. Selon les autres, l'ethnicité existait bien, comme responsable du problème.

À mon avis, malgré l'immensité du désastre humain, le cas ruandais-burundais est plutôt une exception : il est évident que

⁸ M. CAHEN, « Le socialisme, c'est les Soviets plus l'ethnicité », 1991 [réédité *supra*].

la lente décomposition du lien social entre des castes (et non point des ethnies) différenciées par la nature de leur rapport à la terre, à l'élevage et donc à l'État à partir des années vingt, combinée à une considérable pression démographique et foncière aggravée depuis l'indépendance, ajoutée à la crise de l'État moderne en temps d'ajustement structurel depuis la fin des années soixante-dix, sur fond de rivalités entre les impérialismes français et anglais, ont provoqué le drame que l'on sait. Mais cela n'a plus guère à voir, hormis dans nos fantasmes, avec une production politique de l'ethnicité proprement dite. En déclenchant des phénomènes morbides contre elle-même (Gramsci), la société implose véritablement, pour *des raisons sociales* mais – bien sûr – en suivant des lignes de clivages connues de tous et donc disponibles dans l'imaginaire du tueur quotidien, des lignes de clivages castistes.

Il ne s'agit pas de remplacer un mot par un autre, et « ethnie » par « caste » mais de comprendre que l'on a affaire à des phénomènes sociaux différents. Que je sache, les heurts sanglants entre Hindous et Musulmans lors de la création du Pakistan ne sont pas exactement de la même nature que le massacre des milices hutues contre les Tutsis. *Hutus et Tutsis font (faisaient ?) bien partie de la même ethnie ou nation ruandaise* et le massacre a suivi les lignes d'un *imaginaire social* (social « réellement ou fictivement », comme dirait Löwy : paysans/éleveurs) *et non ethnique*. S'il est bien évident que la crise de la Yougoslavie est aussi liée à des problèmes sociaux, la comparaison entre les massacres inter-ethniques slaves du Sud et ceux des Hutus-Tutsis est largement abusive. Mais elle a assailli la conscience citoyenne démocratique européenne, productrice de concepts, au même moment, d'où la tendance à l'analogie. Il est vrai que cette simultanéité n'est sans doute pas fortuite, tant il est vrai que Yougoslavie comme Ruanda ont payé les effets différés de leur soumission au FMI à partir de la fin des années soixante-dix.

À propos de l'Angola et du Mozambique, Löwy nous dit encore que « (les) mouvements dits tribalistes (...) sont souvent manipulés dans des buts réactionnaires contre le nationalisme » (p. 78). Merci du « souvent » à distinguer, donc, du « toujours ». C'est vrai, ils sont « souvent » manipulés : mais pas plus « souvent » que les nationalismes ! Alors pourquoi le dire plus à propos des uns que des autres ? Et quels sont ces nationalismes (légitimes) contre lesquels auraient lutté ces tribalismes (illégitimes) ? Les exemples choisis par Löwy sont

particulièrement malheureux. Les nationalismes angolais et mozambicains sont précisément l'archétype de ces nationalismes d'État, élitaires, antipopulaires dont on a parlé précédemment, qui ont instauré un État largement créole dominé par les seuls groupes ethniques de la capitale : soit, en ce sens, d'authentiques... tribalismes. Il est archi-faux de présenter la Renamo (groupe armé soutenu par l'apartheid dans sa lutte contre le Frelimo « marxiste-léniniste ») comme un groupe tribaliste : un groupe ethnique a plutôt dominé sa direction, mais ses rangs sont totalement pluri-ethniques (y compris aujourd'hui depuis sa transformation en parti civil : son électorat est beaucoup moins marqué ethniquement que celui du Frelimo !). Certes la Renamo mène campagne contre la « domination des groupes du Sud » : mais où est le tribalisme, dans la dénonciation d'une domination ethnique ou dans cette domination ? Quant à l'Unita (qui a mené la guerre contre le MPLA soutenu par les Cubains), il est impossible d'en décrire ici la longue trajectoire : il est vrai que la tendance depuis 1966 a été vers une ethnicisation croissante au profit du seul groupe Ovimbundu. Mais cela a été lent, irrégulier et achevé seulement au moment de la reprise de la guerre début 1993. Et l'ethnicisation côté MPLA a été de même... S'exprime ici de façon éclatante le problème de la démocratie politique dans un État sans nation, où la règle de la majorité signifie en pratique la domination d'un groupe sur un autre⁹.

Le seul bon exemple de tribalisme choisi par Löwy est l'Inkatha de Buthelezi qui, sur la base d'une ethnicité réelle (zouloue) a construit un pouvoir politique autour du projet instrumental de reconstitution d'un État royal zoulou. Pas de chance pour Buthelezi, le roi soutient l'ANC et les heurts sanglants qui ne cessent pas au Kwazoulou ne sont pas, quoi qu'en dise les médias, une lutte interethnique entre « Xhosas de l'ANC » et « Zoulous de l'Inkatha », mais une guerre civile au sein de l'ethnie zouloue. La preuve en est simple à produire : toutes les victimes de cette guerre sont zouloues ! Le tribalisme de Buthelezi est réel et a une base sociale, mais ne saurait donc être confondu avec l'ethnicité zouloue entière.

⁹ Pour fouiller la question angolaise, on pourra se reporter à *Politique Africaine*, Paris, Karthala, 57, mars 1995 (dossier « L'Angola dans la guerre », dir. Chr. MESSIANT) et aux articles de Chr. MESSIANT dans *L'Afrique politique 1994* (Karthala) et dans les volumes 1994 et 1995 de *Lusotopie. Enjeux contemporains dans les espaces lusophones* (Karthala). Sur la Renamo, voir l'article de M. CAHEN in *L'Afrique politique 1995* (Karthala).

Un nationalisme « anti-impérialiste » et un nationalisme « indigène » ?

Löwy développe longuement sur les vertus du « nationalisme anti-impérialiste », notamment en Amérique latine dont il est un spécialiste reconnu. Une fois encore, je ne m'étendrais pas sur les points d'accord, en particulier sur l'analyse de l'EZLN (zapatistes du Chiapas), pour me concentrer sur les problèmes. Löwy écrit : « Le nationalisme, même dans ses formes les plus progressistes, ne peut pas dépasser certaines limites » (p.81).

Ceci est une assertion. Le nationalisme, même dans ses formes les plus progressistes, peut ne pas dépasser certaines limites : ce n'est pas pareil, ce n'est pas fatal, cela dépend de toute une série de facteurs. Le meilleur exemple est la révolution cubaine : le patriotisme a fourni la base sociale de masse de l'Armée rebelle qui n'avait pas de programme clairement défini au départ. Le processus de révolution permanente a embrassé des nationalistes anti-impérialistes qui, en tant que démocrates conséquents, en sont venus à des positions socialistes – souffrant ensuite une régression due à l'isolement économique, social et politico-culturel. On peut en dire autant du nationalisme basque de l'ETA (VI^e assemblée) évoluant vers les idées de la Quatrième Internationale (mais abandonnant malheureusement par la même occasion le nationalisme). Et ce qui se passe au Chiapas montre bien que le nationalisme peut parfaitement être une forme de l'universalisme comme le montre Löwy :

« On trouve dans les documents de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) une fusion unique en son genre entre les traditions de la révolution mexicaine, la culture maya des indigènes du Chiapas et les idées marxistes de la gauche latino-américaine » (p. 80).

Voilà l'avenir¹⁰ ! L'ethnicité du Chiapas est une ethnicité inter-nationaliste !

Mais la distinction qu'opère Löwy entre « nationalisme anti-impérialiste » et un « autre type de nationalisme... le mouvement des indigènes pour leurs droits » (p. 80) porte à confusion. Certes, les conditions sociales, le vécu, les

¹⁰ Ce n'est cependant pas un cas tout à fait unique en son genre, l'histoire pouvant nous donner d'autres cas (marxistes irlandais, projet de Parti communiste musulman de Sultan Galiev dans les années vingt, etc.). Le problème, c'est que peu nombreux furent les marxistes à intégrer pleinement la problématique de la libération nationale ou ethnique !

conditions environnementales, etc., sont bien différentes à Mexico et dans la forêt du Lacandon. Les conditions concrètes de l'expression du nationalisme anti-impérialiste « mexicain » sont donc différentes de celles de l'insurrection indienne du Chiapas. Mais le phénomène ethnique serait-il en lui-même différent ? *La différence est qu'il s'agit d'ethnies*¹¹ différentes : d'un côté ceux que certains nationalistes indigènes appellent les « Espagnols », à savoir les Hispano-Mexicains et les métis, d'un autre côté les ethnies/nations mayas. Mais je ne vois pas d'utilité à décomposer le phénomène « nationalisme » en concepts différents selon les ethnies concernées.

À moins que Löwy ne revienne par la bande à l'idée que, parmi les Mexicains, il y aurait « ceux qui n'ont pas d'ethnie », seulement la « nation mexicaine » et ceux qui en seraient affublés (affligés ?) : une manifestation anti-impérialiste urbaine à Mexico serait « nationale-mexicaine », ordinaire et sans ethnie en quelque sorte, pendant que l'anti-impérialisme des indigènes indiens serait « ethnique » ? Je ne vois pas d'autre explication que cette dérive latente à la distinction faite. En réalité, les uns comme les autres ont une ethnie : Hispano-Mexicains et Indiens. Mais comme les Hispano-Mexicains ont un rapport beaucoup plus étroit à l'État moderne qu'ils ont créé et sont par millions entassés dans la capitale, on les identifie plus facilement à la nation toute entière, les périphéries indiennes étant « ethniques ». C'est un européocentrisme, voire un jacobinisme, classique. Le pas est alors facile, que Löwy ne franchit pas, à hiérarchiser sémantiquement nation et ethnie, la nation, plus grande, moderne, étatique, étant « mieux » que l'ethnie, petite, spéciale, séparatiste, archaïque¹².

¹¹ Ethnies, ou nations. Je n'établis personnellement aucune différence conceptuelle entre ethnie et nation, les deux expressions relevant d'une communauté imaginaire dessinée par un certain type de sentiment d'appartenance totalisante (un autre type, proche, est constitué par les communautés religieuses). Nation et ethnie sont selon moi deux nuances de l'ethnicité : j'emploierais le mot « nation » pour désigner une ethnie particulièrement cristallisée en intensité et durée historique : nation polonaise, mais aussi nation Congo, etc. Mais il y a des phénomènes moins prégnants, plus volatiles ou bien cristallisés mais encore récents (islamo-bosniaques par exemple) dont seul le recul historique nous dira s'ils ont donné naissance à des nations ou ont reculé au stade de simple prégnance régionale. Bien sûr, contrairement aux jacobins, je me garderai de confondre nation et État-nation.

¹² La hiérarchisation est du reste bien visible dans notre France jacobine : dans notre vocabulaire, la « province » (et son corollaire péjoratif « provincialisme ») ne signifie jamais Paris ; les Basques, les Corses et les Bretons, qu'ils soient reconnus comme nations, ethnies ou simples

Ethnicité, nationalisme et conscience de classe

Pour M. Löwy le nationalisme, même anti-impérialiste, doit un jour être dépassé, pour céder la place à l'universalisme socialiste, au socialisme. C'est le paradigme de l'étape. Ce paradigme est, rappelons-le, précautionneux chez Löwy, qui dénonce l'attitude de courants classistes profondément méprisant envers tout ce qui ne relève pas directement de la conscience de classe, tout ce qui ne serait, suivant Engels et surtout Lukàcs, que « fausse conscience »¹³. Mais les précautions ne font pas une solution.

D'abord il faudrait savoir si le nationalisme peut lui-même être universaliste. Il me semble que l'histoire, à commencer par celle de la Révolution française, a répondu par l'affirmative. Et le Chiapas confirme.

Mais surtout c'est l'étape elle-même qui pose problème. Pour les marxistes, et en particulier les trotskistes, la construction de la nation est toujours peu ou prou liée à l'étape de la révolution démocratique-bourgeoise. Certes, selon la vision bolchevique, dans les pays arriérés où la bourgeoisie n'a pas résolu cette tâche, c'est au prolétariat de le faire : il doit en quelque sorte mettre les bouchées doubles, mais... *pour pouvoir passer à la suite*.

Cette approche ne correspond pas à la réalité mouvante des faits de conscience parmi les individus réels dont l'imaginaire ne fonctionne pas ainsi, et a produit des catastrophes, y compris dans la compréhension du processus de révolution permanente. Car la question nationale n'est pas une étape vers le socialisme – qui, lui, serait de moins en moins national, de plus en plus planétaire, vers l'a-nation mondiale. *La question nationale n'est pas une étape : elle peut et parfois doit impérativement, être un aspect, une composante, de la révolution permanente, de la révolution socialiste et le rester.*

régionalismes à visiter l'été, sont évidemment plus spéciaux que « les Français ordinaires » ; et les quotidiens publiés à Paris (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, etc...) pourtant incroyablement parisiens dans leurs informations (voir la rubrique « Cinéma » du *Monde* !) et leur sensibilité, sont appelés « presse nationale ». Mais *Sud-Ouest* ou *Ouest-France*, dont les tirages sont bien supérieurs aux titres précédents, sont « régionaux »... Et n'allons surtout pas dire que la nation France est une ethnie ! Voyons, ça, c'est l'Allemagne !

¹³ Cf. ma communication au colloque Marx international, « Vrai débat pour fausse conscience Pour une approche marxiste de l'ethnicité » [depuis parue, dans la *Revue internationale de politique comparée*, Bruxelles, IV(1), mai 1997 : 167-187].

Il n'y avait pas de révolution politique possible en Ukraine sans que ne soit réglée la question nationale, car l'oppression tsariste puis stalinienne y était ressentie comme russe. Et la résolution de cette question nationale aurait permis à nouveau l'alliance des prolétariats des deux pays, mais point pour que l'Ukraine soit moins ukrainienne et la Russie moins russe ! Une conscience nationale pan-soviétique aurait sans doute pu apparaître dans un cadre démocratique, mais point du tout forcément au détriment de la prégnance des sentiments nationaux : car une nation peut fort bien être en réalité une nation de nations, un degré d'ethnicité ne chasse pas l'autre.

Le paradigme de l'étape amène à l'impossibilité de comprendre que, si la conscience de classe peut être un ferment pour la libération nationale, la conscience nationale ou ethnique peut aussi être l'expression, une forme, un contexte de la conscience de classe.

Quand des Mexicains, des Brésiliens ou des Français se mobilisent contre le FMI ou l'étape maastrichienne de la mondialisation capitaliste, en quoi est-ce nationaliste ? Ce l'est dans la mesure où les plans capitalistes oppriment une large communauté d'habitants de ces pays, c'est-à-dire quelque chose de plus vaste que leurs classes prolétariennes respectives (cela étant crucial dans le Tiers monde où le prolétariat est numériquement plus faible). Le mouvement gréviste de novembre-décembre 1995 en France a spectaculairement été à la fois grand mouvement prolétarien et mouvement de défense de l'idée que nous nous faisons de notre République, de l'idée que nous nous faisons de la France, mouvement de défense ethno-nationale contre l'agression maastrichienne. En particulier dans le Tiers monde, le nationalisme anti-impérialiste est alliance de classes : en ce sens (je dis bien : en ce sens) il n'est pas une étape vers le classisme, il l'inclut, il peut même être plus avancé que lui. Il permet de faire passer des valeurs classistes prolétariennes dans d'autres segments de la population. Ce nationalisme n'est pas un pas « vers », n'est pas « avant », ou « moins bien » que le classisme : il en est une forme possible et massive d'expression.

Voilà pourquoi, pour ne prendre qu'un exemple parmi mille de la manière dont des militants marxistes dans le Tiers monde imaginent leur intervention, je suis étonné que la section antillaise de la Quatrième Internationale maintienne l'appellation « Groupe Révolution socialiste », au lieu de, par exemple, « parti indépendantiste ».

Car contrairement à la pensée dominante aujourd'hui à

gauche, l'époque des révolutions nationales est loin d'être close. Les nationalismes continueront d'être un facteur important du développement historique au XXI^e siècle, provoquant une véritable « nationalisation du monde ».

Nationalisme de quel type ? Cela dépendra largement de la capacité ou de l'incapacité des marxistes à intégrer la question ethno-nationale dans le programme de la démocratie politique.

Algérie

Les leçons du Mozambique*

Janvier 1998

Le Mozambique, pays d'Afrique australe d'ancienne colonisation portugaise, a connu de 1977 à 1992 une terrible guerre civile. Elle s'est achevée le 4 octobre 1992 par la signature d'un Accord général de paix entre le gouvernement du Frelimo (Front de libération du Mozambique, nationaliste anciennement marxiste) et la guérilla de la Renamo (Résistance nationale du Mozambique, anticomuniste et longtemps soutenue par l'Afrique du Sud raciste), célébrée le 4 octobre 1992, à Rome, sous l'égide de la communauté religieuse de Santo Egidio. On ne s'étonne donc pas de retrouver cette même congrégation dans les efforts déployés pour sortir de la dynamique militaire délétère et rouvrir le champ du politique dans la question algérienne.

Entre les guerres civiles algérienne et mozambicaine, les différences sont certaines. Mais au fur et à mesure que les nouvelles nous parviennent, on ne peut qu'être frappé par certaines similitudes troublantes dans l'affrontement des deux mondes hostiles, celui de l'État moderne post-colonial et celui des marges sociales venues de la période coloniale et de l'échec des partis uniques laïques dits progressistes.

* Ce texte, daté des 12 et 26 janvier 1998, a été soumis au débat de l'association « Espaces Marx/Aquitaine-Bordeaux-Gironde » et est reproduit ici avec de rares et très mineures modifications. Il avait été motivé par la publication des reportages de Bernard-Henri Lévy dans *Le Monde*. Il a ensuite été diffusé par la revue électronique marxiste *In Situ*, puis publié dans *Politique Africaine* (Paris, Karthala), juin 1998, 70 : 129-137.

Du « banditisme armé »...

La guerre civile au Mozambique a sans doute fait plus d'un million de morts (sur environ quinze millions d'habitants), en conséquence directe des massacres et affrontements ou, le plus souvent, de la désorganisation complète de la société paysanne. Le Mozambique, indépendant en 1975, était alors frontalier de la Rhodésie (le Zimbabwe ne sera indépendant qu'en 1980) et de l'Afrique du Sud en plein apartheid. Aussi les services secrets de ces pays soutinrent-ils, face au parti « marxiste-léniniste » mozambicain, un petit groupe militaire, qui commença ses exactions dans le centre du pays à la fin 1976, en élargissant peu à peu les zones d'incidence. Le gouvernement « communiste », soutenu non seulement par les pays de l'Est mais pratiquement par toute la Communauté internationale – en particulier le gouvernement de Margaret Thatcher – chercha non seulement à riposter militairement et socialement (regroupant autoritairement les paysans dans des « villages communaux ») mais aussi à délégitimer complètement la guérilla. Les rebelles furent systématiquement dénommés « bandits armés » et une prose macabre se développa afin de décrire par le menu, semaine après semaine, leurs massacres « apolitiques », leurs destructions d'écoles, d'infirmeries, leurs assassinats de femmes et d'enfants, ces pères obligés de réduire en bouillie le crâne de leurs bébés au pilon à farine, de ces enfants obligés de tuer, devant la communauté villageoise assemblée, leurs parents et ainsi, ne pouvant plus jamais revenir chez eux, recrutés en toute sécurité. Cette prose se développa d'autant mieux que, non seulement les victimes étaient bien réelles et les atrocités parfois exactes, mais que la Renamo était appuyée par les courants politiques les plus réactionnaires et antidémocratiques (Rhodésie, Afrique du Sud, courants chrétiens d'extrême-droite) ainsi que par la CSU bavaroise. Enfin, les correspondants de la presse internationale, supposés produire des analyses indépendantes, étaient en fait tous des sympathisants actifs du Frelimo – en particulier celui, communiste britannique, de l'AFP.

Mais le plus important était surtout que, face à une Renamo où un titulaire du CM2 était un cadre supérieur, tous ces gens – nationaux ou étrangers – producteurs de l'écrit relevaient de la sphère de l'État moderne : sympathisants du Frelimo ou vivant tout simplement dans son monde, ils ignoraient, parfois pathétiquement, la totalité de ce qui se passaient à vingt

kilomètres en brousse. Les « bandits armés » n'avaient selon eux aucune base sociale, n'exprimaient que les intérêts régionaux de l'apartheid, leurs soldats étaient seulement des enfants raptés. Bien sûr le régime avaient fait des « erreurs » – dont il dressait d'ailleurs lui-même la liste en recevant les donateurs de la communauté internationale – mais, seul, il représentait la légitimité. Des enquêtes opportunes renforcèrent cette impression, comme ce fameux *Rapport Gersony* commandité par le département d'État américain dans lequel les paysans avaient toujours vu les tueurs de la Renamo mais jamais les avions zimbabwéens bombardant les villages au napalm, ou ces études « universitaires » d'enquêteurs n'interrogeant que des repentis de la Renamo ou d'autres visitant le pays dans des voitures du gouvernement.

Sauf qu'à partir d'un certain moment, tout chercheur mu par le seul désir de comprendre, ne comprenait plus rien. Comment un groupe de mercenaires, ayant pour seule activité de tuer femmes et enfants, de dynamiter ponts et écoles, de piller les rares ressources, pouvait-il se développer au point d'être actif, autour de 1986, dans 80% du territoire du pays ? Comment comprendre l'incapacité complète de l'armée à réagir ? Pourquoi la paysannerie ne développait-elle pas elle-même des mouvements de contre-guérilla populaire ?

Et surtout, surtout – mais on ne le vit qu'en 1994 – comment comprendre que près de 40% des Mozambicains aient finalement voté pour les « bandits massacreurs » au cours d'élections libres étroitement organisées par l'Onu, y compris dans des zones toujours restées sous contrôle gouvernemental ?

Il fallait revoir la copie, dans des conditions éthiques d'autant plus difficiles qu'effectivement il était hors de question de faire le jeu de l'apartheid.

... à la guerre civile

La première étape fut de comprendre qu'il s'agissait bien d'une guerre civile, c'est-à-dire de comprendre les ressorts qui avaient poussé certains segments de société à l'accueil (parfois avec avec joie) d'une structure de guérilla venue de l'extérieur. En réalité, c'est tout le rapport à l'État moderne qu'il fallait comprendre : comment certains corps sociaux, marginalisés depuis l'époque coloniale, l'étaient devenus encore plus sous le

nouveau régime et à l'inverse comment les segments déjà les plus liés à l'appareil d'État colonial, bien rapidement, avaient monopolisé les rapports avec l'État indépendant. Comprendre comment la nouvelle administration, mue par un paradigme de modernisation autoritaire, parlant un langage incompréhensible (« À bas le féodalisme ! À bas le tribalisme ! »), réprimant les religions et rites animistes, obligeant les paysans à se regrouper en villages communaux pour créer l'homme nouveau, pratiquant une politique des prix favorable aux villes, interdisant toute expression des ethnicités locales, humiliant les chefferies traditionnelles, fut rapidement ressentie comme d'essence étrangère, et d'autant plus agressive dans ses « diktats modernes » que n'apportant en échange aucun progrès social. Le tout, dans un contexte de parti unique où aucune structure n'existait pour corriger vraiment les erreurs ou se plaindre du comportement de satrape de tel ou tel administrateur local vous ayant volé votre femme ou vos biens, où des gens partaient parfois pour cela même en camp de rééducation, ou parfois sans motif connu et en tout cas sans procès. Aujourd'hui, certains anciens sympathisants analysent tout cela comme des « erreurs gauchistes », sans voir qu'il s'agissait d'une politique d'hostilité envers la population, sa culture, ses relations sociales organisées, une population supposée ressembler très vite à cette petite élite créole européenne qui, depuis les quartiers du ciment de la capitale, là-bas, dans la « nation », dirigeait le pays. Quand le libéralisme économique s'implanta, vers 1985, les différenciations sociales s'accéléchèrent et les « communistes » directeurs d'usine en devinrent bien souvent les patrons privés : le même groupe social de pouvoir restait en place, solidifiant ainsi la rébellion « anticomuniste ». L'aide humanitaire des ONG, devant au minimum transiter par les zones gouvernementales quand elles ne leur étaient pas explicitement favorables, profitait avant tout à celles-ci et aggravait ainsi les contrastes entre la sphère de l'État moderne et le reste. L'Afrique du Sud raciste ? Mais c'était le paradis, où chacun essayait d'émigrer clandestinement, et c'était loin. Les exactions de l'armée – souvent appelée « Renamo n° 2 » par la population – et les bombardements zimbabwéens étaient proches. En effet, dans une situation où, depuis des années, tout se réglait par la violence, où l'interdit social de tuer était depuis longtemps oublié, de plus en plus de gens constataient que l'on vivait mieux avec un kalashnikov que sans. Combien de villages en bordure de casernes, attaqués seulement la nuit

par des « guérilleros » jamais poursuivis à la pointe de l'aube et auteurs d'exactions d'autant plus sordides qu'ils se savaient franchir tous les interdits ? Il n'y eut cependant pas, ou très peu, de phénomènes de type « seigneurs de guerre », ou « grandes compagnies » pillant à compte propre. Le régime tenta de le faire croire, présentant la Renamo comme une constellation de groupes locaux peu contrôlés par le commandement central. On sait aujourd'hui que c'était totalement faux, la rébellion étant extrêmement centralisée, y compris pour les moindres décisions d'attaque de localité. L'espace pour l'existence de « seigneurs de guerre » était fortement limité par l'affrontement même entre les deux blocs, prompts à liquider ce qui les gênait vraiment, dans une société paysanne déjà épuisée, sans ressources céréalières disponibles, et à l'inverse de l'Angola (ou de l'Algérie) sans richesses minérales (pétrole, diamants) qui auraient pu permettre aux deux camps de vivre sans aucun soutien populaire.

Un corps social guerrier

La deuxième étape fut de comprendre la nature de la Renamo. Son « origine indigne » ne souffrait guère de contestation, mais l'important était de comprendre comment elle fonctionnait, s'étendait, se renforçait. On comprit qu'il s'agissait d'un authentique corps social guerrier qui, bien que créé par la Rhodésie, avait réussi à s'immiscer dans la profonde crise sociale mozambicaine provoquée par la politique de modernisation agressive des élites européanisées au pouvoir, et donc, d'une certaine manière, avait réussi à exprimer cette crise : en redonnant le pouvoir aux chefs traditionnels considérés comme légitimes par la population, en brûlant les villages communaux et en tuant les présidents (et leurs familles), en permettant à la population de rejoindre les terres d'habitat dispersé liées aux structures claniques et religieuses, en organisant des milices locales veillant à dénoncer toute incursion de l'État. Certains segments de la population crurent ainsi qu'ils pourraient utiliser la structure de guérilla pour se protéger de l'État, organiser l'autarcie et – désir réactionnaire au sens littéral – revenir à la « situation d'avant », c'est-à-dire non seulement d'avant le Frelimo mais d'avant les Portugais, d'avant l'État moderne, ces temps que les Anciens avaient vécus et contaient encore. La Renamo n'était ni un groupe mercenaire ni un parti politique, c'était un corps social guerrier désormais auto-reproduit par la guerre en cours.

Troisième étape de la compréhension, on vit qu'il n'y avait pas contradiction entre affirmer qu'il s'agissait d'une guerre civile, et que le conflit était, militairement parlant, souvent ressenti comme une guerre privée entre Frelimo et Renamo. Car il ne s'agissait effectivement pas d'une rébellion paysanne spontanée, mais d'un accueil, dans un contexte particulier, d'une guérilla extérieure par certaines populations souhaitant se soustraire de la sphère de l'État moderne. De ce fait la guerre prit non point un caractère ethnique, mais un aspect communautaire atroce : elle devint une guerre pour le contrôle des « deux populations » (celle de l'État, celle de l'autarcie). Lutter contre l'État était synonyme de lutter contre ceux qui continuaient à vivre dans sa sphère : cette femme et ces enfants massacrés ne roulaient-ils pas, en voiture, sur la route nationale n°1 ? Ces familles paysannes qui n'avaient pas quitté le village communal n'étaient-ils pas des « éléments de l'ennemi » ? Et ces soldats du Frelimo, prenant d'assaut une base de la Renamo (en général déjà évacuée par ses guérilleros) et y rencontrant des civils de sexe masculin, n'étaient-ils pas fondés à les tuer tous ? Non, les violences horribles que l'on décrit en Algérie ne sont en rien historiquement exceptionnelles : le Mozambique a connu les mêmes, et, plus généralement, elles se produisent quand se déchaînent des guerres contemporaines faites, suivant E. Bloch, par des « forces non contemporaines ».

L'implosion postcoloniale

Enfin, dernière étape, comprendre que cette guerre de guérilla ne produisait pas de vastes « zones libérées », comme l'avait fait celle du Frelimo en 1964-1974, mais une guerre en « peau de léopard », avec des poches favorables à la guérilla éparpillées sur le territoire, pour des raisons tenant largement à l'histoire très locale des lignages, des élites de l'endroit, des trajectoires sub-ethniques. En effet, il ne s'agissait plus d'une guerre d'explosion anticoloniale, mais d'implosion et pulvérisation post-coloniale.

Au départ il y avait sans doute les manipulations des experts des services rhodésiens, mais leur travail avait produit un « monstre » choisissant, au grand étonnement du chef desdits services proposant en 1979 de les mettre au vert à l'approche de l'indépendance du Zimbabwe, de continuer la « lutte ». La « nouvelle Renamo » était bel et bien un produit du parti unique, de cet État agressivement modernisateur sans

contrepartie de progrès social. Arrivé à ce stade de la réflexion, on comprenait alors que le combat n'était pas entre la civilisation et la sauvagerie, que l'issue ne pouvait être que politique, qu'il fallait rouvrir, et peu à peu rebâtir, le champ du politique : élections libres pour tous les partis, pluralismes, liberté associative et de la presse. Un abîme de haine et de méfiance séparaient les deux camps. Le camp gouvernemental découvrit cependant à Rome que les envoyés de la Renamo n'étaient pas des hordes sauvages. La rébellion comprit que sa survie ne pouvait être que politique.

Un État de modernité sans progrès social ?

Nombre de sociétés du Tiers monde font face au problème d'États agressivement modernisateurs mais socialement non promouvants. Quand Atatürk interdit le port du voile, qu'il ait eu raison ou tort, cela fut possible parce qu'en même temps il amenait les progrès sociaux de sa révolution nationale. Quand le shah d'Iran fit de même, ce fut l'échec et nombre de femmes, par féminisme, se saisirent du tchador qui leur permit à nouveau de sortir de chez elles et de paraître dans la rue pour manifester contre lui. Qu'on le veuille ou non, la culture prégnante en Algérie est celle de l'Islam tout comme la nôtre relève de la tradition judéo-chrétienne. Or le néocolonialisme ne réside pas seulement en ce que les économies du Tiers monde sont dominées par les centres capitalistes, mais dans le fait que leurs États sont semi-coloniaux au sens de « semi-français », « semi-anglais » ou « semi-portugais » dans toutes leurs formes d'expression. Il faut savoir terminer une phase post-coloniale.

Quand on a dit cela, on n'a pas dit grand chose car l'Islam, comme toute grande religion, est extrêmement protéiforme dans ses manifestations historiques, sociales et culturelles. Mais on aura dit au moins deux choses : d'une part, l'islam politique (expression qui me semble bien meilleure que celle d'« islamisme », pour ne point parler d'« intégrisme ») a produit dans l'ensemble du monde arabo-musulman un vaste éventail d'expressions organisées qui vont des tueurs fous à la gauche démocratique, en passant par les conservateurs de tous poils ; d'autre part, ceux pour qui le problème n'est pas tant l'existence des massacres mais l'existence même des courants de l'islam politique et qui, à l'aune du principe « démocratique » de la séparation de la religion et de l'État, en veulent l'interdiction pure et simple quelle qu'en soit l'activité,

ne veulent pas autre chose que ceux qui, chez nous, proposeraient l'interdiction de la famille de courants que constitue la démocratie chrétienne.

Il ne s'agit nullement de tomber dans un bio-culturalisme, « atavismes » islamiques là-bas, chrétiens ici : le problème est d'abord social, à savoir l'existence de l'État de modernisation autoritaire socialement non promouvant. D'abord, mais pas uniquement social, car en l'absence d'alternative politique et programmatique crédible en ce monde capitaliste triomphant, il s'exprime ensuite selon des formes disponibles et connues de tous, selon des lignes identitaires, ici ethniques, là islamiques.

Un nationalisme qui se cherche

Confondre l'islam politique, même dans ses courants extrémistes, et le fascisme est une grave erreur au-delà de certaines ressemblances superficielles. Le fascisme est un phénomène d'implosion des sociétés du centre du monde, du cœur de l'impérialisme. L'islam politique, après la décolonisation, après l'échec des partis uniques (souvent laïques) dits progressistes et l'érosion, voire la disparition complète, des conquêtes sociales qu'ils avaient portées, est l'une des formes des nationalismes du Tiers monde. On peut vouloir le combattre, mais il faut le traiter comme tel si l'on est mu par le désir de comprendre. Que cela plaise ou non, on a pu voter FIS en 1991 avec le sentiment de voter pour un parti révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, si les massacres ne sont pas toujours le fait des islamistes, pourquoi ne les démentent-ils pas ou, inversement, ne revendiquent-ils pas clairement ce qui relève précisément d'eux ? D'abord ils les démentent souvent : le FIS le fait presque systématiquement, mais qui l'écoute ? – et l'amalgame continue presque toujours avec les GIA. Quant aux extrémistes – à supposer qu'une partie d'entre eux au moins ne soient pas manipulés par les services secrets de la dictature militaire ou des clans maffieux – on peut émettre l'hypothèse suivante afin de comprendre leur disposition quand ils ne sont pas les coupables : premièrement, pourquoi démentiraient-ils, puisqu'il s'agirait de démentir aux yeux de ceux qui vivent dans la sphère de l'État moderne, de ce monde dont justement ils n'ont que faire ? Deuxièmement, quand ils démentent – car même les GIA démentent parfois – ils le font sous la forme d'infimes communiqués toujours en arabe et en langue de bois coranique car, selon eux, c'est à nous d'aller à leur monde et

pas à eux de venir au nôtre. Ils ne tiennent nullement à faire partie du monde de notre écrit. Résultat, ce que l'on pourrait appeler leur « infime expression politique classique » passe pratiquement inaperçue des non-spécialistes.

Le philosophe et les tontons macoutes

Européens, nous sommes tentés de nourrir de la sympathie pour ceux qui nous ressemblent, ces « républicains laïques » du Tiers monde. Prenons garde qu'il ne s'agisse pas en fait d'élites privilégiées et créoles de type quasiment duvalériste, nourrissant un profond mépris pour leur peuple et voulant le « moderniser », de force et sans avantages sociaux. Ce Bernard-Henri Lévy qui « enquête », parcourant en quelques jours, voiture de la gendarmerie devant, voiture de la gendarmerie derrière, les zones permises par le pouvoir ; qui, à Alger ne cherche même pas à contacter les dirigeants semi-clandestins de l'opposition, les animateurs indépendants des droits de l'homme, ne s'inquiète nullement des disparus ; qui répète sans preuve les rumeurs les plus vieilles, telle l'existence de ce groupe d'hommes au doigt coupé ne pouvant donc plus se signer – mais alors, ce ne sont pas des islamistes ! – et laisse croire qu'un groupe de « 400 guérilleros » – nombre incroyable en guerre de guérilla ! – pourrait vivre sans soutien populaire ; qui répète mot pour mot LA phrase de la propagande du régime : « Nous, on sait qui nous tue », en ayant peut-être cru qu'il s'agissait d'un témoignage ; qui ne se pose nulle question sur la manière dont se déroulent les opérations militaires du gouvernement en zone islamiste ; qui qualifie comme « démocrates » ou « héroïnes de la cause des femmes » des politicien(ne)s éradicateur(rice)s qui ont approuvé le coup d'État de 1991, veulent l'interdiction pure et simple de tout islam politique et dont le seul reproche au pouvoir est qu'il ne tue pas assez d'islamistes et que son armée est incapable de gagner la guerre ; qui, enfin, en quatre grandes pages de journal ne mentionne pas une seule fois que les violences à cette échelle de guerre civile ont commencé d'abord et avant tout par un coup d'État militaire cassant des élections libres remportées par un parti politique légal. Celui-là dans son enquête ne commet pas seulement des erreurs qu'un étudiant en anthropologie de première année n'aurait pas faites : il s'identifie à l'effort de propagande externe d'une dictature militaire et n'aide en rien à la résolution du drame.

Une seule solution, la démocratisation

Il faut rouvrir le champ du politique. « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » ? Mais qui décide de l'identité des « ennemis » ? En fonction de quels critères : ceux qui suppriment les élections, par exemple ? « Faire voter des tueurs » ? Mais qui sont-ils et comment faire pour modifier le contexte d'une manière telle qu'on ne pourra plus utiliser la tuerie pour résoudre un problème local ou s'accaparer des terres ? Il faut rouvrir le champ du politique, rendre à la société civile son possible dynamisme. Si les GIA existent de façon vraiment autonome, la nouvelle situation leur imposera un nouveau comportement ou alors, la population leur fera vraiment la chasse – ce qu'elle ne fait actuellement pas, devrait-on quand même remarquer. Quant au FIS, il est demandeur. N'oublions pas que les « accords de Rome » (comme au Mozambique, sous l'égide de Santo Egidio) entre le FIS, le FFS et le PT qui demandaient l'arrêt des violences et la démocratie et qui auraient permis l'expression politique normale des courants islamiques, ont, justement pour cela, été dénoncés par nos « démocrates laïques » qui auparavant avaient approuvé le coup d'État militaire...

Il faut négocier avec tout le monde. Et quand bien même accepterait-on la thèse selon laquelle les « islamistes » et, je cite BHL, les « barbares définitifs » extrémistes, sont des psychopathes, encore faudrait-il comprendre la situation qui a permis qu'une fraction significative de la population devienne psychopathe. La libération des prisonniers politiques, la fermeture des camps de détention, la lumière sur les centaines de « disparus », la liberté pour tous les partis politiques quels qu'ils soient, des élections sous contrôle effectif de l'Onu – qui les craint ? –, le respect de leur résultat, c'est le b-a-ba pour changer la situation et isoler les vrais psychopathes. C'est ce qu'en France, nous devons exiger. Mais balayons devant notre porte : ouvrons largement le droit d'asile pour les laïques comme pour les islamistes, car justement les droits de l'homme « islamiste » ne sauraient être différents de ceux de l'homme laïque ; refusons une intervention directe de la France car l'ancienne puissance coloniale est, de tous les pays, le plus mal placé, mais demandons que notre pays agisse à l'Onu.

Ensuite ? Ensuite il restera tout à faire, en particulier à reconstruire un État socialement promouvant. Les Mozambicains n'y sont pas encore parvenus. Mais depuis le 4 octobre 1992, ils vivent en paix. Les enfants-soldats victimes de troubles du sommeil à cause des crimes qu'ils ont subis ou commis ont été envoyés chez le guérisseur qui les a soignés. Les communautés villageoises ont fait les cérémonies religieuses qu'il fallait pour que les deux bords, parfois dans chaque famille, puissent revivre en paix et que les esprits vengeurs des morts sans sépulture ne viennent importuner les vivants. Le gouvernement fait maintenant très attention avec les autorités traditionnelles. Des sociétés aussi gravement atteintes ont parfois, d'abord, besoin d'amnésie : ensuite seulement viendra le temps de l'amnistie, ou, mais seule la démocratie le permettra, le temps des procès.

Deuxième partie

Des langues et des nations

Vive le Zimbabwe !

Histoire de mots et européocentrisme classificatoire*

Mars 1992

Les mots ne sont pas neutres. Ils ne le sont pas non plus quand leur écriture dépend d'apparentes normes scientifiques. Les quelques lignes qui suivent sont plus le fruit d'une humeur que d'une analyse approfondie, mais il me semble que le problème posé n'en est pas moins sérieux.

Je me refuse personnellement à appliquer les règles de la soi-disante graphie internationale des noms ethniques, supposée permettre leur uniformisation et leur plus facile reconnaissance dans toutes les langues. La logique voudrait qu'on les écrive en caractères phonétiques, mais avouez que cela serait curieux. Aussi écrit-on en caractères latins... et, en pratique, en respectant les consonnances anglo-saxonnes.

Prenez le cas du groupe ethno-linguistique du Mozambique appelé, en graphie portugaise, *macua-lómuè*. Pourquoi devrais-je l'appeler *makhuwa-lomwe* ? Où est l'avantage ? Les Allemands et les Italiens reconnaîtront-ils plus facilement de quel peuple il s'agit ? Peut-être, mais on fait fi de la prononciation, c'est-à-dire de la manière dont nous respectons le mieux, dans *notre* langue, *leur* prononciation *africaine*. Regardez les quelques textes français qui ont parlé d'eux, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale : vous y entendrez parler des *makouas* ou *macouas*, ce qui, à la nuance près de l'accent tonique, est beaucoup plus proche du nom africain que ce qu'un *makhuwa*, prononcé avec les sons « U » (et non « OU ») et « VA » (et non « OUA »), donnera en français. « Mais tu sais bien que *w* se prononce en diphtongue ! » À ce que je sache, nous ne disons pas *ouagon*, mais *vagon* ! Pourquoi devrions-

* Manuscrit du 20 mars 1992, publié dans la rubrique « Humeur » de *Politique Africaine* (Paris, Karthala), juin 1992, 46 : 117-119.

nous le dire, dès lors qu'il s'agit d'un peuple... exotique ?

Comprenons-nous bien ; je ne vois aucun inconvénient à ce que les anglophones écrivent *makhuwa* ; je souhaite simplement qu'on laisse les francophones écrire *macoua* et les lusophones *macua*. Certes on dira qu'il faut coller le mieux possible à la phonétique de la langue africaine considérée. Justement : « coller » signifie déjà transcrire en une autre langue, en pratique dans l'une des langues coloniales de l'Afrique. Alors, s'il fallait absolument éviter *macoua*, je préférerais encore le *macua* lusophone, puisqu'il s'agit d'un État de langue officielle portugaise. Et *macua*, *macoua*, *makhuwa*, tout le monde comprendra très bien de qui il s'agit. Du reste, la soi-disante graphie internationale est loin de tout régler : combien reste-t-il de dénominations pour désigner l'ensemble *peul* ?

Un européocentrisme inadmissible

Mais, m'opposera-t-on, si – *macua*, *macoua*, *makhuwa* –, tout le monde comprend très bien de qui il s'agit, pourquoi tant pinailler ? Parce qu'il s'agit d'un problème de fond ! Parce qu'il s'agit non seulement de l'habituel impérialisme culturel anglo-saxon¹, mais surtout d'un européocentrisme inadmissible.

En effet, si règle internationale il doit y avoir, pourquoi seulement pour les peuples africains (ou du Tiers monde) ? Peut-être ne faut-il plus écrire *auvergnats*, mais *oveurniats* en phonie anglaise approximative ?! Vous voyez d'ici l'émeute.

La vérité est que le fait même de penser à une norme unique est un raisonnement typiquement technocratique : *c'est plus pratique pour certains*. C'est un discours de pouvoir. Raisonnement exactement du même type que celui qui pousse les élites africaines, dont la langue d'usage est le français, l'anglais ou le portugais, à délaisser l'alphabétisation en langues africaines (sauf exceptions), *parce que c'est plus pratique* – malgré les désastreux effets psycho-pédagogiques que

¹ Je dis bien *impérialisme culturel anglo-saxon* et non *impérialisme culturel des Anglo-Saxons* : quand on voit que nombre de scientifiques français, même en sciences de l'homme et de la société, publient de plus en plus directement en anglais sans même tenter l'aventure francographique, on mesure la profondeur du complexe d'infériorité et l'aveuglement du calcul à court terme qui ont cours actuellement.

l'alphabétisation directe en une langue étrangère produit chez les enfants du peuple.

Et la mode se répand ! On n'écrit plus *zoulou*, mot qui fait pourtant partie de l'usage, mais *zulu*. Et cela va plus loin que les désignations ethniques : par extension, *bantustan* semble beaucoup mieux que *bantoustan*. De façon croissante, on voit écrit *Uganda* et non plus *Ouganda*, *Sudan* et non plus *Soudan*. Le comble est atteint avec un *Zimbabwé* dont l'accent final montre qu'il s'agit d'une graphie française alors que son orthographe est évidemment anglaise. Pourtant là-aussi, regardez les textes historiques : auparavant, *nous n'avions pas honte* d'écrire *Zimbaboué* avec un *é* et un *ou*. Aujourd'hui, j'aurais vraiment l'air d'un... *pluk* !

Certains mots n'ont aucune traduction en français : si *zoulou* est depuis longtemps dans le dictionnaire, *macoua* ne l'est pas (malgré sa présence dans quelques textes). Si ce qu'il faut utiliser est donc un mot étranger, il faudra alors effectivement adopter la règle de leur transcription sans traduction ; le plus cohérent sera de la faire non dans une très tendancieuse règle internationale, mais dans la langue officielle du pays (donc *macua* et non *makhuwa*) ou, mieux, dans la version écrite courante de la langue africaine concernée. Mais à chaque fois que possible, il vaut mieux traduire. Hormis la honte, il n'y a aucune raison d'écrire *Zimbabwe* (même sans *é* final) au lieu de *Zimbaboué*. Ecrivons-nous *Tanzania*, *Somalia*, *Malaysia*, *Moçambique* ou Tanzanie, Somalie, Malaisie, Mozambique ? Un peu de cohérence ne ferait pas de mal !

Il ne me semble donc pas gênant qu'il y ait des *Makondes* en Tanzanie, des *Shonas* au Zimbaboué, des *Shangaans* (ou *Tshanganas*) en Afrique du Sud et des *Macondes*, *Chonas* et *Changanas* au Mozambique. Il me semble même que c'est plus exact scientifiquement, car si la frontière coloniale a arbitrairement coupé maints peuples coloniaux, elle est également créatrice d'ethnicité ; après plus d'un siècle de colonisation moderne, certaines différences apparaissent entre les divers segments de peuples uniques. À l'inverse, la graphie « internationale » anglo-saxonne, par son aspect simplificateur, et donc classificatoire, est dans la droite ligne de la première génération des anthropologues encore à peine dégagés des sciences naturelles, dont le travail était la délimitation/classification/recherche des origines. Même si je ne partage pas tous les points de vue de Jean-Loup Amselle, je considère cependant évident que le métissage permanent est à

la base des évolutions ethniques. Laissons donc voguer les mots au gré des lieux et des périodes !

Les Portugais sont beaucoup moins complexés que nous : ils mangent des *sandwiches*, boivent des *uisques*, jouent au *futebol*, et vont à des *mitins* écouter leurs *lidars*. Pas nous. Ce n'est pas neutre et c'est dommage.

Un point de vue français

Défendre la langue portugaise en Afrique ?

Oui, mais...*

Septembre 1993

On a récemment assisté à la multiplication des articles relatifs aux menaces qui, selon certains, pèsent sur l'usage de la langue portugaise dans les Pays africains de langue officielle portugaise (PALOP). Un texte signé par des intellectuels mozambicains anglophiles a provoqué une forte émotion^a...

Il pourra paraître étrange qu'un français veuille prendre part dans ce débat qui vous est intraluso-phonique. Mais d'une part je suis un Français ami de longue date du Portugal et de l'Afrique lusophone. D'autre part et surtout, je crois que ce serait une erreur que d'isoler la défense du portugais dans l'Afrique anciennement portugaise, de la défense générale d'un meilleur équilibre des langues internationales. Je crois que la défense du portugais peut apprendre beaucoup de la défense du français. Et ceci ne relève en aucun cas du paternalisme, dans la mesure où il s'agit de tirer les leçons des *échecs* de la défense du français !

Le problème est que, confrontés aux menaces sur la langue officielle en vigueur, les responsables de la politique linguistique se limitent à intensifier les cours de français ou de

* Manuscrit du 20 septembre 1993, paru en langue portugaise, sous le titre « Um ponto de vista francês : Defender a língua portuguesa em África ? Sim, mas... », dans le mensuel lisboète *InformÁfrica Confidencial*, Lisbonne, 20 mars 1994, 50 : 46-47. Le manuscrit initial en français n'ayant pas été retrouvé, le texte présenté est une retraduction (par moi-même) du portugais vers le français. Les notes qui suivent (de ^a à ^e) sont toutes postérieures.

^a Quelques intellectuels mozambicains avaient publiquement demandé que le pays adopte l'anglais comme langue officielle. Branle-bas de combat au Portugal...

portugais, multiplient les Alliances françaises et les Instituts Camões, envoient dans les pays africains des livres en français ou en portugais qui parlent principalement de la France et du Portugal. *C'est-à-dire, à ce qu'ils considèrent des menaces linguistiques, ils répondent de manière pour ainsi dire linguistique.*

Cette approche du problème est en grande partie inefficace. Ce n'est pas Voltaire qui va sauver le français... Promouvoir l'enseignement du français ou du portugais en soi peut être un volontarisme momentané mais, à terme, ne sert à rien. C'est que *le problème linguistique ne l'est qu'en apparence* ; l'usage et l'importance d'une langue sont, en premier lieu, un problème social. Une langue s'étend si elle est indissociablement utile, et à la promotion sociale, et à l'identité : en d'autres termes, *seulement si elle est ressentie comme socialement utile.*

Un exemple franco-portugais

Je prendrai un exemple franco-portugais : à la fin des années quatre-vingt, il y eut une certaine émotion dans les services culturels de l'ambassade de France à Lisbonne. On y constatait que, dans le cadre des accords européens, des étudiants portugais qui partaient à l'étranger terminer leur doctorat, 80% choisissaient l'Angleterre, 10% la France et 10% un autre pays de la Communauté. Le Portugal, vieux pays d'influence culturelle française, était-il en train de trahir cette ancienne amitié ? Il est vrai que le travail d'information avait été insuffisant, surtout compte tenu du fait que notre CNRS est l'une des plus importantes structures de recherche à l'échelle mondiale. La situation, du reste, s'améliora un peu les années suivantes. Mais le problème principal était ailleurs : pour quel motif les jeunes scientifiques portugais allaient-ils apprendre le français si les chercheurs français eux-mêmes publiaient chaque fois plus uniquement en anglais ?

D'ailleurs, nous autres Français, devons avoir la modestie de comprendre que, si le français était – et est dans une certaine mesure – important au Portugal comme en Europe de l'Est, c'est parce que ces pays, du fait des aléas de l'histoire, étaient retardataires face à l'évolution mondiale ! Ce n'était pas la « force » du français qui l'avait protégé, mais la situation intérieure de ces pays qui n'avait pas encore fait disparaître totalement la position dominante du français au... XVIII^e siècle !

Rappelons-nous l'anecdote : — sous le fascisme salazariste, il n'y avait que deux bonnes choses : le Coca-Cola était interdit pour ne pas concurrencer le vin ; et le français était la première langue obligatoire dans l'enseignement secondaire. Avec la Révolution [de 1974] le Coca-Cola et l'anglais sont arrivés ! »

Devons-nous pour autant être nostalgiques de cette période ? Bien sûr que non !

Serait-ce la faute aux Anglais ?

La défense d'une langue ne peut pas être appréhendée pour elle-même. Je regrette beaucoup l'invasion de l'anglais en France, le fait que nombre de mes collègues du CNRS publient seulement en anglais, le fait qu'il soit chaque jour plus difficile d'apprendre une autre langue au collège. Le volontarisme peut aider — mon fils apprend le portugais depuis le cours préparatoire (c'est le seul petit Français du cours, les autres enfants sont tous fils de migrants) ! Mais il n'est pas efficace de « lutter contre l'anglais » en demandant seulement que le français soit plus souvent première langue au Portugal, et le portugais ou l'allemand plus souvent première langue en France. La faute ne relève pas des Anglais, mais de notre propre complexe d'infériorité.

J'ai récemment participé à Lisbonne à une conférence sur l'intégration régionale en Afrique australe et en Europe de l'Est : l'assistance était à 90% portugaise, et les quelques Sud-Africains présents bénéficiaient d'une traduction simultanée. Mais l'euro-député portugais présent parla en anglais ! Publier, parler en anglais est tenu pour plus respectable et présente bien ! Comme si, pour exprimer la pensée humaine, une langue unique suffisait ! Nous devons lutter contre nous-mêmes, non contre les Anglais. C'est pourquoi la chance du français au Portugal, la chance du portugais en France ne réside pas dans la diminution de l'enseignement de l'anglais, mais surtout dans l'essor massif de la seconde langue, *c'est-à-dire dans le progrès général de l'éducation, dans le progrès social.*

Il est dommage que les Portugais voient d'un mauvais œil l'activisme des centres culturels français en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, ou la participation de quelques PALOP aux sommets de la francophonie. Nous avons en réalité des intérêts communs ! L'exemple du Mozambique est édifiant. La langue française a beaucoup perdu dans ce pays : la législation

salazariste avait obligé la jeune élite mozambicaine à apprendre le français, mais la nouvelle République populaire décida en 1975 de supprimer totalement le français de l'enseignement secondaire^b. Quelle est la langue qui a bénéficié de ce vide, le portugais ou l'anglais ? Aujourd'hui, la construction, déjà décidée, d'un grand centre culturel français à Maputo est une bonne nouvelle pour la défense du portugais dans ce pays, parce qu'elle permet de maintenir vivante la soif de diversité culturelle.

Le portugais progresse !

Je crois que l'usage du portugais n'est en danger ni en Guinée-Bissau ni au Mozambique. Il y a les fantasmes de quelques-uns et des opinions qui, naturellement, ont le droit de s'exprimer. Mais la vérité est que les Guinéens n'aiment pas trop les Sénégalais qui ont tendance, selon les premiers, à les regarder de haut. La langue portugaise sera certainement *l'un des instruments de l'identité* dans ce pays entouré de francophonie^c. Le Mozambique quant à lui peut conduire à gauche, mais le portugais restera *l'une des références indispensables* de l'élite.

Cependant, le *statut* du portugais peut être en danger dans ces pays, exactement de la même manière que le français est en danger dans les institutions internationales. Le français ne court aucun péril pour exprimer l'art ou l'affectivité, mais en revanche la haute technicité, les progrès en général, sont anglais (et cela chaque fois plus au sein même du territoire français). De la même manière le portugais peut être amené à se voir réduit à l'état de langue d'expression artistique, ou de la technologie intermédiaire à l'usage des alphabétisés – ce que les linguistes appellent *langue seconde* (et non *langue étrangère*) –, l'élite privilégiant chaque fois plus l'anglais (au

^b Cette suppression avait été liée à l'inexistence de Mozambicains qualifiés pour enseigner le français, la quasi-totalité des professeurs portugais étant rentrés en métropole. Il a été rétabli depuis, suite à la formation de jeunes Mozambicains en France, sans pour autant pouvoir rattraper un vide de plus de dix ans.

^c Il est inutile de préciser que cette situation est devenue encore plus marquée suite à la guerre civile de juin 1998-mai 1999, au cours de laquelle le Sénégal a envoyé des troupes pour appuyer l'ex-président honni, avec la bénédiction de la France. La victoire finale des rebelles a été ressentie comme un revers pour l'ensemble Sénégal/France et le centre culturel français a été incendié.

Mozambique et au Cap-Vert) ou le français (en Guinée-Bissau) pour la recherche, l'économie, les finances.

Mais en serions-nous déjà là ? Ce qui est étonnant dans cette polémique est qu'elle éclate alors que le bilan est incroyablement positif pour le portugais : le Frelimo (Front de libération du Mozambique) a fait plus en dix-huit ans pour la diffusion du portugais que les « cinq siècles » de colonisation portugaise ? Et pourquoi ? Parce que le portugais fut ressenti comme *outil identitaire* par l'élite nationaliste, qui a tenté, et en partie réussi, à l'imposer à la population, contre les langues et cultures africaines.

Ne sous-estimez pas la souveraineté !

Ceci mène à d'autres problèmes : les pays africains veulent être souverains. Je ne sais si l'on s'en rend compte sur les rives du Tage, mais il y a une manière de défendre le portugais qui est inacceptable pour eux. Pour certains, la défense du portugais est, finalement, la défense de « notre Afrique », la défense d'une volonté de pouvoir, le vieux et très puissant lusotropicalisme (« le Portugal connaît l'Afrique mieux que quiconque », « les Portugais se sont métissés plus facilement que les autres Européens avec les peuples africains », « la coopération portugaise ne pourra jamais être néocolonialiste parce que le Portugal est différent », etc., tout ce qu'on peut lire quotidiennement dans la presse *métropolitaine* et qui fait rire tout le monde sauf les Portugais !...). Évidemment, le Portugal a ses intérêts propres. Mais leur défense ne sera efficace que si elle va à la rencontre, et non à l'encontre, des intérêts africains. Or les Africains ne sont pas homogènes : il y a les divers segments des élites, et les sensibilités ethniques.

Une alphabétisation dès les petites classes en portugais serait-elle de l'intérêt des peuples, à la place des langues africaines permettant d'apprendre, ensuite, le portugais comme langue seconde ? L'imposition d'une culture étrangère serait-elle la meilleure méthode de la construction nationale ? Le Mozambique ne paye-t-il pas actuellement d'une guerre civile un mépris de quinze ans pour les cultures populaires ? Attention, Messieurs, avec la « défense du portugais » (ou du français ou de l'anglais, ou du swahili quand il est langue unique) dans des sociétés qui ne le parlent pas ! C'est un problème sur lequel les démocraties des PALOP (si elles

demeurent des démocraties) pourront décider sans obligatoirement recevoir de pesantes et successives visites de délégations venant proposer plus de professeurs portugais de portugais ou plus de romans portugais gratuits dans les bibliothèques. Ils accepteront les dons ! Et ils apprendront l'anglais ! Ou, après trois ou quatre années de scolarisation primaire, retournant en brousse, au village, aux bidonvilles, ils oublieront totalement le portugais (ou le français) parce qu'ils auront, enfants, été alphabétisés directement non point dans leur *langue affective* mais dans une *langue étrangère* à leur vie quotidienne, incapable dès lors de devenir *langue seconde* ! – sans parler du fait bien connu que la maîtrise d'une langue est un puissant facteur de ségrégation sociale si la langue unique d'un pays est une langue étrangère. La Troisième République française (1871-1940) en a fait ainsi contre les langues régionales : a-t-elle bien fait ? Mais de toute façon, elle faisait partie du centre du monde, économiquement développé, avec une force agglutinante que jamais les États de la périphérie africaine n'auront. La francophonie aime dire que le Sénégal est un pays francophone, et toute sa population entre dans les statistiques, mais quelle est la proportion de Sénégalais qui parlent véritablement français dans ce très vieux pays « francophone » ? Peut-être vingt pour-cent !

Les PALOP ne choisiront pas l'anglais (ou le français), du moins dans un futur prévisible. Mais il doit être clair, dans une défense bien comprise du portugais, qu'ils ont la capacité et le pouvoir de le faire.

Le critère décisif dans les pays sans nation

L'*utilité sociale* – dans la promotion et dans l'identité – des langues coloniales (anglais, français, portugais) dans les pays africains est le critère décisif, parce qu'elles ne sont ici qu'*un instrument* et non point une caractéristique basique de l'État-nation. Il n'y a pas d'État-nation, à l'exception du Cap-Vert, dans les PALOP ! Et il n'y en aura peut-être jamais. Mais il est possible de constituer des États légitimes sans nation, s'ils sont efficaces pour le progrès de leurs peuples.

Présenter le portugais comme l'instrument de la création de la nation est inacceptable, surtout quand on entend cette réflexion venant du Portugal : un processus de création nationale est un processus historique de long terme qui intègre de nombreux facteurs. Cependant, de nombreux Portugais

répètent inlassablement cet argument unique.

Le critère de l'utilité sociale est d'autant plus décisif qu'il vaut mieux ne pas nourrir d'illusions sur le futur des relations économiques entre le Portugal et les PALOP : regardez, amis portugais, le poids infime des relations économiques avec le géant brésilien deux siècles après son indépendance ! La géopolitique a ses raisons... Le portugais survivra comme langue de l'intelligentsia, en particulier à ses échelons supérieurs, seulement s'il est ressenti comme instrument *mozambicain, bissau-guinéen, santoméen ou angolais* utile pour la construction d'une identité *non portugaise*.

Cela signifie qu'il est plus efficace d'envoyer un manuel d'informatique ou d'agronomie *en portugais*, que de la littérature *portugaise* pour défendre le portugais. L'élite mozambicaine utilisera d'autant plus le portugais que cette dernière sera un instrument de recherche et de débat sur les problèmes de l'Afrique. Sur ce plan, on ne peut que se lamenter du fait qu'il y ait plus de thèses de doctorat sur le Mozambique faites, à l'exception de la littérature et de la linguistique, en Suède qu'au Portugal. La *stupéfiante faiblesse* de la recherche politique portugaise sur les PALOP mène l'élite africaine à lire des livres anglais ou français. De nombreux universitaires des PALOP m'ont dit : — Aller étudier au Portugal, pour quoi faire ? L'université portugaise reproduit ce qui est dit dans les universités françaises ou anglaises. Mieux vaut boire l'eau à la source »^d.

Dans cet ordre d'idées, avec des budgets pas même fortement augmentés, il serait plus efficace d'avoir une véritable politique de recherche africaniste et de subventionner bien plus de revues scientifiques de langue portugaise ici et là, que d'envoyer là-bas plus de professeurs portugais de portugais.

Défendre la lusophilie pour promouvoir la lusophonie

Une autre manière efficace, bien qu'indirecte, est de défendre la lusophilie au lieu de la lusophonie, la francophilie au lieu de la francophonie. Qui sait, au Portugal, que ce fut la France qui aida financièrement la diffusion en portugais au

^d Depuis, ces universités ne sont plus ni anglaises ni françaises, mais de manière croissante américaines...

Mozambique du dernier livre du Mozambicain Mia Couto, *Terra Sonâmbula* ? Que ce fut la France qui paya la traduction en portugais, et l'édition au Portugal, du livre de l'anthropologue français *La cause des armes au Mozambique*, livre qui eut un rôle important dans la compréhension de la guerre mozambicaine en tant que guerre civile, bien que l'éditeur (Afrontamento), en une incompréhensible attitude, n'ait mentionné aucun de ces faits ?

Aider à l'alphabétisation en langue créole ou africaine, c'est aider la lusophilie ; aider à la reconstruction des postes de santé au Mozambique, former des infirmiers, c'est certainement plus efficace que d'envoyer des professeurs portugais de portugais.

Modifier décisivement l'image du Portugal dans les PALOP devrait aussi être considéré objectif politique indispensable. Il y eut les commémorations 1492-1992, durant lesquelles le Portugal a surtout tenté de ne pas tout laisser à l'Espagne, on le comprend. Mais la propagande sur « ces Mondes que les Portugais ont donné au Monde » et l'argent dépensé (qui n'a pas été mesuré) auront-ils été utiles pour la promotion de la lusophilie et de la lusophonie au sein des « peuples découverts » ? Jusqu'à aujourd'hui, et sauf erreur de ma part, jamais le Portugal n'a payé et n'a organisé dans le pays et dans les PALOP une grande exposition sur son propre rôle dans l'esclavage et dans le travail forcé. Les lusotropicalistes (pour lesquels jamais le Portugal ne fut raciste et toujours fut fraternel envers les Africains) n'aimeraient pas ? Mais aux yeux des anciens, et encore bien récents, opprimés, apparaîtrait un Portugal moderne et dynamique capable de condamner sans complexe ce qui doit être condamné de son passé colonial^e. En résumé, un Portugal non défensif, ouvert à une synthèse de son intérêt bien compris avec les intérêts africains, un Portugal partenaire, démocratique, un Portugal attrayant avec une langue attrayante !

^e Il faut noter que, depuis 1992, le Portugal a financé une longue période de commémorations des Découvertes, qui va parvenir jusqu'à l'An 2000 (cinquième centenaire de la découverte du Brésil). Mais, même dans l'Exposition internationale de Lisbonne, en 1998, consacrée pourtant aux Océans, pas un pavillon, pas une exposition n'a abordé la traite servile transocéanique !

La francophonie contre la France^{*}

Novembre 1997

La nomination de Boutros Boutros-Ghali à la tête de la francophonie a cherché à renforcer politiquement un ensemble porteur d'une langue désormais largement devancée par l'espagnol et le portugais. — « Pourquoi pas ? », serait-on tenté de dire si cela pouvait être une contribution au pluralisme linguistique mondial et, par là à la démocratie culturelle ? Il est trop tôt pour mesurer les résultats de la réunion d'Hanoï.

Cependant, l'énorme efficacité des sommets précédents dans la promotion de l'usage international de la langue française, indique qu'il n'est pas inutile de réfléchir à la notion même de francophonie. Cette réflexion, évidemment, ne concerne pas que l'Afrique mais n'aurait pas de sens sans elle. Les lignes qui suivent aborderont donc largement le domaine non africain, afin d'y mieux revenir^{**}.

D'une inflation des francophonies instrumentales...

Quand on voit qu'un nombre croissant d'États non francophones entrent ou s'apprêtent à entrer dans les institutions de la francophonie (Guinée équatoriale, Îles du Cap-Vert, Guinée-Bissau), ou explorent cette possibilité après avoir adhéré au Commonwealth et à la Communauté des pays de langue portugaise (Mozambique), on voit bien que la « langue française » n'a pas été, du côté français comme du leur, au centre de la décision. Quand on voit la dictature

^{*} Ce texte (manuscrit daté du 27 novembre 1997) a été écrit en réaction au « Sommet des États ayant en partage l'usage du français », à Hanoï, peu après la chute de Mobutu au Zaïre. Il a ensuite été publié dans la revue *Politique Africaine* (Paris, Karthala), juin 1998, 70 : 137-140.

^{**} Rappelons que ce texte a été publié dans une revue africaniste.

militaire internationalement déconsidérée d'un pays anglophone (Nigéria) déclarer soudain que le français sera la « deuxième langue officielle du pays » et qu'en termes certes mesurés la France s'en réjouit, on voit encore que le souci linguistique n'est peut-être pas majeur. Inversement on refuse à des pays ayant de très anciens liens avec la France l'entrée au club (Arménie).

Toutes les statistiques linguistiques sont fausses. La totalité des Sénégalais sont enrégimentés à leur insu dans la francophonie, des Mozambicains dans la lusophonie et des Indiens dans l'anglophonie. La simultanéité de l'énormité de ces « erreurs » ne change pas l'ordre des importances respectives mais exprime l'objectif, la volonté de puissance. Mais la puissance est-elle réelle, et ne se situe-t-elle pas possiblement ailleurs ?

Parler de « francophonie » (ou d'anglophonie, de lusophonie, etc.) est un non-sens, car on mélange des réalités totalement différentes. Quelle que soit la définition donnée par les dictionnaires, les Français ne devraient évidemment pas être considérés comme francophones. Devraient être considérés comme tels uniquement ceux qui « entendent », comprennent et peuvent utiliser le français pour leur vie quotidienne : une partie des Africains, par exemple. La langue française est alors *instrument*, parfois fort important, de communication, *mais elle n'est pas fondatrice de l'identité* – pas au-delà en tout cas de la vague prégnance d'« aires culturelles » mesurées à la seule aune des langues coloniales.

Le français ne fonde pas les identités ethniques ou nationales des anciennes colonies, il n'y est qu'un facteur parmi beaucoup d'autres.

... à la négation des « francités » réelles

Il en va tout à fait différemment pour la France, le Québec, les Franco-Manitobins de Winnipeg, les Fransaskois, les Acadiens du Nouveau-Brunswick ou de Louisiane, la Suisse romande, la Wallonie, Bruxelles, etc. : la langue française y est un élément central de l'identité ethno-nationale ou communautaire, elle est le vecteur de l'idée que l'on se fait de soi. On ne devrait point parler dans ce cas de francophonie mais bien plutôt de « franco-identités » ou « francités » ou

« francitudes » – en précisant tout de suite que ces multiples identités françaises ne signifient pas qu'il y a « plusieurs France ». Le concept de francophonie, afin d'additionner des chiffres par ailleurs frelatés, écrase ces nuances et incite à ne pas porter attention à ce qui pourtant est une réelle force socio-culturelle.

Aussi ressent-on étonnement et même gêne à Paris en constatant que les Wallons et Bruxellois ont appelé leurs communautés de langue française les « Communautés françaises » de Belgique. Pourtant, ils ont explicitement refusé le vocable « francophone », sans que cela ait rien à voir avec un rattachisme actuellement ultra-minoritaire.

Aussi les « Canadiens français » sont-ils poussés par l'usage international (encouragé par la France) à abandonner cette vieille expression pour celle de « Québécois », réduisant à une « province francophone » ce qui est l'une des deux nations coloniales fondatrices du Canada et accordant ainsi à la seule composante anglaise la légitimité « canadienne ». Par là même, les « francophones » du Canada en dehors du Québec ne sont plus considérés que comme une communauté parmi d'autres : ils sont noyés dans l'océan du multiculturalisme fédéral aux côtés des communautés immigrées, historiquement non fondatrices de la nation, bien plus récentes et en voie d'assimilation anglo-canadienne comme les Coréens, les Chinois, les Ukrainiens, les Portugais, etc. Toutes ces composantes du formidable melting-pot canadien contemporain ont des droits à défendre : mais la place historique d'une immigration n'est pas la même que celle d'une nation fondatrice et cela implique une délimitation appropriée des droits démocratiques. Le concept de francophonie, en écrasant ces trajectoires historiques diverses, ne permet pas aux « francités » de se définir et de se défendre.

L'été dernier la France a du reste bien montré sa totale insensibilité à ce problème, humiliant le gouvernement provincial du Québec dans l'affaire de l'industrie du doublage en français des films américains : doubler avec un si drôle d'accent des films américains qui devraient ensuite circuler en France ? Vous n'y pensez pas ! La francophonie doit exister comme ensemble politique, mais la seule identité linguistique doit rester celle de la France... – au moins quand des intérêts économiques sont en jeu. On est prêt à reconnaître une

« francophonie » très vague pour des raisons politiques, mais pas à respecter le foisonnement des « francités » remettant en cause l'hégémonie française.

Un impérialisme incapable

La francophonie telle qu'elle est définie aujourd'hui condamne aussi ceux des États auxquels elle s'applique le mieux : l'Afrique. Parce que la seule définition utilisée est évidemment celle de la langue étatique quel qu'en soit le statut social, la « francophonie » ne fait guère attention au statut du français comme langue étrangère ou, au mieux, seconde, au sein des populations. Ainsi, l'impératif psycho-pédagogique absolu de l'alphabétisation dans les langues maternelles, est, au-delà d'expériences éternellement « pilote » et largement alibi, le cadet du souci des autorités. La France aide ainsi à sous-développer l'Afrique, partageant avec les dirigeants locaux la responsabilité du maintien d'un écrasant facteur d'échec scolaire et d'oubli complet d'une alphabétisation restée superficielle. La langue française, celle de l'élite, est perçue comme le seul lien capable d'unir des « tribus si différentes » dans des États déjà si peu stables. Il ne vient pas à l'idée que le progrès social et la liberté culturelle pourrait être des facteurs autrement puissants de légitimité de Républiques africaines riches de leurs diversités ethniques. Ce ne sont pas Kagamé ou Kabila qui ont mis la langue française en danger en Afrique centrale, mais le soutien français aux pires dictatures « francophones », qui obligea les oppositions armées – quoi qu'on pense d'elles par ailleurs – à s'organiser et s'entraîner dans les pays voisins anglophones.

Malgré des velléités de réforme institutionnelle dans nos ministères, le pré carré post-colonial africain reste le paradigme dominant. Qu'on cherche à le renforcer de quelques confetti asiatiques et en annexant d'autres héritages coloniaux (les anciennes colonies africaines du Portugal et de la Belgique ont toujours relevé en France de la « Coopération » et non des « Affaires étrangères ») n'en change point la nature. Ces logiques de puissance empêchent toute vraie défense de la langue.

D'abord elles nous trompent sur la réalité : ainsi s'extasie-t-on sur l'existence de « gisements linguistiques » francophones en Europe de l'Est (Roumanie, Pologne, etc.) sans comprendre

que, comme au Portugal il y a vingt ans, c'est la situation retardataire de ces pays qui a maintenu leur « francophonie » venue tout droit du XVIII^e siècle. Ensuite elles cachent que l'usage international du français se défend non point en imposant une langue étrangère pour l'alphabétisation des enfants africains, mais d'abord en France : pourquoi les jeunes scientifiques portugais apprendraient-ils le français comme ils le faisaient tous avant 1974, si les scientifiques français, suivant les conseils du ministre Claude Allegre, ne publient qu'en anglais ? Comment les scientifiques français peuvent-ils, individuellement, continuer à présenter des manuscrits en français dans les revues « internationales » – anglo-saxonnes en vérité – si le CNRS, en tant que la deuxième institution mondiale de recherche, ne provoque pas une négociation générale sur ce thème ?

Ainsi, pour la « francophonie », il est évidemment plus important d'entraîner les gardes présidentielles africaines, puisque cela maintient le nombre d'États clients de la France, que de dépenser la même somme d'argent à créer, par exemple, une université de langue française en Louisiane ou à Winnipeg qui n'apporterait nulle voix supplémentaire à l'Onu. Le résultat n'est pas joli à voir : en voie de sous-développement avec l'aide de la France, ces États en crise permanente n'apportent pas le rayonnement souhaité, voire génèrent de forts sentiments anti-français dans certains segments de leur population (Togo, Congo, Algérie...).

Le français ne peut être défendu que dans une logique de démocratie culturelle. La défense du français n'est pas du tout une lutte « ringarde », mais on ne peut la mener qu'en menant en même temps la défense de toutes les autres langues, à commencer par celles bien de chez nous, celles des Corses, Basques, Bretons, Occitans, Alsaciens, Créoles... Il est dommage que certains de ceux qui se soucient tant de l'« avenir de la langue française » ne l'aient jacobinement point compris, ayant soutenu l'amendement constitutionnel qui a fait du français la seule langue légale de la République française. Il est dommage à l'inverse que certains régionalistes jouent l'anglais contre l'« ennemi le plus proche » français. Car le français comme l'occitan doivent être défendus pour des raisons parfaitement similaires. En faisant de la langue un enjeu social, on libérerait des possibilités insoupçonnées de mobilisation. Que la France signe les documents européens

favorables aux langues dites régionales et aide à l'alphabétisation des enfants africains dans leurs langues maternelles ! Ce serait la meilleure promotion d'une francophilie qui pourrait, seule, être le fondement d'une efficace défense de la francophonie.

Troisième partie

La lutte des classes et l'identité

Pour en finir avec la Yougoslavie*

Décembre 1995

Les accords paraphés à Dayton et signés à Paris sous l'égide des impérialismes américain et européen ont entériné un invraisemblable bricolage institutionnel entièrement fondé sur le gel des rapports de forces entre seigneurs de guerre sans que jamais on n'ait pensé à consulter les populations. La Bosnie reste un État, mais au sein duquel existe d'une part un État serbe centralisé, et d'autre part une fédération croato-musulmane. Aucun problème n'est résolu, et surtout pas celui de l'expression démocratique des ethnicités. On doit se demander pourquoi les courants de gauche ont été tellement impuissants à peser sur cette évolution. Je ne traiterais pas ici de toute la gauche, mais seulement de la gauche marxiste à laquelle j'appartiens.

La « fausse conscience » et la Yougoslavie

Or l'attitude la plus fréquente de la gauche marxiste occidentale (et française en particulier) dans le drame yougoslave a été caractéristique du maintien en son sein de la prégnance du concept de « fausse conscience » et donc de la

* Cet article (manuscrit daté de septembre et décembre 1995) a été publié en français sous le titre (non choisi par l'auteur) de « Un mot de plus sur l'ex-Yougoslavie », *Le Marxisme Aujourd'hui*, Pau/St-Martin d'Hères, janvier 1996, 23 : 33-35, et, sous le titre originel en portugais (« Para acabar com a Jugoslávia »), dans le mensuel *Combate*, Lisbonne, novembre 1995, 191-192 : 17. Il fut au départ conçu comme une annexe à ma communication au Congrès Marx international de septembre 1995, qui fut ensuite publiée sous le titre « Vrai débat pour "fausse conscience" ». Pour une approche marxiste de l'ethnicité », *Revue internationale de politique comparée*, Bruxelles, IV(1), mai 1997 : 167-187.

dévalorisation politique du fait ethno-national. Elle souligne la fidélité à la conception bolchevique classique approuvant l'autodétermination en principe pour la nier dans la pratique¹.

Si l'on met de côté le PCF qui, par le biais de la revendication d'une « Conférence internationale sur la Yougoslavie », ne réclame rien moins que la reconstitution pure et simple de l'État yougoslave dans sa conformité titiste et de courants trotskystes assez sectaires comme Lutte Ouvrière pour qui les nationalismes ne sont qu'idéologie bourgeoise et manœuvre de l'impérialisme, qu'ont demandé les courants de gauche marxiste ? Bien sûr il n'y a pas homogénéité des positions des individus et courants organisés, mais de grandes lignes communes apparaissent.

Outre la dénonciation plus que justifiée des agissements des seigneurs de guerre, des politiques de purification ethnique, d'atteinte aux droits de l'homme et de la femme, la revendication courante a en pratique été celle du respect des frontières titistes intra-fédérales, et de la pluri-ethnicité réduite à être un synonyme de cette intangibilité des frontières. En particulier a été très nette la défense de l'intégrité territoriale de l'État bosniaque, véritable « Yougoslavie en plus petit ». Accessoirement, on a dénoncé la reconnaissance précoce par la France et l'Allemagne unifiée des Républiques croate et bosniaque comme une manœuvre permettant de mieux « diviser pour régner ».

Il faut revenir sur ces faits.

Diviser pour régner ?

La reconnaissance effectivement précoce par la France et l'Allemagne des nouvelles Républiques slaves du Sud a-t-elle été une manœuvre impérialiste visant à assurer définitivement le démembrement de la Yougoslavie, afin de la pulvériser en petits États dépendants, variante du « diviser pour régner », même si on n'avait pas forcément « planifié » une guerre civile

¹ J'ai cherché, dans mon ouvrage *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994, 176 p., à démontrer que la notion de « fausse conscience », pourtant fort répandue dans les rangs marxistes, était antagonique avec le matérialisme dialectique, a-historique, produit de la pression petite-bourgeoise jacobine (ou autre courant fétichiste de l'État uniformisateur) sur le marxisme.

d'une telle ampleur² ? Je crois que c'est très précisément l'inverse.

Les pays impérialistes étaient hostiles à la disparition de la Yougoslavie, de même qu'ils furent hostiles à l'éclatement de l'URSS et craignent aujourd'hui celui de la Russie. Et cela, pour des raisons certes variées, mais lourdes. D'une part évidemment, l'impérialisme a toujours préféré le maintien du stalinisme à des révolutions politiques établissant des États socialistes démocratiques. La rétrotransition au capitalisme dans le cadre inchangé de la Yougoslavie correspondait parfaitement à ses intérêts tout comme l'actuelle Chine « populaire », qui combine parti unique et capitalisme sauvage, correspond on ne peut mieux à ce que souhaite l'impérialisme pour ce pays. Deuxièmement, l'impérialisme craignait précisément le principe ethno-national : comment en effet l'accepter en Yougoslavie et le refuser pour la Turquie d'importance stratégique (Kurdistan) ou pour d'autres régions d'Europe (Roumanie, Albanie, Irlande, Russie du Sud et sibérienne, État espagnol³, etc.) ?

C'est précisément pour que le moins possible de choses ne changent dans l'ex-Yougoslavie, une fois son démembrement devenu irréversible et la rétrotransition au capitalisme assurée, que la France et l'Allemagne ont reconnu si vite les nouvelles Républiques ; précisément pour que l'on ne touche pas aux frontières intra-fédérales titistes, précisément pour que l'on n'invoque pas le facteur ethnique pour l'autodétermination des peuples. La tactique impérialiste n'a pas été de diviser les États

² Une telle vision simpliste d'un « grand plan impérialiste » défini à l'avance pour démembrer la Yougoslavie et « réduire la Russie à la Moscovie » est illustrée jusqu'à la caricature par Samir AMIN, dans son catastrophique ouvrage *L'ethnie à l'assaut des nations. Yougoslavie et Ethiopie*, Paris, L'Harmattan, 1994. Pour une critique de cet ouvrage, voir M. CAHEN, « Samir Amin à l'assaut des ethnies », *Histoire et Anthropologie*, Strasbourg, Université des Sciences Humaines et Sociales, juillet-décembre 1995 : 126-134.

³ L'attitude des Catalans envers la Bosnie a été très instructive : le mouvement de solidarité y a été extrêmement puissant, tout le monde établissant une comparaison entre Belgrade et Madrid. Inversement à Madrid, les groupes d'extrême-droite écrivaient sur les murs : « Catalans, n'oubliez pas Sarajevo » (sous-entendu, le sort fait à Sarajevo). Le gouvernement socialiste espagnol a été discrètement pro-serbe (tout comme le Président Mitterrand), pour les mêmes raisons. Un ministre castillan n'a-t-il pas déclaré que le vrai danger pour le royaume ne venait pas du Pays basque (dont les habitants sont empêchés par les agissements de l'ETA de revendiquer un référendum pour l'indépendance), mais de la Catalogne ?

pour régner, mais de maintenir les États pour diviser les ethnies. Pour diviser les ethnies non seulement entre elles, mais introduire des divisions au sein de chacune d'elles.

La nature des États et la nature des frontières

Pourtant le maintien en l'état des frontières politico-administratives titistes en avait modifié la nature. Car la République fédérée de Croatie n'était pas constitutionnellement un État-nation croate, mais « l'État des Croates et Serbes de Croatie », avec d'autres nationalités minoritaires reconnues. Sitôt au pouvoir, l'équipe de Tudjman a transformé la Croatie en un État-nation, accordant généreusement le statut de « minorité » aux Serbes, considérable recul dans le statut de cette communauté au sein de la Croatie, accompagné de toute une série de brimades – d'où la rapide détérioration de la situation en Krajina. Le maintien en l'état de l'ancienne frontière administrative intra-fédérale s'appliquait maintenant à un État devenu État-nation. La frontière n'avait pas changé de place, mais avait bel et bien changé de nature.

Revendiquer la non-modification des ces frontières revenait dès lors à accepter le changement de nature des États, effectué en dehors de toute démocratie.

Les courants de gauche, luttant à juste titre contre la purification ethnique, ont répondu uniquement sous l'angle de la défense de la pluri-ethnicité et de l'anti-nationalisme⁴. Le cas le plus typique de la synonymie entre la défense de la pluri-ethnicité et la défense de l'intangibilité des frontières des nouvelles républiques a été la défense de l'État bosniaque dans son extension titiste. Un argument souvent invoqué a été l'interpénétration des populations sur des distances très courtes – le cas classique étant la ville musulmane et la campagne environnante serbe ou croate.

⁴ Il est utile de rappeler que l'internationalisme (inter-nationalisme) ne saurait être synonyme d'anti-nationalisme. L'internationalisme présuppose la reconnaissance pleine et entière de l'importance des identités ethno-nationales et de l'enjeu démocratique considérable de la lutte pour la création des conditions de leur pleine expression. Mais un hebdomadaire marxiste comme *Rouge*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (qui est, rappelons-le, une section importante de la Quatrième Internationale), a été jusqu'à titrer un de ses articles relatifs à la Yougoslavie : « Solidarité avec les antinationalistes ». Tout un programme d'incompréhension.

On peut penser que la pluri-ethnicité et la Yougoslavie pouvaient réussir. On peut le penser et je le pense⁵. Sauf que la crise du titisme, s'aggravant depuis des années, et l'absence de directions politiques alternatives, ont amené à la situation que l'on sait.

En refusant toute concrétisation du droit à l'autodétermination des peuples, on a permis aux staliniens (reconvertis au capitalisme) et aux seigneurs de guerre de prendre la tête de la défense de l'identité nationale. Par ailleurs, l'argument de l'interpénétration des populations est trop facile : interpénétrées ou pas, dans bien des régions, il y a des majorités ethniquement claires. Bien entendu, on ne peut descendre, pour l'autodétermination, au niveau de la commune et la négociation aurait dû définir le niveau territorial de l'application de ce droit. Mais en tout cas, on n'aurait pas dû empêcher les gens de voter par référendum, pour savoir s'ils désiraient le statu-quo ou que leur région soit rattachée à une nouvelle république. Le problème du risque d'entités territoriales enclavées était tout à fait secondaire à ce niveau. Pourquoi n'y aurait-il pas des États en plusieurs morceaux si les accords existent de la liberté de circulation⁶ ? Ce n'est pas à nous de juger. En tout cas, constatons que si la communauté internationale a négocié avec tous les chefs d'États et tous les chefs de guerre, elle n'a jamais proposé que l'on suive Renan : « consultez les populations ! ». Les casques bleus n'ont pas

⁵ Que la Yougoslavie pouvait réussir et que la crise n'était pas fatale est montré notamment par Catherine Samary, qui explique le rôle désagréateur qu'eut l'adhésion du pays au Fonds monétaire international, vidant l'autogestion ouvrière de l'essentiel de son contenu – alors qu'elle était pourtant déjà fort limitée par l'absence de démocratie politique – et aggravant les rivalités économiques et financières entre les républiques. Mais par ailleurs, son ouvrage est typique de la sous-estimation bolchevique de la question ethnique. C. SAMARY, *La déchirure yougoslave. Questions pour l'Europe*, Paris, L'Harmattan, avril 1994, 176 p., (« Conjonctures politiques »).

⁶ Les exemples de l'Alaska séparé du reste des États-Unis, de l'enclave de Königsberg séparée de la Russie, de la Cisjordanie séparée de l'enclave de Gaza dans le futur État palestinien, du Nakitchevan séparé de l'Azerbaïdjan, etc., montrent que si l'existence de territoires enclavés n'est certes pas une solution idéale, elle n'en reste pas moins du domaine du possible. Ce n'est pas l'aspect enclavé du Haut-Karabakh qui provoque la guerre, mais la non-reconnaissance du droit à l'autodétermination. La situation d'États dont certains territoires sont enclavés n'est pas sensiblement différente de celle d'États-archipels (Indonésie, Comores, etc.).

servi à organiser des référendums, mais à empêcher les résistants antifascistes bosniaques (qu'ils soient musulmans, serbes ou croates) de monter à l'assaut des troupes stalino-fascistes de Pale-Belgrade. Force est de constater que les courants de la gauche européenne n'ont pas demandé non plus l'organisation de référendums systématiques (avec évidemment instauration de la liberté de retour des réfugiés dans leurs zones d'origine). Ils ont défendu l'intégrité territoriale, base d'une pluri-ethnicité dès lors imposée puisque refusée par toute une partie de la population qui y voyait en pratique la domination d'une autre ethnie sur la sienne⁷.

Grande Serbie et Grande Croatie : un faux problème

Pour être précis : de quel droit empêcher la Krajina, peuplée à 70% de Serbes, de voter son rattachement à la Serbie ? Devait-on répondre par l'« intégrité territoriale » de la Croatie, par la « pluri-ethnicité », ou à l'inverse par le droit à l'autodétermination de la Krajina, y compris son droit à changer de République ?

Mais les non-Serbes de la Krajina, me répondra-t-on ? C'est précisément dans le cadre de l'affirmation du droit de la Krajina à changer de république que l'on pouvait efficacement négocier la garantie des droits des composantes non-serbes. La garantie des droits de ces minorités ne pouvait à l'inverse être obtenue par l'imposition faite à la majorité de rester dans un État désormais officiellement uniquement croate. En obligeant la Krajina à rester croate, on allait forcément provoquer une violente réaction d'auto-défense de ces Serbes et grandement favoriser l'oppression, par ces Serbes, de leurs propres minorités vues dès lors comme « cinquième colonne ». En n'accordant pas l'autodétermination, on a interdit la dissociation du nationalisme habituel des Serbes de Krajina des agissements aventuristes et criminels des chefs de guerre. À l'inverse on leur a créé une base sociale en faisant d'eux les défenseurs de l'identité face à l'oppression croate. Accorder l'autodétermination aurait permis de casser la base sociale des chefs de guerre extrémistes, de faire s'exprimer *habituellement* le nationalisme et le patriotisme.

Il en va de même pour la Bosnie. Défendre la Bosnie pour la

⁷ Certains ont découvert tout récemment que Sarajevo était aussi une ville serbe, et qu'une partie de ces Serbes, instruits par l'épuration ethnique des Serbes de Krajina par la Croatie, exprimaient une « angoisse ethnique » tout aussi légitime que celle des Musulmans ou des Croates.

Bosnie n'avait et n'a toujours aucun sens. Soutenir la résistance d'antifascistes bosniaques musulmans, croates et serbes contre l'agression stalino-fasciste de Belgrade-Pale en revanche en avait beaucoup, qui devait politiquement prendre la forme de la revendication de la levée de l'embargo sur les armes. Mais pas dans le but de l'intégrité territoriale bosniaque : dans le but de vaincre les stalino-fascistes afin de pouvoir organiser des élections et référendums démocratiques. Là encore, le meilleur moyen de casser la base sociale des aventuriers grands-serbes et grands-croates était l'affirmation concrète du droit à l'autodétermination : si dans certaines régions de l'actuelle Bosnie la population décidait son rattachement à la Croatie (hinterland dalmate, par exemple) ou à la Serbie (Centre-Ouest de la Bosnie), voire au Montenegro (Est de la Bosnie), de quel droit l'empêcher ? Le changement de république fut un droit nié. Sa pratique aurait permis une bien meilleure protection des composantes minoritaires en enlevant toute prégnance au nationalisme raciste et extrémiste.

Certes la Bosnie aurait été réduite. Ce qu'elle va être, mais après une terrible guerre civile, avec des régions découpées à la hache par des offensives et contre-offensives militaires et après purification ethnique dans tous les camps (pour être précis : inégalement dans tous les camps).

Au risque de choquer je dirais donc : la Grande Serbie, pourquoi pas ? Mais... sur la base de l'autodétermination : avec la Krajina, mais sans le Kosovo, voire sans le Sandjak ! La Grande Croatie ? Sans doute avec l'hinterland dalmate et la Slavonie, mais sans la Krajina.

En outre, il est bien évident que défendre le maintien de la Krajina en Croatie empêchait et empêche encore toute défense du droit à l'autodétermination des Albanais du Kosovo, y compris leur droit à se réunifier à l'Albanie.

Le chaînon manquant

Dès le départ, les courants de la gauche marxiste ont été fidèles au paradigme marxien et léninien, ont relativisé l'importance de la question ethnique, soit pour la nier en disant que les différences entre les peuples étaient minimes, soit pour y voir uniquement le fruit de manipulations en tous sens.

Nous revoilà aux problèmes évoqués dans le texte « Vrai débat pour fausse conscience »⁸ : car l'analyse historique peut à l'envie montrer que les « vraies différences » entre ces peuples sont minimales. L'important n'est pas là, l'important est la manière dont, à un moment *n*, ces différences sont ressenties.

Force est de constater que lors du dernier recensement tenu avant la guerre civile, seule une petite minorité des citoyens yougoslaves ont indiqué qu'ils étaient... yougoslaves, une écrasante majorité déclarant déjà une identité serbe, slovène, croate, « musulmane », etc. Cela signifie que les soixante-dix ans d'existence de l'État yougoslave avaient bel et bien produit des Yougoslaves, mais que ces Yougoslaves restaient peu nombreux, que la nation yougoslave était un phénomène minoritaire en Yougoslavie. La création de la nation est un long processus historique et il est illusoire de croire qu'elle puisse être le fruit de la politique d'un État au bout de deux ou trois générations. Surtout quand cet État, royaliste puis titiste, n'est pas démocratique.

On peut donc penser que les « différences » étaient illégitimes. Mais elles *étaient* ! Évidemment la crise, les manipulations en tous genres, ont considérablement radicalisé la situation. Cependant on ne peut radicaliser que ce qui existe, cependant cette radicalisation, non plus seulement ethnique mais ethniciste, a été facilitée par le fait que les courants démocratiques n'ont pas défendu l'autodétermination dont l'aspiration s'est alors trouvée représentée par le nationalisme extrémiste.

En fait l'ethnicité a été peu ou prou ressentie comme « le » problème, comme « la » cause de la crise alors que sa forme radicalisée n'en était que l'expression. Opposant la démocratie citoyenne à l'identité communautaire, les courants démocratiques en ex-Yougoslavie ont dès lors été plus facilement minorisés et réprimés. Ce chaînon manquant, cette absence d'intégration de l'identité communautaire dans la démocratie citoyenne, a été catastrophique.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire internationale des courants de gauche. Avec la même orientation, la gauche marxiste européenne n'a pu dénoncer la politique de l'impérialisme dans cette région qu'en lui reprochant son... inconséquence : à savoir que l'impérialisme a mal défendu ce

⁸ « Vrai débat... », *op.cit.*

que voulait la gauche, le thème commun de la défense de l'intégrité territoriale des ex-Républiques fédérées, principalement la Bosnie⁹. Soit faire une impasse gigantesque sur un aspect essentiel de la situation politique : la bien vraie « fausse conscience » ethnique.

⁹ Le reproche fait à gauche aux accords de Dayton est clairement qu'ils laissent planer un danger sur l'unité de la Bosnie... René Piquet, éditorialiste à *Rouge*, ne s'offusquait-il pas en ce début septembre 1995, que la « République serbe » au sein de la Bosnie, reconnue du bout des lèvres par le Président bosniaque, « aurait même le droit de se fédérer à la Serbie » ? Ce qui est pourtant le minimum du minimum était vue par lui comme absolument insupportable. Ce qui est vraiment insupportable n'est nullement le principe du rattachement de toute une partie du territoire bosniaque à la Serbie, mais le fait que les populations concernées n'ont pas été consultées et que la purification ethnique y a été menée atrocement. À ce que je sache, jamais *Rouge* n'a pas demandé de référendums. Mais cet hebdomadaire n'est pas isolé quant à cette étonnante carence. Quant à moi, je pense que la meilleure des choses qui puissent arriver dans le cadre de désolation actuelle, est précisément que, consultés démocratiquement par référendum après que les garanties aient été données pour le retour des réfugiés qui le désireront, les habitants de l'État serbe de Bosnie votent sur leur rattachement à la Serbie. Mais justement, les accords de Dayton ne prévoient rien de tel, et en particulier rien de précis quant aux garanties de retour pour les réfugiés. C'est bien le signe que la manière impérialiste de défendre l'intégrité territoriale est de le faire par accord avec les chefs de guerre. La demande américaine de jugement de rares criminels de guerre n'est que purement cosmétique. Ce n'est pas à Washington de nommer les criminels mais à la population. La demande de Washington vise à l'inverse à désamorcer l'organisation des gens pour l'épuration des criminels.

L'ethnie France et l'unité du conflit*

Janvier 1996

« Si perdu dans une île peu habitée, j'étais soudain sommé, revolver dans une narine, de tracer un rapide moral de notre République (...), je dirais, économisant les transitions : partis de gauche, école laïque, cuisine exquise, avarice cordiale, intelligence en excédent, sottise sympathique et Loterie nationale. Puis j'ajouterai, pour la coda : cafés, bistrots, brasseries, zincs, tavernes, débits »

Léon-Paul FARGUES, 1946

Poisons, Cognac, Le Temps Qu'il Fait, 1992

Dans quelles conditions les très grands mouvements sociaux se produisent-ils ? L'antagonisme des classes est-il à lui seul suffisant pour les expliquer ? Même en passant en revue tous les conflits de ce siècle, on serait en difficulté pour en extraire une théorie générale. Mais force est de constater que lorsque se trouvent dans le même temps interpellés conscience de classe, sentiment de citoyenneté et sentiment ethno-national, la probabilité de tels mouvements devient alors grande.

* Inédit. Suite à la publication par *Le Monde*, au plus fort du conflit social de la fin 1995 (7 décembre 1995, p. 17), de mon article « Le nouveau prolétariat vous salue bien ! » qui abordait exclusivement les aspects classistes du conflit, ce texte fut conçu comme une seconde partie, sur la dimension ethno-nationale du même mouvement. Logiquement proposé au *Monde*, il le fut ensuite à *L'Humanité*. Auprès de ce quotidien, il a rencontré l'accueil favorable du journaliste Alain Raynal, sensible à la teneur des positions défendues, mais désolé de l'impossibilité de les publier dans son journal.

Outre le mouvement gréviste de novembre-décembre 1995, le meilleur exemple que l'on puisse trouver dans un passé récent est l'affaire de la loi Falloux. Pourquoi y eut-il un tel raz de marée en défense de l'école publique le 16 janvier 1994 ? Les attaques contre cette conquête populaire étaient légion depuis vingt ans et la dernière en date n'était « objectivement » pas plus grave que les autres. Ce *soulèvement* eut lieu pour des raisons cumulatives, mais surtout symboliques dont la prègnance massive a étonné l'intelligentsia laïque : la République allait désormais payer *les murs* du privé, le peuple payer la *maison* de ceux qui ne veulent pas de l'école du peuple. Un frémissement immense alors a parcouru la foule de ceux qui ne manifestent jamais ou presque jamais : on avait porté atteinte au contenu de notre maison, à notre dignité, à notre tradition, dont bien malin dira si elle est plus politique que culturelle. Elle est évidemment les deux, le politique étant partie intégrante du culturel, de notre sentiment d'être français : de notre sentiment ethnique. Voilà pourquoi j'aime la définition que Léon-Paul Fargues donna de notre République (je serais tenté de dire : de la France), y mêlant allègrement gros rouge et laïcité, sans entrer dans des distinctions artificielles entre la « nation politique » et la « nation ethnique » ou « culturelle ».

Le débat entre les « deux nations » est, sauf à exprimer notre chauvinisme – la « nation politique » (française) étant de toute évidence supérieure à la « nation ethnique » (allemande) – d'un faible intérêt. On confond l'État-nation et la nation, on confond un débat sur les théories de la nation avec le débat sur la nation elle-même, qui n'est autre que la communauté imaginée par le sentiment des gens : la manière dont les Allemands se sentent allemands est-elle si différente de la manière dont les Français se sentent français ? Bien dans notre tradition jacobine, on confond citoyenneté et nationalité.

Pourtant, il y a des passerelles historiques permanentes entre la nationalité et la citoyenneté, dont il faut comprendre le ressort. Cela concerne plus particulièrement la qualité de la citoyenneté. Ce ne sont pas tellement les conquêtes de Louis XIV qui ont fait d'Alsaciens ethniquement germaniques des Français, mais surtout la durée d'une citoyenneté de qualité apportée par la Révolution et maintenue *grosso modo* par Napoléon, la Restauration et le Second Empire. L'habitude appréciée de vivre dans la même République est un des facteurs de production du sentiment national, mais insérés dans

un ensemble où se côtoient d'autres facteurs ethno-linguistiques, religieux, socio-culturels, etc. N'en déplaise à Habermas ou aux purs jacobins, la nation qui est une des formes de l'identité ethnique, ne peut être fondée seulement sur l'État de droit et n'est donc jamais réductible au « patriotisme constitutionnel ». Mais il est vrai que c'en est un facteur lourd.

C'est exactement l'enjeu qu'a revêtu la crise de novembre-décembre 1995.

La crise de novembre-décembre 1995

Il fallait être bien aveugle pour analyser ce conflit comme l'expression de « corporatismes » conjoncturellement rassemblés par l'orgueil autoritaire d'un Premier ministre. Il n'y a pas eu plus universaliste que le mouvement présent. Regardez les instituteurs ! Ils furent en grève sans presque aucune revendication qui leur fussent propres, mais pour la défense de l'école de nos gosses et l'embauche de jeunes qui resteront chômeurs parce que de vieux travailleurs devront cotiser plus longtemps. Regardez les cheminots ! Contrairement à ce qu'on croit, le contrat de plan ne touchait pas à l'âge de leur retraite (il touchait à son calcul) ! Mais surtout, laissait présager la fermeture de 6 000 km supplémentaires de petites lignes et heurtait profondément leur sens d'un métier de service public.

Bien sûr joua puissamment la conscience de classe prolétarienne : un gouvernement qui parlait de la maîtrise des dépenses de santé en pilonnant uniquement l'aval, sans jamais évoquer le contrôle public en amont (et encore moins la nationalisation) de l'industrie pharmaceutique, qui taxe bien plus les revenus du travail que ceux du capital, qui veut réduire les tranches d'imposition des hauts revenus, qui emprunte à ceux qu'il a exonérés, ne pouvait qu'attirer la méfiance de classe.

Mais le choc entre la mondialisation (et notamment sa phase européenne maastrichienne) et nos traditions républicaines est maintenant si profond que nous nous sommes trouvés tout en haut d'un cône de contradictions sociales, là où la citoyenneté touchait à la nationalité, là où l'idée que nous nous faisons de notre République devenait synonyme du sentiment que nous avons d'être français, là où la conscience de classe rencontrait la conscience identitaire ethnique.

Cette conjonction développa alors un sentiment peut-être très vague, mais très vaste, très profond, si puissant que – étonnante caractéristique de cette conjoncture politique – l'élite ne joua plus guère son rôle de médiation de l'expression du public : ce dernier s'exprimait largement sans elle, horizontalement. La masse s'institua alors elle-même, ne serait-ce que quelques semaines, en élite. N'était-ce pas là un indice pré-révolutionnaire ?

L'aspect anti-maastrichien et anti-bruxellois du mouvement social a été remarqué par tous les observateurs. Car Maastricht n'est pas seulement un plan anti-social, c'est une tendance à l'imposition rapide d'une Europe uniformisée, d'une nation européenne bâtie non point à partir de, mais contre, les nations existantes : c'est une atteinte à l'identité ethno-nationale.

En revanche, on n'a pas assez insisté sur l'aspect anti-parisien, c'est-à-dire anti-jacobin du mouvement gréviste. Bien sûr le prolétariat parisien fut aussi, ô combien, dans la lutte. Mais en « province » (Paris bien sûr n'est jamais une province !) la remise en cause chaque jour plus profonde de l'idée que nous nous faisons de notre République passe par le sentiment diffus que le pouvoir parisien est de plus en plus incapable de nous représenter dans toutes nos diversités, est le « fourrier de Bruxelles », utilisant les exigences maastrichiennes comme alibis pour procéder à un ajustement structurel interne à la France.

Par exemple, la suppression des 6 000 km de ligne prévue dans le contrat de plan de la SNCF fut ressentie comme une véritable agression. La soumission complète de la stratégie de la SNCF à la construction d'un réseau TGV exclusivement construit en étoile autour de Paris, caricature du XIX^e siècle jacobin, en fut une illustration supplémentaire. (À quand le TGV Nantes-Nice via Bordeaux et Toulouse, ou Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg si l'on veut vraiment garder cette dernière ville comme capitale européenne ?)

Du mouvement des chasseurs gascons à la levée prolétarienne de novembre-décembre 1995, il n'y a pas seulement, mais il y a aussi la crise de la nation France.

La crise de la nation France

Il est navrant de voir comment depuis des années, la gauche s'est, à de rares exceptions près, avérée incapable de percevoir la dialectique de l'identité de classe et de l'identité ethno-nationale. Si l'on recherche les arguments avancés par les tenants du « Non de gauche à Maastricht » lors du référendum, on y retrouvera paradoxalement soit les relents chauvins de la « nation uniquement politique » chevènementiste ou le jacobinisme uniformisateur du PCF négateur de toutes les identités ethniques, soit la rhétorique exclusivement anticapitaliste et internationaliste (antinationaliste, devrait-on dire) des groupes d'extrême-gauche. Ces derniers n'ont vu dans Maastricht qu'un plan capitaliste à l'échelle européenne, dans ses aspects économiques et sociaux, et non point une atteinte à l'identité ethno-nationale française et ses identités ethno-régionales. Les premiers (Mouvement des Citoyens et PCF) ont vu dans le cœur du processus maastrichien – à savoir la marche forcée à la monnaie unique et donc à des réglementations économiques et sociales de plus en plus uniques – une menace sur la « souveraineté nationale » mais comprise comme synonyme de l'identité politique de l'État et non point des expressions identitaires ethniques françaises. C'est d'ailleurs pourquoi ceux-là même qui défendent le plus la « souveraineté nationale » (en fait, l'identité politique de l'État) sont les plus intransigeants contre tous les régionalismes et autonomismes de l'Hexagone. On paye aujourd'hui par exemple le refus de reconnaissance du « peuple corse, composante du peuple français ». Car le peuple français jacobin ne saurait avoir aucune composante !

Pourtant le conflit de novembre-décembre 1995 n'a nullement mis en danger la cohésion de notre pays, il fut même profondément intégrateur par le soulèvement de masse qu'il provoqua en faveur d'une citoyenneté de qualité liée à l'identité nationale. Peut-il à terme provoquer une crise politique grave ? Cela est possible – c'est même souhaitable ! –, mais cela n'est nullement une crise de la nation. N'anticipons pas sur ses conséquences politiques. Sauf sur un point : une nation européenne existera peut-être un jour, mais ce ne pourra être qu'une nation de nations, point une construction contre les nations existantes. Il n'y a pas de « loi de Gramsc » de l'ethnicité, un degré identitaire ne chasse pas l'autre.

Si une citoyenneté de qualité peut continuer à être un facteur lourd de production du sentiment de nation, la conscience communautaire en sortira renforcée. Car l'ethnie France est le cadre de l'unité du conflit. Si les deux sont déconnectés par la persistance du seul mode financier de régulation sociale, alors la défense de l'identité pourrait passer des communautés imaginaires au ressentiment individuel, les promesses de l'explosion céder la place aux dangers de l'implosion. Alors fleuriraient les chemises brunes.

Mais le nouvel essor de la lutte des classes qui, après le mouvement de la fonction publique de fin 1995, sera confirmé en 1996 par une vigoureuse envolée des grèves ponctuelles dans le privé, exprimant la fin de l'efficacité de la « pensée unique de crise » qui pesait sur le prolétariat depuis 1974, sera à coup sûr le meilleur antidote au résistible essor lepéniste. Bien sûr, cela dépendra aussi des capacités de la gauche à définir rapidement une perspective politique pour 1998.

La République sociale sera-t-elle parisienne ?

La Gauche socialiste et l'identité française *

Novembre 1996

« C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la crise de la démocratie en France. Notre pays subit comme les autres Nations les mêmes phénomènes de dépossession de souveraineté nationale. Elle les ressent plus durement et plus dangereusement en raison de son identité et du fait de ses institutions. Mais aussi parce que le retour de la droite à l'Élysée permet à celle-ci de mettre en œuvre une politique d'adaptation complète de la France aux normes de la mondialisation libérale.

a) L'identité française menacée

La citoyenneté est à la base de notre identité nationale. Car la Nation française contrairement à nombre d'autres n'est cimentée ni par une religion, ni par une ethnie dominante. Elle résulte d'un effort révolutionnaire réalisé pour dépasser tous les humus dont elle est faite en formant une communauté légale laïque. Ainsi, c'est bien la République qui fonde notre Nation et non l'inverse. C'est de cette façon notamment que nous sommes en mesure de garantir des capacités d'intégration indispensable dans un pays où un habitant sur quatre compte au moins un grand-parent étranger. C'est aussi pourquoi, au fil de son histoire, la République française a progressivement affirmé dans ses Constitutions qu'aucun domaine et notamment celui de l'économie n'échappait à ses délibérations. Et c'est encore parce que la communauté légale est la seule référence normative que notre identité nationale se construit autour de droits, garantis par la loi, dont chacun peut être bénéficiaire à égalité.

Dès lors, quand la citoyenneté est vidée de portée concrète, c'est la cohésion du pays lui-même qui est en cause. En ce sens, le nouvel âge du capitalisme menace l'identité française ».

* Manuscrit daté du 18 novembre 1996, publié dans *Le Marxisme Aujourd'hui*, Grenoble/Pau, 27, janvier-mars 1997 : 24-28 (directeur : Pierre Broué).

Tels sont les 268 mots et 1426 signes que le document de la Gauche socialiste sur la *République sociale*, proposé au vote des adhérents du PS au printemps dernier¹³⁴, consacre en tout et pour tout à l'identité française, dans son chapitre 2 (« La République anémiée »). 268 mots pour l'identité française (on aura noté le singulier) et pas un seul pour les autres nations de France et les régionalismes. L'objectif de ces lignes n'est pas de tenter une critique globale de ce document – dont sur bien des points je me sens par ailleurs fort proche. En revanche, il est de réfléchir à des positions sur l'identité qui soient dignes de la gauche du PS, pour ne pas reproduire un concentré du jacobinisme le plus éculé, un complexe chauvin de supériorité de la nation française relativement aux autres, et, par la même occasion, pour ne pas énoncer de consternantes contrevérités historiques.

La France comme modèle

« la Nation française contrairement à nombre d'autres n'est cimentée ni par une religion, ni par une ethnie dominante ».

Il faut vraiment n'être jamais sorti intellectuellement de Paris pour oser écrire cela... Passons sur la religion, des massacres anti-cathares aux guerres de religion, de la révocation de l'Édit de Nantes à l'intégration tardive des Juifs, imposition catholique qui de toute évidence a eu un rôle structurant considérable dans la construction de la nation France. Or ce rôle n'est malheureusement pas achevé : la stabilisation dans notre pays d'une nouvelle religion un tantinet différente, bien que monothéiste et issue du Livre, comme l'Islam, heurte évidemment ceux qui étaient *habitués* – c'est-à-dire qui s'identifiaient – à la domination sans faille du christianisme et notamment de sa version majoritaire, le catholicisme. Mais bien sûr le document de la GS aurait pu dire que cette domination n'existe pas... puisque non écrite dans la constitution !

Mais dire qu'il n'y a pas d'ethnie dominante en France..., les bras m'en sont tombés ! La vision du document de la GS est incroyablement juridique : ce n'est pas écrit dans la législation,

¹³⁴ GAUCHE SOCIALISTE, *Un nouvel horizon pour la démocratie : la République sociale, pour sortir de Maastricht et de la V^e République*, supplément à *Données & Arguments À Gauche*, Massy, n° 598, 2 mai 1996, 50 pages, p.9.

donc ça n'existe pas. Disons qu'il *ne veut pas* voir. Or c'est précisément l'officielle négation ethnique de tous les textes législatifs français qui fonde l'oppression et la domination. Staline n'a jamais « écrit » que l'ethnie russe était dominante. La constitution grand-serbe de Belgrade n'a pas un mot en son sein pour distinguer les groupes ethniques, elle est « purement citoyenne » et de ce fait-même... interdit l'expression de tout ce qui n'est pas la norme : il n'y a ni Albanais du Kosovo, ni les minorités complexes de Voïvodine, ni Macédoniens, seulement des « citoyens de Serbie », tous égaux, c'est-à-dire obligatoirement uniformes... et donc serbes. Il en va exactement de même, historiquement, pour la tradition législative française : « parler patois seulement à la maison », c'est-à-dire la privatisation de la culture populaire et la destruction des communautés, a été le fondement de l'oppression et de la ségrégation sociale scolaire de millions d'habitants de ce pays. Bien évidemment, il n'y a donc pas de « peuple corse » (ou breton, ou alsacien, ou basque ou occitan) puisqu'il n'y a que la nation française homogène.

Oui, aucun texte ne définit nulle part l'ethnie française dominante : c'est l'ambivalence fondatrice de la Révolution de 1789-1794 et des républiques qui l'ont suivie, dont l'antiparticularisme signifia *à la fois* l'unité de l'État et des droits citoyens, et la répression ou folklorisation de tout ce qui n'était pas ethniquement franco-parisien. Le cas n'est nullement isolé de cette ambivalence dans les nationalismes¹³⁵. Mais de la féroce répression médiévale de la nation provençale à l'annexion de l'Aquitaine pro-anglaise ou de la Bretagne indépendante, en passant par la politique parisiano-francocentrique des III^e, IV^e et V^e Républiques, il est hallucinant d'écrire qu'il n'y a pas d'ethnie dominante en France.

Alors certes, Paris n'est pas une ethnie : j'en conviens aisément. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'oppression ethnique française (et, au sein de l'ethnie

¹³⁵ ... dans le domaine professionnel qui est le mien, l'africanisme, j'ai pu montrer comment l'antiracisme et l'antitribalisme des nationalistes des colonies portugaises étaient à la fois ce qu'on en attend généralement dans le sens commun, et en même temps l'interdiction de toutes les différences, pour proclamer et imposer un « homme nouveau » uniforme fondateur de la nation imaginée par l'élite. Inutile de dire que ce paternalisme modernisateur et nationaliste hostile à la société a eu un grand rôle dans l'essor de rébellions manipulées par l'apartheid et l'impérialisme. Il n'y aurait sans doute pas eu la Vendée, ou en tout cas pas aussi massive, sans les aspects les plus contestables du jacobinisme révolutionnaire.

française, principalement parisienne) sur certaines nations de France, ni d'oppression parisienne sur des membres non parisiens de l'ethnie française, ni *a fortiori* qu'il n'y ait pas d'ethnie française. Cela renvoie aux concepts et il faut y revenir. Disons cependant tout de suite que les affirmations du document de la GS ne tiennent que si l'on admet deux assertions : 1°- la nation France apparaît brusquement lors de la Révolution française qui en aurait fondé l'identité alors qu'elle n'aurait pas existé auparavant ; 2°- il y a synonymie et confusion complète entre nation et État (en particulier entre nation et État-nation), c'est-à-dire entre nationalité et citoyenneté. C'est d'ailleurs très explicitement ce qui est dit :

« [la nation française] résulte d'un effort révolutionnaire réalisé pour dépasser tous les humus dont elle est faite en formant une communauté légale laïque. Ainsi, c'est bien la République qui fonde notre Nation et non l'inverse »

On voit bien la confusion complète entre la « communauté légale laïque », c'est-à-dire l'égalité des droits des citoyens ou citoyenneté, et l'identité de la France : c'est la République qui fonde la Nation, la citoyenneté *est* la nationalité. C'est une version qui dévalorise à l'avance l'ethnicité et induit des comportements politiques paternalistes car la nation ainsi « citoyenne et moderne » implique l'ethnie « culturelle et archaïque ». Mais cette vision des choses est complètement « objectiviste » et très dangereuse. L'identité d'une communauté n'est plus un sentiment prégnant, une « idée socialement organisée » (Marx), un *fait de conscience*, une réalité subjective en permanente construction-déconstruction selon les contextes historiques, elle devient une communauté fixe de droits et devoirs, homogène et identique à l'étendue du territoire. Dans la République, il n'y a plus que des « individus politiques ».

La France serait alors uniquement l'école laïque, le droit d'asile, le suffrage universel et la sécurité sociale : rien d'autre n'est pertinent. La langue française (une brouille sans doute), les langues et cultures des autres nations de France, les cuisines régionales, les symboles mythiques (Vercingétorix, Jeanne d'Arc, le petit tambour Bayard, le drapeau, etc...), le patrimoine urbain, etc., ne seraient que folklores qui ne différencieraient en rien la France (c'est-à-dire la République) de tout autre pays qui aurait développé de comparables droits politiques et sociaux (Hollande et Suède par exemple). Cette approche nie toute catégorie intermédiaire entre le citoyen et l'État : il ne saurait y avoir de « communautés » autrement que

par manipulation réactionnaire. Elle empêche les courants de gauche d'essayer de prendre la tête des aspirations nationales périphériques et les pousse ainsi dans les bras de la plus authentique réaction – ce qui permet, alors, de dénoncer l'identité !

Puisque la nation n'est pas une identité subjective mais un ensemble de droits politiques et sociaux, il est logique qu'elle ait été « créée » par la Révolution puisque c'est cet épisode historique considérable qui a jeté les bases des conquêtes démocratiques. Mais cela revient à l'incompréhension totale de la nation et de l'identité qui sont des *trajectoires* et non des états. On se trompe sur le passé, mais aussi, et c'est le plus grave, sur le présent et l'avenir.

On se trompe sur le passé

Non, la Révolution n'a nullement créé la nation France. Elle l'a dotée d'un État plus moderne correspondant mieux aux aspirations de ses citoyens. De ce fait, elle l'a renforcée car les droits politiques et sociaux durement conquis, en partie maintenus sous le bonapartisme et la Restauration monarchique, sont passés dans la tradition culturelle du pays : le drapeau représentait le peuple et non plus le roi, l'instituteur devint aussi important que le curé, *la qualité durable de la citoyenneté entra dans les traditions culturelles du pays*. Mais dire qu'une identité nationale serait apparue en quatre ans de révolution est une aberration. *La nation est un très long processus historique de cristallisation identitaire* et la monarchie absolue était déjà largement un État-nation : c'est bien la nation qui a fait la Révolution ! Plus exactement, la nation s'étendait alors au sein des limites du royaume, et continua à le faire sous la Troisième République, au détriment des nations périphériques et au prix d'une forte ségrégation sociale contre ceux qui ne parlaient pas français, handicapés par l'existence d'une seule langue fournissant la clef de la modernité.

Plus généralement, il est tout aussi stupide de dater la « création de la nation » de Clovis que de la Révolution. Car la nation n'est « créée » par personne, elle se crée peu à peu par interactions dialectiques entre les communautés locales et les classes et pouvoirs dominants. À un moment donné, pendant une période donnée, des gens *se sentent français* ou polonais

ou bacongos ou berbères. Certaines de ces identités sont particulièrement cristallisées et durables : on pourra alors parler, qu'il y ait ou non État, de nation – nation française, polonaise (dont l'État a disparu plusieurs fois sans infirmer la nation), nation bacongo (aujourd'hui divisée entre quatre pays mais qui s'exprime sans discontinuer depuis des siècles), etc. Dans d'autres cas la cristallisation identitaire est plus récente (on ne peut donc se faire encore une idée de son devenir) ou moins prégnante et donc, bien que relevant de l'ensemble des phénomènes ethniques, il semble difficile de parler de nation (les Russes de Sibérie, dont l'identité s'affirme, formeront-ils un jour une nation aussi différente que le Québec l'est de la France ?). Inversement des nations vaincues ont pu perdre une large partie de leur identité, survivant seulement comme vague régionalisme (Bourgogne, etc.). Mais dans tous les cas *la nation, loin de s'opposer à l'ethnie, n'en est qu'une forme particulière*. On pourrait dire que la nation est une ethnie qui a réussi. C'est un processus et non une « création ». Exactement comme la langue : y a-t-il un sens à dire que le français a été créé, à « dater » le passage du latin à l'ancien français, du moyen-français au français moderne ?

Il y a cependant bien sûr un lien entre nation et État : c'est précisément parce que la nation est une cristallisation ethnique durable et puissante qu'au travers des circonstances historiques qu'elle traverse, elle a plus tendance à se doter d'un État que d'autres cristallisations identitaires plus légères ou récentes. Elle peut s'allier à d'autres nations pour construire l'État, ou les dominer, ou ne réussir à construire un État indépendant que sur une partie de son étendue, etc. – les contextes sont fort divers. Mais le fait qu'elle ait une « capacité statogène » n'induit pas une synonymie entre nation et État.

Mais naturellement l'identité est toujours multiple : français et prolétaire et catholique, ou français et breton et bigouden, français et basque, etc. Si certains Basques se sentent seulement basques, d'autres se sentent aussi français. Cela signifie que, indépendamment même des États d'appartenance, non seulement des nations peuvent se chevaucher mais il peut y avoir *des nations de nations*. Ce n'est pas parce qu'existe la nation française que n'existe pas la nation corse de France (pour les Corses qui se sentent aussi français). L'identité britannique en est un exemple éclatant : il y a bel et bien une identité britannique, mais celle-ci n'infirme pas les identités

anglaise, galloise et écossaise. Il n'y a ni fusion des identités ni même fédération, *mais un processus historique d'emboîtement par le haut*.

On se trompe sur le présent

« [c'est] parce que la communauté légale est la seule référence normative que notre identité nationale se construit autour de droits... »

La définition de l'ethnie-nation France comme exclusivement politique amène très vite à un chauvinisme latent (ce document de la Gauche socialiste) ou ouvert (Chevènement). En effet, cette conception oppose l'identité communautaire aux droits politiques, au lieu d'intégrer la première dans les seconds. Elle « dépolitise » alors la culture qui devient uniquement privée et archaïque-folklorique ou, revendiquée et politisée, alors nécessairement vue comme manipulée et réactionnaire¹³⁶. Dans la polémique maastrichienne, elle valorise opportunément la France face à l'Allemagne.

Cette dernière serait une nation d'essence différente qui pourrait survivre à la remise en cause de ses droits politiques pendant que la France « uniquement politique » succomberait pour cela même. Un PCF en déduit très vite que l'impérialisme allemand est pire que l'impérialisme français. C'est la classique confusion entre *les théories* de la nation et *les nations elles-mêmes* : les traditions théoriques de la nation produites par les élites sont effectivement différentes dans les deux pays. Mais le fait que ces théories définiraient respectivement la France comme « politique » et l'Allemagne comme « culturelle », implique-t-il que *les sentiments nationaux réels des gens* soient différents, que les Français se sentent français tout autrement que les Allemands se sentent allemands ? CQFD, mais ainsi la nation France « politique et citoyenne » est évidemment meilleure que la nation allemande, « culturelle et ethnique » et, pour tout dire – car on utilise le vieux sens quasi-biologique du mot « ethnique » –, raciale et peu ou prou nazigène.

¹³⁶ ... elle a ainsi des chances de le devenir vraiment.

Fierté cocardière

La fierté cocardière des rédacteurs gaucho-socialistes est évidente quand ils disent que *contrairement à nombre d'autres nations*, la nôtre n'est cimentée ni par une religion ni par une ethnie dominante, ou quand ils reprennent le poncif extrêmement douteux selon lequel la France réussirait mieux l'intégration des étrangers que d'autres pays. Or l'évidence d'un contexte français d'intégration, fait à la fois de négation communautaire jacobine et de promotion sociale par l'école laïque publique, est une chose. Dire sans le prouver que nos méthodes marchent mieux que celles des autres en est une autre. Que je sache, la reconnaissance outre-Manche des communautés a précisément permis une intégration d'immigrants fort différents : on n'a pas demandé aux Bangladeshis de devenir *anglais*, mais ils ont pu devenir des *Bangladeshi British*, c'est-à-dire *autrement britanniques*. Et malgré toutes les critiques que l'on peut (et doit) lui faire, le *melting pot* américain est une machine prodigieusement puissante qui continue à fonctionner auprès de dizaines de millions de personnes, quitte à stimuler les luttes de classes. Défendons donc nos acquis sociaux sans théoriser sur notre supériorité. Il n'y a aucun Front national qui fasse 15% en Angleterre, aux États-Unis et en Allemagne...

Un « traitement social » pour l'identité ?

Avec de telles conceptions, dans le même temps où un Chevènement défend à juste titre la nation France contre l'agression maastrichienne, il opprime les autres nations de France (ou même simples régionalismes) comme l'affaire du « peuple corse » l'a montré. On se trompe sur le présent car croire que l'on peut régler le problème corse (ou autre) par le simple essor économique et social me fait penser à ceux qui voulaient gagner la guerre d'Algérie en installant le tout-à-l'égout dans la Kasbah. *C'est le paradigme du « traitement social » exclusif apporté à une question identitaire. Or il n'y a pas de traitement possible de l'identité autre que la reconnaissance de l'identité elle-même.* Bien sûr, cela implique immédiatement une bonne politique sociale car le respect de l'identité donne enfin le droit de parole au peuple. Oui, comme le dit le document de la GS, « le retour de la droite à l'Élysée permet à celle-ci de mettre en œuvre une politique d'adaptation complète de la France aux normes de la mondialisation libérale ». Mais la mondialisation n'est pas seulement une

attaque contre les droits sociaux, c'est aussi une attaque contre les identités des citoyens car elle induit l'uniformisation : quand ça l'arrange, le capitalisme trouve plus pratique et plus rationnel de se débarrasser de l'histoire des peuples. Donner des réponses uniquement sociales est passer à côté d'une partie du problème.

On ne s'étonnera donc pas que les documents de la GS (ce document sur la démocratie et les autres soumis au vote) soient totalement muets sur le droit à l'autodétermination des nations de France (Corse, Euskadi, etc.), ne reprennent pas la promesse mitterrandienne du département basque¹³⁷, et ne proposent même jamais une redéfinition des régions pour les fonder enfin sur les réalités ethnico-régionales au lieu des définitions gaullistes de « régions-programme » (appellation qui est tout un... programme !)¹³⁸. La seule concession du document de la GS brille par son originalité : la décentralisation (pp. 32-33), dont tout le monde sait qu'elle n'est pas du tout synonyme de démocratisation, mais de remise en cause des droits et diplômes nationaux, ou d'installation de potentats locaux et de multiplication des niveaux potentiels de corruption. En effet ces questions n'ont pas une simple importance principielle, elles sont très concrètes. La décentralisation est une délégation de pouvoir aux clones locaux du pouvoir parisien, ce n'est pas l'expression des populations locales. Les « fausses régions » de la V^e République ont créé des notabilités locales qui peuvent user d'une démagogie ethno-clientéliste (discours de Bayrou en béarnais, drapeau occitan de la région de Toulouse) mais les frontières de ces fausses régions ne correspondent pas aux régions historiquement produites et – c'est là l'important – ressenties.

Cela induit que *ces élites ne représentent pas l'expression des populations régionales et par conséquent dépendent principalement, idéologiquement et financièrement, du soutien*

¹³⁷ ... pourtant fort contestable du point de vue du respect de l'identité : outre le droit à l'autodétermination, la nation d'Euskadi devrait pouvoir, dans le cadre de la citoyenneté française, bénéficier d'une vraie *région*, quelle que soit sa superficie réduite. Car les « départements » sont de simples rouages administratifs qui ne servent jamais, dans le cadre de la tradition jacobine, à reconnaître une identité.

¹³⁸ Le gaullisme a créé des régions culturellement inexistantes (« Centre », « Rhône-Alpes », « Pays de Loire » ou même « Aquitaine », etc.) mais a détruit (Dauphiné, Flandre, Auvergne, Gascogne, Béarn, etc.), amputé (Picardie, Bourgogne, etc.) ou divisé (Bretagne, Normandie) des régions historiquement prégnantes.

et des prébendes que le pouvoir parisien leur accorde pour acheter les reconnaissances locales. La non-reconnaissance des identités est un facteur de plus qui pousse à la bureaucratisation et à la dépendance : cela est exprimée de façon grotesque dans la concurrence effrénée que se livrent ces élites pseudo-régionales pour avoir « leur TGV » les amenant plus vite à Paris.

Maastricht, la lutte des classes et l'identité ethno-nationale

La gauche jacobine (une partie de la GS mais aussi MDC, PCF ou LCR) ne comprend pas l'une des causes de l'hostilité populaire à Maastricht : elle voit ce traité simplement comme un plan capitaliste des bourgeoisies financières européennes qui, dans leur vision monétariste, veulent unifier leur marché sur la base de l'alignement vers le bas des droits sociaux. Maastricht n'est vu que comme agression sociale et économique capitaliste – ce qu'il est assurément. *Mais on nie l'oppression culturelle et identitaire, la marche à l'uniformisation et l'imposition non point d'une fédération mais d'une « nation européenne » qui n'existe pas.* Même ce qui doit relever de la fameuse subsidiarité est déterminée à Bruxelles ! Ainsi la subsidiarité se chargera-t-elle (peut-être, ce n'est même pas sûr !) de la chasse à la tourterelle dans le Médoc, mais certes pas de la survie des services publics détruits par la disparition du monopole et l'ouverture à la concurrence.

Beaucoup, à gauche, y compris dans la GS, sont complètement passés à côté de l'aspect ethno-national des grèves de l'automne 1995.

Ils n'ont pas compris que l'étape maastrichienne de la mondialisation capitaliste était tellement grave que la conscience de classe interpellée par l'agression rejoignait au sommet d'un cône de contradictions identitaires la conscience ethno-nationale. Car attaquer la Sécu et les services publics, ce n'est pas seulement attaquer la classe prolétarienne, c'est remettre en cause l'idée que celle-ci et d'autres couches populaires se font de la République, *l'idée que les Français se font de la France.* Oui, il y eut un aspect de « défense de la nation » dans les grèves de l'automne 1995 et c'est pourquoi immédiatement la défense de la Sécu fut exprimée en mots d'ordre antibruxellois.

Si le mouvement ouvrier ne prend pas en compte cet aspect identitaire des luttes de classes, d'autres le feront. Ce n'est évidemment pas qu'il faille « couper l'herbe sous les pieds de

Le Pen ». *C'est tout simplement qu'il faut répondre aux aspirations des gens* : on est contre la monnaie unique car c'est la pièce maîtresse d'un processus qui nous dépossédera du droit de sauvegarder nos services publics « à la française » (tiens donc !) et de notre démocratie politique. Un militant formé pensera peut-être cela en termes de luttes de classes, mais d'autres réagiront tout aussi légitimement de façon identitaire. Comme on dit au Portugal (pays où la résistance à Maastricht est également forte) : « On n'a pas besoin de Bruxelles pour savoir comment cuisiner les couilles de porc ». Ont-ils tort ?

Alors bien sûr un Chevènement ou un PCF vont défendre la nation française : mais dans le même temps, ils apporteront leur caution à l'oppression d'autres nations de France car ils refusent l'égalité des droits de celles-ci.

Dire cela n'est nullement glisser vers une sorte de fédéralisme juridique à l'américaine où des droits particuliers seraient octroyés à certaines catégories identitaires. Au contraire, *c'est la loi générale qui doit promouvoir le droit à la différence pour ne point induire la différence du droit*. L'école laïque, la même pour tous, n'est nullement antagonique à un enseignement bilingue basque-français là où la population le désire. De même réclamer l'abrogation du statut d'Alsace-Moselle n'est pas contradictoire avec la lutte pour une alphabétisation en alsacien-lorrain (pas en allemand !). Le service public SNCF n'implique pas que l'on reproduise jusqu'à la caricature les erreurs du XIX^e siècle, avec un réseau uniquement en étoile autour de Paris qui va bientôt rendre la capitale plus proche de Bordeaux (2 heures) que Toulouse de la capitale girondine (2h 30), va empêcher ainsi tout aménagement rationnel du territoire et préparer les crises de demain ; qui s'obstine à lier Strasbourg à Paris mais n'a jamais imaginé un grand TGV transrhénan Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg prolongé vers Londres et vers Turin. Or cette absence d'imagination ne relève pas que de l'économique, elle est profondément idéologique : *la France s'organise autour de Paris, point autour de ses peuples !*

Jean-Luc Mélenchon et le folklore provincial

De même, certains à la GS ont refusé de tenir compte de la combativité provinciale exceptionnelle à l'automne 1995, comme Jean-Luc Mélenchon qui est allé jusqu'à s'en moquer. Citant diverses analyses sur les grèves de 1995, Jean-Luc

Mélenchon raille : « On peut aussi faire plus *folklorique* comme *Le Monde* qui démontre sur une pleine page le véritable message de la grève : la lutte de la *province* contre Paris » (sic ! sic ! sic ! le rapprochement inconscient entre *folklorique* et *province* ! car il aurait pu dire « aberrant » ou « stupide », mais non, il dit *folklorique*)¹³⁹. Et pourtant *Le Monde* a vu mieux que J.-L. Mélenchon et n'a pas été le seul. Quand 60 000 personnes défilent à Bordeaux contre le plan Juppé c'est, proportionnellement à la population, 1 500 000 manifestants à Paris – c'est plus qu'il n'y en eut jamais à Paris. Oui, la province avait des motifs spécifiques de lutter : la suppression des 6 000 km de « petites lignes » à la SNCF (soit presque tout, sauf le TGV) a, par exemple, été ressentie par les cheminots et la population comme une agression non seulement du libéralisme, *mais d'un pouvoir insaisissable siégeant à Paris (ou Bruxelles) et – modernisation oblige – de plus en plus pesant*¹⁴⁰.

Oui, il y a eu un fort sentiment antiparisien ! Ne pas saisir cela relève du même ordre d'idée, toute proportion gardée et heureusement en moins tragique, que de ne pas comprendre que les Ukrainiens ressent(ai)ent l'oppression stalinienne comme russe, les Basques l'oppression franquiste comme castillane et les Irlandais l'oppression colonialiste comme anglaise. C'est encore ne pas comprendre l'essor d'un néo-autonomisme alsacien qui fait voter Le Pen de façon instrumentale, dans de jolis villages parfois en l'absence de tout chômeur et de tout immigré, pour défendre, encore dans le cadre de la citoyenneté française, l'ethnicité germanique de la région contre le « désordre latin de l'intérieur »...

Cette attitude dévalorise à l'avance l'expression politique des nations et régionalismes, et entraîne évidemment de ne pas chercher à en prendre la tête pour leur donner une direction démocratique et ouvrière. Alors d'autres s'en chargeront, des De Villiers ou des Le Pen peut-être, mais tout aussi bien des Tapie, dont le spécimen connu recueillit à l'évidence un vote identitaire marseillais lorsqu'il fut élu.

¹³⁹ Jean-Luc MELENCHON, « Dans ces moments où rien ne va plus... », À *Gauche*, n° 578, 5 janvier 1996.

¹⁴⁰ La France a toujours été un pays centralisé. Mais premièrement, il ne faut pas confondre centralisation et uniformisation, de même qu'il ne faut pas confondre décentralisation et démocratisation. Et deuxièmement, la France centralisée d'autrefois était très grande, ce qui laissait un large espace à la *localité*. Aujourd'hui les moyens modernes en font un pays très petit : à centralisation « objective » égale, celle-ci pèse donc bien plus.

On se trompera dans le futur

À ne voir la mondialisation que comme un processus économique et social en faisant l'impasse sur ses aspects identitaires, le document de la GS demeure dans le droit fil de la tradition des courants économicistes du marxisme. Quiconque confond internationalisme (c'est-à-dire internationalisme) et antinationalisme, ne pourra pas comprendre que les nationalismes peuvent avoir un sens progressiste pour peu que le mouvement ouvrier en prenne la direction ou les influence. Il ne cherchera pas à disputer aux divers FNLC la direction du nationalisme corse, il passera à côté de l'essor basque, il ne remettra pas en cause la centralisation parisienne des infrastructures françaises. Il ne s'insurgera pas contre le « troisième aéroport parisien » alors qu'il faut politiquement décider de cesser de faire grossir Paris.

Celui-là ne sera pas préparé à comprendre que, si l'explosion antimaastrichienne viendra peut-être de plans antisociaux particulièrement provocateurs, elle viendra peut-être tout aussi bien de facteurs parfaitement symboliques et idéologiques : quand, par exemple, nos billets et *les images* qui sont imprimées dessus auront disparu, et qu'il faudra fort simplement diviser par 6,43 le prix en écu* pour se rendre compte du vrai coût de la baguette¹⁴¹.

Alors se reproduira la catastrophique scission entre les « fédéralistes droitiers » girondins et les « centralistes de gauche » jacobins, qui auraient pu gagner ensemble, mais qui eurent tort les uns et les autres et furent vaincus séparément.

* 6,43 était la parité avec le franc, dont on parlait alors, pour le futur euro, encore dénommé écu.

⁸ Oui, il faut revendiquer le maintien des symboles nationaux et du nom traditionnel de notre monnaie (le franc) sur les billets de banque *même dans le cas d'une émission désormais unique*. On voit bien là *l'objectif idéologique maastrichien* : car la monnaie unique, c'est-à-dire l'émission unique centralisée, pourrait fort bien se faire selon diverses « images » et divers « noms » (franc, mark, livre, escudo...). Mais *on n'y pense même pas*, car c'est *l'uniformité moderne* qu'il faut inculquer aux « petits peuples divisés en identités archaïques »... La bourgeoisie financière trouve que *c'est plus pratique pour elle* d'avoir un grand marché uniforme, en euro et en anglais, et considère que les identités populaires « retardataires » doivent suivre. Dans le même ordre d'idées, il est catastrophique de laisser la défense de la langue française à la droite. La question nationale en Europe ne relève pas du passé, elle est devant nous !

La République doit être défendue, mais la République, ce n'est pas la nation. L'anti-ethnicité couvre toujours l'oppression de l'ethnie dominante qui s'autoproclame et se pense sincèrement – car tel est le propre de l'idéologie – comme « universelle » et repousse les autres dans le « particularisme »...

Profs, accueillons les enfants du foulard !*

Décembre 1996

Le Président Jacques Chirac et son ministre François Bayrou vont mettre de l'huile sur le feu en prévoyant de légiférer de telle manière que le « foulard » sera considéré en lui-même comme un « signe ostentatoire de religion ». Comme si une simple circulaire de ministère était un acte supérieur à un avis du Conseil d'État, F. Bayrou a grossièrement désavoué cette institution : « Puisque [son] obstination [...] est totale et nous empêche d'appliquer la circulaire [de septembre 1994] sur le foulard de façon un peu souple, que peut-on faire d'autre ? » (*Le Monde*, 5 décembre 1996, p. 10).

* Deux versions (légèrement différentes) antérieures et moins développées de cet article avaient été publiées, suite à la première affaire des « foulards » (1989) sous le titre « Le fichu, la limite et le ghetto. Réponse à des amis anti-munichois », par les *Cahiers Pédagogiques*, Paris, 281 : 37-38 et par *L'École Émancipée*, Paris, 5 mars 1990, 11 : 30-32, en réponse à l'appel tonitruant « Profs ! Ne capitulons pas » paru dans le *Nouvel Observateur*. Les incidents successifs, et mon inquiétude, alors qu'explosaient des bombes supposément intégristes dans le métro parisien, face à la relance volontaire de l'affaire par le ministère F. Bayrou qui souhaite instituer une loi raciale désignant un seul signe ostentatoire et une seule religion, l'Islam, comme prosélyte et vecteur d'oppression de la femme, m'incitèrent à l'actualiser (6 décembre 1996). Cependant, je ne devais plus réussir à le publier. La loi anti-musulmane de F. Bayrou ne put finalement être présentée à l'Assemblée suite à la dissolution de cette dernière par Jacques Chirac – avec les résultats que l'on sait...

Une « façon un peu souple »

Une « façon un peu souple », tel est l'euphémisme employé par un ministre qui souhaite pouvoir exclure sans encombre des établissements des jeunes filles qui ne font rien d'autre qu'assister aux cours.

On a vraiment l'impression que chaque fois que le ministère n'a plus aucun moyen de répondre positivement à la crise de l'Éducation, il agite ses foulards. La circulaire de septembre 1994 faisait suite à l'énorme mobilisation laïque du mois de janvier précédent. En cette fin d'automne 1996, alors que la France vient d'être secouée par la grève des routiers et que tous les clignotants sont au rouge dans son secteur – ce défenseur de l'École vient de supprimer des milliers de postes –, F. Bayrou reprend le cheval commode d'une « laïcité » qui ne fait que couvrir des amalgames odieux. Il sait d'expérience que cette question divise profondément le camp des laïques et les syndicalistes.

Quand, le 2 novembre 1989, E. Badinter, R. Debray, A. Finkielkraut, E. de Fontenay et C. Kintzler, tous intellectuels passionnément attachés à la défense et promotion de l'école laïque, avaient publié leur tonitruant appel « Profs, ne capitulons pas ! » (*Nouvel Observateur*, n°1904), la situation, parmi les enseignants, était bien différente de celle d'aujourd'hui. Outre les signataires de cet appel, la plupart de ceux qui s'exprimèrent alors publiquement contre le « foulard », n'étaient pas des enseignants ayant parmi leurs élèves quelques jeunes filles aux chevelures couvertes – mais des professeurs de grands lycées ou de classes supérieures, des intellectuels en vue, etc. Il en découla alors plus une bataille de grands principes qu'un débat se préoccupant de la manière de les faire passer dans la pratique.

Sur le terrain, dans les banlieues et quartiers populaires, de nombreux enseignants avaient depuis longtemps quelques élèves à la chevelure couverte, et, avant qu'un principal de collège ensuite élu député RPR n'en fasse une affaire, faisaient avec¹. L'« affaire », évidemment, multiplia considérablement le

¹ L'auteur de ces lignes, alors professeur de collège en Seine-St-Denis (1982-1988), eut des élèves à la chevelure couverte et ne s'est jamais permis de leur faire la moindre réflexion. Les accueillant dans sa classe, il a pu leur faire entendre le discours de la laïcité et de la culture scientifique.

nombre des « foulards » en tant que belle opération de publicité.

La profonde division du camp laïque

Quand, à l'automne 1994, le Ministre publia sa circulaire encourageant les exclusions, il ne se passait rien dans les écoles, collèges, et lycées sur la question des foulards, la tension de l'épisode précédent était largement retombée : les cas étaient traités ponctuellement, par la discussion, ou réprimés sans bruit. Cette circulaire eut un effet délibérément provocateur non seulement pour les élèves concernés, mais sans doute surtout pour les enseignants et éducateurs attachés à la laïcité. Ce fut une manœuvre pour mieux faire passer le reste de la politique scolaire du ministère.

Face à l'inévitable multiplication des affaires, les académies reçurent fin 1994 la consigne de calmer le jeu au maximum : encourageant les renvois, le ministère voulut qu'on n'en parlât le moins possible. Il paraît que la circulaire fut efficace, puisque le nombre de « cas » aurait diminué de 90%. Ce qui signifie que leur *visibilité scolaire* diminua d'autant, sans modifier d'un iota la question identitaire. Mais le but recherché fut atteint : une division profonde et durable s'installa au sein des enseignants de base et de leurs syndicats. En effet à la différence de 1989, le débat pénétra complètement parmi les enseignants de terrain (y compris les instituteurs). L'affaire non seulement fut la cause de nombreux renvois d'élèves (y compris en école primaire), mais tétanisa complètement le camp laïque. Les discussions entre collègues étaient tendues, des militants associatifs et syndicalistes de longue date furent dressés les uns contre les autres.

Cependant le déplacement du centre de gravité des luttes scolaires vers le Supérieur (grande grève étudiante de 1995) puis le mouvement social de l'automne 1995 relativisèrent un temps la question. Elle ne pouvait que réapparaître, ce qu'elle fait aujourd'hui et continuera à faire d'autant plus que le gouvernement de droite en chute libre dans les sondages en agite à nouveau les foulards.

Mais pour les enseignants laïques, le mal était fait dès 1994, on n'y voyait plus clair : il ne s'agissait plus d'un débat avant tout *pédagogique dans le cadre de la laïcité* (comment approcher ces élèves ?) mais de la « lutte de la civilisation

contre l'intégrisme ». En d'autres termes, tant que la situation ne serait pas calmée en... Algérie et que des bombes exploseraient dans le métro, il faudrait être ferme... en classe. CQFD.

Il serait grand temps de replacer le problème dans ses véritables proportions, d'en ressaisir la nature réelle et de s'unir à nouveau pour la défense de l'école laïque.

L'intégration en marche

On répondra qu'il y a maintenant derrière tout cela des « groupes intégristes ». Parfois sans aucun doute, mais pas toujours, pas partout. Par ailleurs, le port du foulard n'a rien de religieusement intégriste.

Les mouvements intégristes existent depuis des dizaines d'années (les Frères musulmans par exemple), fortement divisés entre eux. Il serait important de se demander pourquoi auraient-ils (cela reste à étudier dans le détail) une influence plus grande aujourd'hui dans les communautés musulmanes émigrées ? Serait-ce une tendance de long terme ou une affirmation identitaire aussi temporaire que désespérée ?

La France a toujours intégré les prolétaires étrangers venus au gré des vagues d'immigration. Contrairement à ce qui se produit pour les Gens du Voyage, dont la marginalité économique fait perdurer la marginalité sociale et culturelle et les constitue en minorité nationale, les travailleurs immigrés, placés au cœur du procès de production, se sont toujours intégrés et n'ont jamais constitué de minorités nationales durables au-delà de trois générations.

Rien, absolument rien, n'indique qu'il va en aller différemment pour les musulmans. Certes, on aura des Français musulmans en nombre croissant – c'est en cours, c'est précisément signe d'intégration. L'arrivée plus ou moins permanente de nouveaux immigrés – quand le Tiers monde s'effondre, même une frontière électrifiée de 40 000 volts ne l'empêcherait pas – peut donner l'impression du maintien en l'état de ces communautés. La constitution de quartiers de quasi-ghetto, qui ne sont en rien naturels mais relèvent d'une politique, renforce cette impression. De plus le chômage diminue le rôle intégrateur du travail, mais le chômeur immigré n'en est pas moins dans une situation psychologique très différente de celle des Gens du Voyage : il veut du travail, être

comme tout le monde.

Tout cela masque le fait que ces communautés étrangères perdent en permanence une partie importante de leurs effectifs, qui deviennent français sur le plan légal (par naturalisation ou passage de générations) et se francisent de mille et une manières dans leur vie quotidienne : combien de jeunes filles musulmanes, sans voile et sans foulard, dans la rue, pour ne point parler de l'école ? Une écrasante majorité !

Les travailleurs immigrés ressentent toutefois l'effondrement de leurs pays d'origine. L'échec des régimes nationalistes de parti unique a fait confusément rechercher d'autres voies, dont le classique phénomène historique de la recherche de la « religion pure » des origines, de l'invention de la tradition. Mais n'exagérons point l'influence de ces courants politiques : la majorité des prolétaires étrangers ont montré savoir la valeur des droits démocratiques, en les utilisant dans des grèves et autres manifestations. La seule fois où ils ont été appelés à voter à l'échelle nationale – du temps où l'on votait pour la Sécurité sociale – n'ont-ils pas en très large proportion donné leurs votes à nos syndicats ouvriers, certes contestables mais pièce maîtresse de notre système démocratique ?

La réalité est que, même plus étrangers à notre culture judéo-chrétienne que les Polonais, les Italiens, les Espagnols et les Portugais catholiques, les travailleurs musulmans étrangers connaissent un processus de déconstruction ethnique producteur d'identités intermédiaires et instables (les Beurs, par exemple, en région parisienne). Bien sûr, dans une tendance de long terme, on a toujours des contre-tendances de court terme. Ne nous laissons pas impressionner par des incidents de parcours, adoptons une attitude tranquille et de long terme !

Le port du foulard a pu être demandé par des parents ou des grands frères ou décidé par les jeunes filles elles-mêmes, parfois contre l'avis des premiers. Nombre de parents étrangers – les primo-arrivants, les plus attachés à la culture d'origine – sentent que leurs jeunes *Beurs* et *Qeuturs* ne sont plus des Arabes et des Turcs, sentent leurs enfants leur échapper, *devenir français*. Et c'est précisément pour cela que certains essaient désespérément de réaffirmer leurs valeurs. La perte de prestige de l'Occident à leurs yeux (chômage, racisme, fréquent comportement peu digne de la police, guerre contre l'Irak, attitude provocatrice de la droite israélienne, etc.) leur donne

un argument. Mais le sens profond de l'imposition du foulard par quelques parents ou son port volontariste par les jeunes, n'indique-t-il pas que, culturellement cela ne va plus du tout de soi ? En ce sens la réapparition plus fréquente de foulards révèle le chant du cygne de la différence et ne peut s'expliquer que par la poursuite des processus d'intégration ! Cependant celle-ci se produit dans un contexte identitaire qu'il est capital de comprendre : le sentiment de constituer non seulement une minorité, mais *une minorité opprimée*.

Alors que faire ?

Proscrire les délits d'opinion, établir des limites concrètes

L'école publique est laïque et, si le contexte le rend nécessaire, elle a le droit de préciser à nouveau les limites à ne pas franchir. Ces limites sont connues : point de propagande religieuse, point de remise en cause du déroulement pratique des cours. Elles ont pour but de permettre l'accueil, dans de bonnes conditions, d'enfants de tous milieux sociaux et culturels. Aucun catéchisme n'est autorisé, et si un élève juif ou musulman peut être absent pour une fête un vendredi ou un samedi, il est hors de question de permettre des absences régulières ces jours-là.

Concrètement, quel est le problème ? Il est bon de rappeler que les incidents qui ont éclaté n'ont pas été relatifs à des *voiles*, c'est-à-dire à un pan d'étoffe couvrant le visage, mais à des *foulards* (pan d'étoffe couvrant les cheveux et noués sous le menton), voire à de simples *fichus* (couvrant la seule chevelure et noués sur la nuque). Seuls les fantasmes ont transformé tout cela en « voile islamique ».

Enseignants, éducateurs ou chercheurs du service public laïque, nous ne devons jamais accepter en classe (ou autre activité de la scolarité obligatoire) une élève dont la figure serait *masquée*, attitude hautement traumatisante dans le contexte français : l'enseignant, les camarades de classe, ne verraient jamais le visage de cette élève et cela *en pratique* remettrait en cause le déroulement ordinaire des cours de l'école laïque. Force est de constater que le port d'un simple fichu ou foulard ne remet aucunement en cause le déroulement des cours.

Certes, nous *pensons*, nous laïques, que le port ne serait-ce

que d'un fichu relève d'une idéologie d'oppression de la femme et d'aliénation de l'homme. En effet, cela *veut dire* que les femmes ne jouissent pas des libertés parmi les plus élémentaires. Cela *veut dire* que les hommes sont supposés manquer de respect envers une femme dès qu'ils aperçoivent quelques mèches de ses cheveux. Oppression rime parfaitement avec aliénation. Notre *opinion* est extrêmement hostile à cette pratique. *Nous pensons que....*, car *pour nous cela veut dire que....* Doit-on établir pour autant un délit de cette opinion comme c'est le cas pour l'expression de la haine raciale ? Non, car pour les concernés, cela *ne veut pas dire* la même chose – cela veut dire à l'inverse respect de la personne et affirmation identitaire face à l'oppression. Le problème pour tout laïque soucieux d'efficacité est que ces autres personnes ne peuvent ressentir l'interdiction que comme un procès d'intention. Or la laïcité est par principe hostile à tout délit d'opinion, sauf dans les cas très spécifiques établis par la loi (interdiction de l'incitation à la violence et à la discrimination raciale).

Pour éviter les délits d'opinion, la laïcité ne peut établir comme limites – et alors comme limites très strictes – que l'interdiction de ce qui remet *concrètement* en cause le déroulement serein de l'activité scolaire dans les établissements publics : un véritable voile interdisant les relations normales avec les camarades, une absence systématique aux cours d'éducation physique ou les vendredis et samedis, la demande de classes non mixtes, le refus d'apprendre les leçons d'histoire (théorie de l'évolution) sont, par exemple, évidemment inadmissibles. On sanctionnera alors des *faits*.

Vous avez dit « signes ostentatoires » ?

La méthodologie utilisée par la Présidence et le Ministre est intenable : interdiction des signes religieux « ostentatoires ». Qui va juger et à qui cela s'adresse-t-il ? N'est-il pas *bien visible* que la méthodologie du « visible » ne concerne en réalité qu'une culture ?

Pourtant un petit médaillon de la Vierge sur la jolie gorge d'une adolescente peut être fort visible. Mais quelle en est la signification ? Signifie-t-il : « Devenez catholiques ! » – prosélytisme – ou simplement « Je suis catholique », voire « J'aime bien ma grand-mère qui me l'a offert parce qu'elle

croit en Dieu » ? De toute évidence ce n'est pas un acte de prosélytisme mais *un signe tranquille d'appartenance à une communauté culturelle et religieuse*. La kipa juive est fort visible aussi. Son port a la même signification, à la seule différence que, plus minoritaire et donc plus inhabituelle, on la repèrera plus volontiers que le médaillon de la Vierge.

Le 21 mars 1995, Jacques Chirac encore maire de Paris disait que le port du foulard n'était pas inadmissible en tant que problème religieux mais en tant que ségrégation à l'égard de la femme. Le féminisme du candidat à la présidence ne réglait rien, car ceux qui arborent la kipa peuvent être considérés par les laïques comme vecteurs de comportements tout aussi ségrégatifs envers la femme. Se battant pour être élu, il n'en dit mais. Et heureusement, les Juifs ne constituent plus en France une minorité opprimée. La cohérence ne serait-elle pas alors de revenir au port obligatoire de l'uniforme gris pour que tout le monde soit non point égal mais identique d'apparence ?

En d'autres termes, si l'école publique veut assumer sa fonction – être l'école de tout le peuple –, il est absolument indispensable de bien faire la distinction entre les signes *d'appartenance* religieuse, culturelle ou sociale et les signes de *prosélytisme*. Mais il est impossible de dresser une muraille de Chine entre signes d'appartenance religieuse et signes d'appartenance culturelle.

La « visibilité » du foulard ne résout rien. Les professeurs savent bien que les élèves ont bien d'autres signes *tout aussi visibles et de même signification culturelle et religieuse* : les mains teintes au henné des petites maghrébines, les jambes couvertes d'un pantalon lui-même couvert d'une jupe elle-même couverte d'un tablier des petites turques ou kurdes ? Va-t-on interdire le henné ? Intimer l'ordre de choisir entre le pantalon et la jupe ? Va-t-on interdire aux élèves originaires du sous-continent indien de dessiner l'œil intérieur au milieu du front ? À la directrice d'une école publique de Bordeaux demandant qu'un menu de remplacement soit prévu pour les enfants musulmans les jours où il y avait du porc, un responsable de la Mairie répondit (encore du temps de Chaban-Delmas) : — Ah! non, le refus de manger du porc est un signe

ostentatoire de religion »². En défense de la laïcité, des centaines d'enfants bordelais ne mangeaient presque rien deux fois par semaine (ni le porc, ni les légumes qui avaient touché le porc). Il y a même des cas, maintenant, à l'Université, enseignement non obligatoire dont les élèves sont majeurs, où des étudiantes ont été importunées pour leur manière de s'habiller.

Circulaire intolérante ou loi raciale ?

Tout cela ne tient pas la route. L'école publique, parce que laïque, se doit d'accueillir en son sein toutes les cultures et toutes leurs manifestations non contradictoires avec le déroulement normal des cours. Comme laïques, pour faire passer nos valeurs, nous sommes plus efficaces en nous adressant sans problème à des élèves à la chevelure couverte, qu'en les braquant en leur imposant notre tenue vestimentaire. Même si une simple circulaire n'est pas un texte législatif, même si elle ne contraint pas les enseignants à exclure, même si ceux qui ont cédé à un moment de panique et ont voté à la hâte de nouveaux règlements intérieurs³ peuvent faire machine arrière, le texte de Mr. Bayrou garde toute sa nocivité de répression, de radicalisation et de poison diviseur.

Certes, le Conseil d'État pouvait encore, de longs mois plus tard, casser les exclusions, ne maintenant que celles où des « désordres » avaient été constatés. Mais ne pousse-t-on pas précisément au désordre quand une jeune fille à la chevelure couverte est dès lors mise en quarantaine par des enseignants ou l'administration ? Justement parce qu'elle a pu jusqu'alors entendre le discours de la citoyenneté, ne sera-t-elle pas poussée à se défendre au lieu de courber le dos, et ne donne-t-on pas une belle occasion de propagande aux vrais intégristes ?

Mais il est évident qu'une loi démultiplierait en véritables ravages les effets de la simple circulaire de 1994. Ce ne serait plus le prosélytisme qui serait réprimé, ou même des troubles. Réprimant un seul type religieux d'ostentation, portant un

² Aujourd'hui, les 60% d'enfants musulmans de cette école se voit offrir des sardines en conserve malgré les demandes unanimes du Conseil d'école pour un vrai choix de menus.

³ ... parfois dans des établissements où il n'y avait pas l'ombre d'un foulard, par crainte de l'« arrivée des barbares » ?

jugement relatif à l'oppression de la femme sur une seule religion et exonérant par la même toutes les autres, elle franchirait le cap de l'intolérance pour plonger dans le racisme, elle serait une loi raciale. Elle établirait définitivement l'équation « islam visible = intégrisme ».

L'efficacité de la laïcité en danger

Ne voit-on pas qu'une exclusion, ce sont dix foulards de plus, non point en classe – la répression a toujours une efficacité – mais dans la rue, la société ? Si vous étiez adolescent(e)s et que votre meilleure amie était exclue pour cela, ne seriez-vous pas tenté(e)s dès le lendemain matin de venir la chevelure couverte ? Est-ce un hasard si, avant l'« affaire », jusqu'en 1989, c'était plutôt les parents qui demandaient le port du foulard, et si, depuis la répression, ce sont les jeunes filles elles-mêmes qui le brandissent comme geste politique protestataire d'une minorité opprimée ? Ne voit-on pas qu'en réprimant le foulard, on fait d'une attitude religieuse tranquille une manifestation culturelle identitaire agressive ?

Alors sans doute, il n'y aura plus de fichus dans les écoles publiques : mais il y aura des foulards et des voiles sitôt le portail franchi, car les enseignants seront dans l'incapacité de faire passer efficacement le message laïque auprès d'esprits formés à d'autres cultures, et qui se braqueront face à la répression. Beau résultat en vérité. Ceux qui modifient les règlements intérieurs alors qu'aucun cas de « foulard » n'est apparu dans leur établissement, ceux qui sont pris de panique lors de l'apparition de quelques fichus tôt qualifiés de « voiles », rêvent d'une école française chimiquement pure en se souciant peu des résultats de leur attitude dans la société. Or le but des laïques n'est pas seulement de défendre l'école pour l'école, mais de défendre l'école pour former des citoyens, pour faire passer leur message dans la société entière. Pour parler à nos élèves, la première des conditions est de les accueillir dans les limites du déroulement serein des cours.

La situation des écoles publiques s'est beaucoup dégradée : certains enseignants ressentent cette affaire comme la dernière ligne de défense de la laïcité, en deçà de laquelle leur métier

mis à mal matériellement et dans sa dignité sociale par ce même gouvernement qui agite les foulards devant eux, n'aurait plus de sens. Ils se trompent d'ennemi.

Le ministère ose affirmer que personne n'a été privé de l'obligation scolaire puisque les enfants exclues ont été inscrites d'office à l'enseignement par correspondance. Quel... jésuitisme ! En fait, il leur impose une double peine : celles-ci devaient déjà vivre la contradiction entre les valeurs de leurs familles et celles de l'école laïque qu'elles aiment bien, avaient à supporter l'oppression de leurs pères et frères aînés, à soutenir la vision de leurs mères cloîtrées. En défense de la laïcité, on les enferme maintenant dans ces familles ! Le problème n'est pas réglé, mais devient invisible au sein du périmètre chimiquement pur de l'école. Quelques-unes de ces exclues sont d'ailleurs renvoyées au pays pour y être mariées.

Laïcité ou chauvinisme français ?

Ne voit-on pas enfin que cette affaire est incroyablement franco-française ? Elle semble stupéfiante – voire ridicule – en Angleterre, aux Pays-Bas, en Suisse, Espagne, Scandinavie, tous pays démocratiques ! Elle étonne même au Portugal qui, rappelons-le, est avec la France l'autre seul pays ouest-européen dans lequel l'Église et l'État sont constitutionnellement séparés. Est-on si sûr que « nos méthodes » d'assimilation pure sont toujours bien meilleures que les méthodes d'intégration de tous les autres ? Ne sent-on pas poindre souvent dans ce débat des relents insupportables de chauvinisme, la nation France combattant seule la barbarie en défense de la civilisation ?

Mieux vaudrait rester calmes et efficaces. Ce n'est pas l'incohérence laïque du ministre du 16 janvier 1994 qu'il faut remarquer, mais à l'inverse sa profonde cohérence favorable à l'école privée.

Si l'école publique n'accueille plus tous les enfants, les parents de ceux-ci, inévitablement manipulés par des groupes de pression, créeront leurs écoles privées confessionnelles. Les écoles catholiques pullulent et ont maintes fois dit qu'elles accueilleraient volontiers les enfants du foulard, les écoles juives se multiplient, les écoles musulmanes apparaîtront – du

moins si des comportements administratifs racistes ne les freinent point. Si les enfants catholiques vont à l'école catholique, les enfants juifs à l'école juive, les enfants musulmans à l'école musulmane et si l'école laïque n'accueille plus que les enfants « sans Dieu », quelle terrible régression de la laïcité ce sera ! Au moment où s'exprime à nouveau à Paris le terrorisme le plus aveugle, dont les commanditaires devront être soigneusement identifiés, n'est-il pas plus important que jamais de refuser les amalgames honteux et, avec nos élèves et leurs parents, de faire efficacement front pour la défense de l'école laïque ?

Profs, accueillons les enfants du foulard !

L'ouvrier sénégalais et le capitaliste Le Pen^{*}

Avril 1997

Lors de la manifestation contre la Loi Debré^a à Bordeaux, un animateur de la radio associative « La Clé des Ondes » demandait à brûle-pourpoint : — Pourquoi êtes-vous dans la rue ? ». Je répondis : — J'en ai assez que Le Pen réussisse à faire de l'immigration le problème majeur de la société, je me sens plus proche d'un ouvrier sénégalais que d'un capitaliste français ».

À l'approche du congrès du Front national à Strasbourg, on me permettra de revenir sur cette question. La montée du racisme est double : xénophobe et antisémite.

Quel racisme ?

Dans sa version classiquement xénophobe, elle exprime la crainte des prolétaires français de devenir des immigrés dans leur propre pays (« immigratisation »), et la crainte des échelons inférieurs de la petite-bourgeoisie de devenir des prolétaires. La durée persistante de la crise du capitalisme

^{*} Inédit d'avril 1997. Pour la petite histoire, qui illustre les difficultés de collaboration des chercheurs avec la presse, voici : ce texte fut accepté pour publication par *Le Monde*. Je reçus un coup de téléphone de Michel Kajman, me demandant de le réduire et me questionnant : — Vous le faites, ou je le fais ? » Je répondis que je le ferais, et m'y mis toutes affaires (de recherche) cessantes, mais cela prit quand même deux heures. Le journaliste ne m'avait pas dit que, dans ses rythmes de travail, il s'agissait d'un quart d'heure... Les notes suivantes, indiquées de ^a à ^c, sont toutes ultérieures.

^a On s'en souvient, la « Loi Debré » visait, suite aux « Lois Pasqua » à réglementer le séjour des étrangers. La question tomba à peu près au même moment que la convocation du congrès du Front National à Strasbourg.

produit des effets psychologiques particulièrement délétères.

La montée de l'antisémitisme se produit dans le même contexte mais – je suivrai ici l'anthropologue Christian Geffray^b – a des causes différentes. Elle exprime la nostalgie de l'époque où il y avait de vrais maîtres, des dominants que l'on craignait et que l'on pouvait aimer. Le capitalisme moderne a fait disparaître la plupart des dominants-maîtres au profit de bourgeois déshumanisés. Dans les conditions de l'Europe occidentale de ces derniers siècles sur la base de l'héritage de l'antisémitisme médiéval, le Juif est alors apparu comme le prototype du bourgeois, du dominant non maître et non aimable qui empêche la réapparition du maître aimable. Voilà pourquoi tous ceux qui souhaitent le retour aux vrais maîtres comme réponse fantasmatique aux souffrances subies du capitalisme véhiculent le plus souvent l'antisémitisme. Voilà pourquoi ceux qui aspirent à devenir *fuhrer*, *duce*, *conducator* sont presque nécessairement antisémites. Monsieur Le Pen ne produira pas l'antisémitisme par atavisme raciste, mais parce qu'il a besoin de le produire pour écarter fantasmatiquement les dominants non-maîtres et ouvrir la voie au Chef aimable. L'antisémitisme n'a aucune raison d'être spécifiquement prolétarien. En revanche il est antagonique à la citoyenneté, ne serait-ce que parce que sa fonction est de détruire, outre les Juifs quelles que soient leurs appartenances de classe, l'espace politique ouvert dans notre société par l'existence de l'individu (qui n'existe guère dans les sociétés les plus paternalistes) socialement permise par la conscience de classe qui rompt les solidarités verticales et lui offre son autonomie. Parce que l'antisémitisme a pour fonction de recréer la supercherie des solidarités verticales et l'allégeance au Maître adoré, il est antagonique aux espaces politiques, il est un ennemi de tous les travailleurs.

Le contexte des luttes politiques et sociales fait que tout cela peut se mélanger, et que ceux qui n'aiment pas les « Juifs » bien souvent n'aiment pas non plus les « Arabes » et vice versa. Au total cependant, l'ensemble des remaniements

^b Je faisais référence à l'ouvrage de Chr. GEFFRAY, *Le Nom du Maître. Contribution à l'anthropologie analytique*, Paris, Arcanes, 1997.

économiques et identitaires que produit le capitalisme à l'âge de la dictature mondiale du capital financier induit une profonde inquiétude sur le devenir. Les fortes tendances en faveur de l'école privée trahissent l'angoisse de pouvoir placer ses rejetons dans des écoles où ils pourront fréquenter d'autres enfants « bien » (non prolétaires), et sauvegarder ainsi leur avenir social. Le libéralisme dogmatique que nous vivons plonge des milieux sociaux entiers dans la précarité. Voilà pourquoi le grand mouvement gréviste de l'automne 1995 a été à la fois un réflexe de défense sociale et nationale : la remise en cause des acquis sociaux mettait en cause l'idée que nous nous faisons de la République, l'idée-même que nous faisons de la France. Le gouvernement de droite le comprit excellemment, qui distilla une prose non crédible sur le maintien de services publics « à la française » alors que le dogme maastrichien impliquait de les privatiser.

Quel antiracisme ?

Certaines associations antifascistes apposent des papillons autocollants proclamant « Non au racisme, Non au fascisme », souvent décorés de croix gammées rappelant le passé nazi. Cette manière de présenter les choses peut remobiliser les courants déjà attachés à la démocratie mais elle est inefficace auprès de ceux qui sont tentés par le vote Le Pen ou le pratiquent. Les personnes concernées cherchent à écarter le danger de leur « immigratisation » par la destruction d'une partie du prolétariat (étrangère), ou de leur prolétarianisation par la recreation fantasmagorique de solidarités verticales aboutissant au chef aimable écartant les bourgeois, ces dominants non-maîtres.

Toute politique qui ne viserait pas à écarter la menace d'« immigratisation » du prolétariat, qui n'écarterait pas la menace de destruction de l'espace du politique, est inefficace. En bref, toute politique autre qu'une « politique de classe » est vouée à l'échec. Il n'y a aucun autre moyen de contrer Le Pen que de relancer les « luttes de classes ». Ces derniers temps elles le font du reste très bien toutes seules – ce qui autorise quand même l'optimisme – mais elles manquent tragiquement de débouché politique.

On ne peut pas lutter contre Le Pen si la démocratie citoyenne s'arrête à la porte de l'entreprise, si on a le droit de licencier pour faire des bénéfices et bien sûr si, même à son corps défendant, on fait de l'immigration le problème central

de la société. À ce jeu, on est perdant à tous les coups : quand j'entends à gauche dire que l'immigration illégale pose problème et que le travail au noir doit être réprimé, je me dis qu'on se laisse encore piéger par les mots de Le Pen. En effet à quoi sert-il d'utiliser des expressions qui ne reflètent pas la réalité sociale des personnes concernées ?

De ce point de vue – le seul important –, il n'y a pas d'« immigration illégale » car elle ne peut être ressentie ainsi par ceux qui la pratiquent. Entourerait-on l'espace de Schenguen d'une clôture à 40 000 volts, certains affamés réussiraient quand même à passer. Nos gouvernants peuvent aller à Kayes (Mali) pour tenter de convaincre les Soninkés d'émigrer moins. Il eût mieux valu revoir de fond en comble la politique de coopération et cesser de soutenir quotidiennement les régimes politiquement et économiquement les plus haïssables.

Il y a quelque chose d'immoral à défendre le droit d'asile et à choisir de refuser le droit de refuge pour les affamés, sous le seul prétexte qu'ils ne sont pas politiquement pourchassés mais « seulement » physiquement terrassés.

La prostitution n'est pas directement interdite, en revanche le proxénétisme est prohibé. Il n'y a pas d'immigration illégale, il y a un patronat illégal. L'individu qui utilise illégalement la main-d'œuvre pour mieux la pressurer devient un patron proxénète. Ce n'est point l'immigration illégale qui doit être réprimée, mais le patronat proxénète. Exclusivement. Sans patronat illégal, la liberté de mouvement n'est pas un danger.

Mais là encore on n'y arrivera jamais sans « politique de classe ». À commencer, par exemple, par la remise en cause de la TVA, cette fabrique de travail au noir, et par le renforcement considérable des moyens des Inspections du travail. La mise à la corbeille de la plupart des amendes qu'elles infligent ne produit-elle pas des aberrations ?

Tant que l'État acceptera que l'on puisse procéder à des licenciements comme moyen de gestion, le prolétariat sera « physiquement en danger » et tenté de chercher en son sein des boucs émissaires. Tant que l'État acceptera des écarts de revenus allant de 1 à 220 comme au Moyen-Âge, la citoyenneté sera en danger.

Personne ne fait aujourd'hui campagne pour le droit de vote aux élections locales pour les travailleurs nés ailleurs. Pourtant François Mitterrand a tenu bon sur la peine de mort sans être battu aux élections. A-t-on posé toutes les questions utiles dans les sondages, par exemple : « Pensez-vous que le droit de vote

des étrangers aux élections locales serait un moyen de favoriser leur intégration ? ». Rien qu'en Europe latine, l'Italie de centre-gauche, le Portugal social-démocrate, l'instaurent à présent. Mais ne s'agirait-il pas plutôt, tout simplement, du « droit de vote pour les habitants » ? Le droit de vote pour tous les habitants est désormais une question comparable à celle du droit de vote pour les femmes à la Libération.

Le capitaliste Le Pen et l'identité nationale

Monsieur Le Pen n'est pas, d'abord, « raciste » ou « fasciste ». Il est, d'abord, le représentant d'une des versions radicales du programme du capitalisme pour l'avenir proche. Monsieur Le Pen est un capitaliste, un multi-millionnaire, et c'est sous cet angle qu'il convient de le combattre. La contradiction n'est pas simplement entre le « racisme » et l'« antiracisme », elle est d'abord entre la défense de nos acquis sociaux et un capitalisme de modernisation autoritaire temporairement renforcé par la chute du stalinisme sénile. Peut-on voter pour un patron pour défendre ses intérêts de travailleur, doit-on voter pour le capitaliste Le Pen ? C'est ainsi que la question peut être efficacement posée.

Or ceci est capital. Une fois Monsieur Le Pen démasqué non point en se plaçant, même en négatif, sur son propre terrain (réfutation de sa « défense des Français et de la France » contre les étrangers et le « cosmopolitisme »), mais d'un point de vue de classe, alors la gauche n'aura plus aucune raison de considérer la question nationale comme un tabou et pourra affronter les conséquences identitaires de la mondialisation, notamment dans sa phase maastrichienne. Car effectivement la mondialisation n'est pas seulement un processus économique du capitalisme, c'est aussi le broyeur des identités qu'il faut uniformiser parce que cela est « plus pratique » pour les seigneurs mondialisés. Alors, d'un point de vue de classe aussi, on pourra défendre la nation et l'identité. Non point du tout pour « couper l'herbe sous les pieds de Le Pen », mais parce que l'agression de la mondialisation capitaliste fait pousser l'herbe sous ses pieds, *parce que l'identité est un besoin social et que sa défense fait donc partie des luttes démocratiques à mener*. C'est parce que la gauche n'a pas de politique de classe qu'elle est paralysée envers l'identité nationale.

Les manifestations contre la loi Debré, largement mobilisées

contre Le Pen, ont-elles été notre moderne février 1934 ? Je ne sais. Mais la meilleure chose qui pourrait arriver pour lutter contre le capitaliste Le Pen est qu'à nouveau résonne un gigantesque « Tous ensemble »^c contre le gouvernement de Mr. Juppé, qui obligerait la gauche à nous représenter, à respecter le mandat que l'immense salariat de ce pays cherche à tâtons à lui confier.

^c « Tous ensemble » fut, rappelons-le, le slogan préféré de la quasi-grève générale de novembre-décembre 1995

La Ligue, les chasseurs et quelques autres...*

Février 1998

J'ai été scandalisé par l'article de Pierre Rousset, « Chasseur, manipulé et heureux de l'être », paru dans *Rouge* n°1768 du 19 février 1998 (p. 11), et extrêmement déçu par la plate-forme « Pour des conseils régionaux au service de la population » publiée dans la même édition (pp. 8-9).

1. L'article de Pierre Rousset relève au minimum d'un insupportable paternalisme parisieniste. Je ne citerai que le « meilleur » passage de sa prose : « ... rien ne sera possible tant que les chasseurs-moins-cons accepteront de se faire manipuler par les notables et les ultras. La naissance en Aquitaine de l'Association des chasseurs écologiquement responsables (ACER) montre que, même en France et même dans le Sud-Ouest, les choses peuvent bouger ». Si je comprends bien, tous les chasseurs sont des cons et pour certains, moins cons, il y a encore un peu d'espoir en France (bien qu'elle soit globalement conne) et même dans le Sud-Ouest (région de forte concentration de cons).

Pierre Rousset n'imagine pas que l'on puisse être trotskyste et chasseur, ou chasseur et pas con. Surtout, il ne sait visiblement pas de quoi il parle et reproduit sans hésiter ce méprisant discours de l'Europe du Nord envers l'Europe du Sud, une Europe septentrionale qui n'a plus de campagne (sauf les parcs naturels) et dans laquelle le seul rapport à l'animal est celui, écologiquement *clean*, du chien et du chat domestiques.

À l'origine du mouvement « Chasse, Pêche, Nature et Tradition » (CPNT), il n'y a pas que des courants droitiers,

* Cet article (manuscrit du 25 février 1998) a été envoyé à *Rouge* (hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire) pour publication, qui n'a pas daigné donner suite, ni même répondre de manière privée à l'auteur, pourtant candidat aux élections régionales de mars 1998 sur la liste « Tous ensemble, l'Aquitaine à gauche vraiment ».

n'en déplaise au manichéisme de P. Rousset. Si la droite a toujours dominé ce mouvement, dont l'expansion a utilement freiné le développement du Front national, un bon tiers des effectifs viennent des rangs du parti socialiste (ce qui explique du reste les refus du PS et du PC aquitains de faire des listes communes avec les Verts), et même des franges occitanistes d'extrême-gauche (certains sympathisants de *Volem viur al pais*). L'électorat CPNT n'était pas, à l'origine, spécifiquement marqué à droite. Il le sera bien plus cette fois-ci en revanche. Mais P. Rousset ne relève nulle part que la CPNT a, justement du fait de son alignement croissant sur la droite, connu des débâcles et qu'elle joue cette fois-ci son va-tout : elle est menacée d'explosion et nombre des adhérents n'ont pas accepté l'alliance de Goustat avec Juppé. Ce qui s'exprimait derrière la CPNT n'était évidemment pas seulement la chasse et la pêche. Il s'est bien plus agi de l'éveil d'un néo-autonomisme ouest-occitan dressé contre ce qui apparaissait comme des décisions bureaucratiques et antidémocratiques de Paris et Bruxelles. Or pour des révolutionnaires, cet autonomisme occitan est une valeur tout à fait positive. P. Rousset semble par ailleurs penser que la CPNT est le mouvement de chasseurs le plus représentatif. Mais, outre les structures corporatives, il y a aussi, largement aussi importante, l'Union des chasses traditionnelles, dirigée par un militant de la CGT. Lisez donc leur tracts, qui ne cessent de défendre « le droit de chasse, cet acquis de la Révolution française » !

Oui, la chasse est en crise¹⁴⁸. Oui, les chasseurs sont manipulés ! Mais P. Rousset ne se pose jamais la question du pourquoi de l'efficacité maintenue des structures corporatives. Pourquoi ça marche ? Ça marche d'autant mieux que, loin de comprendre la crise de la société rurale ou péri-urbaine et le problème identitaire qui s'expriment par le biais du mouvement des chasseurs, les révolutionnaires et autres gens distingués style Rassemblement des Opposants à la Chasse leur renvoient un discours méprisant dans lequel eux, du Sud, sont des sauvages face à l'Europe *clean* des chiens et chats domestiques du Nord. Inutile de dire que la droite fait alors ses choux gras de la défense de l'identité niée par la gauche. Ce qui est un comble, alors que cette même droite aquitaine soutient les traités de Maastricht et Amsterdam qui ruinent et

¹⁴⁸ Je conseille à Pierre Rousset de lire l'ouvrage de Dominique DARBON, *La crise de la chasse en France. La fin d'un monde*, Paris, L'Harmattan, 1997 (« Conjonctures politiques », 9) (c'est la petite collection que je dirige dans cette maison d'édition).

désertifient les campagnes. C'est cette contradiction que pointe, dans sa plateforme, la liste « Tous ensemble, l'Aquitaine à gauche vraiment ».

2. Cela renvoie en fait à la carence de l'élaboration trotskyste en ce qui concerne l'ethnicité et l'identité et la non-rupture avec la tradition jacobine. La plate-forme publiée dans *Rouge* [pour les élections régionales] est extraordinaire car elle ne contient strictement rien sur les... régions. Elle aurait pu servir tout aussi bien à une élection présidentielle, législative, européenne, etc. N'avez-vous donc aucun point de vue sur les régions ? Pourquoi la seule allusion à la « reconnaissance de la diversité culturelle » y est-elle relative aux immigrés ? Les élections régionales ne sont-elles pas le moment par excellence pour défendre les droits démocratiques des nations de France vaincues par l'État central franco-parisien ? N'êtes-vous pas pour l'enseignement dans l'école publique des langues dites régionales et même de l'alphabétisation en ces langues quand les parents le souhaitent, et pour la création d'universités en ces langues ? Pourquoi avez-vous oublié l'indépendance des colonies ? Pourquoi laissez-vous aux courants maffieux et droitiers du nationalisme corse la revendication d'une République corse ? Pourquoi ne revendiquez-vous pas une région basque ? Pourquoi ne remettez-vous pas en cause les « régions-programme » gaullistes, ces simples rouages administratifs de l'État jacobin découpées de manière à ne pas représenter les ethnicités de France ? Pourquoi ne revendiquez-vous pas la réunification de la Bretagne, la création de vraies régions correspondant aux cultures populaires et identités – Savoie, Dauphiné, Provence, Pays basque, Occitanie, Flandre, Vendée, la Bourgogne dans sa vraie extension, etc. ? Pourquoi laissez-vous à Pasqua l'utile notion de « pays », ces bassins de développement ne recoupant pas les limites des départements et des cantons mais prenant pour base les pratiques locales ? Pourquoi n'exigez-vous pas la remise en cause d'un schéma de TGV construit uniquement en étoile autour de Paris, alors qu'il faut toujours huit heures pour aller de Bordeaux à Marseille ? La plate forme de la Ligue communiste révolutionnaire n'est qu'un catalogue ultimatisé et informe de revendications de surcroît souvent très vagues. Vous hypertrophiez, comme toujours, comme LO, VDT ou le PT**, le seul aspect « luttes de classes », en oubliant que ce qui peut faire la force des listes

** LO, Lutte Ouvrière ; VDT, Voix des travailleurs (une scission, notamment bordelaise, de LO) ; PT, Parti des travailleurs.

« À gauche vraiment » dans les régions, c'est d'être au cœur d'un triangle luttés sociales – luttés identitaires – luttés écologiques et d'aménagement du territoire. Les identitaires purs ont la Liste occitane ou celle des chasseurs, les écolos la liste des Verts, les gauchistes les listes LO et VDT. Personne ne fait le lien.

Domage. Les chasseurs resteront manipulés, car ils n'ont pas d'autre solution.

L'autodétermination, pour les Serbes aussi*

Mars 1999

Veut-on faire de Slobodan Milosevic un nouveau Saddam Hussein ? Veut-on [renforcer sa base sociale et politique] en bombardant son pays, provoquant un évident réflexe d'union sacrée de la population autour de ce dictateur [fait par les obus de l'OTAN le sauveur des intérêts suprêmes de la nation encerclée] ? Réfléchira-t-on jamais aux causes de la force renouvelée du nationalisme extrémiste serbe ? Comprendra-t-on que ces bombes contre la Serbie sont tout autant dirigées contre l'autodétermination des Kosovars ?

Que les représentants de l'UCK aient choisi, tactiquement, de signer l'oukase de Rambouillet ne traduit rien d'autre que le rapport des forces militaires et diplomatiques défavorable auquel ils font [actuellement] face. Cela ne fonde en rien la qualité d'un texte dont le seul objectif est de « geler un problème » [sans le résoudre aucunement].

« Geler les problèmes », telle a d'ailleurs été l'« orientation » [faillie mais sans faille] des démocraties [occidentales] depuis le début des guerres en Yougoslavie. Ce qui est extraordinaire dans la manière dont notre EuropAmérique a agi, est qu'on ne se soit jamais posé, d'un point de vue démocratique, la question de la nation serbe. On a pensé geler les problèmes en défendant, non point l'autodétermination des peuples (cette hantise des États), mais

* Manuscrit daté du 23 mars, et publié dans *Libération*, le 30 mars 1999, p. 9, avec quelques raccourcissements. Le texte initial est ici reproduit, les parties supprimées ou réduites dans *Libération* apparaissant entre [crochets].

au coup par coup la survie de tous les non-Serbes (successivement slovènes, croates, bosniaques, aujourd'hui kosovars) sans jamais penser que les Serbes étaient aussi victimes de leur dictature et qu'il puisse y avoir des raisons à leur apparent consentement. On a agi en ignorant, [tout simplement,] la nation la plus importante démographiquement : ou pire, en identifiant [complètement] la nation serbe au nationalisme extrémiste, sans jamais penser aux moyens politiques à mettre en œuvre pour aider la première à se dissocier de ce dernier. Parce que l'on condamnait [ce dernier, on a diabolisé la première. Plus généralement, parce que l'on condamnait] l'épuration ethnique, on a diabolisé l'idée même de l'identité ethnique. On a catastrophiquement dressé la citoyenneté (supposée multi-ethnique) contre l'autodétermination des nations !

Si l'Allemagne et la France ont reconnu si vite les indépendances slovène et croate, c'était, d'abord, pour que [dans toute la mesure du possible,] rien ne change, surtout pas les frontières. Ce faisant, on accepta pourtant que [sans démocratie aucune], ces frontières certes [ne changent point de place, mais] changent de nature ! En effet (sauf l'exception slovène), les frontières internes de l'époque titiste ne séparaient point des États-nation, elles étaient largement administratives. Ainsi, la Croatie n'était pas l'État-nation des Croates, mais constitutionnellement « l'État des Croates et Serbes de Croatie », d'autres [nationalités, c'est-à-dire] minorités nationales, étant reconnues. Grâce à l'appui occidental, la Croatie devint l'État-nation des seuls Croates, toutes les autres nations devenant en pratique minorités [et, dans le contexte tendu d'alors, étant tracassées, voire chassées de l'administration et de l'armée]. Ainsi se noua le drame de la Krajina [. Cette province des « confins » était] peuplée par une large majorité de Serbes [(environ 70% de la population)]. Il ne vint à l'idée de personne dans les secteurs démocratiques occidentaux comme yougoslaves, [paralysés par le dogme de l'intangibilité des frontières, et par là bien oublieux d'Ernest Renan,] qu'elle eût pu voter son rattachement à la Serbie par-delà la non-continuité territoriale ; que dans le cadre de cette autodétermination et de ce changement de république, les minorités non-serbes de Krajina eussent pu voir leurs droits mieux défendus, la majorité ne les voyant pas comme la cinquième colonne menaçant la survie de sa nation. On propulsa ainsi comme [seuls] défenseurs de l'identité serbe en

Krajina des chefs de guerre souvent ex-apparatchik staliniens qui se virent offrir sur un plateau la base sociale qu'un contexte démocratique ordinaire ne leur aurait jamais fournie. Devenus opérationnels, ils épurèrent ethniquement leur région [de sa forte minorité] et conduisirent leur peuple à la catastrophe : la Croatie fut par eux-mêmes légitimée dans sa contre-offensive militaire bénie des Américains, et vida à son tour la Krajina de sa population serbe.

Les accords de Dayton gelèrent un invraisemblable charcutage : la Fédération croato-bosniaque dans une Bosnie elle-même confédération dont l'un des membres, la Republika Srpska de Pale, ne voulait entendre parler – un monstre institutionnel dans le seul but d'empêcher l'exercice de l'autodétermination. Point d'autodétermination dans l'interland dalmate permettant son rattachement à la Croatie, point de droit à l'autodétermination pour la Republika Srpska de Bosnie. On maintint facticement, au beau nom d'une multi-ethnicité fort efficace pour faire marcher au pas les antiracistes, l'intangibilité des frontières, alors qu'en réalité, [tout ce qui avait été positif en Yougoslavie fédérale était maintenant démolit et que le b-a-ba d']une lente reconstruction et du retour des réfugiés ne pouvait passer [d'abord,] que par la réunification des nations réellement existantes. Ainsi, les extrémistes de Pale continuèrent à gagner facilement les élections en Republika Srpska, puisque ressentis comme les seuls garants de la survie de la nation serbe ! Ce faisant, ils rendirent le plus grand service à l'Otan, illustrant l'impossibilité d'une autodétermination démocratique – ce vrai cauchemar de nos chefs de guerre planétaires [avec ses conséquences immédiates au Kurdistan, en Turquie, la base des bases américaines dans la région].

Souvenons-nous, après l'arrêt de la guerre précédente en Bosnie, comment [tout de suite] se produisit une vigoureuse poussée de l'opposition démocratique en Serbie, avec des manifestations de masse des semaines durant ! La nation serbe, de par l'accalmie guerrière, était alors temporairement soulagée quant à sa survie et, immédiatement, cela permit [la remobilisation du mouvement social,] la reprise de la lutte des classes, la revendication d'élections libres et du départ des stalino-fascistes. Mais l'accalmie fut de courte durée et, grâce à l'Otan et aux accords de Dayton, Slobodan Milosevic n'eut aucun mal à prouver à sa population que la survie de la nation serbe était toujours en jeu. Pristina et ses références médiévales devinrent le mythe sacré de la nation ! [Mais les mythes n'ont

en réalité que la solidité des contextes qui les produisent. Autorisez le rattachement de la Republika Srpska à la Serbie, et les extrémistes, à Belgrade comme à Pale, seront battus lors des prochaines élections. On pourra alors négocier le retour des réfugiés et procéder à l'autodétermination du Kosovo !]

On ne peut résoudre les guerres en Yougoslavie sans que les Serbes ne soient sûrs que la survie de leur nation n'est plus en jeu. On ne peut dissocier la démocratisation de la résolution des questions nationales. L'identité ethnonationale certes relève de l'imaginaire [– les chercheurs en sciences sociales savent bien cela –, mais l'imaginaire ne saurait être confondu avec l'inexistant : l'angoisse nationale peut être aussi puissante que l'angoisse du chômage et les deux doivent être traités également par la démocratie. [Négociation générale incluant l'autodétermination tant pour la Republika Srpska que pour le Kosovo – et la base sociale des seigneurs de guerre disparaîtra, et on pourra discuter les autres problèmes attenants (retour des réfugiés, multi-ethnicité, etc.).] Il est vrai qu'on est ici très loin de la culture politique de l'Otan. On l'a vu en 1992 lors de la guerre de destruction de l'Irak – stoppée au moment même où son dictateur pouvait être chassé par les révoltes du Sud et du Kurdistan –, cette méga-alliance du monde libre préfère Saddam Hussein à l'autodétermination des peuples.

On agite commodément l'épouvantail des morts provoquées par la remise en cause des frontières. Quand comptera-t-on celles provoquées par leur intangibilité ?

Conclusion

Le siècle de la démocratie tout court*

Avril 1997

Il y eut les massacres de la Grande Guerre mondiale de 1914-1945, c'est-à-dire de ladite Première Guerre, puis de la Seconde, avec en leur intervalle un léger ralentissement des opérations militaires (guerre impérialiste contre la révolution bolchevique, prise du pouvoir de Mussolini et guerre d'Éthiopie, guerre turco-hellénique, prise du pouvoir de Hitler et Anschluss sur l'Autriche et les Sudètes, contre-révolution en Espagne, Pacte germano-soviétique, agression japonaise contre la Corée et la Mandchourie).

Il y eut la dégénérescence monstrueuse de la Première République des Soviets et la rapide mondialisation du phénomène stalinien entraînant la quasi-totalité des partis communistes dans son sillage, paradoxalement renforcée par ce tournant dans le siècle que fut la victoire de Stalingrad¹⁴⁹.

* Ce texte (daté du 25 avril 1997) avait été demandé par la revue bordelaise, politique et littéraire, *Le Passant ordinaire*, afin d'être inclus dans l'un des volumes d'une nouvelle collection de livres, « Faim de siècle ». Le volume en question, cependant, a pris du retard et ces lignes sont jusqu'à présent restées inédites. Elles ont cependant été diffusées par la revue électronique *In Situ*.

¹⁴⁹ Sauf erreur de ma part, le seul mouvement communiste au sein duquel l'opposition de gauche emporta la majorité fut celui de Bolivie. Un PC officiel n'y fut reconstitué par le Kominform que dans les années cinquante – celui-là même qui trahit Guevara. Si les causes de la bureaucratisation, puis de la sanglante contre-révolution politique en URSS même, peuvent être comprises en tenant compte de la nature archaïque du pays, de l'encerclement impérialiste et des forces sociales en jeu, cette « facile » mondialisation du stalinisme, dans des pays où les conditions de

Il y eut cette *victoire du stalinisme* que fut la décision des castes bureaucratiques d'opérer la rétrotransition au capitalisme – Trotsky sur ce point au moins avait vu juste, même s'il s'est trompé sur les délais – : soit directement en engageant la bataille de leur transformation en bourgeoisie privée¹⁵⁰ suite à un tel épuisement idéologique du prolétariat que de son sein ne put jaillir aucun courant démocratique de masse capable de provoquer une révolution politique au sein de l'État non capitaliste ; soit indirectement en engageant l'État stalinien lui-même dans la transformation, comme en Chine « populaire » où l'environnement (Corée du sud, Taiwan, Hongkong) et les forces sociales internes (crise de la paysannerie, révolte étudiante, sociétés secrètes) les mettraient en danger en cas de privatisation directe¹⁵¹.

Il y eut l'échec des nationalismes radicaux et laïques du Tiers monde, adeptes d'un paradigme paternaliste de modernisation autoritaire qui, sous couvert d'un discours

lutte étaient fort différentes, reste à mon avis tout à fait insuffisamment expliquée. Le prestige de l'URSS survivant aux premières répressions de masse post-guerre civile (Ukraine 1928-30) explique partiellement l'aveuglement, mais il y a nécessairement des causes internes issues du mouvement ouvrier produit par le XIX^e siècle. Plutôt que de chercher une fantasmagorique liaison linéaire marxisme/léninisme/stalinisme qui, pour satisfaisante qu'elle puisse paraître à des esprits simples, ne ferait, fût-elle avérée, que déplacer la question (n'expliquant en rien pourquoi des centaines de milliers de militants ont accepté ce marxisme menant tout droit au goulag), c'est sans doute dans des héritages idéologiques plus anciens et dans la pratique sociale, côté socialiste comme anarchiste, qu'il faudra trouver la sous-estimation permanente de la question démocratique par le mouvement ouvrier.

¹⁵⁰ Allemagne et Europe orientales, Russie...

¹⁵¹ Cela dit, en raison des forces sociales mises en jeu par l'économie de marché croissante, une privatisation directe est inéluctable dans une étape ultérieure, et sera alors acceptée par les fractions dominantes et les plus modernes de la caste bureaucratique qui auront eu le temps de maîtriser la situation et d'apprendre le métier de bourgeois (la seule autre hypothèse est une révolution politique socialiste actuellement non discernable). En attendant, ladite Chine populaire exprime ce que l'impérialisme peut trouver de meilleur dans le tiers monde : un État qui reste fort et relativement stable dans un contexte régional agité, un parti unique totalitaire qui encadre la population, et la réintroduction, plus lente qu'il n'y paraît mais tendancielle, du capitalisme. C'est pourquoi l'impérialisme est prêt à affamer Cuba, mais n'a que des sourires de compassion au dalaï-lama pour le Tibet. On en appréciera que mieux le voyage que Robert Hue fit, auprès du parti-frère, quelques mois après avoir publié *Communisme, la mutation*. On a glosé sur sa petite phrase, il est vrai scandaleuse, sur la nation himalayenne, mais le plus odieux est que le PCF soit allé rendre visite à un totalitarisme auprès duquel Ceausescu fait figure de nain de jardin.

révolutionnaire souvent stalino-marxisant sur l'homme nouveau, étaient hostiles à leurs propres populations vues comme « féodales », « tribales » et « obscurantistes ». Ces régimes qui enthousiasmèrent les tiers mondistes¹⁵² n'avaient pourtant jamais vraiment rompu avec le néocolonialisme. Or ce dernier, quand il fut dénoncé à gauche, ne le fut que dans ses aspects économiques alors que sur les plans de l'oppression sociale et culturelle, l'État néocolonial signifiait vraiment « semi-colonial », *c'est-à-dire* « *semi-français* », « *semi-anglais* » ou « *semi-portugais* ». Nous payons aujourd'hui le prix des dictatures établies par ces États semi-européens, par exemple avec le phénomène musulman dit intégriste, qui en dernière analyse exprime la seule orientation que des élites déclassées, d'authentiques lumpen-élites, réactionnaires au sens littéral du mot, ont pu trouver pour refermer la parenthèse coloniale et affirmer l'identité bafouée tant par l'Européen que le post-Européen.

Il y eut la guerre de destruction de l'Irak, cette opération-prétexte rendue immédiatement nécessaire non point par l'invasion du Koweït, mais par la chute du stalinisme impliquant *immédiatement* la réaffirmation des hiérarchies mondiales de pouvoir au profit de l'impérialisme dominant – l'américain – inquiet à l'idée de ne plus pouvoir disposer d'un d'ennemi – gérable car déconsidéré, repoussoir et sénile – finalement indispensable à la structuration de son espace d'intervention.

Il y a la désolation du castrisme, le seul courant communiste d'origine non stalinienne (bien qu'en ayant subi la pesante influence économique et politique) ayant atteint le pouvoir, incapable de comprendre que pour sauver la révolution cubaine et mobiliser la population en faveur de la préservation des rapports sociaux issus du tournant de 1960, il faut établir le pluralisme politique – une révolution dans la révolution – au lieu de considérer abstraitement que le parti unique préserve les acquis alors que se multiplient les accords avec des firmes capitalistes étrangères. Il y eut, sous l'influence du castrisme,

¹⁵² Ceux-là mêmes – mes amis intellectuels et militants de gauche et d'extrême-gauche – qui firent le voyage de Lisbonne en 1974-75 pour y applaudir la Révolution des Œillets détruisant la dictature du parti unique salazariste, ne trouvèrent-ils pas parfaitement normal que cette révolution approuvât la mise en place de régimes de partis uniques en Afrique (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau...) ? Combien d'intellectuels de gauche français ont-ils protesté, avant 1988, contre la dictature du FLN algérien ?

l'ambiguïté sandiniste, cette révolution qui maintint le pluralisme politique, non point cependant comme principe politique de base mais comme concession aux circonstances (sous-entendu : quand la révolution anti-impérialiste passera à l'étape ultérieure et que l'on établira le socialisme, ce sera le parti unique comme à Cuba) et qui se fit inutilement des ennemis en ne comprenant pas la spécificité des sociétés indiennes.

Il y a l'incapacité des courants révolutionnaires occidentaux, et en particulier français, à sortir d'une culture politique de marge qui pourtant les épuise. Il y a la lecture du *Monde Diplomatique* qui vous met mensuellement au bord de la dépression tant il décrit justement ce *monde intolérable*¹⁵³. Et maintenant cette résistible ascension du Front national.

Pourtant, le fait qu'il ait été globalement vaincu lors de ce siècle ne saurait signifier en lui-même que l'objectif révolutionnaire fut, et est, une déraison. Le seul objectif réaliste, la révolution mondiale, n'aura évidemment pas été atteint. Pourtant, ces cent années auront connu des conquêtes démocratiques absolument considérables (mouvement de libération des femmes, systèmes de protection sociale, fin des empires coloniaux et – inachevée – du stalinisme, extension du pluralisme politique, croissance massive de l'alphabétisation...) qui produiront tous leurs effets lors des prochaines générations. Dans le temps même où l'on constate l'échec des mouvements révolutionnaires du siècle¹⁵⁴, il faut aussi remarquer que, durant sa seconde moitié, il n'y a pas eu de défaites aussi catastrophiques à l'échelle mondiale que celle qu'a signifié en 1933 la prise du pouvoir par Hitler. Au cours de conjonctures évidemment diverses, nous sommes restés dans *une période longue de rapports de forces incertains*. Cela autorise un optimisme raisonnable, à condition toutefois de savoir voir les potentialités de l'époque qui commence.

¹⁵³ Juste un détail : selon le dernier indice du développement humain publié, les 248 *personnes* les plus riches au monde possèdent autant que les 40 % plus pauvres de la planète. L'éventail des richesses, même en France (les revenus y vont de 1 à 220) ne doit pas être sensiblement différent de celui du Moyen-Âge...

¹⁵⁴ En termes de construction de nouveaux Etats – mais leur rôle doit aussi être mesuré quant à leur influence globale sur l'évolution des sociétés.

Démocratie et révolution

La grande contradiction aura cependant été le rendez-vous manqué entre le mouvement social et la démocratie, qui ne doit pas être réduit à la question de la tragédie stalinienne. En effet, si le stalinisme fut une sanglante contre-révolution politique (1928-1937) qui tua plus de communistes que Hitler ne réussit à en exterminer, puis une contre-réforme sociale (commencée autour de 1990 et inachevée¹⁵⁵), la sous-estimation de la question démocratique est, sous des formes diverses, un fait culturel de la quasi-totalité des courants du mouvement ouvrier.

Cela paraît évident pour les courants qui ont accepté le capitalisme comme « horizon indépassable ». À partir du moment où l'on accepte que le marché soit le facteur dominant, et non plus un facteur parmi d'autres de régulation économique (avantageusement soumis à une planification démocratique), on accepte la dictature d'une infime minorité. On accepte par exemple qu'un fond de pension *américain* aura plus de pouvoir, *en France*, que les députés que nous avons élus. On accepte que la citoyenneté s'arrête à la porte de l'entreprise au sein de laquelle continueront à régner des rapports sociaux au mieux dignes du siècle passé. On accepte ce qui devient alors – alors seulement – la dictature des « grands équilibres ». On ne négocie plus qu'à la marge. On accepte comme « naturel » ce qui n'est qu'un mythe dont la réalité ne tient qu'à l'acceptation, à savoir le « droit » de certains de posséder des patrimoines colossaux et ainsi de disposer de la vie des autres.

Cela est encore facilement visible pour les courants qui, apparemment au moins, hésitent entre « horizon indépassable » et rupture. C'est le cas du nouveau concept à la mode au sein du Parti communiste français, celui du « dépassement » (et non plus de la destruction) du capitalisme, c'est-à-dire une actualisation de l'ancien gradualisme réformiste. Des luttes sociales intenses permettraient, par victoires successives, d'aboutir à une société qui peu à peu n'auraient plus rien à voir

¹⁵⁵ La rétrotransition au capitalisme opérée dans les pays du stalinisme réel doit sans doute être qualifiée de contre-réforme sociale plutôt que de contre-révolution sociale. En effet, la contre-révolution ayant déjà été faite par le stalinisme soixante ans auparavant, le passage au capitalisme peut alors être fait graduellement, *par réformisme au sein de la contre-révolution*, la même couche sociale restant fondamentalement au pouvoir.

avec le capitalisme. On ignore complètement ici la question du pouvoir d'État en construisant un naïf linéarisme de réformes positives supposées survivre au pouvoir de ces États encore en place ! On ne veut pas voir que la démocratie exige – mais en même temps implique pour survivre – que tout être humain égale réellement une voix, ni plus, ni moins et tout de suite, sans attendre un générationnel processus de « dépassement ». Dans ce dernier cas, les conditions sociales capitalistes maintenues auront tôt fait de détruire ce qui n'aura alors été qu'une mobilisation démocratique. Ainsi, de quelque manière que l'on tourne la question, un démocrate conséquent ne peut que revendiquer l'expropriation sans indemnité du capitalisme et affirmer ainsi l'impératif de la rupture¹⁵⁶. Il ne s'agit point du tout d'un objectif utopique, mais d'une simple exigence démocratique de liberté, égalité et fraternité. Si l'on sous-estime cette question, la démocratie n'a plus guère de sens¹⁵⁷. Dans le cas du parti communiste, cela s'accompagne d'une critique encore partielle du stalinisme qui s'exprime, outre des relations maintenues avec des partis totalitaires encore au pouvoir, notamment de deux manières : sur le plan interne, le refus persistant du droit de tendances (dans le parti et dans la CGT) et sur le plan externe, par une conception étriquée de la démocratie dans les grands mouvements sociaux. Lors des grèves de l'automne 1995 par exemple, on a pu constater que les militants communistes et les syndicalistes influencés par eux ne s'opposaient plus, comme dans le passé, aux élections de comités de grève, mais ceux-ci durent rester strictement locaux : les syndicats continuèrent à se substituer nationalement à ce qui auraient pu être des comités de grève de ville, de branche, et national. Telle est l'ambiguïté de l'orientation actuelle du PCF, tournée vers les « gens » en tant qu'individus, mais ne proposant aucune structure nouvelle pouvant exprimer les désirs de la collectivité. Les « gens », ainsi isolément considérés, restent écrasés par les structures

¹⁵⁶ J'insiste sur le fait que j'utilise ici le terme « capitalisme » et non « propriété privée ». Il est évident que le maintien d'une massive petite propriété privée des moyens de production, légalement encadrée, est indispensable à une société socialiste.

¹⁵⁷ Précisons ici que je ne suis en aucun cas de ceux qui sous-estiment les « petites conquêtes démocratiques ». Toute parcelle de démocratie doit être ardemment défendue et le « tout ou rien » du vrai gauchisme est profondément méprisant et paternaliste envers le mouvement social réel. À l'inverse, les « petites conquêtes démocratiques » sont indispensables pour nourrir la lutte pour la démocratie, mais ne peuvent survivre durablement sans elle.

préexistantes qui correspondent forcément mal au moment exceptionnel qu'est le mouvement¹⁵⁸.

En résumé, les deux grands courants de la social-démocratie et du communisme d'origine stalinienne relativisent l'impératif démocratique parce qu'ils refusent, clairement ou de manière ambiguë, la rupture.

Ces considérations doivent nécessairement mener à se poser la question des courants qui, en principe, en sont à gauche les contestataires¹⁵⁹. Côté trotskyste comme anarchiste, en principe tout est clair quant au capitalisme. Même sans discuter – ce n'est pas le lieu – des stratégies révolutionnaires qu'ils proposent pour parvenir à sa destruction, force est de constater que les valeurs utilisées sous-estiment elles aussi la question démocratique.

On le discerne ne serait-ce que dans le vocabulaire utilisé : « démocratie bourgeoise » ou « libérale », par exemple. Ce classique de la glose révolutionnaire amène inmanquablement à considérer que si la démocratie est bourgeoise, elle n'en vaut guère la peine... Ce faisant, ces courants font peser le doute sur leurs intentions démocratiques¹⁶⁰, à savoir que le socialisme ne peut être qu'une extension considérable de la démocratie. Ils font alors un cadeau royal aux seigneurs de ce monde, qui vont user et abuser du mot « démocratie » alors qu'eux-mêmes vont hésiter à l'utiliser, ou en tout cas à l'utiliser seul : on n'y parlera plus que de « démocratie ouvrière », de « démocratie prolétarienne », de « démocratie socialiste » voire de « démocratie populaire ». L'hégémonie idéologique de l'État capitaliste est ainsi renforcée. En effet, la démocratie est *forcément prolétarienne* et l'apposition de l'adjectif est non seulement une litote mais, découpant la démocratie en tranches, la vide de son sens. Or les revendications du mouvement social, même dans ses moments les plus

¹⁵⁸ Dire cela n'est en aucun cas déprécier le rôle des syndicats et des partis. En effet les structures électives de lutte dépérissent vite lors de la retombée du mouvement, alors que les structures organisées demeurent. Il devrait y avoir complémentarité et non concurrence.

¹⁵⁹ On me permettra de considérer les courants écologistes de gauche (pour ne point parler des autres...) comme une forme de social-démocratie moderne dans la mesure où, quelles que soient les avancées sectorielles qu'ils ont permises, eux aussi acceptent l'« horizon indépassable » du capitalisme.

¹⁶⁰ Rappelons-nous que ce n'est qu'en 1979 que la IV^e Internationale (organisation mondiale dont la LCR est la section française) a adopté le pluralisme politique comme principe de base de la dictature du prolétariat. Néanmoins, ce courant a officiellement fait le pas.

audacieux, ne concerne rien d'autre que la démocratie.

Dans l'après Mai 68 quand fleurissait l'extrême-gauche, la critique révolutionnaire du réformisme porta sur l'abandon de la rupture¹⁶¹ et non sur la démocratie comme outil de rupture. C'était parfaitement logique pour toutes les variantes du maoïsme puisque celles-ci ne contestaient nullement les régimes de parti unique, mais refusaient que ce soit les « révisionnistes » qui les dirigent. Il ne fait pas de doute cependant que les courants trotskystes – je pense notamment aux moins sectarisés – ont subi ce cours « rupturiste ». Parmi les diverses consciences identitaires, seule compta la conscience de classe, mais même au sein de celle-ci, seules furent valorisées les expressions les plus radicales, fussent-elles fort minoritaires. Il fallait regrouper et instrumentaliser le radicalisme des marges pour en faire un levier entraînant mécaniquement la masse, plutôt que d'en permettre l'expression la plus fidèle possible, celle de la majorité sociale, prolétarienne, du pays. D'où des dénonciations frontales du « Programme commun » comme gestionnaire du capitalisme¹⁶² et de l'Union de la Gauche comme nouvelle trahison de type Front populaire, interdisant de participer aux grands débats qui, alors, traversaient le « peuple de gauche »¹⁶³.

Concrètement une telle approche « à reculons » de la démocratie va provoquer systématiquement une sous-estimation de l'importance des luttes « seulement démocratiques » et des comportements paternalistes envers le mouvement social supposé ne pas « aller assez loin ». L'illustration la plus tragique de cette tendance a été le dédain pour les

¹⁶¹ Le concept alors en vogue au PCF était la « démocratie avancée » dans laquelle le mot « démocratie » indiquait qu'il s'agissait encore d'une forme de capitalisme – d'où on peut logiquement conclure que le passage au socialisme en terminerait avec la démocratie... Il est plaisant de se souvenir que François Mitterrand se fit élire secrétaire du PS en 1972 précisément sur le maintien de la notion de rupture, tout comme Guy Mollet avait, auparavant, écarté Léon Blum en réaffirmant contre lui la notion de dictature du prolétariat.

¹⁶² Relu aujourd'hui, il paraît une authentique bombe gauchiste...

¹⁶³ Même un parti comme la LCR n'est jamais vraiment sorti de cette problématique minorisante. Le courant « Lutte Ouvrière » nous a quant à lui offert un spectacle extraordinaire quand il fut avant tout... gêné d'avoir recueilli le score fort appréciable de 5% des voix aux présidentielles de 1995, ne sachant qu'en faire puisqu'il était hors de question de modifier quoi que ce soit au train-train du petit groupe semi-clandestin... Un autre courant, encore, a choisi de s'autodénommer « Parti des travailleurs » et, la question de l'unité ainsi résolue, n'a plus rien à proposer si ce n'est de le rejoindre.

questions ethnonationales. Mécaniquement accolée à l'« étape de la révolution bourgeoise », la question nationale a été systématiquement considérée comme dépassée, sauf dans les pays « arriérés » (où l'« étape de la construction de la nation » a maintes fois servi à justifier les partis uniques afin d'éviter le « tribalisme diviseur »). Combien de militants de gauche et d'extrême-gauche ne considèrent-ils pas que la nation est « dépassée », tirant ainsi un trait hautain sur les sentiments réels des gens ? Quand elle s'exprima, la question nationale fut considérée avec suspicion comme manipulée et réactionnaire – et le devint ainsi parfois. On vit l'organisation basque ETA-VI^e assemblée adopter en 1973 une orientation ouvertement socialiste mais abandonner en même temps le nationalisme, traçant dès lors une autoroute aux militaires de l'ETA V^e assemblée (l'ETA d'aujourd'hui). On vit le mouvement antistalinien de l'Allemagne orientale, muni les dernières années du Mur d'une forte base de masse, avec un projet réel de socialisme démocratique, refuser de prendre la tête de l'aspiration à la réunification allemande – puisque l'Allemagne occidentale était capitaliste – et être alors en quelques semaines balayé par l'aspiration nationale dès lors dirigé par la droite¹⁶⁴. On ne peut refaire l'histoire, mais la lutte pour la défense des acquis sociaux imposait que les courants de gauche assument aussi la question nationale, ce qui aurait fait entrer leurs préoccupations en résonance avec celle du mouvement social d'Allemagne de l'Ouest.

Il est du reste extraordinaire de constater combien la chute du stalinisme sénile a été accueillie boudeusement par l'extrême-gauche européenne, sous prétexte qu'elle n'aboutissait pas directement à une nouvelle révolution socialiste. Ainsi la chute de cette forme de totalitarisme n'a pas été interprétée comme une énorme victoire des peuples leur permettant enfin, peu à peu, de réapprendre le mouvement de classe, mais d'abord comme une victoire du capitalisme. Comme si cette dernière ne remontait pas, en réalité, à la contre-révolution stalinienne de 1928-1937 !

On vit en France la fugace intersection de l'antimilitarisme parisien et de l'occitanisme lors des luttes du Larzac ne rien produire par la suite, du fait de la marginalisation des thèmes nationalitaires dans les positions des groupes radicaux, permettant que le régionalisme politique soit efficacement

¹⁶⁴ c'est-à-dire sur place le parti chrétien-démocrate, 100% pseudopode stalinien qui adhéra immédiatement à la CDU occidentale !

recupéré par la régionalisation officielle. On vit l'extrême-gauche laisser la revendication d'indépendance de la Corse aux courants du nationalisme droitier. On voit ces mêmes courants ne considérer dans l'Europe maastrichienne qu'un grand plan capitaliste des bourgeoisies européennes – ce qu'elle est assurément – mais, en une espèce d'économisme de gauche, laisser complètement de côté l'aspect identitaire de la question (à savoir l'Europe conçue de manière uniforme du nord de la Scandinavie au sud du Portugal) et les oppressions nationales croissantes en découlant. On voit le PDS sénégalais, un vrai parti de gauche qui connaît actuellement un essor remarquable, refuser d'aborder la question casamançaise dans sa dimension identitaire et ne vouloir la traiter que par des mesures sociales.

Plus généralement, il est significatif de constater qu'en pratique l'internationalisme est fait synonyme d'antinationalisme alors qu'il s'agit de la *solidarité entre les nationalismes (inter-nationalisme)* ; qu'en pratique l'internationalisme prolétarien, même dégagé de sa gangue stalinienne, est fait synonyme d'un simple interclassisme prolétarien, d'une solidarité entre les prolétariats de divers pays, alors qu'il ne peut s'agir que de la *solidarité entre des mouvements nationaux dont le prolétariat a pris la direction*.

Heureusement brille dans le lointain Chiapas la petite lumière zapatiste qui mêle indissolublement revendications anti-impérialistes et valeurs identitaires mayas. Mais c'est plutôt l'exception qui confirme la règle, et on a plus remarqué chez nous l'usage d'Internet par le sous-commandant Marcos – Ah! cette « guérilla post-moderne » qui a tant charmé une partie de la gauche caviar – que la fusion des aspirations ethniques et classistes.

La prolétarianisation du monde

Mais que se passe-t-il maintenant, en cette veille de XXI^e siècle ? Il n'y en a plus que pour la « globalisation » et la « mondialisation ». Parce qu'avec un ordinateur on peut envoyer, en 75 secondes et 75 centimes, un livre de six cents pages en Nouvelle-Zélande et consulter le fichier de la bibliothèque de Columbia University, nos petites nations seraient décidément dépassées et la seule révolution à venir serait cybernétique. Cette vision apparemment optimiste, en réalité plus proche du genre « la voix de son maître », oublie au passage beaucoup d'aspects de l'évolution récente.

Le premier est que la mondialisation se déploie dans le

cadre, et tend à devenir synonyme, de la dictature mondiale du capital financier à l'époque de la quatrième révolution scientifique et industrielle¹⁶⁵. Il est inutile de chercher à distinguer si c'est cette dernière qui permet cette évolution du capitalisme, ou si c'est l'évolution du capitalisme qui en a provoqué les prémices. Dès que ceux-ci ont commencé à s'exprimer, ont fleuri les textes sur la disparition de la classe ouvrière – tant le capitalisme a besoin d'écarter ce cauchemar qu'il produit pourtant lui-même. Or la mondialisation a un autre vecteur, considérable : *la prolétarianisation du monde*. L'évolution du capitalisme (notamment sa financiarisation) fait tendanciellement disparaître les classes qui lui étaient antérieures (sauf la bourgeoisie) pour n'en laisser que deux – c'est vieux comme Marx. Cependant on ne devrait plus parler de « classe ouvrière » mais de prolétariat. Il n'y a rien de misérabiliste à employer ce concept : il ne fait que refléter la réalité de l'énorme masse des gens qui vivent de la vente de leur force de travail aboutissant à la création de marchandises qui peuvent être des objets ou des services. Ce que l'on appelle couramment « classe ouvrière » n'est en réalité que le *milieu ouvrier de la classe prolétarienne*, l'un des milieux sociaux de cette énorme classe au sein de laquelle on retrouve aussi les instituteurs, les employés de bureau, les infirmières, les cheminots, etc. L'économisme de gauche ainsi que le « rupturisme » déjà évoqué ont eu tendance à développer un ouvriérisme qui a masqué l'évolution fondamentale. Plus que jamais le prolétariat s'étend, en France et mondialement – ce qui, on l'aura compris, n'est pas synonyme de paupérisation. Ainsi les milieux ouvriers ont sans doute légèrement régressé mondialement et évidemment dans les pays les plus développés, *en un transfert au sein du prolétariat vers d'autres milieux sociaux*. La mondialisation accélère ce phénomène, faisant passer des sociétés entières, qui n'étaient encore qu'indirectement soumises au capitalisme par l'intermédiaire de formations sociales plus anciennes, sous son exploitation directe (ou à la destruction pure et simple). Chez nous, elle accélère le passage d'un milieu social prolétarien à un autre, dans le cadre d'une croissance globale non démentie d'un prolétariat qui tournera autour des 80% de la population en l'An 2000. Il n'y a, pour ralentir ce phénomène que deux

¹⁶⁵ Rappelons que la première fut celle du charbon et de l'acier, la seconde celle de l'électricité, la troisième celle de l'atome et la quatrième, celle de l'automation et des autoroutes de l'information.

contre-courants : la tendance au chômage de masse qui restreint « physiquement » le prolétariat mais ne peut dépasser un certain niveau ; et la production de nouveaux milieux sociaux petits-bourgeois via la création d'entreprises par des gens qui auparavant n'étaient pas entrepreneurs (ou fils d'entrepreneurs), créations souvent liées aux nouvelles technologies – mais ce courant ne dépasse pas globalement le nombre des disparitions. Aussi peut-on gloser à l'infini sur le recul des cols bleus : *ce qui a évolué est la composition des milieux sociaux et non la structuration en classes, indispensable au capitalisme*. La rapidité de l'évolution de ces milieux peut déstabiliser le syndicalisme – affaibli dans les secteurs où il était anciennement implanté et pas encore bien implanté dans les secteurs nouveaux – et même faire reculer la conscience de classe, mais ces phénomènes sont temporaires. Un syndicalisme combatif comme SUD en France n'est-il pas apparu précisément dans l'un des milieux qui a connu la plus intense évolution technologique ?

Le deuxième aspect laissé dans l'ombre concerne la base sociale de la démocratie. Autrefois le prolétariat, composée presque uniquement de la « classe ouvrière » (d'où la confusion des deux), était minoritaire dans le pays. La revendication démocratique ne pouvait donc être portée jusqu'à ses conséquences ultimes – un être humain, une voix, c'est-à-dire l'expropriation du capitalisme – que par des secteurs minoritaires. Ils devaient entraîner derrière eux d'autres secteurs (artisanat, paysannerie), victimes eux aussi du capitalisme mais issus d'une société antérieure et exprimant des consciences identitaires non classistes. Telle fut la Commune de Paris, décrite avec raison par Marx comme le premier exemple de dictature du prolétariat mais à propos de laquelle un de mes professeurs, le grand Albert Soboul, farouche communiste, nous faisait remarquer qu'elle était tout autant la dernière révolution du tiers état. Aujourd'hui, la classe qui a directement intérêt aux conséquences ultimes de la démocratie est largement majoritaire. Ainsi les luttes du XXI^e siècle seront de plus en plus celles de catégories entières et très massives de la population. *La base sociale de la démocratie s'étend*. Cela justifierait-il un nouveau réformisme comme il y en eut déjà avec la même justification, l'énorme majorité n'ayant finalement plus besoin que d'un énergique coup d'épaule pour « dépasser » le capitalisme ? On tomberait ici dans une autre forme d'économisme qui ferait découler mécaniquement de la

majorité prolétarienne un affaiblissement de l'État capitaliste. Ce serait oublier que le pouvoir de ce dernier est fondée sur une nature de classe (notamment dans ses aspects militaro-répressifs) qui n'est pas seulement sociale mais exerce aussi une hégémonie idéologique. Il n'en reste pas moins que l'élargissement de la base sociale de la démocratie n'est, au minimum, pas de bon augure pour le capitalisme. Les grandes grèves de Corée du Sud ont dû être observées de près par plus d'un cabinet bancaire expert en « risque-pays ». Le danger pour eux est la possibilité que, désormais, majorité sociale et majorité politique ait tendance à se rejoindre plus souvent et plus profondément. Or cela dépend largement de l'orientation que sauront se donner les courants de gauche.

La nationalisation du monde

Le troisième est relatif à l'évolution des identités. La rengaine est ancienne : le capitalisme, après avoir été le « creuset des nations », devait ensuite en finir avec ces dernières, et même Marx et surtout Engels, avaient été sensibles à ces sirènes évolutionnistes. C'est oublier qu'un degré d'ethnicité ne chasse pas l'autre, que l'apparition d'identités nouvelles, plus vastes, ne fait pas mécaniquement disparaître les anciennes et peut même les revivifier. La mondialisation *remanie* les identités, elle ne mène point à une identité mondiale unique en une espèce d'a-nation mondiale. Déjà on a dit la même chose à propos du colonialisme qui, au choix, devait supprimer, grâce à la modernisation, ou contraire inventa, pour mieux diviser et régner, les groupes ethniques. Toute l'histoire du siècle montre que la colonisation a puissamment *remanié* les identités, a pu vaincre et détruire certains groupes mais a surtout infléchi les trajectoires d'identités déjà historiquement produites. Urbanisée, prolétarisée, « plébéiennisée » voire lumpénisée, l'ethnicité est toujours là, qu'il est complètement contre-productif de diaboliser, formidable défi aux courants de la gauche africaine pour le siècle prochain.

Le quatrième aspect concerne les effets politiques du troisième. Il s'agit du potentiel explosif de la contradiction entre les remaniements identitaires provoqués par la mondialisation et la tendance à l'uniformisation continentale et mondiale produite par la dictature du capital financier. Pour cette dernière, il est évident qu'il serait « plus pratique » de

pouvoir disposer d'une identité unique – au moins pour les aspects qui la concernent directement – au sein de très vastes régions, avec des monnaies uniques, des politiques économiques et sociales alignées vers le bas, des réglementations de production identiques, une langue commune (l'anglais), etc. C'est pourquoi *la financiarisation du monde, par essence insensible à la prégnance de la localité, aura tendance à provoquer des tensions identitaires croissantes* – les « petites identités dépassées » n'ayant pas de raisons particulières de se conformer mécaniquement à ses implications. On l'a déjà nettement pressenti lors des grèves de l'automne 1995 en France, quand le mouvement de défense des services publics et sociaux fut à la fois un mouvement classiste, prolétarien, et un mouvement de défense ethno-nationale : la remise en cause d'aspects considérables de la qualité de la citoyenneté était ressentie non seulement dans sa dimension sociale, mais en tant que déstabilisation de l'idée que les Français se font de la France. Cet aspect a profondément irrité la partie de ces gens plutôt de gauche qui avaient de la sympathie pour le plan Juppé. Ils ont vu un repliement identitaire passéiste là où à l'inverse s'exprimait le signe avant-coureur d'une contradiction prometteuse pour le XXI^e siècle entre, d'une part, la défense des identités réellement ressenties par les populations (intégrant indissolublement la citoyenneté de qualité dans les caractéristiques nationales du pays) et, d'autre part, l'uniformisation tendancielle socialement « dépromouvante » exigée par le capital financier¹⁶⁶.

Plus généralement, on aurait tout à fait tort de ne retenir des poussées identitaires actuelles que ledit intégrisme musulman, les guerres balkaniques ou les massacres castistes entre Hutus et Tutsis¹⁶⁷. La tendance émergeant en cette fin de XX^e siècle et qui durera toute une partie du XXI^e exprime la contradiction croissante entre les identités vécues, produit de siècles de vie

¹⁶⁶ Une réaction du même type avait pu être notée en France, au Portugal, au Danemark, quand le courant hostile au traité de Maastricht avait systématiquement été qualifié de réactionnaire, si ce n'est d'analphabète et bouseux. Le journal *Le Monde* s'était particulièrement illustré dans cette qualification, avant d'être obligé, après le référendum, d'analyser plus sérieusement les chiffres et les aspirations des milieux sociaux.

¹⁶⁷ Il est impossible de discuter cette question ici, mais le génocide au Rwanda n'est pas une guerre ethnique, mais avant tout castiste, conflit entre des catégories cristallisées par des imaginaires sociaux (cultivateurs/éleveurs), formées de gens ayant par ailleurs la même religion, parlant la même langue, etc., bref, faisant partie de la même ethnie.

sociale, et les impératifs d'une mondialisation dominée par la financiarisation. En d'autres termes, *dans le cadre de la base sociale élargie de la démocratie, de plus en plus la question identitaire recoupera la question sociale et exprimera un potentiel subversif anticapitaliste. Voilà pourquoi l'essor des questions identitaires n'est pas principalement le fait de « repliements ethniques », mais la tendance longue à la nationalisation du monde*, que l'on a eu bien tort, à gauche, de lier seulement à l'« étape des révolutions bourgeoises ». L'essor de nouvelles nations, qui ne produiront pas forcément de nouveaux États, n'exprime pas l'implosion, mais à l'inverse souligne l'essor (démographique, économique, culturel), de sociétés qui revendiquent haut *la modernité de la dignité par l'identité* que le paradigme de la *modernisation autoritaire par l'uniformisation* d'États-empire leur refuse. Si cette aspiration prend parfois, tragiquement, le chemin de l'intégrisme ou de la purification ethnique, c'est toujours parce que *d'abord* toutes les « élites modernes » ont développé des schémas de développement hostiles aux populations ou ont refusé de prendre elles-mêmes la tête de l'aspiration ethnonationale, permettant ainsi qu'elle soit monopolisée par des seigneurs de guerre qui la dévoient. Il est donc capital de cesser de diaboliser l'ethnicité pour, à l'inverse, l'intégrer au programme de la démocratie politique.

Le cinquième aspect est, pour ainsi dire, géographique. En effet la mondialisation se produit, non par le fruit du hasard, au moment où le stalinisme s'écroule, c'est-à-dire où les derniers espaces qui échappaient à la domination directe du capitalisme s'ouvrent à lui. En d'autres termes, la chute du Mur de Berlin a donné le signal de la dernière expansion « mécaniquement possible » du capitalisme, dont l'importance est certainement comparable à celle que revêtait la colonisation en Afrique et en Asie. Cette expansion réalisée, le capitalisme ne pourra plus recourir, pour la résolution de ses contradictions internes, à une extension à des « sociétés extérieures » qui n'étaient pas encore, ou pas directement, soumises à ses lois. Il pourra s'intensifier, se moderniser, se restructurer, mais ce sera toujours au sein des mêmes sociétés. Là encore, les grandes grèves de Corée du Sud pourraient être une image annonciatrice des contradictions de demain. Bien sûr cette dernière expansion « mécaniquement possible » mettra du temps – une à trois générations – à s'exprimer complètement et à épuiser ses possibilités. Elle ne signifiera pas la fin du tiers

monde mais une nouvelle organisation du développement inégal et combiné des régions du monde. Sur le plan historique, la signification profonde de cette constatation (la fin de l'« expansion mécanique ») pourra sans doute étonner, mais ne peut être que la suivante : *la chute du stalinisme n'est autre que le début de la fin pour l'impérialisme.*

La démocratisation du monde

Pour s'en tenir, dans le contexte du présent ouvrage^{**}, au débat des idées, il nous reste alors à refuser le mouvement d'interdiction des mots et des concepts qui a suivi l'écroulement du rideau de fer. Parler d'« impérialisme », de « tiers monde », de « révolution », de « lutte de classe », de « prolétariat », de « socialisme », de « communisme », d'« internationalisme » fut dès lors assimilé à la langue de bois. Comme si la chute de l'URSS signifiait que tout cela n'existait plus, comme si ces mots n'avaient exprimé que le discours politique d'un régime et non des réalités prégnantes ! Il est incontestable que la langue de bois a existé, point seulement d'ailleurs à gauche mais aussi dans le dogmatisme libéral, et existe encore. Mais est-ce parce que des expériences historiques tragiques ont dénaturé complètement le sens de certains noms qu'il faut les abandonner ? Est-ce parce que le dépendantisme des années soixante et soixante-dix a, sans aucun doute, simplifié outrancièrement les relations entre le « centre » et la « périphérie », que ces notions sont dépassées ? Est-ce parce que les transitions libérales en Afrique sont des caricatures de démocratisation qu'il faut, comme certains militants désespérés, dire : « A bas la démocratie ! ». Le problème réside non point dans les mots – qu'on en change si c'est utile pour la précision des concepts ! – mais dans la liberté à utiliser des concepts qui expriment des réalités sociales et des objectifs politiques. En dernière analyse, dans le droit de contester l'hégémonie idéologique actuelle.

Mais il va de soi que l'histoire exige plus que jamais la distinction claire entre les concepts eux-mêmes et l'usage qui a pu en être fait. Nous avons besoin de ne pas renoncer aux concepts d'« impérialisme », de « capitalisme », d'« État bourgeois », de « dépendance », de « prolétariat », d'« internationalisme », etc., pour y voir clair. Mais dans le même temps, si l'axe des aspirations exprimées n'est pas la démocratie, ou si,

^{**} Il s'agit bien sûr de l'ouvrage qui était alors prévu par le *Passant ordinaire*.

en d'autres termes, l'on n'oppose pas la démocratie à l'hégémonie idéologique bourgeoise qui a si bien réussi à en annexer l'apparence, ces concepts alors vidés de leur sens ne serviront guère et les militants qui les utiliseront se trouveront incapables de conquérir la crédibilité nécessaire. Quant à la différence entre réformisme et révolution, elle ne devrait point être jaugée seulement à l'aune du degré de radicalisme, de l'attitude face à la rupture, mais tout autant à la lumière de la constatation qu'un révolutionnaire n'est rien d'autre qu'un démocrate conséquent.

Le XX^e siècle a exprimé la tendance longue des peuples à la démocratie. Il nous a montré que celle-ci ne saurait être découpée en tranches, ne saurait être ni prolétarienne, ni bourgeoise, ni libérale, ni socialiste. Il nous montre que le XXI^e sera celui de la démocratie tout court.

Lisbonne,
Le 25 avril 1997
(23^e anniversaire de la Révolution des Œillets)

Table des matières

Avant-propos	5
Éloge de l'inter-nationalisme	9
PREMIERE PARTIE	
L'AFRIQUE, LE SOCIALISME ET LES NATIONS	17
De la construction de l'État sans nation à la	
nationalisation du monde	19
Nationalisme et « nationisme »	22
Faire le ménage des concepts	27
L'« africanisme webérien » ou le fétichisme de l'État	29
L'État sans nation	33
Les faits de conscience	36
Ethnicité et modernité	40
Le socialisme, c'est les soviets, plus l'ethnicité	45
Les trois victoires possibles du stalinisme	46
D'une restauration possible.....	46
...à une sous-estimation certaine.....	50
La mort du « marxisme-léninisme » ou la force écrasante de	
l'évidence	52
Interdiction d'idéal	53
Du « marxisme universitaire » à la démocratie en Afrique	54
Des « modes » comme ersatz de théories	56
Un tournant pas si rapide.....	59
Les intellectuels, la « mort du marxisme-léninisme » et	
l'Afrique	62
Un modèle marxiste-léniniste généralisé ?	63
Lénine, Idi Amin Dada et quelques autres	66
Tribalisme anti-tribaliste, européocentrisme anti-imperialiste ..	69
Les ravages du nationalisme dans les pays sans nation	69
Logiques métisses ?	71
Vers un tribalisme révolutionnaire	74
Ce que l'Afrique noire pourrait apprendre à l'Europe	79
L'élite et la nation	80
Question de démocratie	81
Le refuge du pauvre	83
Estado sem nação Unicidade, unidade ou pluralismo do	

Estado em Moçambique e algures	285
Uma perspectiva histórica para a negação étnica em Moçambique	86
Nacionalismo, etnicidade e desenvolvimento	90
Etnicidade e política	92
Federalismo, regionalismo e democracia	95
Guerra civil e partilha do poder	97
A questão do direito dos grupos	98
Lei geral e aspirações das comunidades	99
Rumo a um Estado unitário, não nacional e democrático	101
Contre le fédéralisme – Pour une ethnicité ouverte	103
L'échec du nationalisme étatique.....	103
Le fantôme fédéraliste	104
Le drame de la troisième guerre angolaise	105
Ethnicité politique	106
Angola, Mozambique : quel futur pour les créoles ? ..	109
Le siècle du blanchiment	110
Créolité, créolités.....	111
Les deux complexes	111
La question du sentiment national	114
Le danger de la non-ethnicité	115
Evidence implicite, négation explicite	116
La nécessaire ethnicité.....	117
Blanc de couleur	119
Le panafricanisme politique sert-il encore à quelque chose ?	121
La première crise du panafricanisme politique	122
Le nouveau fédéralisme et l'intégration régionale	123
Deux influences politiques non coloniales	124
Une nouvelle ethnologie	125
Nationalismes des Tiers mondes Pour un débat, en réponse à Michaël Löwy	127
La libération de toutes les formes d'oppression	127
Nationalisme <i>versus</i> mondialisation : est-ce si simple ?	129
Les prolétaires sont-ils <i>seulement</i> prolétaires ?	131
Nationalisme d'État et ethnicité populaire	132
Luttes de libération... nationale ?	134
Ethnicité et tribalisme.....	135
Un nationalisme « anti-impérialiste » et un nationalisme « indigène » ?.....	139
Ethnicité, nationalisme et conscience de classe	141

238	Algérie Les leçons du Mozambique	145
	Du « banditisme armé »	146
	... à la guerre civile	147
	Un corps social guerrier	149
	L'implosion postcoloniale	150
	Un État de modernité sans progrès social ?	151
	Un nationalisme qui se cherche	152
	Le philosophe et les tontons macoutes	153
	Une seule solution, la démocratisation	154
	DEUXIEME PARTIE	
	DES LANGUES ET DES NATIONS	157
	Vive le Zimbabwe ! Histoire de mots et	
	européocentrisme classificatoire	159
	Un européocentrisme inadmissible	160
	Un point de vue français Défendre la langue portugaise	
	en Afrique ? Oui, mais...*	163
	Un exemple franco-portugais	164
	Serait-ce la faute aux Anglais ?	165
	Le portugais progresse !	166
	Ne sous-estimez pas la souveraineté !	167
	Le critère décisif dans les pays sans nation	168
	Défendre la lusophilie pour promouvoir la lusophonie	169
	La francophonie contre la France	171
	D'une inflation des francophonies instrumentales... ..	171
	... à la négation des « francités » réelles	172
	Un impérialisme incapable	174
	TROISIEME PARTIE	
	LA LUTTE DES CLASSES ET L'IDENTITE	177
	Pour en finir avec la Yougoslavie	179
	La « fausse conscience » et la Yougoslavie	179
	Diviser pour régner ?	180
	La nature des États et la nature des frontières	182
	Grande Serbie et Grande Croatie : un faux problème	184
	Le chaînon manquant	185
	L'ethnie France et l'unité du conflit	189
	La crise de novembre-décembre 1995	191
	La crise de la nation France	193
	La République sociale sera-t-elle parisienne ? La Gauche	
	socialiste et l'identité française	195
	La France comme modèle	196

On se trompe sur le passé	190
On se trompe sur le présent	201
Fierté cocardière	202
Un « traitement social » pour l'identité ?	202
Maastricht, la lutte des classes et l'identité ethno-nationale	204
Jean-Luc Mélenchon et le folklore provincial	205
On se trompera dans le futur	207
Profs, accueillons les enfants du foulard !.....	209
Une « façon un peu souple »	210
La profonde division du camp laïque	211
L'intégration en marche	212
Proscrire les délits d'opinion, établir des limites concrètes ..	214
Vous avez dit « signes ostentatoires » ?	215
Circulaire intolérante ou loi raciale ?	217
L'efficacité de la laïcité en danger	218
Laïcité ou chauvinisme français ?	219
L'ouvrier sénégalais et le capitaliste Le Pen.....	221
Quel racisme ?	221
Quel antiracisme ?	223
Le capitaliste Le Pen et l'identité nationale	225
La Ligue, les chasseurs et quelques autres.....	227
L'autodétermination, pour les Serbes aussi.....	231
Le siècle de la démocratie tout court	235
Démocratie et révolution	239
La prolétarisation du monde	244
La nationalisation du monde	247
La démocratisation du monde	250
Table des matières.....	236

La nationalisation du monde

Europe, Afrique

L'identité et la démocratie

La mondialisation ne signifie nullement la fin des nations et ethnies mais, à l'inverse, en les remaniant, les institue en objet potentiel porteur de subversion. Cependant, les courants de gauche, en particulier marxistes, souffrent de l'association marxienne du nationalisme à l'étape des révolutions démocratiques bourgeoises, ce qui les amènent d'une part à considérer la question nationale comme dépassée sauf dans les « pays arriérés », et d'autre part à penser la nation comme simple synonyme de République et de communauté de droits politiques (engendrée par lesdites révolutions bourgeoises) vide d'identité ethnique. Cela les met le plus souvent à l'extérieur des mouvements sociaux de facture ethno-nationale et y assure l'hégémonie des courants conservateurs ou d'extrême-droite.

Il faut rompre avec ce linéarisme marxien mais peu marxiste de l'évolution sociale (du « plus petit ancien » au « plus grand contemporain ») et réhabiliter la nation/ethnie non point comme une étape nécessairement liée à la révolution bourgeoise, mais comme une *tendance* permanente au sein des mouvements sociaux.

Cela permettrait alors de cesser de confondre internationalisme et antinationalisme.

Michel Cahen est historien, chercheur CNRS au Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Ses travaux sur les pays de l'Afrique d'ancienne colonisation portugaise, et en particulier sur leurs nationalismes radicaux négateurs des identités ethniques, l'ont mené à réfléchir plus généralement sur le lien entre la démocratie politique et l'identité ethnique. Il cherche à développer une approche marxiste renouvelée de l'ethnicité politique.

ISBN : 2-7384-7330-X